|  |
| --- |
| **SOUS LA DIRECTION DE**  Daniel-Louis SEILER  (1994)  La politique comparée en questions  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Sous la direction de  
Daniel-Louis Seiler

**La politique comparée en questions.**

Bordeaux, France : L.C.F. Éditions LyCoFac, Institut d’Études Politiques de Bordeaux, 1994, 192 pp.

Le 11 mai 2012, Monsieur Michel Bergès, professeur retraité de l’Université de Bordeaux, nous a accordé l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriel : Michel Berges : [m.berges.bach@free.fr](mailto:m.berges.bach@free.fr)

<http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html>

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

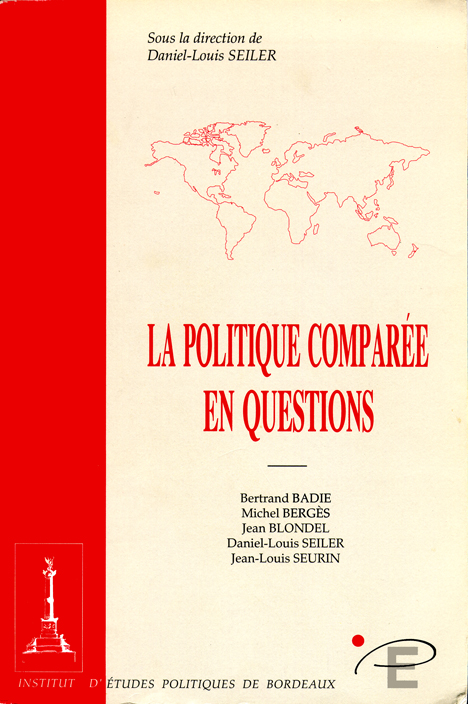
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 8 juillet 2019 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Sous la direction de Daniel-Louis Seiler

La politique comparée en questions.



Bordeaux, France : L.C.F. Éditions LyCoFac, Institut d’Études Politiques de Bordeaux, 1994, 192 pp.

Sous la direction de  
Daniel-Louis Seiler

La politique comparée  
en questions

Bertrand BADIE,   
Michel BERGÈS,  
Jean BLONDEL,   
Daniel-Louis SEILER  
et Jean-Louis SEURIN.

Bordeaux, France : L.C.F. Éditions LyCoFac,  
Institut d'Études politiques de Bordeaux, 1994, 192 pp.

**La politique comparée en questiona.**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#tdm)

Cet ouvrage reprend quelques uns des textes présentés lors du « séminaire du jeudi » de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux. Sur un sujet austère en apparence, il se révéla particulièrement animé, passionne, voire polémique. C'est cet état d'esprit que le livre s'efforce de restituer en laissant la parole aux divers protagonistes du séminaire, protagonistes aux personnalités diverses et aux orientations théoriques bien profilées et différentes.

Chacun, qu'ils soient conférenciers comme Jean Blondel ou Bertrand Badie ou participants fidèles comme Michel Bergès, Daniel-Louis Seiler ou Jean-Louis Seurin, exprime un aspect de l'atmosphère de ce séminaire.

Les grandes positions qu'on retrouve aujourd'hui dans la recherche en gouvernement comparé s'opposent sous la plume acérée des uns et des autres ; de grands thèmes sont abordés, tels le relativisme culturel, ou le défi de la sociologie historique face au scepticisme de l'historien, le retour à un fonctionnarisme modéré.

*LES AUTEURS*

• Daniel-Louis SEILER

*Professeur de science politique à l'institut d'Études Politiques de Bordeaux*

• Bertrand BADIE

*Professeur de science politique à l'institut d'Études Politiques de Paris*

• *Michel* BERGÈS

*Enseignant de science politique à l'I.U.T de Bordeaux*

• Jean BLONDEL

*Professeur de science politique à l'institut Universitaire Européen (Florence)*

• Jean-Louis SEURIN

*Professeur de science politique à l'Université de Bordeaux 1*

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[190]

**LA POLITIQUE COMPARÉE EN QUESTIONS.**

Table des matières

[Quatrième de couverture](#politique_comparee_couverture)

*Daniel-Louis SEILER,* [PRÉSENTATION](#politique_comparee_presentation). [1]

[**OUVERTURE**](#politique_comparee_pt_1) [5]

*Bertrand BADIE, POINT… “*[L'ANALYSE COMPARATIVE EN SCIENCE POLITIQUE : REQUIEM OU RÉSURRECTION](#politique_comparee_pt_1_texte_1).” [7]

I. [Crise de l'analyse comparative](#politique_comparee_pt_1_texte_1_1) [8]

II. [Quelques axes d'un renouveau comparatiste](#politique_comparee_pt_1_texte_1_2) [12]

*Jean BLONDEL, CONTRE-POINT…* “[UN PROGRAMME POUR L'ANALYSE POLITIQUE COMPARÉE](#politique_comparee_pt_1_texte_2).” [21]

I. [23]

II. [28]

III. [34]

[**THÈME ET VARIATIONS**](#politique_comparee_pt_2) [41]

***THÈME… ... Le regard de l'historien***

*Michel BERGÈS,* “[LA COMPARAISON EN SCIENCE POLITIQUE](#politique_comparee_pt_2_texte_3).” [45]

I. [À propos de « Politique comparée » de Bertrand Badie et Guy Hermet](#politique_comparee_pt_2_texte_3_1). [48]

1.1. [*Une critique historiciste de la sociologie*](#politique_comparee_pt_2_texte_3_1_1) [49]

1.2. [*Une critique sociologiste de la « socio-histoire » et un retour à la sociologie généralisante*](#politique_comparee_pt_2_texte_3_1_2) [54]

1.3. [*Un refus de l’histoire historienne*](#politique_comparee_pt_2_texte_3_1_3) [61]

II. [Science politique ou sociologie historique](#politique_comparee_pt_2_texte_3_2). [66]

2.1. [*Le paradoxe de Badie et Hermet*](#politique_comparee_pt_2_texte_3_2_1) [66]

2.2. [*La réponse des socio-historiens américains*](#politique_comparee_pt_2_texte_3_2_2) [70]

2.3. [*La « science-coucou » de Jean Leca*](#politique_comparee_pt_2_texte_3_2_3) [76]

***VARIATIONS SUR... ... Le relativisme culturel***

*Jean-Louis SEURIN,* “[LA DÉMOCRATIE PLURALISTE EST-ELLE EXPORTABLE ? UNIVERSALISME DÉMOCRATIQUE ET RELATIVISME CULTUREL](#politique_comparee_pt_2_texte_4).” [83]

[Prologue : Les ambiguïtés du relativisme culturel](#politique_comparee_pt_2_texte_4_0). [83]

I. [« Race et histoire » : Lévi-Strauss, 1952. La critique initiale de l'ethnocentrisme](#politique_comparee_pt_2_texte_4_0_I) [85]

Il. [Les limites du relativisme culturel. Le paradoxe de l'ethnologue](#politique_comparee_pt_2_texte_4_0_II). [86]

III. [Le problème symétrique du comparatisme](#politique_comparee_pt_2_texte_4_0_III). [88]

IV. [La déformation de la critique initiale du relativisme culturel](#politique_comparee_pt_2_texte_4_0_IV). [89]

§ 1. [Le problème spécifique de la comparaison des régimes en fonction des valeurs démocratiques pluralistes](#politique_comparee_pt_2_texte_4_1). [92]

I. [Le principe de la comparaison réaliste : l'analyse concomitante du droit et des pratiques politiques](#politique_comparee_pt_2_texte_4_1_I) [92]

II. [La légitimité d'une comparaison en terme de type-idéel. La référence à la pratique des démocraties pluralistes](#politique_comparee_pt_2_texte_4_1_II). [93]

III. [L'axe de la comparaison : le « type-idéel » de la démocratie pluraliste-constitutionnelle](#politique_comparee_pt_2_texte_4_1_III). [96]

§ 2. [La démocratie pluraliste doit-elle être exportée ? L'universalisme contre le relativisme culturel](#politique_comparee_pt_2_texte_4_2). [101]

A/ [La thèse universaliste : pourquoi les valeurs démocratiques sont universelles ?](#politique_comparee_pt_2_texte_4_2_A) [102]

B/ [La thèse du relativisme culturel : la démocratie libérale est une valeur historiquement située](#politique_comparee_pt_2_texte_4_2_B) [104]

C/ [La recherche d'une synthèse : la conciliation de l'universalisme et du respect des traditions](#politique_comparee_pt_2_texte_4_2_C) [107]

§ 3. [La démocratie pluraliste peut-elle être exportée ? La diversité des expériences concrètes](#politique_comparee_pt_2_texte_4_3). [109]

A/ [Les échecs et les difficultés du transfert de la démocratie pluraliste](#politique_comparee_pt_2_texte_4_3_A) [110]

B/ [Le succès et les adaptations du modèle démocratique pluraliste](#politique_comparee_pt_2_texte_4_3_B) [124]

§4. [Les conditions d'une exportation légitime du modèle de la démocratie pluraliste constitutionnelle](#politique_comparee_pt_2_texte_4_4). [129]

A/ [La démocratie pluraliste est un modèle proposé et non pas « imposé »](#politique_comparee_pt_2_texte_4_4_A) [129]

B/ [L'adoption du modèle démocratique n'exclut pas les particularismes culturels](#politique_comparee_pt_2_texte_4_4_B). [131]

[Épilogue : Pour une problématique de l'universalisme](#politique_comparee_pt_2_texte_4_epilogue). [144]

[Orientation bibliographique](#politique_comparee_pt_2_texte_4_biblio) [149]

*Daniel-Louis SEILER,* “[CLASSIFICATIONS ET TAXINOMIES. ESSAI DE RECONSTRUCTION](#politique_comparee_pt_2_texte_5).” [161]

1) [Concept de famille politique](#politique_comparee_pt_2_texte_5_1) [163]

2) [Taxinomies](#politique_comparee_pt_2_texte_5_2) [164]

[1]

**LA POLITIQUE COMPARÉE EN QUESTIONS.**

PRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#tdm)

Cet ouvrage naquit des débats enthousiastes et passionnés qui se déroulèrent dans le cadre du « séminaire du jeudi » organisé à H.E.P. de Bordeaux durant l'année académique 1990-1991. Au bénéfice d'un congé sabbatique et hôte de l'Université de Bordeaux 1, je m'étais vu confier par Pierre Sadran la responsabilité d'animer un séminaire destiné aux professeurs, chercheurs agrégatifs et doctorants rattachés - de près ou de loin - à Sciences-Po Bordeaux. Le mandat était clair et précis, tout en formulant une exigence -ô combien- élevée : traiter de la politique comparée. Ce n'était pas une mince affaire. En effet, Bertrand Badie venait tout juste de publier, dans la revue britannique *Political* *Studies,* un article fort pessimiste sur « l'Analyse Comparative en Science politique » qui avait causé quelques émois dans le landerneau. Comment ne pas jeter l'éponge d'emblée ?

Toutefois, la qualité de l'atmosphère intellectuelle de l'I.E.P. et le caractère tonique du climat girondin aidant, l'entreprise fut menée à bien. J'avais adopté la sage résolution de ne pas contourner le problème mais de l'aborder de front, ou plutôt de le faire aborder par Jean Blondel... Ainsi l'article de Bertrand Badie servit de point de départ à notre démarche, Jean Blondel acceptant, avec sa gentillesse coutumière, de délaisser un moment le faste des palais florentins pour goûter aux charmes du Bordelais : il assura, avec verve, la défense du « comparatisme classique » en attirant notre attention sur « les gros rochers de la réalité ». Ragaillardis par les propos roboratifs du plus célèbre comparatiste on put discuter les intéressantes questions suscitées par l'article de Badie. Trois questions furent ainsi abordées.

La conclusion de Badie soulève la question déjà posée par l'anti-historicisme allemand (Dilthey, Rickert) et développée en sociologie par Max Weber. Elle se traduit par la dichotomie universalisme/singularisme : aux sciences de la nature, « sciences dures » par excellence, le privilège de manier des universaux et d'atteindre le niveau de l'explication qui se traduit par une codification en des lois ; aux sciences de l'esprit ou de la culture « le fouet de la contention et du doute » (Lévi-Strauss) et la limitation de leur ambition à la compréhension de phénomènes singuliers dont elles rendent compte par la construction d'idéaltypes. Mais, au fait, méritent-elles le nom de [2] « science » ces disciplines qui se « mangent la queue », en retour perpétuel sur elles-mêmes : faisant la sociologie de la sociologie ou la psychologie de la psychologie, alors qu'on ne fait pas la physique de la physique ? (Foucault).

La seconde question soulevée par Bertrand Badie est celle de la Culture : la comparaison tous azimuts est-elle légitime ? De fait l'anthropologie nous enseigne que les universaux non biologiques se comptent sur les doigts d'une main : le caractère social - que l'homme partage avec l'ordre des primates et avec de nombreuses espèces - ; la prohibition de l'inceste (qui n'est culturelle que pour Girard alors que Lévi-Strauss en fait une disposition du cerveau humain) ou encore l'aptitude à l'acquisition du langage verbal (Chomsky) et portent l'invention de la fonction symbolique.

Dernière question, que Badie n'aborde pas dans son article : qu'est-ce que la comparaison ? Comment parler de « Politique comparée » ou de sociologie politique comparative alors que Durkheim écrivait qu'il n'y avait pas de sociologie comparative, car cette dernière « est la sociologie-même » ? Mais parle-t-on de la même chose ? opération élémentaire de la pensée humaine, la comparaison permet à l'enfant de se décentrer (Piaget), plus tard elle sous-entend la raison démonstrative et la raison classificatoire.

Ces trois questions furent amplement discutées, provoquant des débats plus ou moins vifs et éveillant des passions plus ou moins grandes. Pour la première un consensus se dégagea sur des positions « modérées » en « raisonnables ». Comme le disait Blondel, tout n'est pas à rejeter dans le comparatisme de type développementaliste. En dépit de ses réelles limites, le fonctionnalisme de G.A. Almond a mis en lumière le rôle des structures. Quant au développementalisme, il s'enferme dans une démarche téléologique et se désintéresse des structures comme des acteurs ; en revanche il révèle le rôle mobilisateur des valeurs occidentales. La mode est actuellement à l'élaboration de modèles économiques qui, se fondant sur les acteurs, échafaudent des théories générales micro-analytiques totalement ignorantes de l'histoire. En définitive, on aspire à une politique comparée capable de prendre en compte tant les structures que les valeurs et les acteurs. Cependant, comme nous y convie Jean Blondel, un accent particulier doit être apporté aux « gros rochers de la réalité » : c'est-à-dire aux mégastructures émergentes, comme par exemple l'État.

De toutes ces questions, celle de la culture et du relativisme culturel, tendit à occuper le centre des débats. Les positions des uns et des autres apparaissaient comme les plus tranchées entre « universalistes » et « relativistes ». On ne peut pas dire que les opinions en présence évoluèrent beaucoup mais révélèrent que le dialogue est possible quant on se met à l'écoute de l'autre. Cependant on peut espérer dans l'émergence d'une synthèse possible entre relativisme et universalisme. Des auteurs s'y attachèrent et s'y emploient toujours. Le lien théorique de la synthèse paraît clairement circonscrit : comme l'a dit l'un des participants actifs au séminaire - Jean-François Médard - il est nécessaire « de relativiser le relativisme culturel ». Cependant, si l'objectif est [3] identifié, il reste encore à être atteint. Claude Lévi-Strauss en assignant à l'anthropologie la tâche de dévoiler les structures de « l'esprit humain », érige l'universalité de celui-ci : Sartre et les indiens Nambikwara pensent de la même façon. C'est aussi l'ambition de Todorov que de réaliser cette synthèse. Toutefois, l'art de la synthèse est difficile et ses résultats sont fragiles : elle tombe toujours du côté où elle penche, relativisme pour Lévi-Strauss, universalisme pour la synthèse de Todorov.

Le débat étant loin d'être clos, quelques participants du « Séminaire du jeudi » souhaitèrent le prolonger en lui donnant une trace écrite. Malheureusement les activités des uns et les impératifs des autres, ne permirent pas de donner une image fidèle des contributions orales souvent très riches et originales. Néanmoins, le livre reflète fort bien ce qui constitua la thématique des débats.

Ainsi le texte original en français de l'article que Bertrand Badie publia dans *Political Studies* sert d'ouverture à l'ouvrage (chapitre I). Le chapitre H lui sert de contrepoint avec la position classique exprimée par Jean Blondel. La seconde partie s'ouvre avec l'exposition du thème à travers le regard de l'autre par l'historien Michel Bergès (chapitre IH) qui fait ensuite l'objet de variations sur le relativisme culturel face à la Démocratie avec Jean-Louis Seurin (chapitre IV) et sur les classifications typologies et taxinomies dont nous traitons (chapitre V). Compte tenu de la complexité et de la richesse du thème comparatif, nous avons renoncé à tirer des conclusions, forcément subjectives, laissant ce soin à la subjectivité du lecteur.

Nous aimerions, pour finir, remercier ceux qui participèrent au débat mais ne purent apporter une contribution écrite à ceux qui nous firent l'amitié de venir nous voir ; visiteurs de passage qui, l'espace d'une soirée, nous poussèrent - en toute immodestie - à nous prendre pour le séminaire de Raymond Aron. Parmi les premiers, citons au hasard de la mémoire Jean-François Médard et Pierre Létamendia, parmi les seconds Vincent Lemieux de l'Université Laval, Pierre Verjans de l'Université de Liège et Jacques Zielberberg également de l'Université Laval. Enfin, ménageons une place à part pour Vincent Hoffmann-Martinot qui nous épaula efficacement pour organiser ce « séminaire du jeudi 1990-1992 » tout en prenant une part active aux débats.

[4]

[5]

**LA POLITIQUE COMPARÉE EN QUESTIONS.**

OUVERTURE

[Retour à la table des matières](#tdm)

**POINT**…

“[L'Analyse comparative en Science Politique :  
Requiem ou Résurrection](#politique_comparee_pt_1_texte_1).”

*Bertrand BADIE*

*et*

**CONTRE-POINT**…

“[Un programme pour l'analyse politique comparée](#politique_comparee_pt_1_texte_2).”

*Jean BLONDEL*

[6]

[7]

LA POLITIQUE COMPARÉE EN QUESTIONS.

**OUVERTURE**

Points…

“L’ANALYSE COMPARATIVE  
EN SCIENCE POLITIQUE :  
REQUIEM OU RÉSURRECTION.”

Par Bertrand BADIE

[Retour à la table des matières](#tdm)

La rigueur et la validité d'une science s'apprécient souvent en fonction de son aptitude à comparer, à recenser, entre objets relevant d'une même catégorie, des ressemblances et des différences, à distinguer ainsi entre l'universel et le particulier, entre ce qui est récurrent et ce qui est au contraire accidentel. La science politique n'a pas fait exception : à mesure qu'elle se constituait comme science, dans le contexte des XIXe et XXe siècles, l'effort de ses pères fondateurs a consisté à privilégier la méthode comparative, jusqu'à en faire le substitut de l'expérimentation, reprenant, dans cet esprit, la méthode des variations concomitantes de John S. Mill. On ne peut de même manquer de relever que les grands auteurs classiques recourent presque tous à la démarche comparative, de Montesquieu à Tocqueville ou à Weber [[1]](#footnote-1)...

Dès Lowell et Bryce, et jusqu'au début des années soixante, la méthode comparative s'est imposée comme l'axe principal des études politiques [[2]](#footnote-2) : l'analyse des institutions constitutionnelles, celle des partis politiques ou même celle des comportements électoraux, se sont nourries de comparaisons qui avaient pour avantage de se limiter à un espace socio-culturel restreint, essentiellement occupé par le monde occidental, les régimes autoritaires de l'Europe Centrale et Orientale, a fortiori ceux de l'Amérique Latine étant le plus généralement réservés à l'analyse monographique, et aux spécialistes des *area studies*. Avec l'essor de la colonisation, cette démarche n'était plus possible : d'une part, l'espace du politique ne pouvait plus être fictivement limité au seul monde occidental ; d'autre part, le nouvel ordre international que les grandes puissances s'efforçaient de dessiner reposait sur le [8] postulat de la convergence de l'ensemble des sociétés du monde vers un modèle unique de société industrielle moderne - capitaliste ou socialiste - qui devait orienter les stratégies de recherche du politologue. La nouvelle analyse politique se devait en effet d'être développementaliste, de manière à marquer en même temps l'universalité de la construction occidentale du politique et le caractère sous-développé des modèles et des pratiques qui s'en distinguaient. Comparer signifiait désormais montrer des distances, des retards ou des échecs par rapport à un type connu d'ordre politique achevé [[3]](#footnote-3). Le défi était de taille : nous voudrions montrer qu'il a précipité l'avènement d'une crise majeure de l'analyse comparative en science politique et que, sous l'effet de celle-ci, se reconstituent présentement sinon une nouvelle analyse comparative du moins les axes d'une nouvelle méthode dont les règles ne sont pas toujours explicitées, mais qui articule de plus en plus la recherche empirique. Ces axes ne sont pas révolutionnaires : ils marquent le plus souvent la redécouverte d'orientations anciennes que les certitudes ethnocentriques et développementalistes avaient fait tomber en désuétude.

I - CRISE DE L'ANALYSE COMPARATIVE  
CLASSIQUE

[Retour à la table des matières](#tdm)

La critique du développementalisme a peu à peu mis en évidence trois crises majeures de l'analyse comparative classique dont on n'a probablement pas encore fini d'explorer les conséquences : crise de l'universalisme, crise de l'explication, crise dans les rapports entretenus avec l'histoire.

La crise de l'universalisme a surgi des pratiques politiques elles-mêmes, avant d'avoir été repérée par le politologue : l'échec du modèle étatique occidental en Afrique ou en Asie est devenu patent alors que la science politique continuait à célébrer les mérites du concept de développement politique. La pénétration dans le discours politique des thèmes de la « cité musulmane », de « l'africanité », puis, plus généralement, de « l'authenticité » révèle que la dénonciation du caractère transculturel des institutions a précédé celle de la transculturalité des concepts. Celle-ci s'amorce à la fin des années soixante-dix, lorsque sont tour à tour remis en cause quelques universaux qui fondaient cependant la science politique dominante : État, nation, gouvernement représentatif, société civile appartenaient bien à l'histoire occidentale et donc au seul lexique de la science politique occidentale [[4]](#footnote-4). De cette découverte, à peu près admise maintenant, découlent deux conséquences encore mal explorées. D'abord, à force de réfuter le caractère universel de tout un ensemble de concepts, l'effort de relativisation tend de plus en plus à affecter le concept de politique lui-même : si l'ordre politique n'est pas universellement différencié, ni surtout territorialisé et ne renvoie pas, comme Weber le postulait, à un processus universel de monopolisation de la violence, peut-on encore s'accorder sur une définition suffisamment large et extensive du politique pour être opératoire dans toutes les sociétés au moins contemporaines ? Par ailleurs, la crise de l'universalisme et celle de la « transculturalité » marquent inévitablement un [9] retour vers la connaissance individualisante : celle-ci ne brise-t-elle pas le projet même de constituer une science politique à laquelle serait préférée une « histoire politique » ? Lorsque Robert Nisbet appelle à un retour vers le « concret singulier » aux dépens de « l'universel abstrait » ne voit-on pas poindre le risque d'une disparition pure et simple d'un lexique unifié de science politique en faveur d'une série de lexiques collectant chacun le vocabulaire politique propre à chaque culture ? [[5]](#footnote-5)

Pour ces raisons, la critique de l'universalisme se doit de rester mesurée, d'autant qu'il est clair que de nombreux processus politiques, conçus à un niveau suffisamment abstrait, gardent une dimension universelle ; les concepts de « centre », de « bureaucratie », de « norme », d'action sociale peuvent supporter la critique de la relativisation, révélant ainsi que le chercheur doit s'engager dans un effort de tri qui n'a encore jamais été mené de façon systématique et dont on devine aisément les périls. Si, en effet, l'État est clairement un concept monoculturel et le centre un concept transculturel, qu'en est-il du totalitarisme ou de la démocratie [[6]](#footnote-6) ? Peu de travaux de recherche s'orientent vers la réalisation de cette distinction méthodique qui implique également un effort de clarification des définitions, la polysémie, très courante en science politique, déguisant souvent l'impossibilité de doter un concept d'une signification réellement universelle.

Cette crise de l'universalisme déborde inévitablement sur une crise de l'explication. Admettre que les processus politiques contiennent une part irréductible de spécificité revient à remettre en cause la plupart des paradigmes explicatifs propres à l'analyse comparative classique et au développementalisme. L'explication politique ne peut plus postuler l'existence d'un facteur universellement déterminant qui apparaissait de façon plus ou moins explicite au sein des constructions comparatives. Il est remarquable, en particulier, que l'école du développement politique ait dû concevoir l'essentiel de ses hypothèses en concédant un rôle moteur au développement économique : Robert Dahl érige l'accroissement du PNB en facteur universel de construction de la polyarchie [[7]](#footnote-7), Karl Deutsch appuie sa théorie de la mobilisation sociale sur la modernisation économique [[8]](#footnote-8) ; le concept même de société moderne dérive entièrement de l'hypothèse d'une généralisation de l'économie industrielle et de l'uniformité de ses effets sur l'ensemble des fonctions sociales et, en particulier, de la fonction politique [[9]](#footnote-9). Ce privilège concédé au facteur économique, bien au-delà du seul marxisme, s'inscrivait dans la logique du comparatisme classique qui prétendait en même temps comparer et classer ; expliquer la genèse et prévoir les transformations à venir ; rendre compte de la commune participation de tous les phénomènes sociaux [10] à une histoire universelle. La démarche reposait cependant sur un triple postulat : l'économique avait partout la même pertinence ; le rapport entre l'économique et le politique était universellement perçu de la même manière par les acteurs sociaux ; le poids du facteur économique dans le monde en développement tenait à des données endogènes et non pas à l'exercice des relations de dépendance. Le premier postulat faisait peu de cas des travaux de l'anthropologie économique, notamment de Karl Polanyi, montrant l'extrême variabilité du statut de l'économique qui a acquis, dans l'histoire occidentale, une autonomie et un ascendant tout à fait exceptionnels [[10]](#footnote-10) ; le second confondait des stratégies propres à certaines bourgeoisies occidentales déployées dans le contexte du XIXe siècle avec un processus général et abstrait qui devait se réaliser aussi bien en Europe qu'au Koweit ou au Nigéria ; le troisième empêchait de prendre en compte la portée des mouvements sociaux combattant les phénomènes de la dépendance à partir précisément d'une reprise des cultures endogènes [[11]](#footnote-11).

Autant d'éléments qui révèlent que l'élaboration des processus politiques ne peut pas être étudiée sans la prise en compte de la variable culturelle et que celle-ci renvoie à son tour à des facteurs explicatifs différents d'une histoire à l'autre. Il n'est dès lors plus possible de comparer en se proposant de mettre en perspective les effets politiques d'une même variable agissant au sein de sociétés différentes ; a fortiori est-il inacceptable d'interpréter les différences constatées par référence à une logique unique dérivant d'une théorie explicative prétendue universelle. L'analyse comparative se trouve ainsi limitée soit à une simple lecture de corrélations entre variables, soit à un retour vers la méthode weberienne de l'affinité élective, cherchant, en l'espèce, à établir comment un certain mode de distribution de variables est en affinité avec un type donné de culture, soit à une analyse de type « séquentiel » montrant comment un arrangement donné de variables, propre à une société donnée, succède, dans le temps, à un autre type d'arrangement [[12]](#footnote-12). Ces trois types d'explications rompent clairement avec l'ambition causale et ramènent l'analyse comparative à une fonction essentiellement interprétative. Ils présentent en revanche l'avantage d'être compatibles avec une conception individualisante de la connaissance et de favoriser ainsi le tri entre les concepts, dont nous avons déjà vu qu'il était rendu nécessaire par la vigueur de la crise de l'universalisme.

L'ensemble de ces difficultés s'inscrit dans le cadre plus général d'une crise affectant les rapports entre l'histoire et l'analyse politique comparée. Ces rapports étaient dominés par l'ignorance ou la désinvolture, rendant par là même illusoire toute prétention sérieuse à produire une description et une explication valides. L'ignorance [11] est le propre du behaviouralisme qui s'est construit en établissant des frontières étanches entre la science politique et l'histoire, à partir d'une distinction purement artificielle entre l'ordre du statique, de ce qu'on peut constater à un moment donné du temps, et l'ordre du dynamique, faisant intervenir l'historien [[13]](#footnote-13). En ramenant l'analyse politique à la stricte observation de ce qui est, le behaviouraliste a pu ainsi ruser avec l'histoire, offrant au comparatiste la faculté d'interpréter lui-même et librement les différences constatées, en les ramenant au jeu des variables de son choix. Le systémisme peut ainsi conduire à l'élaboration de typologies de systèmes politiques laissant apparaître une inégale différenciation, ou une inégale capacité politique dont l'explication pouvait renvoyer à l'inégal accomplissement d'un même processus de modernisation.

La désinvolture est celle des tenants d'un sens de l'histoire - qu'on retrouve autant au sein du marxisme qu'au sein de l'évolutionnisme le plus radical - qui prétendent connaître par avance le mode de transformation des sociétés et recourir aux travaux des historiens dans la seule intention d'illustrer leurs hypothèses ou de les vérifier sans s'exposer au risque de la réfutation. Ce manque d'attention portée à l'histoire, chez les uns comme chez les autres, a permis aux comparatistes de marginaliser, voire d'occulter, ce qui dans la réalité empirique, ne correspondait pas à leur hypothèse de départ, et notamment au postulat universaliste. Plus encore, il a conduit à privilégier, comme le montre Tilly, l'analyse des structures sur celle de l'action, minimisant le poids de l'événement, de l'invention ou de la décision individuelle, exagérant au contraire l'effet uniformisant de la prise en compte des macro-structures. Tilly inventorie d'ailleurs toutes les conséquences de tels choix : la réification de la société, la priorité accordée à la relation sociale sur l'action sociale, à la cohérence sur le désordre, à l'intégration sur la rupture, à la légitimité sur l'illégitimité, à l'obéissance sur la contestation, etc. [[14]](#footnote-14) Dans un tel cas de figure, la seule représentation donnée de la réalité empirique favorise grandement l'hypothèse de l'universalité, conduisant à voir partout des États, renvoyant à un même ordre de domination plus ou moins légitime et à la même nomenclature de fonctions politiques, dont le comparatiste n'aurait plus qu'à apprécier l'inégale efficacité.

L'absence de l'histoire conduit ainsi le comparatiste à se complaire paresseusement dans une redécouverte sans surprise des universalités qu'il avait consignées dans ses hypothèses de départ : non seulement elle le prive - ou elle le dispense - de tous moyens lui permettant de débusquer les singularités, mais elle le déporte continuellement vers l'ordre des macro-structures, des facteurs collectifs et des analogies grossières. En même temps, la régression du marxisme dans les sciences sociales, tout comme l'extinction progressive de l'évolutionnisme et du behaviouralisme, ont laissé en friche le problème des relations entre la science politique et l'histoire, comme en témoigne le faible nombre d'ouvrages méthodologiques consacrés à cette [12] question [[15]](#footnote-15). Les difficultés de résoudre cette crise historique de l'analyse comparative, d'établir les modalités par lesquelles un retour à l'histoire permettrait de concevoir un nouveau mode de comparaison, pèsent indiscutablement sur le renouveau comparatiste qui s'amorce timidement.

II. QUELQUES AXES  
D'UN RENOUVEAU COMPARATISTE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Ce renouveau s'inscrit dans le contexte des paradigmes qui font l'actualité de la science politique : la redécouverte de l'analyse culturelle et celle de la sociologie de l'action jouent de ce point de vue un rôle déterminant qui débouchent sur une révision de la définition même de la comparaison. En réalité, on ne peut être que très frappé par la nature très weberienne de ce renouveau : plutôt que d'une invention, il s'agit en fait d'un retour du comparatiste aux sources mêmes de l'œuvre du maître allemand et à son concept d'action sociale qui renvoyait déjà à une référence combinée au sens et à l'action.

Il est remarquable, en effet, que la redécouverte de l'analyse culturelle se soit effectuée, au cours des années soixante-dix, dans une perspective sémiotique, privilégiant la recherche et la comparaison des différents systèmes de significations qui, dans l'espace et dans le temps, ont contribué à produire différentes constructions du politique. L'usage du concept de culture était jusque là teinté, en science politique comparative, d'évolutionnisme et de behaviouralisme : il cherchait à cerner différents modèles de comportement dont on montrait l'inégale performance sur des échelles de sécularisation, d'universalisation ou de mobilisation. La rénovation sémiotique qu'on doit notamment à Clifford Geertz a marqué le retour de l'anthropologie dans l'analyse politique, derrière un objectif qui contribue puissamment à redonner à la méthode comparative un nouveau souffle : la description en profondeur des différentes constructions du politique qui se trouvent cristallisées dans les différents sens que le politique peut revêtir d'une collectivité sociale à l'autre [[16]](#footnote-16). En définissant alors la culture comme le système de significations que les membres d'un groupe donné connaissent et utilisent dans leurs interactions, les tenants de cette perspective innovent peu par rapport à Max Weber ; en revanche, ils bousculent sévèrement la théorie politique en faisant de la définition même du politique non pas un axiome, mais au contraire l'objet même de la recherche.

De ce point de vue, les premiers apports ont été très riches : la lecture que nous offre Geertz du politique balinais comme jeu théâtral, ou celle que nous propose Goran Hyden sur le politique tanzanien, évincé des rapports sociaux et perçu comme incompétent dans la gestion des conflits sociaux permettent d'aller très loin dans la [13] découverte de l'irréductible pluralité des ordres politiques [[17]](#footnote-17). Au-delà encore, l'analyse sémiotique permet de questionner les principales catégories du politique propres à chaque collectivité sociale, pour en saisir le sens propre et éviter les pièges et les effets réducteurs d'une traduction trop rapide : traduire le mot arabe *dawla* par État permet d'établir tautologiquement et par un pur sophisme la congruence de l'État comme institution et comme concept avec la culture islamique, alors qu'un examen attentif du mot, dans son étymologie et dans son usage social, montre qu'il renvoie à une signification toute différente, assimilant le pouvoir politique au cycle dynastique. Enfin la perspective sémiotique permet de renouveler la description et l'interprétation des pratiques politiques : la contestation menée par le paysan chinois contre une dynastie impériale, celle exercée par le sage Sufi qui sort de la cité musulmane ou celle qu'on observe au sein des communautés villageoises de la société féodale occidentale sont différentes non pas seulement dans leur forme, mais aussi dans la conception spécifique du pouvoir politique qui leur est sous-jacente. En mettant en évidence ces différences, la perspective sémiotique fait franchir un grand pas à l'analyse comparative : beaucoup de malentendus et surtout d'illusions se trouvent dissipés dans l'appréhension des phénomènes politiques dès lors que ceux-ci sont analysés à travers leur signification propre au lieu d'être reconstruits au gré de lexiques de science politique reflétant la trajectoire occidentale de développement [[18]](#footnote-18).

Les obstacles méthodologiques cependant ne manquent pas. La connaissance de la culture de l'autre est hypothéquée par la rigueur même de la perspective sémiotique : la description et l'interprétation des pratiques politiques dérivées de différentes cultures doivent nécessairement se faire dans la langue vernaculaire du sociologue, quelles que soient les précautions prises préalablement. Dès lors, en passant du repérage d'un mot ou d'une pratique à sa description, le sociologue ne risque-t-il pas de s'exposer à une déperdition de sens qu'accentuerait ensuite l'effort de comparaison ? Le recours croissant à la linguistique et à l'histoire permet probablement de limiter un effet qui ne pourra probablement jamais être totalement neutralisé. La linguistique assure une connaissance du vocabulaire politique, grâce autant à l'analyse étymologique qu'à l'analyse de l'histoire sociale des mots : Denis Martin montre, par exemple, comment la langue swahili désigne le développement sous le vocable de *maendeleo* qui renvoie à l'idée de continuité et non à celle de rupture, d'une manière qui légitime un type d'action politique bien précis et l'installe de façon déterminante dans le domaine des représentations [[19]](#footnote-19). L'analyse historique permet, quant à elle, de dépasser le statisme des mots pour envisager les modalités de production et de transformation des systèmes de sens. Celui donné à la légitimité est, par exemple, marqué, en Europe Occidentale, par de multiples histoires : celle de l'autonomisation progressive de l'espace religieux face à un empire romain en déclin, celle de la société féodale et de ses immunités, celle des actions déployées par les [14] centres dynastiques en vue de tirer profit du dépérissement de la société des seigneurs, celle de la Réforme, et beaucoup d'autres encore...

La légitimité en monde musulman a, au contraire, été marquée par la précarité de la cité hiérocratique des quatre premiers califes, par la nécessité d'inventer un empire, par celle d'intégrer des conquérants ou encore celle de coexister avec des modèles d'autorité communautaire. Ni le christianisme, ni l'islam n'ont donc produit une culture pérenne, aucune langue n'a cristallisé à tout jamais un système de sens donné, L'usage maîtrisé de l'histoire et de la linguistique par l'analyse culturelle permet donc d'aller aussi loin que possible dans le repérage et l'interprétation des spécificités sans risquer de banaliser celles-ci ou au contraire de les figer dans l'hermétisme de leur propre langage. Beaucoup de recherches se font attendre sur l'histoire sociale des mots et des concepts, de leur mode de construction, de fixation puis de transformation, dans chacune des cultures.

Une autre difficulté tient à la dimension des cultures : à partir de quel seuil, en fonction de quels critères, une collectivité sociale peut-elle être considérée comme dotée d'une culture ? L'analyse comparative classique n'a jamais été réellement confrontée à ce type de problème, puisqu'elle partait du postulat de l'universalité de l'État et menait donc ses comparaisons à l'échelle des États constitués en sujets de droit international. La critique des postulats propres à cette démarche et l'introduction de la variable culturelle rendent très délicat le choix de l'unité d'analyse : par définition, la culture ne renvoie à aucune carte constituée, ni à aucun donné sociologique, elle ne permet donc pas au comparatiste de pré-construire les unités qu'il se proposerait de comparer. L'inconvénient tient à ce que le politiste se réfugie souvent dans la solution de facilité, postulant l'existence d'une culture islamique ou d'une culture chrétienne, pour chercher ensuite à comparer leur mode de construction du politique. À un niveau macro-sociologique, la démarche n'est pas absurde, puisqu'elle permet d'établir des contrastes significatifs remettant en cause l'universalité des lexiques de science politique. Cependant, le principal apport de l'analyse culturelle est de permettre à la méthode comparative d'aller plus loin, afin de saisir les différences de sens qui séparent les collectivités dès lors que celles-ci ont vécu une histoire propre, une pratique singulière, faisant, par exemple, que le sens donné au politique en Tunisie, marqué par l'héritage ottoman et le système beylical, reste fondamentalement différent de celui qui lui est conféré au Maroc, marqué par la succession de dynasties dont la principale stratégie de légitimation a été, sinon de se trouver une généalogie prophétique, du moins de se doter d'une identité religieuse suffisamment construite [[20]](#footnote-20). C'est la recherche de cette autonomie des histoires qui permet de définir le niveau auquel il est pertinent de situer l'existence d'une culture spécifique, conformément à une démarche durkheimienne mettant l'accent sur la densité et l'autonomie des relations sociales [[21]](#footnote-21). En conduisant ainsi le chercheur à concevoir le choix de l'unité d'analyse comme un [15] objet de recherche, et non comme un postulat, le renouveau culturel de l'analyse comparative permet d'accomplir des progrès décisifs.

Le comparatiste se heurte, en revanche, avec l'analyse culturelle, à la difficulté plus tenace de trouver un mode de vérification de ses hypothèses. Vérifier l'exactitude d'une signification prêtée à tel objet politique ou la pertinence de l'explication sociologique fournie sur le compte de sa genèse, ou encore la rigueur de l'analyse des effets qu'il produit sur la scène politique tout entière supposerait une méthode qui ne pourrait plus s'accommoder des procédés classiques de la réfutabilité poppérienne. Comment vérifier la pertinence de la mise en relation de l'État occidental et du christianisme romain ? De l'influence du modèle ecclésiastique sur le modèle étatique ? De l'effet de freinage de la Réforme sur le développement de l'État dans le monde anglo-saxon ?

En réalité, ces incertitudes ne font que révéler les limites mêmes de l'analyse culturelle que le comparatiste doit tenir essentiellement pour un mode de description dont la capacité explicative est extrêmement faible ou, du moins, encore largement inconnue présentement. Ce type d'analyse devient en effet fragile lorsqu'on aborde les sentiers de l'explication qui est traditionnellement construite soit sur le mode culturaliste (la culture contient en elle-même ses propres principes explicatifs, c'est-à-dire qu'elle est donnée première ou « juridiction suprême »), soit sur le mode développementaliste (la culture change et évolue selon un programme pré-établi dont le sociologue connaît, par définition, l'orientation et la logique). Dans un cas comme dans l'autre, tout ce qui fait l'originalité du renouveau comparatiste se trouve ainsi remis en cause, suggérant que le spécialiste de politique comparée ne peut trouver dans l'analyse culturelle qu'un mode de description et d'interprétation, mais certainement pas d'explication. L'apport des travaux de S.J. Tambiah est essentiel au comparatiste lorsqu'il montre comment le politique en Asie du Sud-Est peut être caractérisé par un éparpillement des lieux de souveraineté, pour renvoyer à un système politique galactique (« *galactic polity*») [[22]](#footnote-22) ; les travaux récents portant sur le monde musulman ont la même importance lorsqu'ils montrent l'irréductibilité au concept d'État des catégories du politique qui y ont cours, ou quand ils suggèrent la confrontation incessante d'une scène politique officielle, tenue pour nécessaire et non légitime, et d'une scène politique contestataire qui s'approprie la légitimité [[23]](#footnote-23) : en revanche, ils ne peuvent, en tant qu'analyse culturelle, que susciter des hypothèses ou des pistes de recherche, si on veut passer au niveau de l'explication.

Celle-ci fait alors davantage appel à une sociologie de l'action, dont on constate présentement le redéploiement. La fortune récente que connaît l'individualisme méthodologique qui se présente comme le point d'aboutissement de cette redécouverte de l'action et de l'acteur interpelle donc directement le comparatiste. Encore qu'il soit essentiel d'opérer une distinction de nature épistémologique : l'individualisme méthodologique ne concerne pas le comparatiste en tant que théorie sociologique, [16] mais plus simplement et plus exactement comme méthode [[24]](#footnote-24). En tant que théorie, il contredit directement toutes les orientations récentes de l'analyse comparative, puisqu'il érige en principe explicatif universel le modèle de l'individu calculateur se conformant à un type unique de rationalité : par définition, l'effet relativisant du facteur culturel disparait de l'analyse. En revanche, comme méthode, il nous rappelle ce que Max Weber avait placé déjà à la base de sa sociologie : le sens ne peut être conçu comme donnée première, mais comme donnée produite par les individus-acteurs afin de rendre compréhensibles et durables leurs interactions. Dès lors, la genèse, la pérennisation ou la transformation d'une structure politique, quelle qu'elle soit, ne peuvent être objets d'analyse que par référence à un ensemble d'actions et de conduites, individuelles et collectives, dont le sociologue se doit de postuler un minimum de cohérence pour les rendre compréhensibles. Encore que cette compréhension ne doive pas renvoyer à une représentation unique de la rationalité qui serait, au demeurant, celle du chercheur, mais précisément à la connaissance des conduites arrêtées par les acteurs sociaux face à un enjeu donné et à celle du système de sens qui a accompagné leur élaboration. Le rapport conduites-enjeu permet alors à l'observateur de reconstruire des stratégies d'acteurs, explicatives de la spécificité des trajectoires de développement politique et donc essentielles à la connaissance et à la comparaison de celles-ci. Conçue dans cette perspective méthodologique, la sociologie de l'action ne contredit donc ni le recours à l'histoire, ni le recours à l'analyse culturelle, mais au contraire devient indissociable de l'un et de l'autre.

Pour le comparatiste, ce recours aux paradigmes de l'action pose directement le problème crucial, mais laissé de côté, de l'invention du politique [[25]](#footnote-25). Celui-ci était étrangement nié par l'analyse comparative classique : pour le développementalisme, et plus généralement pour l'évolutionnisme qui a marqué de son influence les principaux courants du comparatisme, le politique, comme tout fait social, se constitue par accomplissement d'une logique pré-construite, immanente à l'ordre social. Face à un tel effet de système, l'action humaine ne peut pas intervenir comme source d'invention, mais de retard ou d'accélération, à la rigueur d'aménagements. L'abandon des grands déterminismes qui furent les avatars de cet évolutionnisme a permis de reconsidérer le poids de l'action, l'importance des inventions, et d'en faire ainsi un élément essentiel de la démarche du comparariste.

L'invention est d'autant plus facile à cerner qu'elle renvoie à des moments forts de rupture, à des événements créateurs, comme par exemple, l'invention de la Cité de Médine par le prophète, ou celle du premier grand empire musulman par les omeyyades, ou encore, à l'époque contemporaine, la création d'un système politique, suite à une déclaration d'indépendance. Cependant, l'invention du politique peut également s'apprécier hors des ruptures, comme résultat de choix accomplis, « à froid », par l'acteur politique en vue de résoudre un problème. Tel est le cas par exemple de stratégies de consolidation d'un pouvoir en place, à la faveur desquelles le prince [17] s'efforce de créer de nouvelles formules politiques en vue d'augmenter l'efficience de son pouvoir ou de le doter d'une plus grande légitimité ; tel est le cas, également, des stratégies de contestation qui se redéfinissent en fonction des transformations subies autant par le pouvoir en place que par les structures sociales.

Le lien entre l'invention politique et la culture est délicat à analyser, même s'il est évident qu'il est interactif, comme le suggère la métaphore weberienne présentant l'homme comme « un animal suspendu dans les toiles de signification qu'il a lui-même tissées » [[26]](#footnote-26). Nul doute que les stratégies d'invention ont pour effet d'activer les modèles culturels, c'est-à-dire en même temps de les concrétiser, de les préciser et de les compléter. La stratégie des centres dynastiques occidentaux, à la fin du moyen-âge, a largement contribué à donner une configuration précise à la dualité du temporel et du spirituel et à en faire un élément moteur du développement politique européen, dès lors qu'elle s'efforçait de reconstituer leur espace de pouvoir en s'opposant à l'Eglise qui était la principale puissance rivale et en cherchant en même temps a copier ses structures bureaucratiques. La culture de sécularisation qui est une des marques principales de l'État Occidental n'aurait probablement pas eu en Occident une telle importance si l'invention de l'État n'avait dû prioritairement s'effectuer sur la base d'une émancipation de la tutelle pontificale [[27]](#footnote-27).

On peut mener la même observation en monde musulman et constater que la pertinence de la légitimation religieuse dérive au moins partiellement de la recherche insistante de formules de cette nature de la part de princes qui, au sein d'espaces impériaux rendant insuffisante et dangereuse la seule légitimité issue de l'allégeance tribale, cherchaient à authentifier leur conformité à la volonté de Dieu. Il est clair, là aussi, que la pratique politique a joué un rôle décisif dans l'invention des innombrables formules par lesquelles les princes ont tenté de légitimer leur pouvoir : recours à la généalogie prophétique, à l'identité messianique ou à la descendance d'un mahdi ou d'un Saint homme ; à défaut, mise en valeur des fonctions accomplies pour protéger et étendre la religion, conformément à une démarche qui fonda la théorie politique du califat qu'on doit à Al Mawardi, ou encore, allégeance proclamée au calife et représentation directe de celui-ci...

Toutes ces pratiques d'activation de modèles culturels sont complétées par d'autres inventions qui dérivent, cette fois, de l'emprunt contracté auprès de modèles étrangers. Ces phénomènes d'importation sont encore très mal étudiés, alors qu'ils se banalisent à mesure que les collectivités sociales s'ouvrent les uns sur les autres et s'insèrent dans un processus de mondialisation. Ils ne peuvent pas être uniquement tenus pour subis, ni donc pour la conséquence mécanique des relations de dépendance et des volontés hégémoniques des puissances les mieux dotées. Ils peuvent être légalement étudiés comme résultats de stratégies conscientes de pouvoir, par lesquelles les acteurs politiques cherchent à consolider leur rôle. La modernisation conservatrice [18] passe ainsi le plus souvent par l'importation de techniques de pouvoir qui ont fait ailleurs la preuve de leur efficience : ainsi peut s'interpréter l'occidentalisation sélective à laquelle eurent recours les sultans ottomans à l'époque des tanzimat. L'importation politique peut être également un moyen pour certains acteurs de se construire un nouveau rôle sur la scène politique et d'en retirer des avantages de pouvoir : telle fut par exemple l'orientation des jeunes turcs qui, suite aux tanzimat, ont cherché à s'imposer comme importateurs des recettes politiques occidentales, espérant ainsi bénéficier en même temps du prestige de cette nouvelle marque et des effets de la libéralisation politique résultant des réformes [[28]](#footnote-28).

À ces stratégies d'importation s'opposent le plus souvent des mobilisations réactives et identitaires, qui concourent aussi à l'invention politique. Il est indéniable qu'on ne pourrait pas interpréter l'islamisme radical, comme idéologie et comme pratique essentiellement contemporaine, si on ne le ramenait pas à la stratégie de contestation que les revivalistes d'abord, les Frères musulmans ensuite, ont pu élaborer en profitant des tensions qu'avaient pu susciter les pratiques d'importation.

Ainsi, l'apport de la sociologie de l'action au comparatiste est-il précieux. Celle-ci lui permet d'abord d'échapper aux illusions culturalistes qui le conduiraient à expliquer la pluralité des sens donnés au Politique en construisant les cultures en variables indépendantes. La prise en compte de l'action renouvelle profondément les possibilités explicatives, aidant le comparatiste à aller au-delà de la description sans risque de tomber dans les abus du développementalisme. Mais surtout, en posant le problème de l'invention politique, ce type de sociologie permet d'analyser de façon renouvelée les processus de différenciation qui se sont opérés entre les trajectoires de développement politique. L'analyse stratégique de l'invention a le triple avantage de nous inviter à une lecture de ces différences, à une étude de leur articulation aux cultures sous-jacentes et à une explication sociologique du processus qui a favorisé leur construction. À ce titre, elle contribue à installer définitivement la méthode comparative dans l'espace de la sociologie historique.

Cet apport croisé de l'analyse culturelle et de la sociologie de l'action contribue à une redéfinition du propos même de la méthode comparative ainsi que de son contenu. S'inscrivant dans le renouveau comparatif, Theda Skocpol a récemment opposé trois orientations qui partageraient la recherche présente : l'application d'un modèle général à l'histoire, la recherche des régularités causales dans l'histoire, et la sociologie historique interprétative [[29]](#footnote-29). Le premier de ces courants tente de prolonger l'utilisation des grandes théories générales et universelles qui continuent ainsi de prétendre fonder la recherche comparative. Le deuxième, dans lequel s'inscrivent ses propres travaux, mais aussi ceux de Barrigton Moore, prétend retrouver des récurrences causales dans l'histoire, non plus à partir de vastes théories, mais en cherchant une explication adéquate à un ensemble de données constitutives d'un grand problème [19] historique, qu'il s'agisse de l'avènement de la démocratie, ou de l'essor des grandes révolutions sociales. Dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit pas d'appliquer à l'ensemble des histoires, un modèle général et universel qui devra expliquer la différence de leurs configurations, mais de retrouver, de manière inductive, et à partir de la confrontation de différentes séquences historiques, des variables causales ad hoc, permettant d'expliquer pourquoi certaines sociétés ont vécu une transition vers la démocratie, précoce et tout en souplesse, alors que d'autres ont connu préalablement une étape autoritaire, pourquoi certaines sociétés ont connu, dans leur trajectoire, des révolutions sociales, d'autres des révolutions uniquement politiques et certaines pas de révolutions du tout. Quant à la troisième des orientations méthodologiques, la sociologie historique interprétative, pratiquée notamment par C. Geertz ou R. Bendix, elle se propose, au contraire de comparer, non plus pour fournir une explication causale, mais pour décrire et interpréter des différences de trajectoires de développement. Le projet est alors de dégager et de comparer les systèmes de significations qui organisent le comportement des acteurs sociaux et qui permettent ainsi d'interpréter les résultats de leurs actions. Dans Kings or people, R. Bendix s'efforce ainsi de confronter les différents modes de construction de l'autorité politique et les différents types d'articulation entre gouvernants et gouvernés qui ont pu se forger à travers l'histoire [[30]](#footnote-30).

La première de ces orientations semble disqualifiée par son conservatisme méthodologique : le recours à des théories générales et universelles paraît présentement d'autant plus sujet à caution que la théorie politique classique n'a pas su produire un discours de défense face aux critiques qui ont été forgées à l'encontre de son universalisme, de son évolutionnisme latent et de son ignorance de l'anthropologie. La deuxième, qui a les faveurs de Theda Skocpol, marque incontestablement une rupture par rapport aux prétentions des grandes théories, tant par la place accordée à l'induction, à la recherche empirique, que par la volonté d'isoler et de distinguer les objets politiques les uns des autres avec le projet de trouver, pour chacun, une explication propre. Tout le projet repose cependant sur une reprise seulement partielle de la critique de l'universalisme : celui-ci est remis en cause essentiellement à travers la prétention explicative globale prêtée aux grandes théories politiques. La méthode comparative ne devient donc historique que dans un double propos : favoriser le recours aux données empiriques fournies par l'histoire de manière à affiner les hypothèses explicatives ; mettre en évidence des trajectoires de développement différentes en vue de rendre compte et de construire, pour cela, des variables explicatives de portée universelle, c'est-à-dire applicables à toutes les histoires, capables d'expliquer les différenciations qui s'opèrent entre celle-ci. Pour Barrington Moore, par exemple, le poids comparé des classes sociales, le type d'économie agraire et l'orientation stratégique des paysanneries constituent les trois variables en mesure de rendre compte des différences qui distinguent toutes les trajectoires d'accès aux régimes politiques modernes [[31]](#footnote-31).

[20]

Une telle attitude revient donc à réintroduire l'histoire davantage pour illustrer que pour renouveler fondamentalement le mode d'explication. Sur un point essentiel en tout cas, les canons de la méthode comparative classique ne sont pas remis en cause : le postulat selon lequel les mêmes variables, construites de la même manière, sont applicables à l'ensemble des histoires et permettent de produire des hypothèses explicatives universellement pertinentes. Ce qui conduit Theda Skocpol, par exemple, à postuler une double homologie : que les révolutions sociales en France et en Russie fussent de la même nature et donc réductibles au même objet à expliquer ; que le politique et le social, dans ces deux pays, relèvent d'un même système de significations et puissent être inclus dans la construction d'une même variable explicative.

Ces deux postulats sont précisément récusés par les tenants de la sociologie historique interprétative dont tout l'effort consiste à reconstruire la méthode comparative de manière à y intégrer la variable culturelle et l'effet singularisant qu'elle tend à avoir autant sur les pratiques politiques que sur la construction même des variables explicatives qu'on ne peut plus tenir a priori pour universelles. Cet effet de singularisation revêt une telle importance qu'il a conduit nombre de chercheurs à mettre entre parenthèses leur projet explicatif - et surtout de nature causale - pour se limiter, au moins provisoirement, à la description et l'interprétation. D'où le recours privilégié à la méthode des contrastes dramatiques qui a pour fonction de conduire la comparatiste à opposer tout ou partie de deux systèmes politiques, relevant de deux histoires et de deux cultures différentes, de manière à mettre en évidence les aspects qui fondent leur singularité et à les interpréter par référence à leur culture ambiante. Un tel projet est présentement à une étape cruciale : la mise en évidence des singularités doit non seulement permettre une reconstruction critique des lexiques de science politique, mais doit donc déboucher aussi sur la redécouverte, à un niveau plus élevé d'abstraction, de propriétés réellement universelles capables de fonder une comparaison qui ne serait plus seulement une simple confrontation d'individus historiques, mais aussi un nouveau point de départ pour une explication des différenciations entre trajectoires de développement.

En fin de compte, la méthode comparative connaît le même itinéraire critique que l'ensemble des méthodes de la science politique qui n'en finissent pas de définir un mode de sortie de l'impasse que constituait le recours à des théories qui fondaient leur explication hors de l'histoire et dans le cadre purement illusoire de l'évolutionnisme. Le problème est maintenant en grande partie de savoir si le prix de cette sortie n'est pas de devoir construire la science politique comme science culturelle et de devoir ainsi renoncer à toute explication générale, selon une démarche suivie autrefois par l'anthropologie.

[21]

LA POLITIQUE COMPARÉE EN QUESTIONS.

**OUVERTURE**

Contre Points…

“UN PROGRAMME POUR  
L’ANALYSE POLITIQUE  
COMPARÉE.” [[32]](#footnote-32)\*

Par Jean BLONDEL

[Retour à la table des matières](#tdm)

Je me suis souvent demandé quels peuvent être les sentiments de ceux qui appartiennent à une discipline dont le sujet est nettement délimité, qui a une base théorique bien définie et bien structurée et dont la méthodologie ne donne pas lieu à controverse. Peut-être n'existe-t-il pas de discipline ayant de telles caractéristiques ; mais il en existe sûrement qui remplissent approximativement les conditions requises. Au cours des maintes occasions où l'on veut voir la science politique, et tout particulièrement l'analyse politique comparée, avancer plus rapidement et plus régulièrement, il est bien naturel de penser qu'il serait fort plaisant de pouvoir bénéficier des avantages d'autres disciplines en matière de délimitation du sujet, de base théorique ou de méthodologie.

Il est vrai que l'on peut éprouver un certain sens de sécurité à la pensée que l'analyse politique comparée se consacre aux problèmes les plus fondamentaux de la société. Il est fascinant de participer aux efforts qui sont faits pour améliorer les caractéristiques de la vie publique - même si on subit souvent des échecs au cours de ces efforts. On peut également se sentir rassuré lorsqu'on se souvient de ce que ces problèmes ont attiré l'attention de certains des meilleurs esprits à travers les âges, même si, sur le plan quantitatif, le nombre de ceux qui se sont consacrés à l'analyse politique comparée soit resté bien faible jusqu'à très récemment : il est réconfortant de savoir que l'on travaille sur la lancée d'Aristote, de Hobbes, de Montesquieu, de Rousseau, de Tocqueville. De plus, les constitutionnalistes du 19e siècle et les fondateurs de l'analyse politique comparée moderne, Bryce et Lowell en particulier, servent également de guides et démontrent que l'on fait partie d'une illustre confrérie [[33]](#footnote-33).

[22]

Il reste néanmoins vrai que l'analyse politique comparée soulève de nombreuses difficultés portant tant sur son domaine spécifique que sur l'appareil méthodologique dont elle a besoin. Il n'y a pas si longtemps, Macridis déclarait que les travaux de politique comparée n'étaient pas vraiment comparés et témoignaient d'un manque d'esprit universaliste [[34]](#footnote-34) ; il n'y a pas si longtemps non plus, Holt et Turner affirmaient que l'analyse politique comparée n'était pas une discipline, mais constituait tout au plus une approche, étant donné qu'une très grande partie, sinon la totalité des recherches en sciences sociales avait un caractère comparatif [[35]](#footnote-35). Il convient de se rappeler que l'analyse politique comparée s'est développée dans l'enseignement supérieur en premier lieu pour offrir aux étudiants une occasion de s'initier à la vie politique des pays étrangers, au nom du principe qu'il fallait au moins fournir à ces étudiants quelques notions sur la vie politique d'un certain nombre de pays. L'analyse politique comparée, comme la littérature comparée, parait donc être née purement et simplement du sentiment d'insatisfaction que l'on éprouve lorsqu'on se contente d'étudier la vie politique de son pays d'origine.

L'effort fait dans ce domaine pourrait donc être fort louable mais ne pas servir de support à une discipline ou à une sous-discipline intellectuellement cohérente. Ou bien l'analyse politique comparée doit développer sa propre base, semble-t-il, ou bien elle doit accepter d'être un élément de la science politique et ne pas émettre de prétentions à l'autonomie. De plus, si le problème fondamental est un problème d'approche, comme le suggèrent Holt et Turner, il faudrait aussi rendre la méthodologie plus précise et plus systématique. Dans l'ensemble, ceux qui se sont consacrés à l'analyse politique comparée paraissent être des amateurs : ils doivent devenir des professionnels ou passer la main à des professionnels.

À vrai dire, au cours des trente dernières années, l'analyse politique comparée a cherché à se professionnaliser. Nombreux sont ceux qui se sont efforcé de préciser le domaine spécifique, d'améliorer la méthodologie, et, plus encore, d'approfondir la base théorique de cette « discipline ». Pourtant, malgré certains progrès, le succès reste encore mitigé. Les théories qui sont reconnues comme valables restent partielles alors que les théories générales sont fort contestées ; la méthodologie semble en grande partie dépendre des circonstances. Cela reste vrai bien que les travaux de politique comparée se soient multipliés. Il ne s'agit plus seulement en effet d'examiner la vie politique d'un ou de quelques pays étrangers ; il s'agit d'examiner le rôle de certains aspects de la vie politique (groupes, partis, parlements, gouvernements - et en particulier régimes militaires -, bureaucraties, politiques publiques) de façon systématique à travers de nombreux pays. On a en même temps commencé à étudier généralement certains problèmes, comme la stabilité et l'instabilité, le consensus et le conflit, le développement politique et le rôle joué par le pouvoir politique - ce rôle est-il réel ou illusoire ? D'où un paradoxe apparent : l'analyse politique comparée n'est [23] peut-être pas une discipline au sens fort du terme mais il existe maintenant une littérature politique comparée digne de ce nom.

La question originelle demeure néanmoins en quoi consiste exactement l'analyse politique comparée ? Cette branche de la science politique a-t-elle ou non des caractéristiques théoriques particulières ? S'il n'en est pas ainsi, pourquoi l'analyse politique comparée ne se dissout-elle pas plus facilement dans la science politique en général ? Pour tenter de répondre à ces questions, il est opportun d'examiner tout d'abord, ne fût-ce que brièvement, les tentatives qui ont été faites pour échafauder des théories permettant de structurer l'analyse politique comparée et de réfléchir à l'échec relatif de ces tentatives. Nous serons ainsi mieux à même de découvrir les conditions d'un développement plus harmonieux de l'analyse politique comparée à la fois sur le plan théorique et sur le plan empirique.

I

L'analyse politique comparée s'est développée rapidement au cours des dernières années, mais pas de la manière que l'on prévoyait vers 1960. À l'époque, on pensait généralement que le succès de la recherche allait dépendre de l'élaboration, tout d'abord, et de l'application progressive à l'analyse comparée ensuite d'une théorie générale qui fournirait le cadre et la structure à ce qui semblait jusque là avoir été un ensemble d'observations disparates sur la vie politique. Le premier développement important vers une théorie de ce type s'est trouvé être le structuro-fonctionnalisme qui sembla un moment fournir une base adéquate pour analyser tous les régimes politiques, qu'ils soient libéraux ou autoritaires, capitalistes ou socialistes, grâce au concept de fonction qui semblait pouvoir être utilisé universellement.

Le structuro-fonctionnalisme, tel qu'il fut conçu par Almond et Coleman en 1960, était en réalité essentiellement une taxonomie destinée à remplacer d'autres taxonomies qui, sous l'égide de droit constitutionnel, avaient contribué jusque là à classer les systèmes politiques mais qui étaient désormais dépassées [[36]](#footnote-36). Le modèle constitutionnel libéral qui servait de fondement à ces classifications n'était déjà plus satisfaisant dans un monde dans lequel, depuis les années vingt, des régimes autoritaires et même totalitaires étaient devenus dominants ; il était encore moins satisfaisant dans un monde dans lequel, à partir des années cinquante, les pays en voie de [24] développement tentaient de découvrir de nouvelles structures gouvernementales : l'arrivée de ces pays sur la scène mondiale confirmait la vanité des prétentions universalistes du modèle constitutionnel. C'était d'ailleurs pourquoi Macridis pouvait noter que la confusion régnait parmi les spécialistes : il n'y avait plus de cadre permettant d'étudier simultanément tous les régimes politiques ; l'analyse politique comparée avait cessé de faire des comparaisons valables.

Le structuro-fonctionnalisme paraissait fournir la réponse requise. Il partait de l'observation judicieuse selon laquelle tous les régimes politiques ont des structures et ces structures ont des effets : ils accomplissent des tâches qui doivent avoir des résultats. Vu sous cet angle, le modèle consistait essentiellement en un aménagement du vieux cadre constitutionnel, mais en un aménagement qui permettait d'aller au-delà des seuls régimes constitutionnels. Dans le modèle constitutionnel, des organismes tels que parlements et gouvernements avaient des « pouvoirs » ; dans le modèle structuro-fonctionnel, des organismes tels que les tribus, les associations, les partis, ainsi que les parlements et les gouvernements avaient des « fonctions ». On semblait avoir résolu la difficulté.

Trois problèmes demeuraient, deux d'entre eux à l'intérieur du modèle et le troisième portant sur le rôle général de cette, taxonomie. *Le premier problème* résultait du fait que le passage d'une taxonomie constitutionnelle au structuro-fonctionnalisme correspondait à une transformation profonde : dans le premier cas, les « organes » avaient des « pouvoirs » en quelque sorte objectifs, si toutefois la constitution était appliquée, car celle-ci stipulait en quoi consistaient ces pouvoirs et les observateurs pouvaient être tous d'accord sur ce point. Dans le modèle structuro-fonctionnel, les « structures » pouvaient à la rigueur être déterminées « objectivement », car les tribus, les associations, les partis, etc., peuvent passer pour avoir une « existence », mais les « fonctions » de ces organismes devaient être « découvertes » par les observateurs eux-mêmes, ce qui voulait dire qu'il y aurait toujours des controverses en ce qui concernait ces fonctions.

*En deuxième lieu*, la taxonomie structuro-fonctionnelle ne pouvait être rendue opératoire qu'après une longue recherche empirique au cours de laquelle les « fonctions » de chaque structure seraient « découvertes » par les observateurs. Le modèle ne constituait donc peut-être pas un véritable progrès : il ne permettait pas d'éviter un examen minutieux des effets des structures spécifiques de chaque pays. On pouvait déclarer quelles devaient être en principe les fonctions de telle ou telle structure ; mais on ne pourrait pas lier une structure déterminée à une fonction avant d'avoir au préalable « découvert » les fonctions spécifiques exercées par cette structure. Sans une énorme analyse empirique, la taxonomie demeurait un cadre vide : Almond a probablement rapidement réalisé qu'il s'agissait là d'une tâche énorme, puisqu'il s'est fort peu engagé dans la voie de l'opérationnalisation de son modèle.

Il tenta au contraire de résoudre la troisième difficulté, qui était d'ordre conceptuel. Le modèle se trouva rapidement attaqué parce qu'on le disait statique et [25] trop fondé sur une conception occidentale des régimes politiques [[37]](#footnote-37). En réalité, il était neutre sur ce dernier point ; mais, puisqu'il était essentiellement une taxonomie, il était évidemment statique. Il n'avait aucun aspect dynamique, c'est-à-dire qu'il ne liait pas l'avenir au passé : il consistait seulement en une description (description fort difficile à effectuer, comme nous venons de le voir) des effets que les structures pouvaient avoir dans des situations déterminées. Almond voulait aller plus loin, ainsi d'ailleurs que tous ceux qui cherchaient à élaborer une théorie générale. Ceux-ci voulaient en effet passer du stade de la taxonomie à celui de la théorie et rendre compte ainsi de la manière dont les différents régimes politiques évoluaient ou se développaient. Pour parvenir à ce but, il fallait plus qu'une taxonomie : il fallait trouver une « locomotive » qui ferait aller du passé à l'avenir.

D'où la deuxième vague de théories générales, qui trouvaient d'ailleurs souvent leurs origines dans la sociologie du 19e siècle, mais qui furent modifiées et modernisées pour pouvoir être appliquées aux pays en voie de développement. Ces théories s'efforçaient toutes, avec plus ou moins de succès, de trouver une base explicative à l'évolution des sociétés, bien que leurs buts et leurs assises idéologiques aient été différents, voire diamétralement opposés. Almond et les autres théoriciens de l'analyse systémique cherchaient à expliquer le changement politique par le biais de la « capacité » des régimes politiques à survivre et à résoudre les conflits, la stabilité étant l'objectif principal à atteindre [[38]](#footnote-38). D'autres partaient au contraire de l'idée suivant laquelle les sociétés passaient par des étapes successives, le passage d'une étape à l'autre étant dû à des forces opérant à l'intérieur de la société. Les régimes politiques se trouvaient ainsi « expliqués » : un cadre (ou des cadres différents, voire opposés) était élaboré et on pouvait ainsi comprendre pourquoi telle société avait tel type de régime politique [[39]](#footnote-39).

Si ces théories fournissaient un cadre explicatif, elles ne fournissaient pas, ni plus ni moins que la taxonomie d'Almond, les instruments pratiques nécessaires permettant de lier les étapes par lesquelles passaient les sociétés aux caractéristiques concrètes des systèmes politiques ou bien, si elles le faisaient, elles le faisaient d'une manière si générale qu'elles ne pouvaient pas rendre compte des éléments spécifiques de régimes politiques déterminés. De plus, une complication supplémentaire provenait de la question préalable qui se trouvait posée à propos de l'importance réelle du fait [26] politique ; ces théories semblaient en effet considérer que les institutions politiques étaient plus ou moins interchangeables. C'était d'ailleurs dans la logique de ces théories, puisque celles-ci cherchaient essentiellement à montrer comment le changement social (ou socio-économique) avait lieu et pouvait affecter la vie politique en général ; mais cela n'était pas suffisant si on voulait pouvoir rendre compte du tissu spécifique des institutions Politiques [[40]](#footnote-40).

Il se peut évidemment que les institutions politiques influent assez peu sur la société en général ; mais c'est là une hypothèse et cette hypothèse doit être testée avant d'être adoptée. Ceci veut dire que, même si les institutions et les régimes politiques sont considérés comme étant exclusivement des variables dépendantes, ils doivent être décrits et classés de telle sorte que l'on puisse découvrir, en premier lieu, s'ils sont effectivement des variables dépendantes et, en deuxième lieu, s'ils sont interchangeables. L'arrivée des théories du développement sur la scène n'a donc pas eu pour effet de rendre inutile, pas plus que le structuro-fonctionnalisme, l'examen détaillé de la vie politique dans les divers pays du monde. L'analyse politique comparée demeure donc nécessaire, quelle que soit la philosophie sociale que l'on adopte. Les modèles - qu'ils soient taxinomiques ou explicatifs - planent en quelque sorte au-dessus de la vie politique concrète ; ils ne permettent donc pas de rendre compte des problèmes précis que l'analyse politique comparée a à rendre compte, c'est-à-dire des similitudes et des différences entre régimes politiques dans les sociétés les plus diverses.

Une autre approche pouvait toutefois peut-être passer pour résoudre, quoique de façon entièrement différente, les problèmes de l'analyse politique comparée. Si une théorie générale fondée sur une approche globale s'avérait infructueuse, c'était peut-être précisément parce qu'on tentait trop rapidement de « faire du global » alors que la locomotive de la vie politique est au niveau « micro », celui des individus, tout au moins des individus qui ont une influence sur la vie politique. Les théories du contrat social étaient fondées sur le comportement individuel ; une approche individualiste se trouvait peut-être discréditée en science politique et en sociologie : elle n'en continuait pas moins à jouer un rôle fondamental en économie et elle semblait en fait avoir permis à cette discipline d'acquérir une base théorique solide, même si cette base était partiellement contestée. Puisque certains individus jouent un rôle en politique, ne conviendrait-il pas de voir si une théorie politique fondée sur l'individu ne serait pas à même de donner des résultats positifs ?

Il est vrai que les individus se trouvent contraints par les situations dans lesquelles ils se trouvent, par les problèmes qu'ils ont à résoudre et par les institutions qui rendent impossibles certains modes d'action et qui ouvrent d'autres avenues. Mais les individus peuvent aussi affecter les situations, résoudre les problèmes, créer des institutions - tout au moins à ce qu'il paraît ; la vie politique est en effet façonnée en apparence par certains leaders. Superficiellement peut-être mais en tout cas d'une manière quotidienne, les décisions des hommes politiques, individuellement ou en groupe, sont la trame de la vie publique : une théorie générale ne peut pas ignorer ce point.

[27]

L'approche qui semblerait naturellement la plus adéquate semblerait donc être celle qui mettrait l'individu au centre de l'analyse politique comparée. C'est probablement pourquoi les modèles empruntés à la science économique ont paru à beaucoup devoir fournir une réponse plus satisfaisante que les concepts sociologiques généraux. L'objectif était de décrire la vie politique, en premier lieu par l'intermédiaire des schémas individuels de préférences et d'en arriver par là au processus de décision collectif. Bien qu'une telle approche ne soit pas à strictement parler comparée, elle pourrait peut-être permettre d'éviter le problème : en effet, une telle méthode fournirait une explication de la vie politique au niveau de processus de décision universelle et ceci par le biais de modèles de plus en plus complexes au fur et à mesure qu'ils porteraient sur des décisions plus importantes. L'approche aurait également le caractère dynamique que certains modèles sociologiques, et en particulier le structuro-fonctionnalisme, n'avaient pas. Ce caractère dynamique proviendrait du fait que les prises de position des individus aboutiraient à des décisions collectives, de telles décisions constituant des changements par rapport aux situations antérieures. S'il devenait possible de construire un modèle de la vie politique fondé sur l'agrégation progressive des préférences individuelles, d'abord dans le cadre de petits groupes et par là suite pour l'ensemble de la société, il deviendrait également possible d'élaborer une théorie du processus politique permettant de rendre compte de façon satisfaisante de la réalité concrète du processus de décision tout en expliquant pourquoi des régimes différents adoptent des politiques différentes.

L'idée d'appliquer certains aspects de la théorie économique à la vie politique est donc a priori attrayante : des résultats intéressants ont d'ailleurs été obtenus dans certains domaines, en particulier dans le cadre des petits groupes ainsi qu'en ce qui concerne certains aspects du comportement politique des masses [[41]](#footnote-41). Mais la théorie économique n'a pas jusqu'ici fourni un modèle vraiment général ; elle ne pourra vraisemblablement jamais en fournir. En premier lieu, l'analyse a à tenir compte du caractère complexe des préférences individuelles en matière politique : ces préférences ne peuvent guère être classées ni même comparées de manière générale, alors qu'elles peuvent l'être en matière économique, car la monnaie sert d'étalon et le profit est (ou passe pour être) le moteur de l'action. En deuxième lieu, les inégalités entre acteurs politiques rendent souvent le problème théorique insoluble : l'application des théories micro-économiques à la vie politique a toujours donné de meilleurs résultats là où les relations politiques sont basées sur un échange entre égaux ou quasi-égaux ; il n'en est Pas de même lorsqu'autorité, pouvoir et coercition jouent un rôle essentiel.

[28]

*En troisième lieu* et surtout, les théories micro-économiques paraissent incapables de faire passer l'analyse du plan des petits groupes au plan des systèmes politiques dans leur ensemble. Ces théories permettent d'étudier les relations entre groupes, il est vrai, mais à condition que ces groupes soient traités comme s'ils étaient des individus. Ce que ces théories ne permettent pas de faire, c'est d'expliquer pourquoi les groupes existent : elles ne rendent pas compte de la nature des liens entre individus et groupes ; or ces liens sont fondamentaux si l'on veut expliquer les phénomènes de stabilité et d'instabilité. L'insuffisance de ces modèles en la matière a été maintes fois notée, que ce soit sur le plan électoral (il est en effet peu rationnel pour un individu de voter) ou dans le cadre des associations (car il est souvent plus rationnel de profiter de l'organisation sans en être membre (« free-riding ») [[42]](#footnote-42). Les modèles micro-économiques ont donc dû postuler l'existence de l'État et y voir un accident historique et extérieur aux modèles, car ils ne pouvaient pas « déduire » l'existence de l'État à partir des préférences individuelles, même lorsque les individus se trouvent confrontés à la nécessité de l'action collective.

Cette insuffisance des modèles économiques a pour effet de rendre impossible le développement d'une véritable théorie comparée à partir de ces modèles. Ceux-ci ne peuvent expliquer que les situations qui ont lieu à l'intérieur d'un cadre institutionnel défini, non des mouvements qui vont d'un cadre institutionnel à un autre. Ils peuvent rendre compte de la manière dont les individus réagissent, en particulier quand il s'agit d'échanges ; mais ils ne constituent pas une base permettant de comparer des régimes et des institutions. Alors que les théories sociologiques générales planent en quelque sorte au-dessus de la réalité politique, les théories micro-économiques sont à un niveau trop bas : elles opèrent trop à l'intérieur du cadre institutionnel d'un système déterminé pour pouvoir servir de base à une analyse des caractéristiques et des transformations des systèmes politiques.

II

L'analyse politique comparée semble confrontée à un double problème qui touche à la fois au fond et à la méthode. Nous avons besoin d'instruments pour pouvoir étudier simultanément les différents régimes politiques qui existent dans le monde. Pour cela, il nous faut trouver un moyen d'élaborer un cadre commun permettant d'analyser en même temps les morceaux distincts de systèmes qui semblent disparates. Tout progrès dans ce domaine dépend donc d'un examen systématique des caractéristiques spécifiques des problèmes que pose l'analyse politique comparée. Ne cherchons pas à savoir si ces problèmes sont solubles dès à présent ; nous devons d'abord découvrir ce qui doit être fait. C'est bien parce qu'un tel examen d'ensemble n'a pas eu lieu à l'époque du structuro-fonctionnalisme que des difficultés insurmontables ont entravé les œuvres non seulement de D. Easton, de G. Almond et des structuro-fonctionnalistes, mais également des théoriciens du développement, alors qu'évidemment [29] ceux qui se consacraient à des travaux de type micro-économique n'étaient pas concernés par les problèmes spécifiques de l'analyse politique comparée.

Commençons donc par le point de départ : l'une des caractéristiques essentielles de l'analyse politique comparée consiste en ce qu'elle porte sur des structures, que ce soient des institutions, des groupes ou d'autres organisations : ce point devrait maintenant être accepté par tous et ne pas donner lieu à controverse. Ces structures peuvent être des groupements à caractère traditionnel, des associations d'intérêts, des partis, des parlements, des gouvernements, des bureaucraties, des tribunaux : les décisions sont prises à l'intérieur et par l'intermédiaire de ces organismes. Ce sont donc les éléments sur lesquels l'analyse politique comparée doit être fondée -, ils sont en quelque sorte les atomes qui, en se combinant de diverses manières, donnent à la vie politique ses caractéristiques propres.

Dire que les structures sont le point de départ ne signifie pas que le comportement des individus à l'intérieur de ces « atomes » est sans importance ; il est très important, de la même manière que le comportement des électrons à l'intérieur d'un atome donne à celui-ci ses caractéristiques propres. Il importe donc de réfléchir quelque peu sur la nature de ces structures et sur les rapports qu'elles ont avec les individus qui en font partie. Une structure, que ce soit une institution, un groupement traditionnel, ou une association d'intérêts, peut être définie comme un ensemble d'interactions entre certaines personnes : une structure n'existe que lorsque certains individus ont plus tendance à avoir des relations entre eux, dans certains domaines au moins, qu'avec d'autres individus. Toutes les structures et en particulier toutes les structures qui participent à la vie politique peuvent être caractérisées ainsi. Les structures peuvent naturellement durer plus ou moins longtemps, être plus ou moins importantes, avoir des effets plus ou moins généraux, être plus ou moins rigides : mais ce qui caractérise toutes les structures, c'est qu'elles privilégient les relations entre certaines personnes.

Deux conséquences importantes découlent de cette prémisse. En premier lieu, les structures changent à la fois continuellement et lentement. Les structures ne passent pour stables, voire statiques que parce que les observateurs ne peuvent percevoir tous les mouvements qui ont lieu à chaque instant (ne serait-ce que le changement en termes d'adhérents et de sympathisants) : la composition et l'importance des structures est en modification constante. Ceci est dû, en second lieu, au fait que l'importance des structures et leur niveau d'institutionnalisation dépend de la solidité des relations qui existent entre les membres de l'organisation. Une structure est « lâche » lorsque ses membres changent souvent et ont peu de contact entre eux ; son niveau d'institutionnalisation est faible. L'inverse est vrai lorsque les liens entre les membres sont très étroits et durables.

D'où le paradoxe central de l'analyse politique comparée (un paradoxe qui n'est toutefois pas tellement différent du paradoxe des atomes et des électrons en chimie) : les éléments essentiels de l'analyse sont les structures ; ce sont elles qui [30] donnent forme à la vie politique et qui forcent les acteurs (au moins en grande partie) à adopter certains comportements. Mais les structures n'« existent » que parce qu'il y a des rapports privilégiés entre certaines personnes. Pour avoir un effet, les structures dépendent donc du degré de « reconnaissance » que leurs membres leur accordent.

Les structures demeurent néanmoins les unités de base de l'analyse politique comparée ; l'activité politique a lieu par leur intermédiaire. Ceux qui dirigent ces structures et qui les utilisent pour avoir un effet sur la société dépendent d'ailleurs d'elles en ce qu'elles accroissent l'influence et le pouvoir de ces leaders ; ceux-ci en sont d'ailleurs si conscients qu'il leur arrive souvent de créer de nouvelles structures si celles qui existent ne jouent pas suffisamment à leur avantage. Il est agréable de constater que le rôle central des structures est enfin nettement reconnu, comme le montre l'article de March et Olsen de 1984 dans l'APSR et le livre que ces deux auteurs ont écrit par la suite sur le même thème [[43]](#footnote-43). L'idée que l'étude des structures est sans valeur réelle est désormais dépassée et a fait place à une approche nouvelle dans laquelle une telle étude est au centre des préoccupations.

Dans le cadre de l'analyse politique comparée, toutefois, les structures ont des caractéristiques particulières. Ce sont ces caractéristiques qui donnent à l'analyse politique comparée sa spécificité, tout en la rendant particulièrement complexe. Deux de ces caractéristiques sont particulièrement importantes, à savoir que les structures qui jouent le plus grand rôle sont le plus souvent en très petit nombre, d'une part et, d'autre part, que ces structures ne sont jamais suffisamment semblables pour que l'on n'ait pas à tenir compte de leur spécificité propre.

Ce sont ces deux caractéristiques qui expliquent que l'on ait pu déclarer que l'analyse politique comparée était impossible et que les seuls travaux valables étaient ceux qui portaient sur chaque pays individuellement. En réalité, un tel point de vue n'est pas tenable, car, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, on fait à tout moment des comparaisons de pays à pays, de façon explicite ou implicite. D'ailleurs les structures qui constituent les éléments de la vie politique sont souvent importés ou imités d'un pays à un autre, tout en étant évidemment quelque peu adaptés par la même occasion. On peut ainsi dire sans trop exagérer que le « progrès » ou tout au moins le changement sur le plan politique - ainsi que sur d'autres plans - dépend en grande partie des efforts qui sont faits pour examiner les pratiques d'autres pays et réfléchir sur ces pratiques. Il en résulte des comportements similaires mais non identiques, ce qui rend la comparaison à la fois nécessaire et difficile : il nous faut vivre avec le problème et trouver des moyens de le résoudre.

Nous devons également vivre avec un autre problème, à savoir que les éléments qui constituent les différentes parcelles de la vie politique des États sont en petit nombre, à la fois dans chaque pays et à travers le monde. C'est ainsi qu'il y a quelques partis seulement et parfois un seul ; il y a une armée ou tout au plus un petit nombre [31] d'unités de cette armée ; il y a un seul parlement, etc. Il sera par conséquent difficile de découvrir toute l'étendue des similitudes et des différences : les institutions sont comme des grosses roches dans un paysage, chacune ayant une forme et une taille différente. Il y a de plus assez peu de paysages - les différents pays - dans lesquels on peut examiner ces structures semblables et entreprendre des comparaisons. Dans le domaine de l'analyse politique comparée, en ce qui concerne la majeure partie des structures, le problème ne consiste pas à établir un échantillon satisfaisant ; il consiste au contraire à découvrir un nombre suffisant d'éléments pour pouvoir effectuer des généralisations valables.

L'étude des structures est manifestement difficile ; elle doit être détaillée (ce qui avait été oublié même par ceux qui, au cours des années soixante, donnaient une place aux structures dans le cadre d'une analyse générale). Mais l'étude ne doit pas être seulement détaillée ; elle doit être comparative et doit être dynamique. Ces deux derniers points soulèvent en pratique la question des instruments de mesure. Nous avons noté que les structures peuvent être plus ou moins solides (un problème de comparaison) et que cette solidité varie avec le temps (une question d'analyse dynamique). L'examen de la solidité des structures mène à une analyse du processus d'institutionnalisation, comme nous l'avons mentionné plus haut ; l'analyse de ce processus est complexe et soulève des questions à la fois théoriques et empiriques. L'étude de la vie politique comparée, en particulier en ce qu'elle touche les structures, ne progressera pas vraiment tant que nous n'aurons pas trouvé le moyen de résoudre ce problème.

L'analyse politique comparée doit donc commencer par l'examen de structures difficiles à décrire de façon précise et a fortiori difficiles à comparer, puisque ces structures sont souvent importantes, peu nombreuses et semblables seulement sur certains points. Mais l'analyse politique comparée ne porte pas seulement sur les structures ; puisque celles-ci sont les « atomes » c'est-à-dire les unités de base, l'étape suivante doit consister en un examen des liens et relations entre ces « atomes ». Ce sont d'ailleurs ces liens que les théoriciens du structuro-fonctionnalisme et les spécialistes du développement ont cherché à étudier -, en réalité, ils se sont tous trouvé confrontés à des problèmes insolubles parce qu'ils ont cherché à étudier les liens entre structures sans avoir acquis au préalable une connaissance suffisante de ces structures. Mais on ne peut reprocher à ces théoriciens d'avoir cherché à découvrir ces liens, car ceux-ci sont manifestement une des clés de l'analyse politique comparée.

Ces liens prennent trois formes distinctes. La première et la plus évidente porte sur les types de rapport entre les structures. On parle à juste titre de systèmes politiques ou gouvernementaux, c'est-à-dire d'ensembles de structures reliées les unes aux autres d'une manière spécifique et donnant ainsi naissance à des configurations particulières. Ainsi les relations entre partis et groupes peuvent-elles varier ; ainsi les relations entre partis et gouvernement ou entre parlement et exécutif ont également des aspects qui leur sont propres dans chaque pays. Si les structures sont les « atomes », les configurations de structures qui constituent les systèmes politiques sont les « molécules » dans lesquels les atomes sont liés entre eux d'une manière particulière.

[32]

Toutefois, alors que les liens peuvent être déterminés de façon précise dans le cadre des atomes et des molécules, il n'en est pas de même dans le cadre des structures politiques. Le lien, peut en effet prendre la forme d'une domination ou d'une dépendance ; il peut consister aussi en une influence réciproque ; il peut prendre des formes intermédiaires. Par exemple, les relations entre syndicats et partis sociaux-démocrates sont considérées comme étant étroites dans certains pays, mais la nature exacte de ces relations est difficile à décrire : les spécialistes ne sont souvent pas d'accord dans chaque cas particulier, bien qu'il s'agisse là d'un type de lien particulièrement explicite et bien documenté.

Quelles que soient les difficultés que pose la description des liens entre les structures d'un système politique donné, l'analyse politique comparée doit s'occuper du problème et chercher à découvrir en quoi consistent de façon précise les configurations formées par ces structures. De manière générale, l'examen de ces liens soulève e problème du degré d'intégration entre les divers éléments du système politique. Ce problème a été étudié sous différentes rubriques et en particulier récemment sous l'angle du « corporatisme ». Il faut aller plus profond, voire la question sous son aspect le plus général et même tenter d'en mesurer les caractéristiques si nous voulons voir progresser réellement l'analyse politique comparée [[44]](#footnote-44).

Le type et le niveau d'intégration entre les structures n'est toutefois que l'un des types de liens qui doivent être analysés. Un deuxième type est constitué par la relation entre les structures politiques et leurs effets sur le plan de la société. Il ne s'agit manifestement pas d'étudier les structures pour elles-mêmes : celles-ci ne sont importantes que parce que nous pensons qu'elles ont un effet sur l'action politique, c'est-à-dire qu'elles ont un résultat, quel qu'il soit, général ou particulier.

Il n'est évidemment pas certain que les résultats de l'action gouvernementale soient affectés par les structures ; c'est là une conclusion qui est d'ailleurs contestée. Il est possible que ces résultats découlent en quelque sorte mécaniquement de la société et que l'appareil politique n'ait qu'une influence fort limitée, voire nulle ; toutefois, comme une telle conclusion est contestable et comme il semble a priori que le pouvoir politique exerce une influence réelle - et nous semblons tous nous comporter comme si le pouvoir politique exerçait une telle influence -la question doit être examinée de près ; très probablement, la réponse est fort complexe. Nous devons donc examiner, sinon chaque action, du moins un échantillon représentatif de ces actions ; nous devons le faire dans un cadre comparatif, car il est pour le moins permis d'avancer l'hypothèse [33] que des structures différentes et des configurations de structures différentes auront des effets différents.

Ceci signifie que l'analyse politique comparée doit déterminer en quoi consiste l'action politique, classer ces actions selon leur importance et montrer comment celles-ci sont liées à des configurations de structures différentes. C'est bien d'ailleurs en partie ce que l'analyse des politiques publiques a cherché à faire récemment ; mais il faut aller plus loin. Il faut examiner ce que le pouvoir politique fait pour élaborer et soutenir des ensembles de valeurs générales à travers la société. L'examen des liens entre structures et action politique se trouve ainsi être proche des analyses des « classiques » qui déclaraient leur préférence en faveur de tel ou tel type de système institutionnel parce que ces types reflétaient certaines valeurs, par exemple des valeurs libérales ou démocratiques [[45]](#footnote-45).

De même qu'en ce qui concerne les configurations de structures, la nature du lien entre structures et action politique est assez obscure. Les descriptions des politiques publiques suggèrent l'existence de suites complexes de décisions dans lesquelles structures et acteurs politiques jouent chacun leur rôle ; mais la nature spécifique du lien reste cachée. Bien naturellement, l'action politique dépend en grande partie des valeurs des acteurs politiques ; mais c'est là un problème plus général, car les valeurs jouent manifestement un rôle essentiel dans le développement des régimes politiques. L'analyse de l'action politique est plus particulièrement liée à la question de savoir si les structures peuvent permettre à certaines politiques d'avoir lieu : il s'agit donc là d'un problème d'efficacité des structures.

L'analyse politique comparée doit aussi être consacrée à un troisième type de lien, à savoir un lien entre ces structures et la société en général ; l'analyse politique comparée doit en effet rendre compte de l'existence de certaines structures plutôt que d'autres : c'est d'ailleurs là un aspect que les théoriciens ont depuis longtemps tenté d'examiner ; c'est même là le point central des réflexions des spécialistes du développement (tout au moins de ceux parmi eux qui s'intéressent aux structures). Les liens entre structures et société mènent directement aux valeurs, mais le plus important est de déterminer les individus ou les groupes dont les valeurs comptent le plus : par tradition, passivité ou manque d'intérêt, des parties importantes de la société n'ont qu'une influence faible, voire nulle, sur le cadre de valeurs dans lequel les structures se développent. De plus, les valeurs ne donnent pas directement naissance aux structures, car ce qui compte, comme nous le savons, c'est la force et la solidité de ces structures. Le lien entre valeurs et structures est constitué par le fait que les structures et le système dans son ensemble sont considérés comme « crédibles » ou légitimes par ceux qui font partie de ce système. C'est donc le niveau d'acceptation du système, plutôt que les valeurs elles-mêmes, qui constituent le lien entre société et structure et société. C'est également sur ce plan que l'on peut espérer rendre compte des relations entre structures et société.

[34]

L'analyse politique comparée doit donc porter sur quatre aspects distincts si elle veut pouvoir « expliquer » les caractéristiques des régimes politiques, c'est-à-dire rendre compte de l'existence des structures individuellement, des configurations de structures, des liens entre structures et action politique et des liens entre structure et société. Ces différents aspects se trouvent résumés par l'intermédiaire des concepts d'institutionnalisation, d'intégration, d'efficacité et de légitimité. Pour pouvoir déterminer dans chaque cas particulier l'effet de ces concepts, il faut examiner les valeurs des membres de la société et en particulier des acteurs politiques. C'est là une tâche de grande envergure qui dépasse manifestement les capacités actuelles de l'analyse politique comparée. Nos objectifs immédiats doivent donc être plus modestes.

III

S'il est vrai que l'analyse politique comparée doit procéder par étapes de façon à être capable progressivement de couvrir toute l'étendue de son domaine, il nous faut déterminer les types d'études qui nous permettront le mieux de parvenir au but recherché. L'effort doit évidemment porter à la fois sur le plan théorique et sur le plan empirique ; en fait, les deux formes d'étude doivent être menées simultanément et en étroite relation l'une avec l'autre, plus que par le passé. Mais il faut être précis : si l'on tient compte des problèmes que nous avons examinés, l'effort doit porter sur trois directions de recherche ; d'ailleurs, on peut constater que l'analyse politique comparée tend déjà à se développer de cette manière.

En premier lieu, il nous faut acquérir une meilleure connaissance des structures politiques et du comportement des acteurs à l'intérieur de ces structures. Nous devons explorer les caractéristiques de ces structures à travers le monde et, tout d'abord, le faire en partant de descriptions qui nous dévoilent l'anatomie détaillée de ces structures. Il nous faut, en utilisant une autre analogie, déterminer la composition des roches qui forment le paysage politique de chaque pays et noter les changements que le temps apporte à ce paysage. Ce besoin de connaissance avait été gravement sous-estimé à l'époque de la construction des grands modèles ; il est surprenant de voir comme on semblait ne pas réaliser alors notre ignorance des caractéristiques spécifiques des institutions et des groupes. Les problèmes que pose la comparaison découlaient - et continuent de découler - directement de notre ignorance : on ne voit pas comment on peut parler de comparaison entre institutions ou entre groupes que l'on connait très mal.

L'économie et la vie sociale sont relativement bien étudiées ; la vie politique ne l'est pas : ni la composition détaillée des partis et des groupes, ni les caractéristiques des élites, ni même les activités des parlements et des parlementaires, des gouvernements ou des membres des administrations publiques ne sont faciles à explorer. Toutefois, si le secret rend l'étude difficile sur bien des points, il y a de nombreux [35] secteurs dans lesquels des enquêtes détaillées peuvent permettre d'obtenir un tableau bien plus précis que celui que nous avons actuellement et par là même améliorer l'analyse comparée.

C'est d'ailleurs parce que le voile est progressivement levé que l'on peut être optimiste à ce sujet. La vitalité de la recherche a en effet été remarquable au cours des dernières années sur le plan de ce que l'on a pu appeler les analyses au niveau moyen [[46]](#footnote-46). Malgré les critiques que l'on peut adresser à certaines de ces études, celles-ci ont accru nos connaissances par pans entiers. Les études sur les partis ne sont pas développées aussi rapidement que l'ont aurait pu l'espérer après la publication de l'ouvrage désormais classique de Duverger, mais on peut noter cependant certains progrès [[47]](#footnote-47). Le domaine des études sur les parlements a été complètement rénové au cours des années soixante-dix : nous pouvons maintenant dépasser les remarques assez simplistes portant sur l'inefficacité de ces organismes et élaborer des typologies vraiment empiriques ; l'examen du rôle personnel des parlementaires et des activités des commissions permet en même temps d'élargir notre connaissance de ce que les parlements font effectivement [[48]](#footnote-48). Les administrations publiques, à la fois dans les pays développés et dans le tiers-monde, ont donné lieu à un grand nombre de travaux empiriques et théoriques qui ont porté sur la nature des élites qui en font partie et sur les aspects structurels des processus de décision qui les caractérisent [[49]](#footnote-49). Les élites politiques ont d'ailleurs aussi été l'objet d'études faites à travers le monde et l'on peut ainsi mieux connaître les liens existant entre parlementaires, membres des gouvernements, fonctionnaires supérieurs, et autres personnalités influentes [[50]](#footnote-50). Les gouvernements commencent également à être étudiés systématiquement [[51]](#footnote-51) ; l'analyse des [36] militaires au pouvoir est d'ailleurs devenue, depuis les années soixante, un des domaines où les analyses empiriques et les réflexions théoriques se sont le mieux rejointes [[52]](#footnote-52). Enfin, les développements en matière d'étude des politiques publiques ont accru de manière sensible notre connaissance du fonctionnement des systèmes politiques, bien que ces travaux soient souvent si détaillés que l'aspect comparatif est quelquefois perdu de vue ; il n'en est pas ainsi, toutefois, de certaines études systématiques des effets de l'action politique, celles-ci ayant au contraire ouvert une dimension nouvelle aux analyses au niveau moyen, d'une part parce qu'elles portent sur l'ensemble du monde et d'autre part parce qu'elles ont montré combien l'usage de la statistique peut aider l'analyse politique comparée [[53]](#footnote-53).

Il faut toutefois que ces études portant sur des structures déterminées soient accompagnées de travaux portant sur les liens entre les structures et sur la dynamique de leur développement. Ceci signifie qu'il faut lancer un deuxième type d'études au niveau moyen, tant sur le plan empirique que sur le plan théorique. Nous avons constaté plus haut que les questions d'interconnexions et les questions de dynamique étaient parmi les plus importantes que les spécialistes de l'analyse politique comparée devaient étudier ; ce n'est pas tellement parce que ces problèmes n'avaient pas été découverts jusqu'ici, mais parce qu'ils étaient examinés d'une manière beaucoup trop vague. C'est ainsi par exemple que, dans la première formulation du structuro-fonctionnalisme, les liens entre structures avaient reçu le terme générique de « fonction » : ce terme était trop imprécis et d'ailleurs donnait lieu à confusion. Par la suite, d'autres types de liens ont été considérés et le terme de « capacité » a été utilisé [[54]](#footnote-54) : ce n'est pas encore suffisant, d'autant plus que ce concept suggère l'idée que les sociétés sont capables d'autorégulation, ce qui n'est qu'une hypothèse qui reste à vérifier. Dans les analyses du développement, on mettait l'accent sur la manière dont les conflits pouvaient faire naître de nouvelles formules politiques, si, toutefois, le poids des structures traditionnelles d'autorité n'étaient pas trop fortes. De telles généralisations sur les différents types de liens entre structures ne peuvent être satisfaisantes, car elles ne permettent pas de dire quelles sont en pratique les relations entre les structures. Pourquoi y aurait-il un lien organique entre groupes et partis ? Aucune « loi naturelle » ne suggère qu'il doive en exister un. Les thèses de Marx sur la manière dont les sociétés passeraient d'une étape à une autre ne s'étant pas trouvées vérifiées, il fallait bien que les spécialistes du développement introduisent d'autres facteurs, ; mais il en est résulté que les liens entre les divers éléments sont demeurés fort vagues.

L'analyse politique comparée doit donc consister tout d'abord en une étude détaillée et systématique des structures, des relations entre les structures et des [37] relations entre structures et environnement ; ces études au niveau moyen doivent être accompagnées de travaux sur les acteurs politiques et sur le rôle que ces acteurs peuvent avoir sur les structures, sur leur durée et sur les changements qui s'opèrent parmi elles. Mais de telles études ne peuvent suffire ; elles doivent être accompagnées d'autres travaux, à caractère théorique cette fois, portant sur la manière dont les structures naissent, développent et dépérissent. Ces travaux doivent être concentrés, on l'a vu, sur quatre problèmes, à savoir l'institutionnalisation, l'intégration, l'efficacité et la légitimité. Il n'y aura pas de développement systématique de l'analyse politique comparée tant qu'il n'y aura pas de théorie valable portant sur ces concepts.

La littérature spécialisée sur la légitimité ou sur l'intégration est importante, mais elle reste décevante sur le plan théorique parce qu'elle est vague ; le niveau de formalisation est médiocre [[55]](#footnote-55). Chacun sait que le problème de la légitimité est fondamental : gouvernements et leaders en ont besoin s'ils veulent réussir. Pourtant personne ne peut dire par quelles quantités, à quelle vitesse et dans quelles conditions la légitimité croit ou décroît. Nous sommes là en présence d'un paradoxe : tout le monde utilise ce concept et l'utilise souvent ; mais son utilisation n'a rien de scientifique, loin de là. Or ce que nous venons de dire à propos du concept de légitimité s'applique également aux concepts d'intégration, d'efficacité, d'institutionnalisation. Il suffit de parcourir la littérature spécialisée pour se rendre compte que les politologues n'ont jamais encore cherché à mesurer ni même à circonscrire de façon rigoureuse la nature de ces concepts.

Pourtant ces concepts sont susceptibles d'être analysés de manière formelle ils portent sur des variables qui ont un caractère continu et qui sont étroitement liées à d'autres variables lesquelles sont en principe au moins mesurables. La légitimité, par exemple, se rapporte au soutien ; le soutien est mesurable et est d'ailleurs bien souvent mesuré. Une théorie formelle de la légitimité pourrait donc être testée, au moins jusqu'à un certain point, avec l'aide des données que nous avons déjà. On pourrait faire des remarques analogues à propos des autres variables. Ce qui semble donc faire défaut c'est le désir, de la part des politologues qui ont la compétence requise pour faire de tels travaux, de se lancer dans une analyse formelle de ces concepts. Peut-être est-ce parce que les analyses formelles ont tendu à porter sur le comportement individuel des acteurs et sur la « micro-politique » plutôt que sur l'analyse de développements structurels : les contributions récentes d'économistes à la science politique ont eu lieu sur ce plan, les travaux de Downs et d'Olson étant des exemples particulièrement nets de cette tendance, ainsi d'ailleurs que les études des politologues ayant une formation mathématique [[56]](#footnote-56). Peut-être un tel développement est-il naturel étant donné que l'analyse économique a été fondée sur des postulats de comportements individuels ; [38] mais, quelle que soit la valeur d'une telle tendance en économie, le rôle des structures est si important en matière politique qu'une approche du même type a plutôt eu pour effet de rendre plus lent et plus limité le développement théorique de l'analyse politique comparée.

Ainsi, au-delà des études portant sur les structures, l'analyse politique comparée doit comprendre des travaux à caractère à la fois théorique et empirique sur les concepts politiques essentiels que sont la légitimité, l'intégration, l'institutionnalisation et l'efficacité. De telles études devraient suivre la voie tracée par un tout petit nombre de travaux pionniers comme celui de Rogowski sur la Légitimité rationnelle [[57]](#footnote-57). Ces études devraient être au niveau moyen, en ce sens qu'elles devraient tenter d'expliquer, dans le cadre de situations concrètes, le processus de légitimisation ou le processus d'institutionnalisation. C'est ainsi qu'il pourrait être valable d'examiner séparément, au moins pour commencer, les problèmes d'institutionnalisation qui se posent à l'intérieur de différents types de structures (partis ou parlements) ou dans des contextes politiques différents (sociétés libérales, sociétés développées). La vitesse à laquelle l'institutionnalisation croit ou décroît, ainsi d'ailleurs que le cadre dans lequel ces processus ont lieu sont manifestement différents : on constate également des différences dans le processus de développement économique d'un type de société à une autre. Etant donné que le support théorique n'existe pas ou n'existe guère en ce domaine, il semble imprudent de décider d'opérer dès à présent au niveau le plus général. En lançant au contraire des travaux théoriques et empiriques à un niveau moyen on peut espérer développer progressivement les instruments qui nous permettront de rendre compte de façon satisfaisante des problèmes de dynamique politique qui jusqu'ici n'ont pas été ou n'ont été que peu étudiés.

Il reste un troisième niveau d'analyse, toutefois, celui de la théorie générale que les politologues ont tant cherché à développer aussi bien dans le passé que récemment. Un tel désir est à la fois naturel et valable : l'analyse politique comparée a besoin d'une théorie d'ensemble si elle doit un jour rendre compte généralement de la vie politique des nations. Le sort des modèles grandioses des années soixante et soixante-dix suggère la prudence, toutefois. Ce n'est qu'en procédant lentement que l'on peut espérer éviter le caractère extrêmement vague et partant l'inutilité des modèles du passé. Les analyses empiriques devraient apporter une aide importante sur ce point, car ceux qui se lanceront dans le domaine de la théorie générale seront contraints à reconnaître qu'une telle entreprise n'est utile que si elle permet de rendre compte de la réalité ; la théorie générale devrait également avoir une base plus solide lorsque les principaux concepts de l'analyse politique comparée deviendront peu à peu mieux formalisés. Toutefois, pour remplir véritablement son rôle, la théorie générale doit aller au-delà de ce que l'analyse de concepts comme la légitimité ou l'institutionnalisation peut offrir ; elle doit utiliser ces concepts de manière à expliquer les similitudes et les différences entre systèmes politiques nationaux. Il doit donc y avoir un saut qualitatif ; mais un tel saut qualitatif risque de faire en sorte que la théorie générale cesse de coller à la réalité.

[39]

Les imperfections des théories générales antérieures donnent une idée de la stratégie à suivre. Celle-ci doit tenir compte du fait que la théorie générale peut être élaborée sur trois plans différents. Le premier de ces plans est le plus proche des analyses au niveau moyen que nous venons de décrire : il porte sur la façon dont le système opère. Sur ce plan, le débat porte sur le couple stabilité-changement, les deux éléments de ce couple devant être considérés plutôt comme les pôles extrêmes d'une même dimension que comme deux catégories distinctes ; si l'on accepte cette interprétation, on peut éviter de tomber dans des discussions infinies sur la différence entre réforme et révolution ainsi d'ailleurs, à l'autre extrême, qu'entre ce qui est stable et ce qui est statique. Les concepts de stabilité et de changement peuvent permettre d'étudier ensemble un certain nombre d'effets de l'institutionnalisation, de l'intégration ou de la légitimisation : les concepts de stabilité et de changement sont donc plus généraux que les concepts utilisés dans l'analyse au niveau moyen ; mais ces concepts ne rendent pas compte des caractéristiques du système politique : ce sont seulement des instruments qui permettent de décrire la manière dont le système politique s'est comporté ou tend en général à se comporter.

L'élément d'explication recherché peut être obtenu partiellement si l'on passe au deuxième plan, qui est celui des valeurs. Nous avons déjà noté que le développement de la légitimité, de l'intégration, voire de l'institutionnalisation, dépendait des valeurs des membres de la société, puisque ces valeurs permettent de comprendre pourquoi un système politique est plus ou moins légitime, plus ou moins intégré, plus ou moins institutionnalisé. Il faut maintenant aller plus loin et voir comment les valeurs donnent forme à l'ensemble du système politique. C'est ce qu'on fait couramment lorsqu'on parle du caractère libéral ou autoritaire d'un régime, de son niveau de démocratie, etc. Ce qu'il convient de faire dans ce domaine c'est, tout d'abord, de rendre plus précis le contenu de ces classifications et, en deuxième lieu, de découvrir qui sont ceux dont les valeurs comptent dans une société déterminée.

Il faut toutefois rendre également compte des valeurs elles-mêmes. C'est sur ce plan, le plus général des trois, que les conflits entre paradigmes ont tendu jusqu'ici à avoir lieu. Comme ces paradigmes étaient élabores sans que les deux plans « inférieurs » n'aient été suffisamment développés - le plan des concepts politiques et le plan des valeurs politiques - les paradigmes généraux n'ont pas pu être liés à la réalité de la vie politique, une réalité qui, de toute manière, n'était pas bien connue au niveau moyen. Il ne s'agit donc pas de remplacer la théorie générale par la théorie au niveau moyen ; il s'agit de reconnaître que les paradigmes ne pourront être utiles - qu'ils ne pourront fournir le toit de l'ensemble de l'édifice - que s'ils sont liés à l'analyse au niveau moyen par l'intermédiaire de concepts politiques utilisables empiriquement et par l'intermédiaire d'une analyse de valeurs également capable de rendre compte des situations réelles. Peut-être les analyses descriptives sont-elles maintenant suffisamment développées pour que l'on puisse passer au plan supérieur : ce n'est pas certain. De toute manière, il est fort clair qu'un travail considérable reste à faire au niveau de la formalisation des concepts politiques de façon à pouvoir donner un caractère dynamique aux analyses au niveau moyen. Il semble donc prématuré de vouloir passer [40]

à nouveau rapidement au plan des paradigmes : pour le moment au moins, le mieux est de s'en tenir à l'approfondissement des concepts de base et au développement des analyses de valeurs

\* \*  
\*

L'analyse politique comparée connaît un progrès rapide. Le réalisme des années quatre-vingt en ce qui concerne les théories générales a même permis de rendre plus proche le moment où une théorie générale valable et utile pourra voir le jour. Une telle théorie devra toutefois être fondée sur deux caractéristiques spécifiques de l'analyse politique comparée : la première est que l'objet à étudier ressemble à un paysage dans lequel sont éparpillés un certain nombre de grosses « roches » ; la deuxième est que, néanmoins, nous devons étudier ces « roches » dans un contexte général. Il n'y a pas de solution miracle permettant de résoudre rapidement ces problèmes ; en particulier, il est illusoire de penser que l'on puisse éviter le long processus des études empiriques et des analyses au niveau moyen. Si l'on peut utiliser une autre image, disons que nous assiégeons une forteresse et que nous ne pouvons arriver au donjon que peu à peu : de nombreux travaux descriptifs sont donc nécessaires. Ces travaux ne seront toutefois vraiment valables que s'ils sont guidés par des études théoriques, études qui doivent rester collées à la réalité et qui par conséquent doivent être essentiellement au niveau moyen. Si l'analyse politique comparée se développe de cette manière, il y a tout lieu d'espérer que, dans un avenir assez proche, on puisse également assister à la naissance d'une solide théorie générale.

[41]

**LA POLITIQUE COMPARÉE EN QUESTIONS.**

THÈME  
ET VARIATIONS

[Retour à la table des matières](#tdm)

**THÈME...**

***... Le regard de l'historien***

“[La comparaison en Science Politique](#politique_comparee_pt_2_texte_3).”

*Michel BERGÈS*

**VARIATIONS SUR...**

***... Le relativisme culturel***

“[La démocratie pluraliste est-elle exportable ?  
Universalisme démocratique et relativisme culturel](#politique_comparee_pt_2_texte_4).”

*Jean-Louis SEURIN*

“[Classifications et taxinomies : essai de reconstruction](#politique_comparee_pt_2_texte_5).”

*Daniel-Louis SEILER*

[42]

[43]

LA POLITIQUE COMPARÉE EN QUESTIONS.

**THÈME ET VARIATION**

Thème…

Le regard de l’historien

“LA COMPARAISON  
EN SCIENCE POLITIQUE.”

Par Michel BERGÈS

[Retour à la table des matières](#tdm)

[44]

[45]

“LA COMPARAISON  
EN SCIENCE POLITIQUE.”

par

Michel BERGÈS

On observe deux attitudes différentes des politologues français face à la méthode comparative. Pour ce qui est non des travaux qui l'utilisent, mais de ceux qui essaient épistémologiquement de la définir, disons que les uns la banalisent, la réduisent à un ensemble de techniques diversifiées, à une démarche intellectuelle générale, alors que les autres, à l'inverse, s'efforcent de la constituer théoriquement en objet de connaissance autonome, dans une conception strictement sociologique, avec l'idée que la comparaison serait porteuse d'explication. On parle tantôt de « comparaison méthodique » ou de « méthode comparative », tantôt de « comparatisme » ou de « comparativisme ».

Le point de vue de la banalisation est présent depuis le début de l'institutionnalisation de la science politique après la Guerre. Par exemple Maurice Duverger, dans un manuel méthodologique de référence, a considéré, à la suite des sociologues du XIXe siècle, que la comparaison, méthode fondamentale des sciences sociales, devait s'attacher à dresser des tableaux de ressemblances et de différences entre les faits observés [[58]](#footnote-58). Utilisant un pluriel, il distingue, rappelons-le, les méthodes comparatives classiques (approximatives, analogiques, fondées sur des typologies d'objets, de structures, de fonctions, de formes, de complexité et de contextes comparables, proches ou éloignés), les méthodes comparatives « plus rigoureuses » (qui comprennent pêle-mêle les techniques statistiques, mathématiques, graphiques, cartographiques), les méthodes combinées de sciences différentes (l’interdisciplinarité ?), qui comparent les divers aspects d'un même phénomène ou analysent avec une méthode comparable des phénomènes différents. Dans cette perspective très large, la comparaison est réduite à sa fonction de traitement de données et elle concerne l'ensemble des sciences sociales et humaines. On ne voit pas en quoi elle servirait spécifiquement l'explication en matière politique. On trouve la même banalisation chez Madeleine Grawitz, pour qui la comparaison constitue une « tendance naturelle de notre esprit », que l'on ne peut réduire à des procédures techniques [[59]](#footnote-59).

[46]

Elle est opératoire à tous les niveaux des sciences sociales, dans une dimension soit qualitative (élaboration de typologies) soit quantitatives, dans tous les modes de saisie, à tous les stades de la recherche (description, classification, explication, théorisation). Cette méthode connait cependant des limites : elle est souvent utilisée de façon trop vaste, sans définition préalable de ses critères. Malgré l'existence d'indicateurs internationaux et de banques de données, elle est utile pour la description et la découverte de faits, mais elle ne peut être érigée en « véritable explication » théorique. Réserves identiques chez un émule de Maurice Duverger, Jacques Lagroye, qui, dans un manuel syncrétique récent, affirme que la comparaison (en tant que rapprochement d'objets analogues, semblables, différents ou opposés), est présente dans toutes les sciences [[60]](#footnote-60). Ce dernier s'ingénie à critiquer sans ménagement les études classiques de politique comparée, dénonçant leurs terminologies incalculables et « décourageantes », leurs regroupements arbitraires d'objets politiques dissemblables, la généralisation trop peu explicative de leurs catégories (en terme de fonction, de structure, de culture politique...).

À l'inverse, des auteurs pratiquant eux-mêmes la comparaison politique, ont essayé de lui donner des fondements plus théoriques. Jean Blondel, par exemple, dans un article de synthèse, tout en admettant les incertitudes de ce secteur de la science politique si décrié, souvent simplicateur et « mal assuré », plaide pour la constitution d'une branche « substantielle » de connaissance qui ne soit pas simplement une méthode de description ou de classification des faits qui accumule des données empiriques [[61]](#footnote-61). Pour lui, la comparaison doit s'appuyer sur un « déductivisme théorique », c'est-à-dire sur des concepts opératoires ordonnant les faits, respectueux des contextes, de la spécificité des contenus et des configurations, sans tomber dans des généralisations prématurées. Pour arriver à cet objectif, des études empiriques, portant sur des objets concrets et universels (comme les partis politiques, les régimes, les parlements, les machines politiques, les gouvernements, les groupes de pression...), sont indispensables.

Même conception chez Daniel Seiler, qui se range ouvertement du côté de la sociologie du politique, du « déductivisme », seul fondateur d'une comparaison « sérieuse » [[62]](#footnote-62). Ce dernier ne nie pas l'utilité d'un recours à la méthode historique, mais il refuse la possibilité de construire une théorie « ex-post », qui serait rigoureusement induite (souvent à la base du travail historique, même si l'histoire utilise aussi des modèles hypothético-déductifs). S'appuyant sur Karl Popper et Thomas Kuhn, comme sur Piaget et sur Karel Kosick, il affirme le caractère « ante » de la théorie. Il reprend aussi les critiques vigoureuses adressées au comparatisme anglo-saxon dominant, parlant là de « fraude intellectuelle », d'« imposture », de « naïveté », d'« ethnocentrisme », [47] de « fausses comparaisons » (celles des « monographies parallèles » qui ne se rencontrent jamais). Beaucoup de travaux ne reposent en effet que sur des typologies juridisantes, sur des erreurs d'échelles, sur l'ignorance des phénomènes globaux et de la totalité, comme de la spécificité des contextes. Daniel Seiler souligne au passage le caractère ethnocentrique et national de beaucoup de nomenclatures classificatrices des régimes ou des partis politiques (notamment les typologies de Duverger). Il se démarque encore de l'empirisme quantophrène, abstrait ou événementiel, comme des nihilistes spontanéistes et phénoménologues (les épigones de Wynch et de Schütz), qui, eux, opposent connaissance généralisante et individualisante en refusant toute classification comme toute systématisation. Pour dépasser ces blocages, l'auteur se replie sur les règles de la vigilance épistémologique définies par Pierre Bourdieu [[63]](#footnote-63), tenant d'une approche perspectiviste à tendance objectiviste (inspirée des théoriciens du cercle de Vienne), qui implique notamment une suspicion systématique vis à vis des langages ordinaires. Selon Daniel Seiler, théoricien de la classification des partis politiques en Europe, on ne peut comparer que des objets saisis par la théorie (« c'est la structure qui doit être comparée »), des espèces sociales et des causalités construites. Les modèles doivent ensuite être confrontés aux « faits », afin d'aboutir à une classification générale des systèmes politiques qui ont chacun des trajectoires singulières dans l'espace et dans le temps. Malgré ces accents « linéens » qui suggèrent un tableau à la Mendeleïev dans lequel tous les phénomènes politiques pourraient entrer dans des cases (préoccupation déjà présente chez le comparatiste Duverger), Daniel Seiler place son espoir dans une sociologie historique du politique (celle de Tilly, Rokkan, Wallerstein...), inspirée plus ou moins de l'Ecole historienne des Annales, concluant que la « sociologie politique » ne pourra que bénéficier d'un rapprochement avec l'histoire et avec l'anthropologie.

Dans une perspective épistémologique proche, on peut citer encore l'ouvrage de Mattéi Dogan et Dominique Pelassy sur la comparaison internationale en sociologie politique [[64]](#footnote-64). Ces derniers limitent le concept de comparaison à des études « sur deux pays au moins » et à la recherche de « similitudes » et de « contrastes » nécessaires à la construction d'une théorie générale des systèmes politiques. L'orientation semble être plus inductive que déductive. La comparaison est érigée en « discipline interdisciplinaire » que seule une sociologie « imbriquée à la science politique » peut réaliser. Les « sciences proches » (l'anthropologie, l'histoire, la géographie ou l'économie) sont reléguées au rang de « discipline d'apport », et le spécialiste d'un pays est assigné à emprunter ses concepts et ses hypothèses au comparatiste. Un an avant, en 1979, dans son émouvant hommage au grand comparatiste disparu, Stein Rokkan [[65]](#footnote-65), Dogan reconnaissait [48] cependant que la science politique était apparue à ce dernier, comme à d'autres analystes originaires de la sociologie (Lipset, Linz, Allardt, Rose, Sartori, Deutsch, Merrit, Eisenstadt, Wiatr, Lepsius, Janowitz...) « plus ouverte » à la comparaison internationale que la sociologie.

Dix ans après, bien plus mitigé est le bilan dressé en juillet 1990 par Bertrand Badie et Guy Hermet dans un manuel récent [[66]](#footnote-66). Nous allons essayer de comprendre pourquoi (I), avant de nous interroger sur les relations que la science politique entretient avec l'histoire autour de « la sociologie historique » américaine, importée en France depuis peu (II).

I. À PROPOS DE  
« POLITIQUE COMPARÉE »  
DE BERTRAND BADIE ET GUY HERMET

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le pan-comparatisme anglo-saxon qui servait de référence obligée à beaucoup de politologues antérieurs, fait place dans cet ouvrage à un examen critique et au doute méthodologique. Les auteurs parlent sans ambages de crise du comparatisme classique, tout en défendant une comparaison perçue comme un nouveau mode de saisie théorique et empirique du politique, mais aussi comme une manière d'être humaniste, qui débouche sur une introspection scientifique et sur la réhabilitation de pensées autres, non-occidentales. La comparaison ne doit pas être un amalgame de procédures techniques de description (statistique, mathématique, cartographique...), ni un moyen d'illustrer dans l'espace et dans le temps des modèles théoriques généraux ou partiels. Elle devient une philosophie du regard scientifique, du rapport au politique, en permettant une ouverture aux problèmes du monde, en dépassant tous les colonialismes intellectuels dont les différents positivismes hérités du XIXe siècle ont été prodigues.

Pour autant, les deux politologues ne défendent point un culturalisme absolu. S'ils affirment la spécificité des cultures et des modes extra-occidentaux de construction du politique, ils rejettent les circonvolutions (à l'allemande) des discours « du sol et du sang » (de triste mémoire) et des théories de « l'esprit des peuples ». Leur conception tourne le dos à la recherche d'une mono-causalité et de déterminismes simples (économistes ou psychologistes, à la mode marxiste ou béhavioriste). Elle mobilise plutôt une pensée du complexe, du contradictoriel, des différenciations, à la manière peut-être des bouleversements épistémologiques qui parcourent les sciences exactes, biologiques et naturelles. Sont ainsi pris en considération l'unicité des développements historiques, les complexités combinatoires multivariées, la différenciation de séquences, le transculturel universalisable en même temps que le monoculturel irréductible à une aire. Ce nouveau regard, empreint de « relativisme relatif », correspond semble-t-il, dans le développement institutionnel de la science politique (une des disciplines les plus internationales, effectivement), au contexte de [49] la fin des années 80, marqué entre autre par le grand affrontement culturel entre le christianisme et l'islam, par l'écroulement du positivisme marxiste, et par l'ébranlement des démocraties libérales. Sa philosophie différencialiste et relativiste est bien contenue dans ces lignes introductives :

« Comparer conduit aussi à relativiser, à sortir de son lexique politique, de ses théories, de ses déterminismes, de ses présupposés. Il n'y a pas de lexique universel de science politique, parce que tout concept n'est pas a priori universalisable, encore moins sur la base de définitions strictes et limitatives. Il n'y a pas de déterminismes universels, car les histoires sont, pour cela, trop nombreuses, trop complexes et en fait, trop indépendantes les unes des autres. Il n'y a pas de théories politiques totalement universelles, car aucune théorie ne peut se prétendre indépendante de la culture du sociologue qui la fonde et aucune culture ne peut prétendre avoir accédé à l'universalisme. Aussi l'analyse comparative a-t-elle pour principal bienfait de déconstruire les certitudes que d'autres construisent, de manière à préciser, affiner, corriger ou amender les paradigmes et trace, éventuellement, la frontière pouvant séparer le domaine de l'universel de celui du particulier (...). L'analyse comparative montre que si les trajectoires de développement politique sont différentes, ce n'est pas parce que les hommes sont différents ou qu'ils ont inégalement profité des lois de l'histoire, mais c'est en grande partie parce qu'ils ont fait des choix différents et entretenu différemment des traditions différentes (...). Le propos du comparatiste est d'abord de présenter ce qui est, en un lieu et en un moment comme l'expression de ce qui aurait pu ne pas être et n'existe, en tout cas, nulle part ailleurs, ni à aucun autre moment du temps » [[67]](#footnote-67).

Cette perspective essaie de définir un espace disciplinaire renouvelé, fondé sur une approche géopolitique comparative qui veut se démarquer à la fois des grandes théories générales de la sociologie (I.1), de la sociologie historique (I.2.), comme de l'histoire historienne (I.3.).

I.1. Une critique historiciste de la sociologie

S'opposant à divers courants de la sociologie américaine des années 50 et 60, Bertrand Badie, à la suite de Pierre Birnbaum [[68]](#footnote-68), semble aller plus loin dans « Politique comparée » que dans ses deux ouvrages méthodologiques antérieurs [[69]](#footnote-69). Précédemment, en effet, dans son étude sur les paradigmes du développement politique, il présentait les théories développementalistes classiques en critiquant leurs postulats [[70]](#footnote-70). [50] Mais il acceptait le caractère « séduisant » et « cohérent » de leurs généralisations, malgré leurs présupposés organicistes. Il envisageait somme toute une certaine continuité scientifique entre ces paradigmes généralistes et les nouveaux paradigmes formels d'analyse qui les avaient relayés pour reconstruire « dans l'abstrait les propriétés récurrentes, jugées communes et spécifiques à tout processus de développement politique » [[71]](#footnote-71). La recherche de nouveaux modèles heuristiques devait renouveler la science politique. Et malgré les critiques qu'il adressait au passage à ces modèles partiels, institutionnaliste d'Huntington, néo-fonctionnaliste d'Apter, centropériphériste.... Badie reconnaissait qu'ils contribuaient à la connaissance de « cette part d'universalité que recèle tout changement social ou politique » [[72]](#footnote-72), perçu comme un but ultime de la connaissance politologique. Plus qu'aujourd'hui, l'auteur insistait sur l'existence de processus généraux de développement communs à l'ensemble des systèmes sociaux. Quant aux variations, aux processus complexes de différenciation des phénomènes globaux (par exemple entre l' »Occident » et le « Tiers-Monde »), une étape de la recherche, présentée comme complémentaire [[73]](#footnote-73), par un « retour à l'histoire », devait analyser l'ensemble du développement politique, transformé « de l'état d'objet abstrait à l'état d'objet singulier et concret » [[74]](#footnote-74). Les modèles sociologiques universalisants, hypothético-déductifs, gardaient leur pertinence, malgré le « retour à l'histoire » annoncé. Badie écrivait là sans ambiguïté :

« La réflexion historique (...) n'efface pas ce qu'une autre tradition a pu nous apprendre, à un autre niveau, sur la dimension universelle du développement politique » [[75]](#footnote-75).

Dans « *Politique comparée*», les auteurs ont durci leur critique à l'encontre des modèles généralisants et abstraits de la tradition sociologique. À la lecture de leur ouvrage, un historien malicieux pourrait éprouver une certaine jubilation à voir ainsi une discipline souvent parée des mille feux de ses prétentions anti-historiennes, organiser elle-même sa propre destruction. Insistant plus qu'auparavant sur une conception historiciste de la différenciation des processus de développement, les deux auteurs franchissent peut-être des points de non-retour. Dans le passage sur « la crise de 1'universalisme » [[76]](#footnote-76), tout en reprenant des critiques précédentes du comparatisme classique, ils remettent en question explicitement la méthode hypothético-déductive de modélisation en sociologie.

Ainsi, ce qui est le fondement de la démarche weberienne (sur laquelle semblait s'appuyer jusque là Bertrand Badie), est nié au nom du caractère relatif des concepts et des pratiques historiques. Serait désormais impossible tout « Jeu de concepts » applicable à l'ensemble des situations politiques. La théorie weberienne du pouvoir, [51] qui a inspiré une grande partie de la science politique américaine, condensée ici en 35 lignes (plus d'ailleurs à partir de l'« Ethique protestante » que des deux tomes fondamentaux d'« Economie et Société »), se trouve réduite à une vision linéaire et développementaliste non combinatoire. Les concepts de « bureaucratie » et de « néopatrimonialisme » seraient incapables de rendre compte des transitions et variations concrètes que l'on rencontre sur le terrain [[77]](#footnote-77). Comme si Weber avait construit son modèle idéal-typique de la bureaucratie ou du pouvoir traditionnel à partir du développement occidental ! N'a-t-il pas plus tôt toujours considéré que les types abstraits de domination et leurs modes de légitimité correspondants étaient simultanés et combinés dans des variations infinies, formant des types d'État diversifiés à travers l'espace et le temps ? Sur le caractère combinatoire de la théorie weberienne du pouvoir, liée à la méthode de l'idéal-type, on peut se référer à ce commentaire de Raymond Aron :

« Les trois types de domination sont des exemples de concepts que l'on pourrait appeler « atomiques ». On les utilise comme des « éléments grâce auxquels on reconstruit et comprend des régimes politiques concrets. La plupart de ces derniers combinent des éléments qui ressortissent à ces trois types de domination (...).

La bureaucratie, selon Max Weber, n'est pas une singularité des sociétés occidentales. Le nouveau royaume d'Égypte, l'Empire chinois, l'Église catholique romaine, les États européens ont eu des bureaucraties comme en a l'entreprise capitaliste moderne de grande dimension [[78]](#footnote-78).

À l'inverse de Weber (et d'Aron), Badie et Hermet affirment

« État, nation, démocratie représentative, espace public, société civile sont ainsi des catégories de l'histoire occidentale abusivement construites comme des concepts universels (...). La découverte des spécificités a atteint en profondeur la définition même du politique, celui-ci ne pouvant plus apparaître comme universellement différencié, ni territorialisé, ni même lié à l'hypothèse weberienne du monopole de la violence légitime. Penser que le politique renvoie nécessairement à un domaine isolable d'actions, à un espace territorial clos, à la construction d'un monopole, à l'accomplissement d'une formule de légitimité, paraît de plus en plus hasardeux » [[79]](#footnote-79).

Ils ajoutent encore ce qui rend plus difficile une sociologie générale du pouvoir :

[52]

« Bien des malentendus seraient levés, bien des simplifications seraient évitées si l'on admettait enfin l'impossibilité d'une définition universelle du politique » [[80]](#footnote-80).

La sociologie politique comparée consisterait alors en une comparaison (nominaliste ?) de nomenclatures, de terminologies linguistiques, de modes d'identités irréductibles, en un catalogue différencié des modes de désignation du politique d'une société à une autre. N'est-ce pas là rendre impossible toute comparaison analytique et synthétique ? Au-delà des langages et des représentations, des phénomènes politiques communs et universels ne sont-ils pas déployés, qui constituent des objets comparables, à certaines conditions d'observation et de méthode ? Conscients de l'implosion entraînée par de tels postulats, les auteurs tentent de se rattraper en écrivant :

« Peut-on parler encore de sciences sociales si disparait toute universalité ? La critique de l'universalisme se doit de rester modérée d'autant qu'il est clair que de nombreux processus sociaux et politiques, surtout conçus à un certain niveau d'abstraction, gardent une dimension universelle » [[81]](#footnote-81).

Sans que soit précisé le problème de la définition de ces niveaux d'abstraction, Badie et Hermet proposent une étrange bipartition des concepts politologiques autour des phénomènes de « culture » : les uns rendant compte d'objets transculturels (ceux de norme, loi, centre, périphérie, obligation, mobilisation...), les autres d'objets « monoculturels » (ceux de bureaucratie, idéologie, politique publique, état, gouvernement représentatif, nation, souveraineté, totalitarisme, démocratie, légitimité populaire...). Le statut de concepts wébériens comme ceux de corruption, de clientélisme, de néopatrimonialisme, qui expliquent des réalités que l'on retrouve même dans les systèmes les plus « développés », reste plus incertain pour les deux politologues. Ce qui leur parait important, ce n'est pas de construire de façon rigoureuse des concepts abstraits généralisables (plus peut-être qu'universels-concrets), c'est d'évaluer les concepts de la sociologie politique à partir des représentations des autochtones impliqués [[82]](#footnote-82).

Que donnerait une telle méthodologie « perspectiviste » appliquée à des objets aussi inquiétants que le nazisme ou le stalinisme ? Faudrait-il se limiter à la simple reproduction et prétendue « compréhension interne » de leurs « visions du monde » irréductibles, sans pouvoir s'appuyer sur une autre conception du droit, du pouvoir, de l'État et de l'humain ? Le relativisme des valeurs effacerait-il tout esprit critique et toute capacité de théorisation spécifique ? Ne risque-t-on pas de tomber dans un « solipsisme » d'un type particulier, qui ne privilégierait que le « sens commun », les représentations « indigènes » et « exotiques », les catégories pratiques, les langages explicites, les idéologies ? On peut aboutir là à une incompréhension, à une incommunication totale d'un système de signification à l'autre. La pensée du politique [53] par lui-même est-elle suffisante pour élaborer une théorie comparative du politique ? Poussée jusqu'à son terme, cette position, qui conçoit difficilement l'articulation entre des niveaux macro et micro d'observation de la réalité, risque de s'enfermer dans un culturalisme autarcique. Comment parler de « construction de la comparaison » sans aborder, à partir des acquis des diverses disciplines comparatistes, les mécanismes globaux, généralisés sur de vastes aires, voire mondialisés, d'échanges culturels, de domination, de diffusion de modèles ? Les risques que laisse présager la première partie de « Politique comparée » s'estompent à la lecture des chapitres suivants (notamment du passage consacré à la sociologie de l'importation des modèles politiques) [[83]](#footnote-83). Mais la mise en avant du concept globalisant de « culture », saisi en dehors des phénomènes d'acculturation, de déculturation et d'enculturation, peut rendre difficile la prise en compte, dans l'espace et dans le temps, des échanges interculturels incessants entre des « civilisations ». Remarquons que ce dernier concept est absent de l'index des deux politologues, alors qu'un grand historien comparatiste comme Fernand Braudel, qui le définit comme représentant à la fois des espaces, des économies, des systèmes sociaux hétérogènes, des cultures, et des continuités historiques de longue durée, l'a placé au centre de sa problématique temporelle différencialiste [[84]](#footnote-84).

On ne peut non plus sous-estimer la mondialisation de certaines catégories politiques occidentales, promues par des acteurs institutionnels concrets, au niveau culturel politique, économique, diplomatique, militaire... Une approche comparative du politique doit-elle délaisser l'analyse des systèmes d'échanges et les stratégies « régionales » ou mondiales, les interactions, l'adhésion et la plus ou moins grande adéquation au modèle de l'État-Nation et à des pratiques normalisées que tout État accepte dans le cadre des Nations-Unies ou du F.M.I. ? Sur ce thème de l'influence des facteurs externes sur les situations politiques internes, on peut se référer aux travaux comparatistes d'Aristide R. Zolberg, peu utilisés par Badie et Hermet (qui eux ne négligent pas pour autant la sociologie de l'importation de modèles politiques, sans en faire un des thèmes principaux de leur synthèse comparatiste). Zolberg insiste lui sur l'importance, à un niveau macro-analytique, des processus d'ingérence extérieures, des interactions entre États-voisins, ou des relations transnationales, en distinguant les interventions militaires, les ingérences, l'influence des mécanismes de l'économie internationale, le poids du système étatique mondial et les données spécifiquement culturelles. Regrettant que dans le « cheminement vers le Graal scientifique », le comparatisme se limite à l'étude du « politique chez les autres », Zolberg ne néglige point la référence à des facteurs sociologiques plus universels, comme les théories économistes de Polanyi ou la théorie des champs de Pierre Bourdieu [[85]](#footnote-85).

[54]

Que dire encore d'une science politique comparée qui ne se poserait pas non plus la question d'une typologie des formes d'État, des types de régimes, de gouvernements, de systèmes politiques, comme celle, plus théorique et comparative dans l'espace et dans le temps, des modes d'évolution ou d'involution d'une forme à une autre, ou celle de ses critères de classification ? Refoulant donc une certaine sociologie universaliste (plus peut-être qu'universalisante), semblant nier la possibilité d'une anthropologie générale du politique, Badie et Hermet font appel (en dernier recours ?) à un ensemble de travaux, dont les résultats alimentent la seconde partie de leur manuel, qu'ils rangent sous la bannière de la « socio-histoire ». Mais loin d'adhérer à la méthodologie comparatiste que ceux-ci mettent en application, ils proposent une critique et un « renouvellement » de ce courant particulier de la sociologie politique américaine.

I.2. Une critique sociologiste de la « socio-histoire »  
et un retour à la sociologie généralisante

[Retour à la table des matières](#tdm)

On se souvient que Bertrand Badie, dans un ouvrage méthodologique sur le développement politique, avait vanté les mérites de la socio-histoire, tenante d'un retour à l'histoire et de l'analyse de la construction étatique, censée renouveler les analyses du politique [[86]](#footnote-86). Dans « Politique comparée », il se démarque au contraire de ces approches, tout en en soulignant l'intérêt. Avec Hermet, il distingue parmi les socio-historiens américains [[87]](#footnote-87) ceux qui appliquent un modèle général et a priori à l'histoire (tel Immanuel Wallerstein), de ceux qui recherchent inductivement des régularités causales dans des phénomènes historiques communs à plusieurs sociétés comparables (comme Barrington Moore, Perry Anderson ou Théda Skocpol), de ceux enfin qui comparent des trajectoires pour différencier des séquences (tels Clifford Geertz, Samuel Eisenstadt et Rokkan) [[88]](#footnote-88). Les deux politologues regroupent également tous ces auteurs des années 60 en deux grands courants : l'un marxiste (Moore, [55] Anderson, Wallerstein, Skockpol, Tilly, Hechter), l'autre (avec Bendix, Eisenstadt et Rokkan), « développementaliste revisité » (néo-wébériens dirions-nous) [[89]](#footnote-89).

Méthodologiquement parlant, ces travaux attachés au comparatisme sont sévèrement critiqués. D'abord, tous limiteraient leurs analyses à l'aire occidentale, délaissant l'Afrique ou l'Asie [[90]](#footnote-90). Ensuite, chaque socio-historien n'aurait pas vraiment pensé son « rapport à l'histoire » dans l'utilisation de ses sources documentaires, dans le traitement et la vérification empirique des documents, certains se voyant reprocher le fait d'être davantage historien (comme Tilly et Rokkan) ou de trop varier les espaces de référence comparés. Manque plus grave : l'absence de manifeste méthodologique commun ou simplement explicite [[91]](#footnote-91). Rokkan, lui, est suspecté en raison de la nature trop historique et séquentielle de sa carte conceptuelle de l'Europe, qui aboutirait à une simple description de singularités accumulables à l'infini, sans que soient dégagées des « variables vraiment explicatives » [[92]](#footnote-92).

Afin d'apprécier cette analyse critique peut-être un peu rapide de la sociohistoire, on peut citer l'ouvrage de Charles Tilly : « Macrostructures, larges processus, vastes comparaisons » [[93]](#footnote-93) (que Badie et Hermet n'ont pas utilisé), qui défend une approche de sociologie historique dégagée justement des généralisations habituelles de la sociologie déductive, comme d'une approche spécifiquement historienne.

Pour Tilly, la sociologie doit réintroduire un point de vue historiciste, c'est-à-dire attentif à la localisation des phénomènes dans l'espace et dans le temps, aux cas concrets, comme aux déterminations de notre présent par des éléments hérités de contextes passés. Cet auteur choisit comme objet privilégié de la socio-histoire (dont il reconnaît la fragilité et la disparité), l'étude comparée des macrostructures et des grands processus dans le contexte des changements du XIXe siècle (le développement mondial du capitalisme et la construction d'États-Nations), qui pèsent toujours sur le monde actuel. Il s'efforce dans un premier temps de critiquer les « huit postulats pernicieux » issus de la pensée sociale du XIXe siècle. Il dénonce ainsi les tendances à isoler chaque société, à réduire le social à des événements mentaux individuels, à uniformiser le problème du changement perçu de façon linéaire ou développementaliste, à privilégier une fonctionnalité sociale en terme d'ordre, de contrôle, de différenciation, d'intégration.

Charles Tilly s'appuie explicitement sur la sociologie et la science politique, plus, à son grand regret [[94]](#footnote-94), que sur l'histoire, l'anthropologie, l'économie ou la [56] géographie. Sans nier leur légitimité, il se démarque des approches globales de l'histoire mondiale comme des systèmes-mondes (unités signifiantes de composantes définies par des relations de coercition, d'échanges, par des processus de subordination, de production et de distribution dans des aires particulières), ou du niveau micro-historique (celui des relations à un moment donné entre des individus et des groupes). Il distingue plusieurs modalités d'application de la méthode comparative en fonction du niveau de grossissement de l'observation auquel on se situe. Sceptique, quant à lui, à l'égard des tentatives d'histoire totale des systèmes-mondes (il s'interroge longuement sur la pertinence de la grande synthèse de Fernand Braudel), tout en reconnaissant l'intérêt de l'approche micro-historique, il propose une distinction de la méthode comparative à ce niveau même.

Il s'agit pour lui d'étudier, dans l'aire européenne depuis 1500, des unités d'analyse bien délimitées, soit des structures (les États, les modes de production régionaux, les solidarités sociales, les systèmes militaires, les entreprises...), soit des processus (de prolétarisation, d'urbanisation, d'accumulation du capital, de construction étatique, de bureaucratisation...), en recherchant, de façon comparée, d'une aire à l'autre, des uniformités et/ou des variations parmi ces unités que l'on doit identifier concrètement avec prudence, sans nécessairement tout assimiler à chaque État-Nation. Tilly insiste sur le choix des unités qui dépend d'un parti pris théorique clair : soit la connaissance va privilégier une approche spécifiante de cas (saisissant un cas unique ou l'ensemble des cas d'un phénomène donné), soit elle va essayer de rendre compte d'une multiplicité de formes (c'est-à-dire des propriétés communes d'un phénomène). Il dresse le tableau suivant qui situe les divers travaux de socio-histoire selon leurs orientations (en précisant que celles-ci peuvent être combinées et sont complémentaires) :



Il détaille ensuite quatre « stratégies » méthodologiques : une comparaison individualisante (qui dégage des contrastes entre des cas spécifiques d'un phénomène), une comparaison universalisante (qui recherche des règles communes pour chaque cas d'un phénomène), une comparaison de variations (attachée aux variations d'un phénomène et aux différences entre les cas), une comparaison « systémique » (« encompassing », environnementale, qui place les différents cas à travers des situations [57] variées, mais dans un même système totalisant qui les explique dans leurs transformations) [[95]](#footnote-95).

Tout en reconnaissant que les historiens de métier sont souvent réticents à utiliser la méthode comparative comme les théories des macro-structures et des larges processus, Tilly insiste sur l'intérêt de celles-ci pour la recherche historique. Après un exposé détaillé et critique des divers travaux américains de socio-histoire, il termine sur une note d'inquiétude quant à leur éventuelle institutionnalisation. Selon lui, ils risquent de s'enfermer dans un affinement comparatif trop subtil, intégrant un très grand nombre de cas et de variables à l'infini, aboutissant à l'élaboration de théories obsolètes, ou se terminant dans un désespoir endémique en raison de difficultés à élaborer des explications vraiment pertinentes. Malgré ces limites épistémologiques, qui considèrent comme évident le postulat qui lie le processus de construction des États au développement de l'accumulation capitaliste (problématique marxiste toujours discutable, dans les réductions qu'elle implique, pour un point de vue historien attaché à la complexité des phénomènes de construction étatique). Tilly différencie utilement la méthode comparative. Il lie ses modalités d'élaboration au niveau de grossissement et d'échelle retenu par l'observateur, plus subtilement que Badie et Hermet qui, eux, se contentent de renvoyer dos à dos la sociologie généralisante, structuralo-fonctionnaliste, et la socio-histoire, inspirée du marxisme ou de la méthode weberienne, sans précisément montrer que celle-ci peut investir plusieurs stratégies comparatistes qui produisent des objets théoriques et empiriques différents. Mais quelle voie méthodologique les deux politologues proposent-ils eux-mêmes ?

Ils avancent prudemment vers une « troisième » voie, censée renouveler le comparatisme, en prônant, sans que l'on s'y attende, la réactualisation de deux paradigmes de la sociologie généralisante, présentés comme « nouveaux » (sic) : « l’analyse culturelle », et la « sociologie stratégique de l'action ».

Ils considèrent le premier paradigme culturaliste, même si celui-ci s'est renouvelé, comme ayant en fait « plus d'un siècle d'existence » [[96]](#footnote-96). Ne nous attardons pas trop sur le fait que ces deux modèles explicatifs sont issus de la même sociologie que celle conspuée, on l'a vu, dans le chapitre sur la « crise de l'universalisme ». Soudain, Badie et Hermet semblent retrouver des vertus au généralisme. Ils reconnaissent par exemple l'intérêt de la sémiotique et de la linguistique pour l'analyse culturelle, même s'ils restent attachés au seul repérage par celles-ci des différents vocabulaires politiques [[97]](#footnote-97), gommant donc leur dimension structuraliste. Ils défendent encore leur relativisme en insistant sur la difficulté de l'utilisation généraliste du concept de culture que chaque chercheur doit construire en l'adaptant à son objet de façon variable [[98]](#footnote-98). Fuyant l'approche complexe d'un Stein Rokkan, à la fois historique et comparatiste, ils se réfugient derrière le concept problématique et opaque - ils le [58] reconnaissent explicitement [[99]](#footnote-99) - de « culture ». Celui-ci est tantôt assimilé à un système de significations, à un code symbolique globalisant (par exemple « la culture islamique » ou la « culture chrétienne »), qui précisément efface les hétérogénéités dans l'espace et dans le temps, tantôt se trouve réduit au système symbolique irréductible d'une petite communauté, intraduisible dans d'autres codes (empêchant la comparaison et la prise en compte des échanges culturels) [[100]](#footnote-100).

L'analyse culturelle permet-elle vraiment d'expliquer les variations et les ressemblances entre les systèmes politiques ? Les scrupules permanents et la critique incessante actionnée rendent difficilement crédible le niveau de l'explication, réduit à une combinaison (un défilé) de variables. Remarquons là la référence paradoxale à Max Weber et à sa méthode « interprétative », qui a de quoi surprendre, eu égard aux critiques précédentes de sa méthode idéal-typique. Badie et Hermet considèrent celle-ci comme en retrait par rapport à la méthode causale et à la recherche de la genèse des phénomènes. Une telle opposition était loin d'être évidente pour le Max Weber des « Essais sur la Théorie de la Science » [[101]](#footnote-101).

Autre paradigme généralisant mis en avant pour « renouveler » l'approche comparative du politique : celui de la sociologie de l'action. Même si sont différenciées les conceptions de l'acteur rationnel prônées par l'individualisme méthodologique (on ne peut plus occidentales !) de celles qui prennent en compte les stratégies d'acteurs concrets, individuels et collectifs (comme la bonne vieille histoire politique ou diplomatique... à la Seignobos), les auteurs rapprochent de façon symptomatique les différentes théories hypothético-déductives de la sociologie des années 80 en ces termes :

« La sociologie de l'action ne contredit donc ni le recours à l'histoire, ni le recours à l'analyse culturelle, mais au contraire devient indissociable de l'un et de l'autre » [[102]](#footnote-102).

Sans que soit vraiment justifiée la convergence syncrétiste de ces paradigmes méthodologiquement divergents, ni précisés les critères théoriques de ces deux recours, ils tentent enfin de définir ce qu'ils ne distinguent pas explicitement : des théories et des variables d'analyse. Après un rapide parcours historique (peut-être anachronique ?) à travers quelques textes de philosophie politique regroupés pour la circonstance (censés rapprocher des théoriciens « fondateurs » du comparatisme politique), est avancée, non une théorie de la comparaison politique, mais une énumération de variables multiples, dont la combinaison prendrait une dimension « explicative ».

[59]

Sont ainsi posées des variables « culturelles » (religieuses et non-religieuses, des systèmes juridiques, éducatifs, familiaux, les images des rapports sociaux, bref, tous les « cadres d'élaboration et d'inculcation de la normativité politique »), des variables économiques (la faim millénaire, les révolutions agricoles et industrielles), des variables proprement politiques du politique (l'espace, la temporalité et les interactions) : étrange définition du politique qui gomme l'analyse interne des États, notamment dans leur dimension administrative, les processus complexes de structuration de la vie politique, de démocratisation, de bureaucratisation, de mobilisation, de pénétration de l'État par les forces socio-politiques...

La prise en compte des variables culturelles permettrait de corriger les tentations des explications globalisantes en réintroduisant l'originalité des substrats de chaque « génotype politique » [[103]](#footnote-103). Une telle méthodologie semble donc se situer plus dans le camp des sciences de l'esprit, de la culture, à dominante historiciste, attachées à la description de formes concrètes, que dans celui des sciences analytiques anglo-saxonnes, que différencie Raymond Aron [[104]](#footnote-104), ou d'une anthropologie structuraliste plus « loganalytique » (telle que la définit Michel Serres [[105]](#footnote-105) que symbolique ou archétypale. Cette référence ultime au paradigme culturaliste et à celui de l'action, se pare à nouveau d'accents weberiens légitimisants, ainsi formulés :

« La comparaison n'est que collecte de données si elle se limite à la comptabilisation des ressemblances et des différences de terrains parents aussi bien que de sites hétéroclites. Et c'est, seulement, quand elle tend non pas vers cette accumulation d'informations mais vers la compréhension progressive - l'explication compréhensive de Max Weber - des mécanismes qui paraissent susciter ces dissemblances ou ces similitudes qui ne sont jamais que des résultantes, que la comparaison satisfait son ambition heuristique » [[106]](#footnote-106).

De telles propositions épistémologiques soulèvent un certain nombre de difficultés. D'abord au niveau des choix théoriques et de la définition des objets traités. Qu'est-ce que les deux politologues proposent de comparer ? Des « cultures » ? Cet objet n'est-il pas confiné dans une irréductibilité ? Des « aires », des espaces « culturellement » cohérents ? Mais n'est-ce pas déplacer le problème précédent à une échelle supérieure d'observation des faits ? Des processus, ou bien des structures, des États ou des relations entre États ? Les niveaux d'objets, les espaces de référence, ne relèvent pas tous du même comparatisme : rien n'est précisé à ce sujet. Les objets [60] traditionnels des comparatistes (les États, les formes de gouvernement, les partis, les processus politiques d'étatisation, de démocratisation, de corruption...) ne peuvent se satisfaire du paradigme culturaliste ou de celui de la sociologie de l'action, à dominante psycho-sociologique, qui correspondent à l'étude de micro-objets contemporains de petites dimensions, et excluent toute analyse en terme de structures larges, d'institutions, de processus étalés dans le temps ou couvrant de vastes espaces, chers à Charles Tilly.

Ensuite la synthèse de Badie et Hermet paraît hésitante quant au type de « causalité » à privilégier et au mode d'explication qu'il sous-tend. Quelles « déterminations » retenir si le niveau d'observation et le type d'objets ne sont pas clairement définis ? Les deux auteurs acceptent-ils ou non le modèle déductif d'explication causale ? Au nom d'un syncrétisme explicite, qui refuse la mono-causalité, ils adoptent une démarche zigzaguante entre explication et compréhension, universalisme et particularisme, déterminisme multivarié et herméneutique mono-culturelle. Tantôt ils suivent Weber dans sa démarche compréhensive (fondée elle sur une différenciation culturelle à partir des grandes religions universalistes), tantôt ils le rejettent, dans sa méthode idéal-typique. Ils se rapprochent parfois de la sociologie généralisante en prônant la recherche de « causes », la « compréhension des mécanismes », de déterminations des différences et des ressemblances. Y aurait-il une causalité universelle des phénomènes sociaux au niveau des macrostructures et des processus globaux qui transcendent les aires particulières ? Comment « expliquer » des différences par des causes semblables et des ressemblances par des causalités différenciées, historicistes, variables, configurées dans des aires limitées ? Dans ce dernier cas, peut-on encore avancer le concept de « causalité » ? Ne vaudrait-il pas mieux parler de « conditions » ? Mais alors ne frôle-t-on pas l'historicisme et la variabilité « à l'infini » reprochés à Stein Rokkan ? Une causalité réduite à une résultante de phénomènes objectifs interactifs (culturels, économiques et politiques), donc de nature sociologique, relationnelle et répétitive, est-elle compatible avec une causalité « culturaliste », compréhensible, qualitative ? Le premier type ne réduit-il pas implicitement l'objet du social à des « instances » séparées (la métaphore éculée des trois « niveaux » de l'édifice social !), en écartant le concept transversal de structure, de système, de fonction ou d'historicité, sans que soient précisées les modalités de détermination des variables ou leur hiérarchisation ? En d'autres termes, au niveau de l'explication, le jeu de variables croisées entre des instances assimilées à un complexe d'interactions sans cesse changeantes dans le temps et dans l'espace, ne peut remplacer une théorie générale du social. La référence aux cultures qui informeraient les modèles de combinaison de déterminations entre les trois instances, ou à la sociologie stratégique, compatible avec cette vision du soci4 parait plus descriptive qu'explicative et en définitive se montre peu heuristique pour la recherche en politique comparée. Sans compter que le schéma des trois instances combinées implique un refus de penser l'autonomie du politique en tant qu'objet théorique, au delà de ses formes historiques d'organisation. Ce choix, contraire à de nombreux courants, aurait mérité d'être explicite autrement que par le caractère « occidental » du schéma de la séparation des fonctions, d'autant qu'on retrouve celle-ci (le grand comparatiste Georges Dumézil ne l'a-t-il pas montré ?) dans des sociétés non-occidentales et à des époques éloignées.

[61]

Dernier problème enfin, et non des moindres : le rapport à l'histoire et à l'historicité. Comment ne pas penser, au niveau d'une analyse politique comparée des diverses aires, le problème des évolutions conjointes et disjointes, mais surtout la question des continuités et des discontinuités dans le temps, le poids du passé, que ne peut épuiser la référence au paradigme culturaliste ou à celui de l'analyse stratégique, tous deux profondément a-historiques ? Peut-on proposer une construction de la comparaison en dehors d'une réflexion sur l'histoire ? Là, les deux politologues vont adopter une position de repli : sans justifier leur conception de l'historicité, et malgré l'intention affirmée d'une convergence entre histoire, acteur et culture, dans leur théorie des trois « recours », ils vont opposer systématiquement l'histoire à la sociologie. Etrange combinaison pour des tenants du comparatisme, mais parfaitement cohérente et logique dans leur espace théorique de référence.

I.3. Un refus de l'histoire historienne

[Retour à la table des matières](#tdm)

Certains passages de « Politique comparée » pouvaient laisser présager qu'allait être écartée « la vieille querelle ». Le choix d'un programme méthodologique comparatiste, comme les critiques adressées au sociologisme classique [[107]](#footnote-107) n'appelaient-ils pas un tel dépassement ? Quelques indices paraissaient rassurants : par exemple le reproche au courant behavioriste d'avoir oppose radicalement science politique et histoire, au courant marxiste d'avoir enfermé cette dernière dans une téléonomie, au systémisme mécaniste d'avoir sclérosé et simplifié à outrance, dans un formalisme essencialiste, le politique et le diachronique. Ou encore l'affirmation des contextes historiques spécifiques, ainsi formulée :

« L'introduction de cette variable contextuelle consiste notamment à tenir compte des traditions politiques propres à chaque unité géographique, c'est-à-dire en fait de leur histoire propre, expliquant les corrélations et donnant un sens à leur comparaison. Par ailleurs, seule l'analyse historique permet de vaincre les illusions nées du recours à la corrélation, en permettant de construire des hypothèses sur la nature des liens qui unissent entre elles les variables » [[108]](#footnote-108).

Les deux politologues réhabilitaient-ils là l'histoire, perçue comme une combinatoire de variables spécifiques à une aire donnée ? Une telle conception excluait toute macro-histoire des systèmes-mondes, tout un développement commun lié à l'extension de phénomènes globalisants, limitait l'objet historique à des stratégies localisées, partielles, attachées à certains acteurs, à des micro-événements, dans une division « à l'infini » des espaces de référence, perçus comme des « niveaux multiples de complexité » isolés les uns des autres, comme des « contextes » balkanisés. Cette question trompeuse surgissait même [62] « La sociologie politique comparative est-elle pour autant appelée à disparaître devant l'histoire qui servirait ainsi de méthode à la politique comparée ? »

Brutale fut la réponse :

« La tentative de constituer une sociologie historique suggère en réalité tout autre chose. La politique comparée reste sociologique en cela qu'elle ne récuse a priori la conceptualisation sociologique, ni les méthodes ou les paradigmes de la sociologie, mais prétend plus simplement opérer un tri, au sein de cet outillage, entre l'universel et le particulier, entre les matériaux précisément marqués par une histoire et ceux qui, au contraire, se retrouvent dans les histoires. De même prétend-elle garder son autonomie par rapport au mode d'explication historique, considérant qu'expliquer des phénomènes sociaux ne revient pas nécessairement à dégager des continuités, mais aussi à insérer et critiquer celles-ci par référence aux acquis de la théorie sociologique » [[109]](#footnote-109).

Les illusions tombent enfin. Les rapprochements esquissés, le neutralisme supposé, le « renouvellement » épistémologique s'estompent, comme le refus affiché du « faux dilemme » d'une science politique universaliste opposée à une histoire singularisante. Les deux politologues, sans préciser autrement que par une référence vague à des « codes culturels » les critères de la différenciation entre l'universel (les histoires) et le particulier (une histoire), opposent donc les modes d'explication sociologiques et historiques. Le débat sur les relations entre histoire et sociologie était en fait tranché depuis le début du manuel [[110]](#footnote-110), dans la suite des positions défendues par Bertrand Badie dans son ouvrage antérieur sur le développement politique [[111]](#footnote-111).

On perçoit mieux alors la quasi-absence dans « Politique comparée » de références à des travaux d'historiens attachés à l'interdisciplinarité et au comparatisme. Marc Bloch, Fernand Braudel, Georges Duby, Lucien Lebvre, Jean-Pierre Vernant... sont exclus de l'index nominum, seuls sont cités des titres d'ouvrages d'Agulhon, Furet, Milza et Rémond. Il en est de même des anthropologues : Augé, Balandier, Bastide, Dumézil, Godelier, Lévi-Strauss... sont écartés, Clastres et Lapierre simplement signalés. Les hésitations au sujet de la méthode weberienne [[112]](#footnote-112) s'éclairent également : Weber n'a-t-il pas réussi à concilier l'histoire et la sociologie, en saisissant « génétiquement », « grâce à la méthode comparative », ce qu'il appelait « la singularité historique du développement de la civilisation européenne » ? Pour lui, d'ailleurs, le double mouvement constitutif de « généralisation et d'individualisation », touchait à la fois les sciences de la nature et celles de la culture, et l'utilisation de la méthode idéal-typique, loin de s'opposer à l'histoire, devait permettre de confronter les modèles à la [63] réalité empirique, étant entendu que l'histoire ne pouvait être réduite à « une science du singulier » (sic), à une simple « reproduction de faits » [[113]](#footnote-113)

On comprend mieux aussi, dans la réponse de Badie et Hermet, leur vision très étriquée du savoir historique réduit à une analyse du « concret », du singulier, à une matière « micro-événementielle » ou à une description de « continuités » (mais de quelle nature ?). Les deux politologues réservent en fait à la seule sociologie le privilège de trier les matériaux universels et les matériaux singuliers, tout en refusant de construire une réflexion sur la temporalité. Alors qu'on se situe au niveau de l'histoire mondiale d'espaces politiques comparés, ils ne font aucun cas, par exemple, de la conception des temps différenciés élaborée par Fernand Braudel [[114]](#footnote-114). Les limites de l'historique sont posées uniquement par rapport à des répartitions d'événements dans des aires fermées sur elles-mêmes, en dehors de tout rapport à des séquences de longue durée, aux scansions de grandes structures ou de larges processus, qui pèsent sur les diverses contemporanéités, traversent et relient entre eux tous les espaces, à des vitesses variables, en produisant (et en étant produites par) des niveaux différents de réalité. Pourquoi ne pas accepter un temps complexe et multiple, qui, comme l'affirme Braudel, dans « La Méditerranée », ne s'oppose nullement à la liberté des acteurs politiques ? Lui parle là, pour désigner les soubassements temporels des événements courts, d'une « portée de musique sur quoi éclatent des notes singulières » [[115]](#footnote-115) que sont précisément les faits de la micro-histoire ou les répétitions de la micro-sociologie (« ces fleurs d'un jour si vite fanées »). De plus, peut-on réduire le politique à la seule « sociologie des acteurs » (celle d'un Olson, d'un Giddens, d'un Goffmann... [[116]](#footnote-116), à la surface de la vague, sans aborder la longue durée de l'histoire des institutions ou des représentations ?

Déniant implicitement à l'histoire toute dimension théorique, toute modélisation inductive universalisante, toute capacité comparative, Badie et Hermet réactivent les anciennes sociologistes pour qui celle-ci ne serait qu'une « discipline d'apport », qu'une banque de données recueillies dans « la poussière des archives », un gisement de monographies corvéables, juste bonnes à illustrer les modèles hypothético-déductifs [64] élaborés dans « les nuages de la théorie » [[117]](#footnote-117). Lucien Febvre dénonçait déjà cette opposition factice entre « le manœuvre voué à tirer les pierres de la carrière », « à dégrossir les pierres de taille », et le « sociologue-architecte », seul capable de les assembler, d'édifier des palais théoriques [[118]](#footnote-118).

Cette vision caricaturale se retrouve chez beaucoup de politologues, qui prétendent réduire la science politique à de la sociologie [[119]](#footnote-119). Dans le cas de Badie et Hermet, le mélange entre d'un côté une « culture » isolée de l'histoire (et notamment de ses échanges avec les autres cultures), et, de l'autre, un sujet libre qui agit en dehors de l'histoire « objectivée » et de l'histoire « incorporée » (Pierre Bourdieu [[120]](#footnote-120), est la conséquence logique de ce rejet sociologique de l'historique en tant que réalité et en tant que savoir. Cela explique peut-être l'absence, dans les divers chapitres de « Politique comparée », de périodisations mondiales spatialisées comme celles proposées par l'Atlas historique comparatif de l'Encyclopédia Universalis [[121]](#footnote-121). De même, la séparation radicale entre les « dynamiques occidentales », « extra-occidentales » et « orphelines », pourtant en interactions les unes avec les autres dans des rapports économiques, culturels, militaires et politiques complexes dans la longue durée, pèse sur la réflexion non périodisée concernant la « sociologie de l'importation de modèles politiques ».

Le bilan proposé, ramassé en raison de l'espace étroit d'un manuel, se limite, dans sa présentation générale, à une réflexion épistémologique critique. Celle-ci donne l'impression d'un effet de compilation qui, pour construire une cohérence formelle, divise artificiellement l'objet « pouvoir politique » de « l'expression politique », mais surtout se sert en seconde main des résultats empiriques d'auteurs ou de concepts contestés dans la première partie de l'ouvrage (cela est particulièrement sensible dans le passage sur l'État néo-patrimonial [[122]](#footnote-122). On peut être étonné aussi de certains accents « développementalistes », perceptibles dans la théorie de « la modernité » démocratique occidentale [[123]](#footnote-123), ou encore de la définition retenue du concept d'État, dont le modèle reconstruit est bien celui, présenté comme homogène, de l'État occidental. Mais cet [65] objet est insuffisamment précisé dans ses composantes administratives et politiques comme dans la définition des étapes de sa construction évolutive comparables dans l'espace et dans le temps [[124]](#footnote-124). À ce sujet, aucune référence n'est faîte par exemple aux travaux de Gérard Timsit sur la comparaison des modes d'administration publique entre les divers États, qui distingue trois modèles élaborés autour de mécanismes d'« intégration » verticale et horizontale [[125]](#footnote-125).

Relevons aussi, sans insister, les banalités du bref passage consacré au totalitarisme européen, qui ne fournissent aucun élément de théorisation du phénomène du fascisme dans un champ important de l'histoire politique, où la pertinence de l'étude comparée est particulièrement problématique, en raison des différences fondamentales entre les mouvements fascistes comme entre les systèmes de gouvernement des États totalitaires, le seul « concept » avancé reste la métaphore vitaliste de « pulsion totalitaire ». À la lecture de travaux d'histoire sur le sujet, comme ceux récents et comparatifs de Pierre Milza, de Pierre Ayçoberry ou de Ian Kershaw [[126]](#footnote-126) (non utilisés), qui posent bien le problème des interprétations antagonistes de ce phénomène politique et idéologique (opposant les tenants des théories du « totalitarisme » à ceux des théories du « fascisme »), on mesure l'abîme qui les sépare, en capacité de compréhension et d'explication, d'une synthèse inachevée.

Marquons une dernière réserve. L'effort verbal pour instituer en « secteur » (l'horrible mot !) la politique comparée, risque de distiller dans la tête de jeunes lecteurs l'idée que la science politique aurait « inventé » le comparatisme et qu'elle se situerait au-dessus des débats soulevés à ce sujet par les autres disciplines. Cette prétention implicite, qui recherche de façon anachronique ses « pères fondateurs », nous interroge sur le statut d'une discipline qui prétend à une sorte d'autonomisation « au singulier », tout en se réclamant de la seule « sociologie politique ». Elle construit certes ses objets, elle dispose d'un début d'institutionnalisation, mais a-t-elle une méthodologie qui lui soit spécifique par rapport aux autres sciences humaines, particulièrement en matière de comparaison ?

Cela dit, sans oublier bien sûr que nous sommes là face à un manuel d'initiation qui, a ce titre, paraît incontournable et a le mérite de poser, autant et peut-être mieux que beaucoup d'ouvrages méthodologiques de disciplines consacrées, un certain nombre de questions épistémologiques. Cela n'est pas courant dans une époque [66] obnubilée par les préoccupations convenues des « sciences sociales », loin des savoirs désintéressés et critiques des « sciences humaines ». Signalons enfin que « Politique comparée » est à l'origine d'un important débat théorique sur les divisions paradigmatiques qui partagent la « sociologie historique » et différents courants de la sociologie américaine, voire de ses versions sous-titrées en français. Il est intéressant de présenter brièvement celui-ci.

II. SCIENCE POLITIQUE  
OU SOCIOLOGIE HISTORIQUE ?

[Retour à la table des matières](#tdm)

Juste après la publication de « Politique comparée » s'est tenue en effet un atelier sur la méthode de la sociologie historique au sein du Congrès mondial de Sociologie de Madrid en juillet 1990. Un texte de Bertrand Badie qui résumait les positions du manuel entama un dialogue direct avec les socio-historiens américains interpellés. La Revue internationale des Sciences sociales de l'UNESCO vient d'en reprendre le contenu à l'initiative de son directeur, Ali Kazancigil [[127]](#footnote-127). Celui-ci le présente comme « les retrouvailles entre les approches historiques et comparatives ». Est-ce bien l'expression qui convient ? Enumérons en les étapes à partir de la présentation des thèses défendues par les divers protagonistes, Badie et Hermet d'abord (2.1), les sociohistoriens américains ensuite (2.2.), le tenant d'une science politique anti-historienne enfin, Jean Leca (2.3.).

2.1. Le paradoxe de Badie et Hermet

C'est la communication de Badie, « Analyse comparative et sociologie historique » qui ouvrit la discussion épistémologique. Si aucun argument nouveau n’apparaît par rapport à « Politique comparée », un fait est frappant : l'insistance sur la question du recours à l'histoire, pressentie comme problématique dans notre présentation de l'ouvrage.

L'auteur insiste en effet sur l'ignorance de l'histoire par la science politique. Il énonce ainsi les causes idéologiques qui expliqueraient cette « exclusion » : l'historicisme (caractéristique par exemple de la téléonomie marxiste du sens de l'histoire ou de l'hyperculturalisme islamiste), le séparatisme béhavioriste, l'hypertrophie du modèle occidental de construction démocratique, qui se prétend universel. Il parle ensuite de la « panne » de la socio-histoire qui, dans ses méthodes, se heurte à deux paradoxes : le poids du singulier, rebelle à toute comparaison, et les divisions des théories macrosociologiques qui, incapables de saisir l'histoire, font douter de leur méthodologie.

[67]

La sociologie américaine, selon Badie, s'enferme dans une vision linéaire de la temporalité. Elle privilégie des modes explicatifs homogènes, sous la forme de jeux variables répétitifs, d'une conception universelle de l'historicité et du déploiement de l'État. Le politologue précise ainsi son point de vue :

« Si les histoires sont comparables, à quel niveau le sont-elles ? Si l'histoire est une aventure, ne risque-t-on pas de briser son identité en la ramenant à un jeu de variables communes ? Les trajectoires historiques sont-elles véritablement destinées à montrer des incarnations différentes d'un même phénomène social universel ? Ont-elles vocation à nourrir et à banaliser l'analyse multivariée ? Toutes ces questions buttent en réalité sur l'essentiel : les variables explicatives sont-elles indépendantes des cultures propres aux objets qu'on se propose d'analyser » [[128]](#footnote-128) ?

Il se fait alors le défenseur (sans aucune référence à Fernand Braudel) d'une conception d'un temps historique différencié constitué d'une pluralité de durée. Mais loin de penser celle-ci au niveau global et universel, pour toutes aires culturelles, il opère une différenciation entre le temps « universel » de l'occident, celui de la domination, et les durées multiples des espaces dominés, qui résistent au premier et construisent des temporalités irréductibles. Celles-ci sont perçues comme des « durées », comme des « représentations du temps » (sic). Ainsi, le temps cyclique de l'Islam n'aurait aucun rapport avec le temps linéaire de l'Occident, comme avec celui du savoir historique occidental qui réduit tout à sa seule mesure. Durées culturellement construites donc, auxquelles s'ajoutent des modes diversifiés (et non identiques ou généralisables comme le concevaient Durkheim, [Tönnies](http://classiques.uqac.ca/classiques/tonnies_ferdinand/communaute_societe/communaute_et_societe.doc) ou Weber) de passage de la tradition à la modernité.

Or la socio-histoire ne rendrait pas compte de ces « rythmes différents », des décalages, des hiatus qu'ils impliquent, puisqu'elle se complait dans l'universel, dans un temps des structures et des processus abstraits, indépendants des modes de réception par les cultures éparses, bref, d'un temps semblable à celui mesuré par les machines horlogères.

Ce jugement est partiellement discutable. Il réduit l'analyse de la temporalité à une façon de vire le temps, à une durée perçue, incompatible avec l'existence de temps objectifs, comme si les deux phénomènes ne pouvaient être analysés parallèlement, soit de façon séparée, soit en interaction. Le problème concerne en fait toutes les cultures, l'occidentale comme les autres. Le temps universel de la nature (qui a été mesure par toutes les civilisations, et pas seulement par l'Occident) n'est pas celui de l'histoire humaine universelle, et celui-ci, qui est un temps construit et perçu, est à fois globalisant et éclaté en temps multiples, comme en temps subjectifs. La différenciation n'est pas un privilège de certaines cultures, mais de toutes. C'est ce que montrent les travaux de la philosophie de la temporalité, de l'ontologie heidegerienne à Bergson ou [68] Bachelard, en passant par la « rythmanalyse » [[129]](#footnote-129), ou encore ceux de la sociologie durkheimienne (notamment de Mauss, d'Halbwachs, de Granet) ou d'un Lewis Munford [[130]](#footnote-130). Le fait qu'il existe des processus de différenciation et de perception variés du temps (cela est valable aussi pour l'espace), n'exclut nullement le problème d'une temporalité objective ou celui de l'existence de temporalités transculturelles. Comme pour la construction du politique dans « Politique comparée », Badie s'enferme dans une conception strictement culturaliste, dans un idéalisme représentatif. Au nom de la critique (légitime) de l'universalisme de certains modèles politiques et idéologiques, voire scientifiques ou philosophiques, il tourne le dos à toute approche universalisante des phénomènes globaux, culturels, économiques ou politiques, sans voir non plus que l'Occident, perçu comme un tout homogénéisant, a subi lui aussi des processus de différenciations internes et des temporalités différencialistes (entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, les villes et les campagnes...). Si les modes d'importation de l'occidentalité ont été plutôt réducteurs et destructeurs dans l'histoire, est-il illégitime, au niveau du savoir, de les prendre comme objet ?

Badie s'acharne également à dénoncer le désordre explicatif de la sociohistoire, qui hésite sans cesse, dans son bricolage, entre le déterminisme des structures et la liberté stratégique des acteurs, comme entre le déductivisme abstrait et l’empirisme. Par rapport à « Politique comparée », le politologue utilise l'ouvrage de Charles Tilly (« Grosses structures, larges processus, vastes comparaisons »), mais de façon partielle, puisqu'il ne retient que les critiques de ce dernier à l'égard de certains travaux de sociohistoire, sans discuter sa proposition de classification perspectiviste des niveaux de comparaison (que nous avons présenté plus haut). Les hésitations de Badie quant à la possibilité d'une comparaison universalisante se ressentent bien dans le passage suivant :

« Il est vrai que construire une comparaison sur la micro-sociologie est impossible : comparer sans prendre en compte la globalité, l'effet de contexte, le paramètre culturel, fausserait dès le départ l'analyse » [[131]](#footnote-131).

[69]

N'est-ce pas là remettre en question l'intérêt porté au paradigme de la sociologie de l'action dans « Politique comparée » ?

Sans vraiment se référer aux travaux spécifiques des historiens (y compris ceux du Droit) sur la construction de l'État, confiné dans des références bibliographiques exclusivement américaines, Badie, toujours aussi fluctuant, n'avance pas moins dans sa conclusion, l'affirmation selon laquelle il n'y aurait aucun substitut aux travaux de socio-histoire (qu'il vient de dénigrer) sur de tels sujets. Cela au nom d'une stratégie méthodologique (qui paraîtra assez éméchée aux historiens plongés dans le monde obscur de leurs archives !) qui fait l'aveu suivant :

« La métaphore de l'homme ne recherchant un objet perdu que sous l'éclairage d'un bec de gaz reste de rigueur » [[132]](#footnote-132).

Comment s'étonner que cette sociologie là, faussement culturaliste (à la lecture de ces lignes déconstructrices !), ne trouve en définitive que ce qu'elle prétendait chercher !

Le co-auteur de « politique comparée », Guy Hermet, affiche lui une attitude toute aussi hésitante à l'égard de l'histoire, dans sa réponse personnelle à la communication de Bertrand Badie [[133]](#footnote-133).

Il affirme d'abord son « découragement », son pessimisme », devant l'impuissance et les faiblesses de méthode des socio-historiens, qui, pour lui, construisent leurs schémas en se référant à l'organicisme. Les analyses de cette branche sociologique sont désincarnées, trop généralistes. Elles « dérivent » (sic) sans cesse vers l'histoire, qu'il vaut mieux réserver aux « historiens de métier ». Au passage, cette dernière se voit qualifiée de « passion du récit », de savoir plein d' »ignorances choisies », de « dédale » dans une « matière immense ». Le code de l'historien est réduit à des « relevés de fréquence », à des lubies chronologiques. L'histoire-savoir n'est qu'un piège : elle s'englue dans l'historicisme, dans des systèmes de sens irréductibles à des configurations spatiales ou temporelles. Mais, autre aveu de taille, Hermet affirme que l'on ne peut s'en passer, que la sociologie est condamnée à l' »utiliser » (sic), à y puiser « les idées ou les hypothèses qui alimentent son imagination » [[134]](#footnote-134). Cela revient à ouvrir la porte à toutes les méthodologies hypothético-déductives qui ne peuvent établir de rapport avec l'histoire historienne qu'en terme d'illustration, d'utilisation de données. L'auteur prône cependant la modestie, la prudence dans le travail sociologique, qui doit être, quant il utilise des matériaux historiques, plus interprétatif que démonstratif. Il faut se méfier, ajoute-t-il, du nominalisme, du sens des mots (par exemple de celui polysémique d'État).

[70]

Le paradoxe se renouvelle une fois encore comme chez Badie : l'histoire est méprisable, la socio-histoire est insuffisante, mais la sociologie sociologiste ne peut se passer de l'une et de l'autre ! Face à ces remarques sceptiques, qui font douter - mais au nom de quelle idéologie extra-scientifique ?) de la possibilité d'une science historique qui serait à la fois historienne et théoricienne, universalisante et particularisante, les socio-historiens américains, invités à débattre, se sont efforcés d'apporter des réponses plus optimistes.

2.2. La réponse des socio-historiens américains

[Retour à la table des matières](#tdm)

Charles Tilly intervient le premier [[135]](#footnote-135). Dans un article particulièrement brillant, agrémenté de deux cents références bibliographiques (dont celles aux historiens Fernand Braudel, Carlo Ginzburg et Gérard Noiriel), il plaide pour une sociologie historique dynamique, qui refuse à la fois les théories réductrices de la décision, comme les visions « structurales » des systèmes-mondes, trop universalistes. Il s'oppose clairement à l'individualisme méthodologique comme à un déterminisme social (durkheimien, parsonien ou marxiste). Au nom d'un « interactionnisme » inspiré de Simmel, de Mead, de Marx, de certaines pages de Weber, des théories des réseaux et des processus économiques (Arrison White, Ronald Burt...), il répond vivement d'abord à Bertrand Badie, puis aux théoriciens des choix rationnels et aux sociologues de l'action.

Tilly affuble Badie du qualitatif de « sceptique paralysant » et de « prophète de malheur ». Il lui reproche son choix méthodologique d'une « comparaison causale » et d'un objet trop réducteur : des sociétés isolées, prisonnières dans des États-Nations, dans des schèmes culturels mystérieux, et dans des modèles de développement « linéaires ». Cette perspective aboutit à un savoir introuvable, « désespéré (sic), à la quête d'un objet insaisissable, à l'impasse d'une herméneutique interprétative, transcendante par rapport aux observateurs objectifs du réel social. Celle-ci, pour retrouver un sens universel, est contrainte de faire appel en dernier recours à une sociologie descriptive de l'action, seule susceptible de dépasser le mystère de chaque monade sociale, étatique et culturelle « rencontrée », saisie comme un mirage.

De même Tilly critique la sociologie de la décision et de l'action, profondément a-historique et a-temporelle. Sans détailler son propre rapport épistémologique à l'histoire des historiens, il précise le contenu de son objet : la grande dimension, les variations de structures, les processus sociaux généraux (d'urbanisation, de capitalisation, d'industrialisation, de sécularisation, de mobilisation...), les changements et les répétitions d'une époque à une autre. Selon lui, les globalisations qu'un savoir de synthèse est amené à proposer doivent systématiquement être soumises à des études historiques concrètes, seules capables de montrer les liens entre événements, processus et structures. Il faut éviter les vastes séquences historiques homogénéisantes, comme [71] les systématisations complexes mais répétitives et identiques, quels que soient les lieux et les objets étudiés.

Le politologue se déclare attentif au « poids du passé », à la longue durée des formes, des actions, des transformations évolutives, des connexions transnationales, que l'on ne peut saisir simplement en terme de continuités, placées sur une échelle de mesure unifiante. Les relations entre les processus et les changements, vérifiables empiriquement, forment l'objet d'un macro-comparatisme qui transcende les sociétés et les États pris comme unités d'observation. Celles-ci ne doivent pas être fétichisées, notamment le concept d'État-Nation, dont on peut observer l'écroulement actuel au sein de la vieille Europe (dans les pays de l'Est particulièrement).

La perspective de Tilly, qui relève d'une sociologie dialectique à tendance économiste, s'inspire certes de recherches sur la formation historique des États et des processus occidentaux. Prend-elle suffisamment en compte les stratégies des élites, le travail d'auto-organisation diversifié des corps administratifs, le poids des régimes ou des événements politiques internes ou externes (les systèmes diplomatiques par exemple) ? Le postulat affirmé de l'écroulement de l'État-Nation (qui n'épuise pas à lui seul l'analyse de l'État) pourrait être discuté. Au regard du regain des questions nationales et du renforcement des structures étatiques, perceptibles partout dans le monde, une histoire politique comparée ou une sociologie culturaliste pourraient conclure l'inverse. Il est possible de suivre Badie et Hermet dans certaines de leurs critiques à l'encontre des généralisations de cette socio-histoire.

En effet, l'analyse en terme de macro-processus, de grandes dimensions, reste insuffisante pour comprendre des phénomènes réduits à une aire donnée, même répétés, qui intègrent la longue durée et sont en liaison avec des mécanismes complexes de conscience collective. Tilly réduit la construction des modèles étatiques à certaines variables comme la guerre et le capital, négligeant les dimensions symboliques et culturelles. Ses références historiennes restent lacunaires, ce qu'il reconnaît lui-même honnêtement dans son dernier ouvrage où il ose, sur plus de 1000 ans, analyser les étapes de l'accumulation et de la concentration de l'État en Europe. Il écrit ainsi, après s'être présenté comme un disciple en même temps de Marx, Weber, Schumpeter, Rokkan, Moore, Ardant, Bendix, Korpi, Skoepol, Therbom... :

« À une telle échelle, il me faudra traiter les faits historiques à l'instar d'un galet qui ricoche sur l'eau, filant de point en point sans s'arrêter plus d'un instant à chaque fois. Je ne connais pas toute l'histoire qui serait nécessaire » [[136]](#footnote-136).

Ce rapport d'humilité à l'histoire des historiens est clair mais symptomatique. Tilly se contente d'une liste de vérifications de ses hypothèses en six points, et réduit l'ensemble des critiques possibles à des objections sociologiques productibles par les [72] disciplines de la socio-histoire (Strayer, North, Wallerstein, Anderson)... Quel historien du droit, des formes étatiques, des institutions culturelles, des guerres, de la diplomatie, de l'armée, de la police, du politique, de l'économie, des hiérarchies sociales, des rituels symboliques du pouvoir... pourrait se retrouver dans cette synthèse « non-conventionnelle » qui veut « repenser le passé » (sic) en divisant l'ensemble du millénaire en quatre sections aux limites temporelles « fluctuantes » (Père du patrimonialisme, l'ère du courtage, l'ère de la nationalisation, l'ère de la spécialisation) ? Même si le politologue distingue des trajectoires irrégulières, il n'en investit pas moins une histoire évolutionniste de l'État qui aboutit à « une accumulation et une concentration plus grande » (détruite étrangement dans les années 1990 !).

Son approche, par exemple, de l'évolution de l'appareil policier dans la longue durée, dénote une tendance à cristalliser le concept trop unifiant de « centralisation étatique française », non distingué des phénomènes de bureaucratisation et d'étatisation proprement dit, et à construire une périodisation linéaire de longue durée, qui ne tient nullement compte de l'histoire discontinue, régimes après régimes, des formes administratives et de leurs rapports au politique [[137]](#footnote-137). La centralisation est perçue comme un processus inchangé, cumulatif depuis les confins de l'Ancien Régime jusqu'à nos jours, sans que soit abordée la question de l'évolution des types ou des formes d'État et des processus d'institutionnalisation différenciés que celles-ci impliquent.

Au-delà du plaidoyer en faveur d'une macro-comparaison et de ses objets multiples, on pourrait accepter la critique de Badie et Hermet selon laquelle l'objet construit par la socio-histoire relève souvent d'une conception abstraite et téléonomique. De fait, plus on gagne en extension, en grossissement de l'objet, plus on perd en netteté, en détail, en information, en historicité. Tilly, qui reconnait la légitimité de la micro-histoire, refuse d'en faire et se trouve incapable de l'intégrer vraiment dans les vastes synthèses de sa macro-histoire. Il fait l'économie d'une histoire lente, saccadée, conflictuelle, récurrente, alternée, de séquences « étatiques et de configurations politiques spécifiques dans l'espace mais aussi dans le temps. En un anachronisme continuiste, il établit des analogies de formes dans une longue durée jamais définie, qui deviennent effectivement fétichisées au-dessus de leurs conditions concrètes de production, « causes d'elles-mêmes » : l'État, forme transcendantale replongée dans une histoire reconstruite, semble marcher tout seul vers une direction montante et contemporaine, depuis un point de départ originel qui serait sa « modernité ». Le politologue, comme Théda Skocpol d'ailleurs, assimile pour la France ce grand commencement à1789, alors que d'autres socio-historiens comme Wallerstein, Perry Anderson ou Stein Rokkan le font remonter plus haut : on déplace simplement l'échelle temporelle de l'évolution, mais on se satisfait d'une vision simplificatrice et homogénéisante.

La sociologie des grandes enjambées parait peu conciliable avec la temporalité et la complexité introduites par les analyses historiennes qui, elles, tentent de [73] reconstruire des configurations synchro-diachroniques spécifiques. Les certitudes de Tilly, ou ses hypothèses, plus encourageantes et heuristiques cependant que celles de Badie et Hermet, nous interrogent sur la possibilité de connaître à la fois la grande dimension et la petite. Comme dans le principe d'incertitude d'Heisenberg, on a soudain l'impression, à la lire, malgré une problématique particulièrement stimulante, que l'on ne peut observer un phénomène à la fois dans sa longue durée et dans des séquences plus brèves. Peut-être faudrait-il là repenser la grille de définition de l'évolution des phénomènes sociaux, en remplaçant la linéarité par une conception plus transformiste, structurale, discontinue, qui soit transposable à la fois dans le temps (d'une période à l'autre des changements) et dans l'espace ?

Quoiqu'il en soit, ce n'est pas la légitimité de la démarche comparative en elle-même, la pertinence des questions que pose Tilly, ni ses objets, qui sont en cause, mais plutôt les choix méthodologiques déployés pour les atteindre, particulièrement problématiques tant dans leurs rapports avec la réalité historique qu'ils prétendent synthétiser, qu'avec les travaux historiques détaillés qu'ils ignorent. Si Tilly, attaché à une théorie des « réseaux » et des étapes de transformations perçues comme des « sections » d'un développement homogène, distingue bien des niveaux d'approfondissement, de grossissement, de liaisons entre des structures, des processus et des événements, s'il parle aussi (comme pour s'en débarrasser) du « poids du passé », il écarte le problème de la comparaison dans le temps, le rapport entre genèse et fonction, les modes de passages d'une totalité (une seule société ou des systèmes d'États comparables) à l'autre, par rapport à laquelle on peut voir des liens continus, mais qui n'en inclue peut-être pas nécessairement. Sa sociologie spatialisante, géographique, de l'État, ne pense pas l'inégal fonctionnement du temps. Sans préciser vraiment sa conception, de la totalité sociale ou des relations entre diachronie et synchronie, elle raisonne plus en terme d'instances socialisées et territorialisées, posées artificiellement dans le temps (les structures, les processus, les étapes de formation, les transformations), que de périodisations verticales, structurales, de sociétés perçues comme des totalités irréductibles, uniques, qui ne seraient pas cumulables et assimilables à des « moments » de tendance à long terme construites de l'extérieur, a posteriori, prétendument identiques dans une aire aussi vaste que celle de l'Europe, pour une période de plus de mille ans.

Malgré ces limites liées au niveau d'observation retenue et aux méthodes déployées, une tentative de comparaison dans l'espace et dans le temps est cependant considérée comme possible, alors qu'elle l'était bien moins dans la perspective herméneutique et culturaliste de Badie et Hermet. Est-elle pour autant suffisamment convaincante ?

Philip Mc Michael lui, par rapport à l'approche spatialisante de Tilly, veut prendre en compte les dimensions temporelles et concrètes de la comparaison dans sa réponse aux auteurs de « Politique comparée » [[138]](#footnote-138). Il défend à l'inverse une problématique [74] historiciste attentive à la différenciation des temps sociaux, des relations entre acteurs et structures dans le temps. Il prend acte de l'écroulement du paradigme développementaliste en cours après 1945 aux États-Unis. Deux perspectives contradictoires l'auraient remplacé dans la socio-histoire, qu'il est nécessaire aujourd'hui de dépasser : une théorie de la mondialisation, et une théorie pluraliste de l'indigénisation (ou « nativiste »). Chacune choisit différemment ses unités d'analyse et ses variables explicatives, la méthode comparative dépendant d'une stratégie théorique qui l'impulse a priori.

Partisan d'une sociologie de la connaissance théorique (influencé par le marxisme épistémologique de Karel Kosik [[139]](#footnote-139), Mac Michael refuse de partir d'unités comparatives pré-construites comme d'une grille appliquant des variables explicatives à prétention universelle. Ces façons déductivistes aboutissent toujours à nier ou à euphémiser les réalités politiques et culturelles locales. Dans un travail de réflexion logique, il est pour lui important de critiquer les origines idéologiques et les usages politiques des analyses comparatives formelles. Le comparativisme formel, hypothéticodéductif, a toujours lié étroitement la théorie à la méthode, transformant les objets théoriques généraux en objets concrets (ce qui a abouti notamment à une fétichisation de l'État-Nation). Il a imposé chaque fois une uniformisation des cas étudiés, une abstraction des événements et des variables perçues en dehors de leurs cadres spatiaux et temporels d'émergence et de fonctionnement.

Contre une socio-histoire abstraite, hypothético-déductive, Mc Michael prône une « comparaison incorporée », qui adapte la théorie à la méthode et qui rende la comparaison inséparable de ses objets, que l'on ne peut détacher arbitrairement de leurs unités spatio-temporelles. Cela, même s'il existe des processus universels, auxquels on ne peut les réduire. La socio-histoire doit prendre en compte les contextes inégaux, les décalages, les larges processus, en évitant les deux pièges dans lequel est tombé le « post-développementalisme » : la spécification culturaliste (une société nationale ou un État conçus comme des totalités isolés du reste du monde), ou la généralisation en terme de mondialisation et d'universalisation. La comparaison, dans cette optique méthodologique, devient un résultat, une matière liée à l'objet étudié (c'est en cela qu'elle est incorporée) et non un cadre kantien a priori, une grille dans laquelle on enferme des éléments d'une combinatoire globale (à la manière d'un tableau du Mendeleïev). La totalité recherchée doit émerger dans sa spécificité. Les unités étudiées, en relations avec d'autres dans l'espace, forment aussi des configurations historiques mouvantes dans le temps. On voit apparaître à la fois des comparaisons « transversales » de segments comparables, de processus communs ou contradictoires dans l'espace, et des comparaisons dans le temps, soit diachroniques et généralisantes (par exemple l'unité temporelle que forment « une époque », une « génération » ... ), soit synchroniques (les multiples conjonctures particularisantes).

On est là en présence de deux stratégies méthodologiques pour qui la comparaison interne est incorporée à l'analyse du processus soit isolés dans l'espace, dans [75] le temps, ou dans les deux, soit reliés à d'autres processus plus larges. Mc Michael refuse toute séparation entre théorie et méthode et oppose une comparaison « historique », « dialectique », à une comparaison « formelle ». La théorie, ajoute-il, les catégories sociologiques, orientent l'analyse empirique, mais celle-ci permet des transformations théoriques, des ajustements permanents, intégrés à l'analyse. Elles ne peuvent être assimilées à des « données » générales, à des universaux a priori, ni à des combinatoires de variables indépendantes, reproductibles à l'infini, dans n'importe quel contexte spatial ou temporel. L'investigation logique ordonne les faits historiques, qui à leur tour bouleverse la théorie. N'est-ce pas là une certaine façon d'opposer l'histoire des historiens, avec ses modèles construits, toujours provisoires, à la sociologie abstraite des politologues et des sociologues qu'investissent, malgré leurs divergences épistémologiques, aussi bien Charles Tilly que Badie et Hermet ?

À cette conception « historiciste » s'oppose Michael Hechter [[140]](#footnote-140). Ce dernier se présente comme un défenseur de la théorie non formaliste des choix rationnels, différente d'une conception herméneutique, structuraliste, ou formaliste. Pour lui, on ne peut échapper au déductivisme des théories générales, omnitemporelles, qui exclue toute approche inductive fondée sur une collecte de données. Les faits, en eux-mêmes, ne sont porteurs d'aucune intelligibilité. Pour les saisir il faut se référer à la théorie : soit une sociologie structuraliste (variée elle-même), attachée aux contraintes structurelles ou aux systèmes de relations entre les unités qui les composent, soit une théorie non-formaliste des choix rationnels, qui a pour objet principal les individus avec leurs projets, leurs intentions, leurs préférences, leurs valeurs, leurs utilités, leurs fins, même s'ils agissent dans des contextes de rareté des ressources et de contraintes socio-institutionnelles.

Hechter provoque au passage le structuraliste Charles Tilly qui ferait souvent de la théorie des choix rationnels sans s'en apercevoir lorsqu'il essaie d'expliquer certains de ses processus en recomposant la logique d'acteurs collectifs qui les impulsent. Vision donc conciliatrice, auto-contemplative, de la sociologie sur ses propres paradigmes... Le problème du rapport à l'histoire-savoir et à l'histoire-réalité de ceux-ci n'est pas posé.

Après deux articles authentiquement comparatistes et passionnants, l'un de Pierre Birnbaum (sur les relations entre les types de nationalismes et les types d'État), l'autre de Samuel Eisenstadt (sur le cadre des grandes révolutions historiques), formes de sociologie historique en acte plus que réflexion épistémologique, le débat se termine par un bilan syncrétique du premier vice-président de l'Association internationale de Science politique.

[76]

2.3. La « science-coucou »  
de Jean Leca

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le titre humoristique de la postface de Jean Leca s'efforce de relever le caractère symptomatique des rapports qu'une certaine « science politique » hyperaméricanisée entretient avec la sociologie et avec l'histoire : la sociologie historique retombe-t-elle en enfance ? Ou quand la sociologie abandonne devant l'histoire [[141]](#footnote-141) (d'où notre titre).

L'auteur semble, par son questionnement initial, se courroucer devant les incursions historiennes de la socio-histoire. Il reconnait au passage, en une sorte d'aveu, que le débat de la Revue internationale aurait pu prendre une direction différente, « externe », en opposant par exemple l'histoire historienne et la sociologie historique. Il s'en tient, sans investir cette confrontation (qui parait effectivement incontournable pour apprécier la crédibilité de la socio-histoire), à renvoyer dos à dos les sociologues à leurs différents paradigmes. Nous restons dans un monde clos, dans un « champ » où l'on se refuse à remettre en question ses propres codes et ses mécanismes internes de légitimation. La socio-sociologie se complait dans son miroir. L'épistémologie se limite à cela. En bon père de la science politique, l'auteur, donne au dialogue qui vient d'avoir lieu le ton d'un conte pour enfants (« il était une fois... Maman Durkheim, Papa Marx, Oncle Weber... ») qui fait défiler les légendes épistémologiques de la grande famille sociologique.

Jean Leca distingue au passage deux stratégies comparatistes, l'une durkheimienne, qui rechercherait des régularités continues, transhistoriques, entre des variables abstraites produisant causes et effets, l'autre weberienne, à la fois généralisante, causale, abstraite, combinatoire et discontinue, attachée à des configurations historiques concrètes (cette division des méthodes pourrait être discutée, en tenant compte notamment des travaux d'historiens durkheimiens, comme Granet, Hubert, Gernet ... ). Bertrand Badie est qualifié, lui, de « relativiste », de « constructionniste », de « romantique de l'authenticité », de tenant, à la façon du logicien Wittgenstein, d'une autocompréhension et d'un ethnocentrisme potentiel, qui mélangerait les processus réels et les représentations. L'auteur se démarque donc de Badie et Hermet, à qui il oppose justement la non-étanchéité des cultures, l'existence de « relations matérielles » qui sont à la source de bien des représentations, comme la nécessaire extension des analyses au temps et à l'espace, à la découverte d'analogies profondes au delà des histoires.

Jean Leca donne ensuite raison à l'inverse à Charles Tilly quand celui-ci reproche aux historiens la fétichisation et le cloisonnement de leurs objets, comme leurs « erreurs » dans l'analyse de leurs matériaux, dues au fait qu'ils ignorent les théories sociologiques. Pour lui, la fabrication de concepts reste incontournable. Il approuve cette fois Bertrand Badie quand celui-ci nous met en garde contre les risques d'universalisme mono ou transculturel, auxquels n'échappent pas certains socio-historiens. [77] Mais il se rapproche aussi de la théorie des choix rationnels de Hechter et du structuralisme de Tilly, qui refusent tous deux heureusement de fondre l'histoire et la sociologie « dans un seul discours ».

L'auteur défend un « contrôle croisé des deux démarches », plus qu'un rapprochement. À plusieurs reprises, il raille l'histoire historienne (qui n'a pas eu la parole dans le débat) en la réduisant à une sorte de « discours narratif ». Il va même jusqu'à refuser le concept d'histoire, proposant celui de « vie sociale dans le temps » (provocation supplémentaire qui semble considérer le temps comme homogène et explicatif en soi !). Les historiens sont déclarés prisonniers de théories inachevées, impensées, auto-explicatives, toujours construites à partir d'emprunts non maîtrisés à la sociologie, tel le concept d'État, ensemble disparate de sites d'analyse jamais défini par eux ! Souvent ceux-ci compensent cette absence théorique par un appel à la parole des documents, qui comprendraient en eux-mêmes, au delà de leurs projections subjectives, leur propre intelligibilité.

Par un habile tour de passe-passe, Leca applique les critiques adressées par Badie et Hermet à la socio-histoire... à l'histoire des historiens. Cet artifice tactique permet de resserrer les rangs de l'institution « science politique », de retrouver sur le dos du bouc émissaire historien une unanimité, voire une légitimité perdue ou ébranlée par les critiques internes incessantes. Le monologue accusateur à l'encontre de l'histoire se poursuit en dehors de tout débat empirique avec des historiens : Leca reproche (en note, pas dans le texte) à Roger Chartier (ami de Pierre Bourdieu et l'un des historiens les plus ouverts à une problématique sociologique en matière culturelle !) de n'avoir cité aucune étude de socio-histoire américaine, comme de se référer, dans ses « tentatives » d'explication des origines culturelles de la Révolution française, au poncif éculé du « passage à la modernité », en une sorte d'impressionnisme « surinterprétatif ». Pour Leca, il n'y aura jamais de bonne histoire sans des références maîtrisées à la théorie sociologique ou à la socio-histoire.

Vaste programme ! La diatribe contre l'histoire tranche, légitimation sociologique oblige, avec le ton conciliateur qui veut paternellement rapprocher les paradigmes ennemis, de la sociologie. Or ceux-ci, même si Jean Leca euphémise le problème en les rattachant à une seule « famille », s'entre-dévorent, de façon redondante depuis plusieurs décennies. Un peu comme un serpent qui se mord la queue, cette version chamailleuse de la sociologie dans laquelle se repaît une certaine science politique, semble effectivement « retomber en enfance ».

La nécessité d'une synthèse a posteriori, liée aux règles d'une postface, explique en partie ces accents syncrétistes. Mais ceux-ci sont aussi liés à une tentative explicite de légitimation sociologiste de la science politique, qui implique un choix épistémologique particulier. Jean Leca se déclare « minimaliste » et veut concilier tous les paradigmes concurrents : celui de l'herméneutique, attaché à la recherche de sens caché, celui des choix rationnels et des jeux, qui relativise le scientisme social en réhabilitant la rationalité limitée et les décisions contraintes des acteurs concrets, celui [78] de l'interaction, prôné à la fois par Charles Tilly et par Hechter, désireux de passer le structuralisme déterministe. La complémentarité théorique artificielle, nous est présentée comme « un bon programme ». C'est pour Leca la seule façon de ne pas « tomber » dans les « délices », dans la fascination de cette diabolique science historique qui torture tant Badie et Hermet, et surtout, de « ne pas laisser aux seuls historiens l'usage du matériau historique primaire » [[142]](#footnote-142). Traiter les historiens comme des « indigènes », leur reprocher de ne pas utiliser les concepts des sciences sociales ou de le faire de façon naïve quand ils traitent eux-mêmes les données recueillies dans les « poubelles » de l'histoire (les archives sont en effet pleines de poussière, de grains de sable, au sens propre et au sens figuré du terme), prétendre enfin que les « sociologues » peuvent traiter eux-mêmes les matériaux bruts sans préciser alors en quoi il se sépareraient des méthodes inductives et critiques de l'histoire, voilà somme toute les a priori épistémologiques offerts aux jeunes chercheurs ! Est-ce au prix d'une telle déclaration de guerre symbolique que la bonne conscience sociologique doit se légitimer, cent ans après Durkheim ? Ce dernier, fondateur incontesté de la sociologie française, aurait-il été d'accord avec de telles propositions que d'aucun prétendent qu'il a inspirées ?

L'examen rapide de cette production de la « Revue Internationale des Sciences Sociales » sur les méthodes de la sociologie historique, confirme ce que nous pressentions dans la présentation du manuel de Badie et Hermet, « Politique comparée ». Cette branche de la sociologie politique se construit épistémologiquement en rejetant certaines traditions sociologiques européennes, pluri ou interdisciplinaires. Aucun dialogue n'est noué avec les diverses sciences humaines autre que la sociologie (géographie, linguistique, anthropologie, histoire...). Un corpus théorique très hétérogène sert de référence ultime. Posé a priori, il prétend régimenter les sciences du politique et piloter l'ensemble des travaux d'analyses concrètes. Comme l'a bien senti Me Michael, la théorie est coupée de la méthode, et ne pense qu'à déployer un comparatisme formel à partir d'une grille hypothético-déductive. Le mépris pour la recherche historique dans ses résultats comme dans ses multiples méthodes hypothético-inductives, qui n'excluent nullement la construction de modèles, est symptomatique à cet égard.

Le raffinement académique auquel on aboutit considère comme scientifiquement évidents des métalangages de sur-codage du réel qui ne sont en définitive, au delà des représentations et des idéologies professionnelles subjectives de ceux qui les fabriquent, que la traduction d'un désir de reconnaissance institutionnelle d'une discipline en mal de légitimation. La problématisation agitée reprend de vieux débats qui opposent sempiternellement histoire et acteur, événement et structure. Ces ritournelles, répercutées d'une génération sociologiste à l'autre, se trouvent revivifiées par leur traduction américaine. Les affirmations péremptoires, les faux dilemmes à base étroitement disciplinaires auxquels on aboutit, ont de quoi décourager les étudiants et les chercheurs avides de résultats concrets, de confrontations théoriques et empiriques autour de thèmes et d'objets pertinents.

[79]

L'ensemble de la socio-histoire, qui sert à la fois de cible et de recours à cette science politique désemparée devant l'histoire historienne, dépasse évidemment dans ses recherches (les travaux de Charles Tilly ou d'Eisenstadt, par exemple, le montrent bien) les cercles vicieux qui nous sont présentés comme des modes opératoires de structuration de la théorisation sociologique. En fait, ils n'en constituent qu'une vulgaire simplificatrice et étroite dans ses références scientifiques. Celle-ci risque d'entraîner une nouvelle impasse pour la recherche dans les sciences du politique.

Elle nous éloigne, en tout cas, de l'interdisciplinarité en acte qui constitue aujourd'hui la réalité de maints laboratoires, de travaux individuels, comme de programmes nationaux ou internationaux de recherches, dont beaucoup s'engagent dans les voies du comparatisme théorique, spatial ou temporel. Malgré de vagues références obligées à Marx ou à Weber, voire à Durkheim (dont l'œuvre, isolée de celle des durkheimiens, est réduite à du « structuralo-fonctionnalisme »), se gargarisant de références américaines, cette sociologie unidimensionnelle va à l'encontre du rapprochement scientifique inauguré dès le tournant du siècle entre la sociologie, l'histoire, l'ethnologie et des savoirs voisins (l’histoire du droit comparé, la linguistique comparée, la géographie, l'économie...). L'ignorance ou le refus non argumenté de cette large perspective et des débats dans et entre les différentes disciplines autour de la définition et de l'usage de la méthode comparative, ne paraît plus de mise aujourd'hui.

On peut éprouver une certaine déception devant l'incapacité de ce courant de la science politique à se servir des acquis des recherches de la discipline sur son objet spécifique, le politique, saisi dans toute sa complexité, pour interroger sur ce terrain les travaux historiens, discuter leurs apports et leurs modalités de construction de leurs propres objets. L'ouverture à l'histoire politique à partir d'une problématique de l'autonomie et de la spécificité du politique paraît particulièrement féconde à un moment où l'historiographie française s'interroge précisément sur la validité de ses anciens paradigmes qui ont dénigré et passablement délaissé les phénomènes politiques. Une confrontation avec les travaux historiens par exemple sur les modes de construction du politique ou sur l'histoire du développement de l'État dans des espaces et dans des ères différentes serait plus féconde qu'un repli sur le rabâchement de certains paradigmes sociologiques. La science politique ne serait-elle qu'une sociologie politique complexée qui s'ignore ?

Finalement, les orientations que nous venons d'examiner (qui sont loin de représenter la totalité des positions politologiques en la matière), nous invitent - c'est leur mérite -, à approfondir les concepts fondamentaux des sciences humaines (celui de causalité, d'explication, d'espace et de temps notamment), à envisager un travail conjoint d'histoire et de sociologie, à mieux définir les conditions de mise en œuvre de démarches interdisciplinaires élargies à d'autres disciplines « 'anthropologie, la linguistique, les sciences juridiques, la géographie...), à repenser aussi historiquement les rapports épistémologiques entre les différents savoirs, comme les différentes façons de construire la comparaison. C'est bien ce qui reste à chacun à esquisser à partir de son univers théorique et empirique propre.

[80]

[81]

**LA POLITIQUE COMPARÉE EN QUESTIONS.**

VARIATIONS SUR…

... Le relativisme culturel

[Retour à la table des matières](#tdm)

“[La démocratie pluraliste est-elle exportable ?  
Universalisme démocratique et relativisme culturel](#politique_comparee_pt_2_texte_4).”

*Jean-Louis SEURIN*

“[Classifications et taxinomies : essai de reconstruction](#politique_comparee_pt_2_texte_5).”

*Daniel-Louis SEILER*

[82]

[83]

LA POLITIQUE COMPARÉE EN QUESTIONS.

**THÈME ET VARIATION**

Variations sur…

… Le relativisme culturel

“LA DÉMOCRATIE PLURALISTE  
EST-ELLE EXPORTABLE ?  
UNIVERSALISME DÉMOCRATIQUE  
ET RELATIVISME CULTUREL.”

Par Jean-Louis SEURIN

Prologue :  
les ambiguïtés du relativisme culturel

[Retour à la table des matières](#tdm)

*« Depuis ses débuts au commencement du XIXe siècle jusqu'à la première moitié du XXe la réflexion ethnologique s'est largement consacrée à découvrir comment concilier l'unité postulée de son objet avec la diversité, et souvent l'incomparabilité de ses manifestations particulières. Il fallut pour cela que la notion de civilisation, connotant un ensemble d'aptitudes générales, universelles et transmissibles, cédât la place à celle de culture, prise dans une nouvelle acception, car elle dénote alors autant de styles de vie particuliers, non transmissibles, saisissables sous forme de productions concrètes - techniques, moeurs, coutumes, institutions, croyances - plutôt que de capacités virtuelles, et correspondant à des valeurs observables au lieu de vérités ou supposées telles ».*

*« Or, la notion de culture pose immédiatement deux problèmes qui sont, si j'ose dire, ceux de son emploi au singulier et au pluriel. Si la culture - au singulier et même, éventuellement, avec une majuscule - est l'attribut distinctif de la condition humaine, quels traits universels, inclut-elle, et comment définira-t-on sa nature ? Mais si, d'autre part, la culture se manifeste seulement sous les formes prodigieusement diverses qu'illustrent, chacune à sa façon, les 4000 ou 5000 sociétés qui existent ou ont existé sur la terre et sur lesquelles nous possédons des informations utiles, ces formes sont-elles toutes équivalentes en dépit des apparences, ou sont-elles passibles de jugements de valeur qui, dans l'affirmative, retentiront inévitablement sur le sens de la notion elle-même ? »*

*« À la seconde interrogation, l'ethnologie répond traditionnellement par la théorie du relativisme culturel. On ne nie pas la réalité du progrès, ni la possibilité d'ordonner les unes par rapport aux autres certaines cultures envisagées, non de façon globale, mais sous des aspects isolés. On estime toutefois que, même restreinte, cette possibilité reste soumise à trois limitations :*

[84]

*1) incontestable quand on envisage l'évolution de l'humanité dans une perspective cavalière, le progrès ne se manifeste cependant que dans des secteurs particuliers, et même là, de façon discontinue, sans préjudice de stagnations et de régressions locales ;*

*2) quand elle examine et compare dans le détailles sociétés de type préindustriel dont elle fait surtout son étude, l'ethnologie échoue à découvrir un moyen permettant de les ordonner toutes sur une échelle commune ;*

*3) enfin, l'ethnologie se reconnait incapable de porter un jugement d'ordre intellectuel ou moral sur les valeurs respectives de tel ou tel système de croyances ou telle ou telle forme d'organisation sociale, les critères de moralité étant pour elle, par hypothèse, toujours fonction de la société particulière où ils ont été énoncés ».*

Claude Lévi-Strauss : *Le regard éloigné*,   
Paris, ed. Plon, 1983, pp. 50-52.

Pour circonscrire clairement le débat, il convient d'abord de préciser ce qui est acquis de longue date, en analyse politique comparative, lorsqu'on parle de « relativisme culturel ». Le texte de Lévi-Strauss, cité en exergue, répond pleinement à cette exigence.

Ce rappel est nécessaire pour mettre en question le procès d'intention conduit par une certaine doctrine française, contre l'analyse comparative classique et contre les analyses américaines du développement des années soixante. Il faut surtout critiquer la prétention de cette doctrine de découvrir, aujourd'hui, les principes d'interprétation relativistes « nouveaux » qui en réalité étaient acquis depuis plus de quarante ans chez les anthropologues et les politistes, qu'elle affecte de critiquer à partir d'une lecture biaisée des thèses originales de ces auteurs [[143]](#footnote-143).

[85]

I. « RACE ET HISTOIRE » :  
LA CRITIQUE INITIALE DE L'ETHNO-CENTRISME

[Retour à la table des matières](#tdm)

En 1952, l'UNESCO faisait publier un texte de Claude Lévi-Strauss, intitulé « Race et Histoire », qui posait de façon remarquable les problèmes du relativisme culturel.

Toute une génération qui, dans la période de décolonisation, allait se trouver confrontée concrètement à des problèmes de contact de civilisation pouvait trouver dans cet essai et dans les autres œuvres de Lévi-Strauss un principe essentiel d'interprétation des sociétés et des cultures différentes [[144]](#footnote-144) :

*1) Les différences qui existent entre les sociétés humaines tiennent « à des circonstances géographiques, historiques et sociologiques, non à des aptitudes distinctes liées à la constitution anatomique ou physiologique des noirs, des jaunes ou des blancs ».*

*2) D'autre part, il faut - une fois ces différences reconnues - s'opposer à les hiérarchiser sur une sorte d'échelle de perfection croissante constituant « les stades ou les étapes d'un développement unique, qui partant du même point, doit le faire converger vers le même but ».*

*3) « L'ethnocentrisme » c'est la tentation immédiate de l'observateur de placer les sociétés humaines sur une ligne d'évolution dont sa propre société occupe naturellement... le sommet.*

*4) Or, ce danger existe potentiellement dans la culture occidentale, issue du siècle des Lumières, soulignait Lévi-Strauss, qui a fait de l'Europe le paradigme de « la civilisation » et par conséquent un modèle normatif pour les autres sociétés notamment quand celles-ci reçoivent ce modèle dans le contexte politique de domination de la situation coloniale.*

Dès les années cinquante, il n'était donc plus question pour les anthropologues comme pour les politistes de défendre sur le plan critique, un préjugé ethnocentrique qui survivait incontestablement, par ailleurs, au niveau des pratiques sociales et de l'opinion du français moyen...

[86]

Il convient de se souvenir également que les intellectuels du tiers-monde qui brandissent fièrement, aujourd'hui, l'argument du relativisme culturel, l'ont, d'abord appris, conceptualisé et théorisé à partir des problématiques que les universités occidentales leur avaient précisément enseignées... et dont les sociétés fermées du passé n'avaient aucune idée...

« Les peuples qu'étudient les ethnologues n'accordent la dignité d'une condition véritablement humaine qu'à leurs seuls membres, et ils confondent les autres avec l'animalité » [[145]](#footnote-145).

Mais si, comme Lévi-Strauss le notait dans « tristes tropiques », l'obscurantisme se définit par le « refus aveugle de ce qui n'est pas nôtre », il est bon de rappeler d'emblée que l'argument est réversible [[146]](#footnote-146).

Et s'il est vrai que « le barbare » - comme il le dit ailleurs - « c'est d'abord l'homme qui croit à la barbarie » - et non pas le contraire de l'homme civilisé - il ne faut pas penser pour autant que le comparatiste ou que l'ethnologue soit délivré de toutes contradictions, une fois qu'il a proféré cette formule célèbre pour exorciser en quelque sorte, le risque d'ethnocentrisme.

II. LES LIMITES DU RELATIVISME CULTUREL :  
LE PARADOXE DE L'ETHNOLOGUE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Raymond Aron a bien montré la contradiction interne de ce texte célèbre [[147]](#footnote-147) :

- ou bien l'ethnologue reconnaît la supériorité de ceux qui se refusent à nier l'humanité des autres hommes, et il s'affirme lui même « comme le civilisé par excellence »,

- ou bien il va jusqu'au bout de son relativisme culturel et il doit logiquement admettre qu'il n'a pas le droit de condamner le raciste, c'est-à-dire celui qui refuse, précisément, au nom de ce relativisme, de reconnaître une valeur universaliste...

Combien d'autres, malgré tout, dans le domaine comparatif tombent dans cette impasse intellectuelle, quand ils refusent toute évaluation politique des sociétés africaines ou islamiques, au nom de la spécificité culturelle de ces sociétés. Le [87] gouvernement de Khomeini ou de Mengistu devrait échapper ainsi à toute critique, voire à toute analyse, du seul fait qu'il relèverait d'une autre aire culturelle ? On peut douter de la pertinence de l'approche culturaliste lorsqu'elle prétend montrer

« La profonde originalité de l'État Occidental qui renvoie à un fondement culturel et particulièrement religieux dont la complexité le rend intransposable dans tout autre univers culturel » [[148]](#footnote-148).

Nous verrons que divers exemples d'importations de la démocratie - notamment l'exemple japonais - plaident fortement au contraire, en faveur de la possibilité d'une universalisation de la démocratie pluraliste constitutionnelle.

C'est pourquoi nous défendons en matière comparative [[149]](#footnote-149) une position inverse :

De même que l'ethnologue comprend « la pensée sauvage » parce que la sienne en diffère, le politiste comparatiste s'attache à comprendre les sociétés différentes parce qu'il postule cette différence et qu'il tente de la combler « par un effort continu de sympathie et de distanciation » (R. Aron).

C'est d'ailleurs parce qu'il vit personnellement le déchirement du relativisme culturel, en s'efforçant de participer à deux cultures contradictoires, que le comparatiste qui affronte le terrain se permet de considérer comme dérisoire le refus de comparaison des théoriciens abstraits du relativisme culturel. On serait plutôt tenté d'étendre à la politique ce que Clifford Geertz écrivait à propos de l'art :

« La question n'est pas de savoir si l'art (ou n'importe quoi d'autre) est universel, elle est de savoir si l'on peut parler de la sculpture d'Afrique occidentale, de la peinture sur fouilles de palmier de Nouvelle-Guinée, de la peinture du XVe siècle et de la versification marocaine de telle façon qu'on les amène à s'éclairer quelque peu l'une l'autre » [[150]](#footnote-150).

Dans une perspective weberienne, rien ne permet de lui interdire de recourir aux comparaisons historiques [[151]](#footnote-151) pour mieux comprendre - et relativiser - les différences [88] entre les sociétés modernes et traditionnelles, rien ne permet de lui interdire enfin de comparer des sociétés et leurs progrès par rapport à un objectif ; dès l'instant du moins que les dirigeants politiques de ces sociétés prétendent eux-mêmes réaliser ces objectifs de modernisation ou de démocratisation.

La référence au « développement politique » comme à la « croissance économique » n'était effectivement légitime que parce que les gouvernements des pays considérés avaient eux-mêmes proclamé cette aspiration à la forme moderne du progrès, initiée par les sociétés industrielles.

Dès l'instant que nous reconnaissons l'humanité en tout homme, nous acceptons logiquement la reconnaissance de la pluralité des sociétés. Mais parce que désormais ces sociétés ne sont plus « fermées » et ne veulent plus l'être - il est inévitable qu'elles soient aussi solidaires « volens nolens », des principes d'universalité du monde moderne, dans lequel elles prétendent s'intégrer.

C'est à ce niveau précis que se posent d'une façon nouvelle, les rapports des valeurs démocratiques et des sociétés traditionnelles qui les avaient, jusqu'alors, ignorés.

III. LE PROBLÈME SYMÉTRIQUE  
DU COMPARATISMOE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans la tradition comparatiste analytique américaine, aucun évolutionnisme naïf n'a prétendu découvrir une convergence nécessaire des sociétés vers un modèle industriel unique [[152]](#footnote-152). L'idée d'un « sens de l'histoire » n'est d'ailleurs concevable que dans une vision historiciste totalement étrangère au pragmatisme. Le pessimisme, si souvent critiqué, de la tradition puritaine interdisait à lui seul une telle certitude, que développaient au contraire en Europe tous ceux qui souhaitaient dans une tradition radicalement opposée - la tradition marxiste historiciste - la convergence hypothétique des sociétés libérales occidentales et des sociétés socialistes de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est [[153]](#footnote-153).

Bien au contraire le cadre systémique - cadre analytique neutre et purement probabiliste [[154]](#footnote-154) - ne présume rien, et surtout pas : on ne sait quel rapprochement [89] automatique politique des cultures, par les échanges culturels ! Quelle que soit la nature du contact des cultures, mais notamment dans le rapport colonial.

D'ailleurs à elle seule, l'expérience des États-Unis démontrerait davantage la compatibilité du maintien des particularités culturelles et d'une coopération politique intégrée dans une société pluraliste et démocratique. Mais alors c'est bien précisément la nature démocratique des rapports humains qui transforme les données mêmes du problème.

Au reste, l'évolution actuelle des Pays de l'Est remet radicalement en question la prétention d'un modèle alternatif autre qu'utopique [[155]](#footnote-155). Ni la dictature intégriste des Mollahs en Iran, ni la dictature populiste de l'Irak ne peuvent constituer un « second État » digne de la notion d'État de Droit, entendons un modèle légitime, fût-ce au nom d'un Islam mythique entièrement idéalisé et totalement coupé de la pratique historique et de la sociologie contemporaine des 22 États arabes islamiques.

Ce qui est passionnant, au contraire, dans l'évolution actuelle, c'est précisément la révélation d'une aspiration universelle à une conception pluraliste de la démocratie que le relativisme culturel s'entêtait à décrire jusqu'alors comme un vulgaire « ethnocentrisme imposé » de l'extérieur [[156]](#footnote-156).

Or « l'ironie de l'histoire » ou la « ruse de la raison » a voulu que se produise en 1989 ce recours à l'universalisme reconnu des « droits de l'homme et du citoyen », que le marxisme-léninisme avait constamment dénoncé et dévalorisé, en niant son universalité.

IV. LA DÉFORMATION  
DE LA CRITIQUE INITIALE  
DU RELATIVISME CULTUREL

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans le même temps, parti du souci louable d'affirmer que la liberté était un droit universel pour les hommes éclairés devenus citoyens, la doctrine officielle de l'UNESCO se muait en son contraire, au point que Lévi-Strauss lui-même estimait [90] nécessaire de donner un coup d'arrêt formel à cette dérive idéologique que l'on prétendait déduire de son discours fondateur...

En effet le discours inversé vient affirmer que l'identité culturelle présumée d'une communauté justifie le rejet de toute valeur individualiste et universaliste.

La seule légitimité revendiquée est finalement, sous le nom ambigu de « culture », celle d'une ethnie sinon d'une race, dans tous les cas celle d'une société close enfermée sur son passé mythifié par des élites passéistes qui rejettent les principes démocratiques, parce que ceux-ci remettent à terme en question leur propre politique de réaction.

Avec une probité intellectuelle remarquable, Lévi-Strauss devait trente ans plus tard, critiquer courageusement cette déformation idéologique qui prétendait s'inscrire dans la tradition de « race et histoire ». Il se refuse à admettre que l'on fasse revivre sous le nom de « culture » ce qu'il avait radicalement critiqué sous le nom de race.

Dans le « regard éloigné » [[157]](#footnote-157) il condamne l'idée chère aux relativistes culturels que l'identité personnelle se confond définitivement avec l'identité collective de sa communauté d'origine.

En effet on retrouve chez eux avec stupeur, l'idée de « Volkagelst » [[158]](#footnote-158) du romantisme allemand qui avait donné plus au nazisme le fondement théorique de sa conception raciste des sociétés. Le mot de race étant devenu tabou, c'est celui de « culture » qui sert désormais à l'apologie des particularismes nationaux. C'est dans cet esprit qu'il faut interpréter maintenant une réflexion sur la portée universelle des valeurs et des institutions démocratiques pluralistes.

On peut mieux comprendre maintenant, la portée essentiellement heuristique du type-idéel simplifié qu'il s'agit ici de construire pour les besoins précis de la comparaison : en bref l'évolution des performances comparées de systèmes politiques contemporains, en rapport avec la pratique de la démocratie.

Soulignons, pour éviter le grief erroné de linéarité et de finalisme formulé par le passé contre K. Deutsch, David Lerner et les politistes américains du développement, que nous formulons explicitement une question sur le lien éventuel qui peut exister entre la nature du développement politique et ses réalisations d'une part, et l'existence d'une pratique pluraliste et constitutionnelle de la démocratie d'autre part. Il ne saurait s'agir seulement d'un prétendu présupposé « inconscient » mais bien d'une condition indispensable du débat contradictoire.

[91]

Max Weber a montré au contraire que l'objectivité exigeait un préalable indispensable la prise de conscience claire du « rapport aux valeurs ». Seule cette perspective relationnelle peut permettre de reconstruire le lien logique des intérêts et des idéologies radicalement opposées [[159]](#footnote-159).

Dès lors aucune objection méthodologiquement ou épistémologique ne peut être opposée à ce questionnement, parfaitement légitime du point de vue scientifique.

Ce qui peut seulement être discuté, contesté, mesuré, naturellement, ce sont les corrélations et les constatations quantitatives ou qualitatives soumises à l'appréciation des divers critiques. Mais ce serait mener un procès d'intention scientifiquement irrecevable que de prétendre qu'une démarche comparative, conduite à la lumière des critères de la démocratie pluraliste, formulés de façon explicites serait l'équivalent du dogmatisme scientiste et finaliste du marxisme classique des « cinq étapes du développement » puisqu'il n'est pas possible – logiquement - dans une vision hypothéticodéductive de prétendre ou d'enseigner qu'une évolution vers la démocratie pluraliste serait « nécessaire », au sens marxiste d'inévitable...

[92]

§ 1. LE PROBLÈME SPÉCIFIQUE DE  
LA COMPARAISON DES RÉGIMES  
EN FONCTION DES VALEURS  
DÉMOCRATIQUES PLURALISTES

[Retour à la table des matières](#tdm)

En matière de gouvernement comparé la majorité de la doctrine française en science politique accepte trop facilement, comme allant de soi, le partage de la recherche : entre l'étude juridique des institutions « abandonnée », en quelque sorte, aux juristes positivistes, et l'analyse politique des régimes politiques dévolue en contrepartie aux comparatistes dans le domaine de la politique comparée [[160]](#footnote-160).

Or, il convient de récuser une fois de plus cet « a priori qui aboutit immanquablement à dichotomiser arbitrairement les structures formelles et informelles des systèmes politiques analysés [[161]](#footnote-161) qui méthodologiquement ne sauraient être isolées sans inconvénient.

I. LE PRINCIPE DE LA COMPARAISON  
RÉALISTE : L'ANALYSE CONCOMITANTE  
DU DROIT ET DES PRATIQUES POLITIQUES

En effet la démarche pertinente en matière de gouvernements comparés est exactement l'inverse pour les raisons que Max Weber a parfaitement exprimées dans « Economie et Société » :

« Quand on parle de « droit », « d'ordre juridique », de « règle de droit » on doit être particulièrement attentif à distinguer les points de vue Juridique et sociologique. Le juriste se demande ce qui a valeur de droit du point de vue des idées, c'est-à-dire qu'il s'agit pour lui de savoir quelle est la signification, autrement dit le sens normatif, qu'il faut attribuer logiquement à une certaine construction du langage donnée comme norme de droit. Le sociologue se demande en revanche, ce qu'il advient en fait dans la communauté ».

C'est pourquoi il est absurde de prétendre tirer de cette distinction le lieu commun que l'étude du droit revient au juriste et que la sociologie incombe au sociologue, alors que Weber dit exactement le contraire.

[93]

Le sociologue - et naturellement le politiste - peut parfaitement étudier le droit pour se demander *« ce qu'il en advient en* fait *dans la communauté »* en raisonnant toujours comme Max Weber en termes de « chances d'application du droit ».

En sens inverse, quel que soit le caractère « formel » des constitutions et des règles juridiques [[162]](#footnote-162) - aussi bien en URSS, en Amérique Latine qu'en Afrique Noire - ce serait une attitude bien méprisable de la part du politiste occidental que d'en déduire l'idée que l'étude de ces institutions formelles serait dénuée d'intérêt dès qu'il s'agirait par exemple de l'Afrique Noire...

Bien au contraire, c'est parce que le droit exprime toujours un aspect de l'institution que l'on doit, logiquement, en lier l'étude aux pratiques politiques, ne serait-ce que parce que les constitutions peuvent viser un but de « camouflage idéologique », selon la formule marxiste [[163]](#footnote-163) classique.

Dès l'instant que l'on accepte cette perspective analytique des institutions, il n'y a plus de raison d'exclure a priori, ou de mettre entre parenthèse, les données normatives des régimes comparés sous le prétexte méthodologique que le droit relèverait uniquement du formalisme juridique [[164]](#footnote-164).

II. LA LÉGITIMITÉ D'UNE COMPARAISON   
EN TERME DE TYPE-IDÉEL : LA RÉFÉRENCE   
À LA PRATIQUE DES DÉMOCRATIES PLURALISTES

[Retour à la table des matières](#tdm)

Ainsi, la réflexion critique sur la nature de la démocratie constitue un préalable obligé, lorsqu'on veut conduire une comparaison cohérente des systèmes politiques comparés.

C'est exactement la raison d'être des références explicites à la démocratie pluraliste que l'on trouve dans les premiers ouvrages classiques de comparatisme [[165]](#footnote-165).

La référence à une valeur normative n'est nullement un défaut méthodologique, comme l'a soutenu longtemps une conception erronée de la science politique « value [94] free », pour la bonne raison qu'il n'y a pas de comparaison possible, sans un appel explicite à la notion du « rapport aux valeurs », comme l'a montré clairement Max Weber.

L'affirmation de ceux qui prétendent évaluer et classer les systèmes politiques de « façon objective » sans référence à des valeurs est évidemment erronée sinon parfaitement hypocrite [[166]](#footnote-166) tout simplement parce qu'aucune comparaison portant sur l'efficacité ou la légitimité d'un régime politique ne peut se passer d'un critère normatif… (et certainement pas celle des auteurs qui mènent cette critique [[167]](#footnote-167)...

Quand Max Weber parle de neutralité axiologique, il n'affirme nullement que l'on puisse faire l'économie d'une référence aux valeurs. Il montre parfaitement, au contraire, pourquoi l'objectivité relative n'est possible qu'une fois résolu le problème normatif préalable du « rapport aux valeurs » c'est-à-dire de la confrontation de valeurs antagonistes. L'objectivité de l'analyse ne se proclame pas naïvement « par décret », elle ne peut être que le résultat d'une confrontation contradictoire de paradigmes opposés. En fait l'objectivité n'est réalisable qu'une fois pris en compte le point de vue des acteurs, ou en l'occurrence des auteurs.

Aucun des disciples américains de Weber n'a failli à la règle et n'a manqué d'expliciter, par soucis de méthode, le point de vue normatif qui lui servait de référence pour évaluer un régime politique ou pour construire une typologie de l'ensemble des régimes. Beaucoup de politistes français, marqués par la tradition marxiste et la prétention objectiviste du « marxiste scientifique » sont tombés dans le piège de cette lecture « objective » privilégiée, fondée sur la maîtrise exclusive de la « surdétermination ». Ils ont fait aux analystes américains le grief - injustifié - d'avoir dérogé au principe d'objectivité, parce qu'ils annonçaient explicitement leur valeur de référence, alors que cette précision est la condition minimale pour poser correctement le problème d'une analyse des gouvernements. On ne saurait s'étonner dès lors du contre-sens qu'ils commettent en interprétant des théories analytiques comme des philosophies, voire comme des « conceptions du monde » déterministes et finalistes alors que la [95] modernité (sécularisation et « désenchantement du monde ») exclue désormais le finalisme, en tout cas dans cette perspective [[168]](#footnote-168).

On ne saurait, non plus, perdre de vue que la seule théorie politique qui mérite le reproche d'être à la fois « déterministe » et « finaliste » est précisément le marxisme, notamment dans sa formulation célèbre des cinq étapes du développement.

Bien au contraire, les théories classiques des gouvernements comparés - y compris celles du développement politique - n'ont jamais prétendu être autre chose que des théories analytiques et des théories partielles (« *middle range theories*») qui acceptent lucidement leur propre limite et leur caractère conjonctural ; ceux-là même que Karl Popper a proposés : l'épreuve de la réfutation, par la confrontation avec les faits d'une part, et parla confrontation avec les interprétations opposées des paradigmes concurrents, d'autre part [[169]](#footnote-169).

C'est très précisément dans cet esprit que nous avons posé, en matière comparative, le problème du relativisme culturel. Coupés désormais de la critique marxiste matérialiste, et privés du recours à une référence purement idéaliste on peut [96] faire l'hypothèse qu'un certain nombre d'auteurs se sont repliés sur cette seconde ligne de défense stratégique que représente le relativisme culturel, quand ils ne renoncent pas purement et simplement aux typologies générales, pour éviter à tout prix la confrontation du type-idéel de démocratie pluraliste et des autres formes de régimes politiques concrètement existants, qui, lorsqu'elle est pratiquée rend évidente l'infériorité profonde des régimes, dont ils avaient exalté la supériorité.

C'est exactement la démarche inverse que nous avons choisie ; en espérant que cette approche relativiste suscitera une objectivité concurrentielle et par là même, fructueuse...

III. L'AXE DE LA COMPARAISON :   
LE « TYPE-IDÉEL » DE LA DÉMOCRATIE   
PLURALISTE-CONSTITUTIONNELLE

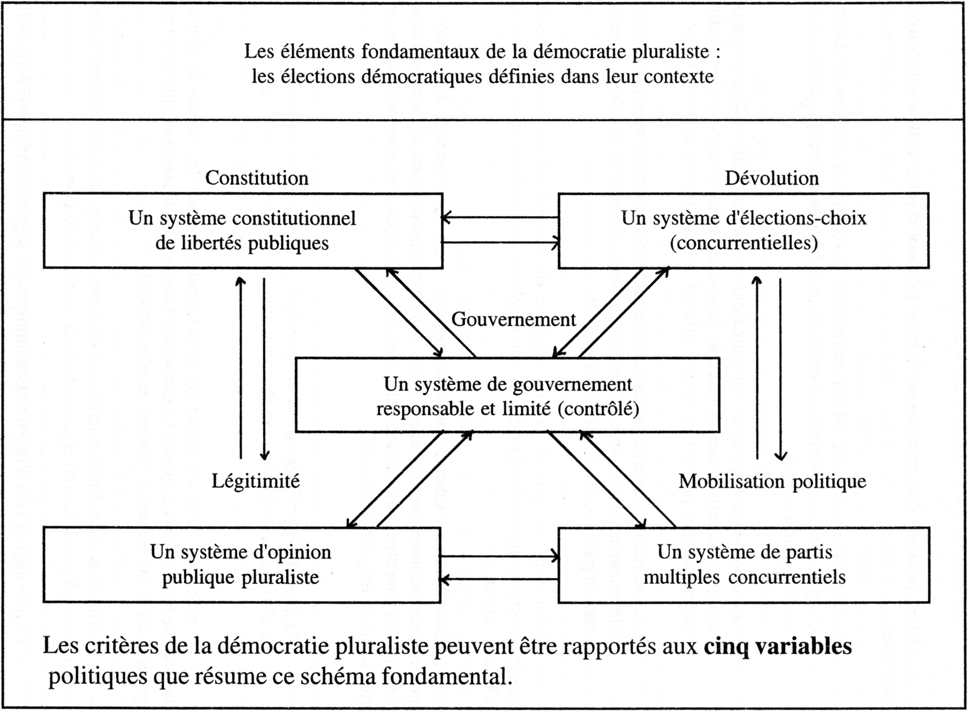
[Retour à la table des matières](#tdm)

Pour mener cette comparaison, on ne saurait s'en tenir ici à une définition idéaliste de la démocratie qui ne correspond pas à notre propos : rester fidèle à la méthodologie weberienne.

Ce qui est significatif aussi, c'est ce qui résume la pratique démocratique, concernant à la fois les rapports de la société civile et les institutions politiques de l'État puisqu'il s'agit de rendre compte aussi bien des aspects formels que des aspects informels de la démocratie [[170]](#footnote-170).

Ce qui importe finalement c'est de caractériser les conditions concrètes d'exercice de la démocratie avant même d'en évoquer les valeurs fondamentales.

En effet, la seule certitude qui existe dans ce domaine c'est l'interaction historique et sociologique entre ces valeurs spécifiques et les institutions et les pratiques qui lui sont liées naturellement. Un tel modèle analytique n'a aucune prétention exhaustive, bien que la plupart des politistes puissent généralement s'accorder sur ces caractéristiques essentielles [[171]](#footnote-171). Enfin, il est bien entendu que la référence à un type-idéel est conçue naturellement en tenant compte du fait que aucun [97] régime démocratique existant concrètement ne répond parfaitement et complètement à tous les critères retenus dans le modèle [[172]](#footnote-172).



[98]

A) Les pratiques politiques de la démocratie :  
institutions formelles et règle du jeu informelle

Elles peuvent être regroupées à trois niveaux d'intervention du pouvoir politique :

1) Le statut du pouvoir est caractérisé par l'existence d'un « État de Droit » qu'organise une Constitution et un système de libertés publiques garanti par un contrôle juridictionnel.

2) La dévolution du pouvoir implique l'expression compétitive d'une opinion publique pluraliste qui permet le jeu « d'élections-choix », c'est-à-dire concurrentielles permettant un lien effectif entre la société civile et l'État.

3) La structure du pouvoir se caractérise par l'intervention d'un gouvernement politiquement responsable devant les électeurs, encadrés dans des organisations de partis multiples et concurrentiels.

Ainsi dans ce type de régime la prise du pouvoir et son exercice sont généralement soumis à des limites et à une « règle du jeu » définies dans le cadre de l'État de Droit.

Ces éléments - schématiquement rappelés - sont solidairement liés dans la pratique historique et sociologique, et sont également inséparables d'un ensemble de valeurs qui constituent « la culture politique » caractéristique dont nous ne pouvons ici que résumer les grandes lignes.

B) La culture politique de la démocratie :  
le pluralisme des valeurs et des opinions

C'est précisément cet aspect qui nous rappelle la place des valeurs de liberté, liées à une histoire spécifique de l'Europe de l'Ouest et des États-Unis, que résument généralement les termes d'occident et d'occidental.

La place de la tradition chrétienne dans cette culture y est controversée [[173]](#footnote-173) mais on s'accorde à y voir la convergence de deux systèmes de pensée.

Le plus ancien, issu d'une tradition biblique que le protestantisme (Tocqueville et Weber) a le plus directement appliqué à la démocratie politique.

[99]

L'autre tradition est celle de la civilisation hellénique [[174]](#footnote-174) et celle du droit romain qui ont marqué l'Europe avec les moments forts de la Renaissance et du Siècle des lumières et dont la Révolution française a été le symbole le plus universel.

Enfin, il faut rappeler avec Max Weber [[175]](#footnote-175) comment l'essor économique de l'Occident a été historiquement lié au développement des libertés politiques. C'est évidemment la question de la légitimité de cette diffusion de la démocratie qui a été et qui demeure aujourd'hui la plus controversée parce qu'elle a été - durant des décennies - l'enjeu du grand débat idéologique entre les marxistes et les libéraux [[176]](#footnote-176).

Quelle que soit la portée actuelle de l'éclipse théorique du marxisme, il est probable qu'on retrouvera ses convictions et ses prises de positions classiques sous des configurations nouvelles et sous des formes intellectuelles transformées [[177]](#footnote-177).

On observera au passage que la critique la plus sévère que l'on puisse opposer au marxisme-léninisme peut être tirée de sa propre théorie de la « praxis »... En effet, l'une des caractéristiques les plus originales du marxisme critique était de refuser « a priori » les échappatoires des doctrines idéalistes. Celles-ci, en cas d'échec, peuvent toujours chercher une consolation dans l'affirmation, que malgré la sanction de l'expérience, leur idéal est toujours valable pour un futur hypothétique. Plus conséquent sur ce point, le marxisme a toujours affirmé ne trouver la preuve de sa validité « scientifique que dans l'expérience concrète d'une « Praxis », mettant sans cesse la théorie à l'épreuve de la pratique. Les théoriciens marxistes résistaient allègrement aux critiques les plus pertinentes de leurs adversaires libéraux (cf. Raymond Aron). Ils ont moins bien supporté l'échec pratique des expériences du socialisme scientifique, dans les pays de l'est et en URSS, qui, selon le critère de la praxis, est la condamnation la plus sévère de leur dogmatisme.

Ainsi, c'est désormais la prétention à une plus grande efficacité économique, et à une plus grande rationalité politique, qui est contestée non seulement au nom des valeurs libérales, mais qui est radicalement condamnée également, par le critère du jugement « scientifique » que le marxisme avait lui-même posé : le jugement de la « Praxis ».

En toute hypothèse, le silence de la critique marxiste militante, qui résulte de la conjoncture historique (1989-1991) dégage un nouvel espace de débat. Pour le comparatiste la difficulté nouvelle résulte davantage d'une question pratique : la diversité des expériences concrètes dans les tentatives d'emprunt ou de diffusion du modèle démocratique occidental.

[100]

À partir des mêmes critères, c'est Peter L. Berger qui me semble avoir posé, de la façon la plus claire, le problème du relativisme culturel, en relation avec la démocratie, en le synthétisant autour de deux interrogations :

« La question est dès lors, très simple : dans quelle mesure le credo évoqué plus haut s'applique-t-il à des communautés fondées sur des développements sociaux et des règles morales foncièrement différents des nôtres ?

La démocratie peut-elle être raisonnablement prônée dans tel cas ? doit-elle l'être ? Et si oui de quelle façon ? [[178]](#footnote-178).

Il serait vain de dire que ce problème normatif n'est pas le problème du comparatiste, mais celui du politicien engagé dans l'action [[179]](#footnote-179), car c'est bien la même opposition que l'on va retrouver derrière les théories et les analyses, qui étudient le développement politique et l'extension de la démocratie pluraliste au delà de son aire politique originaire.

Mais, de toute façon, la réponse à ce débat, pour le comparatiste, est inséparable d'une autre question pratique : la diversité des expériences concrètes dans la diffusion effective du modèle démocratique occidental.

[101]

§2. LA DÉMOCRATIE PLURALISTE  
DOIT-ELLE ÊTRE EXPORTÉE ?  
L'UNIVERSALISME CONTRE  
LE RELATIVISME CULTUREL

[Retour à la table des matières](#tdm)

Pendant plus d'un demi-siècle la question a été absorbée ou effacée par le débat idéologique qui opposait les marxistes et les libéraux surtout en Europe occidentale, et tout spécialement en France, jusque dans les années 80.

1º Le mythe de la Révolution mondiale   
éclipse le problème de l'ethnocentrisme

La prétention universaliste des hommes des lumières avait été rudement contestée et niée par le marxisme-léninisme, notamment dans le tiers-monde où ce second modèle prétendait s'imposer - au besoin par la violence - au nom de la « Révolution mondiale ».

Dans le débat sur le relativisme culturel, le paradoxe était justement, que le reproche « d'ethnocentrisme » était uniquement imputé au modèle libéral pluraliste, alors que l'origine européenne du modèle marxiste-léniniste n'était pas moins établie que celle de la tradition démocratique libérale, du siècle précédent.

En fait, en matière d'universalisme « occidental », le marxisme n'avait rien à envier au libéralisme, mais dans leur stratégie les idéologues et les dirigeants politiques pouvaient soutenir, ici ou là, les positions du relativisme culturel [[180]](#footnote-180). On est en droit de s'étonner davantage que les intellectuels « critiques » qui dénonçaient si vigoureusement l'ethnocentrisme des modèles libéraux pour le tiers-monde, n'aient jamais remarqué le caractère parfaitement ethnocentrique du modèle marxiste dogmatique que ses tenants prétendaient, eux, effectivement, imposer, s'il le fallait, par la violence révolutionnaire [[181]](#footnote-181).

[102]

2º La généralité du débat théorique   
recoupe les clivages idéologiques

Mais au-delà du clivage idéologique décisif jusqu'à cette dernière décennie, on retrouvait dans des familles politiques totalement opposées par ailleurs, des prises de positions analogues sur cet enjeu de l'expansion du modèle démocratique. Enfin, bien que l'idéologie marxiste n'ait jamais eu la même portée aux États-Unis que dans l'intelligentsia occidentale d'Europe, des positions analogues sur le problème du relativisme pouvaient être repérées cependant Outre-Atlantique. Elles existent encore aujourd'hui, si l'on prend en compte actuellement ce qu'on appelle aux États-Unis, une pensée « *politically correct*» [[182]](#footnote-182).

Nous n'avons donc pas à soutenir ou à prouver que tous les tenants du relativisme culturel d'un côté, et tous les partisans de l'universalisme de la démocratie de l'autre, appartiendraient à un même bloc idéologique ou à une même famille politique, car il s'agit davantage ici de sensibilités politiques différentes qui peuvent, malgré tout, dans certaines circonstances, aboutir à des prises de position analogues [[183]](#footnote-183).

A/ La thèse universaliste :  
pourquoi les valeurs démocratiques et pluralistes sont universelles ?

[Retour à la table des matières](#tdm)

Pour les États-Unis, Peter Berger caractérise cette position par le terme significatif de « Wilsonisme » qui exprime bien un certain idéal militant de la démocratie américaine. Dans la mesure où l'on peut considérer les principes démocratiques des Pères Fondateurs comme des valeurs universelles, il ne fait pas de doute que les Américains doivent s'en faire les champions dans le monde entier.

1) La tradition américaine et le Wilsonisme

Cette position a été aussi bien exprimée par des démocrates progressistes (« libéral ») comme J.F. Kennedy et Jimmy Carter que par des républicains (conservateurs) comme aujourd'hui Georges Bush.

Au reste cette attitude est logique : si l'on croit profondément à l'idéal démocratique et à la valeur universelle des droits de l'homme, il serait incohérent ou [103] hypocrite de ne pas s'efforcer d'en favoriser l'avènement dans les pays où les peuples sont privés de liberté d'expression.

Le principe de « non-ingérence » cher aux communistes, ou sa version amendée d'un « droit de peuples » - qui s'opposerait aux « droits de l'homme » - n'ont été, souvent, que des stratégies plus ou moins cyniques pour ne pas avoir à tirer les conséquences logiques d'une conviction en la valeur universelle de la démocratie.

2) Le renouveau des Droits de l'Homme

Depuis 1989 c'est un prodigieux changement d'opinion publique qui s'est produit en faveur de l'universalisme [[184]](#footnote-184) puisqu'on n'hésite plus, à gauche, à préconiser désormais un « devoir d'ingérence ».

L'universalisme de la Déclaration d'indépendance et des premières constitutions américaines n'était en effet pas moindre que celui de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, si l'on analyse au fond les motivations respectives des Pères Fondateurs et des Révolutionnaires Français [[185]](#footnote-185).

Les contradictions possibles de cet universalisme ont été bien étudiées à propos de l'impact des idées de la Révolution française sur l'Europe au temps de Napoléon. Mais le problème demeure, aujourd'hui, sous des formes analogues, lorsqu'il s'agit de diffuser ces principes comme en Afrique par exemple, dans la période de la décolonisation. À la limite refuser de diffuser ces idées serait du mépris sinon du racisme... [[186]](#footnote-186). Les déchirements de la gauche française sur le problème algérien résultaient d'ailleurs de cette fidélité à l'universalisme républicain.

On peut donc trouver aux États-Unis, comme en France - et sans doute, ailleurs, en Europe - une même affirmation, qui, à partir de traditions historiques différentes, débouche sur la même conclusion : si les valeurs démocratiques et les institutions qui s'y rattachent sont véritablement « universelles », les diffuser et les faire partager aux autres peuples relève d'une exigence morale universelle.

[104]

B/ La thèse du relativisme culturel :   
la démocratie libérale est une valeur historiquement située

[Retour à la table des matières](#tdm)

On songerait d'emblée à rechercher l'origine de cette position dans une tradition « réactionnaire » ou chauvine, puisque la remise en question de l'universalisme ou du cosmopolitisme pouvait historiquement être imputée à la droit réactionnaire et conservatrice. Pourtant, à l'heure actuelle, c'est généralement une gauche postmarxiste, qui reprend couramment cet argument contre l'universalisme libéral, en prétendant défendre l'indépendance des pays du tiers-monde, quel que soit le degré de despotisme des régimes étudiés.

1) La réaction romantique européenne  
(XIXe siècle)

À l'origine on trouvait ce thème dans la tradition française avec Joseph de Maistre et de Bonald, ou dans la tradition romantique allemande avec Herder.

Cette première ligne du relativisme culturel s'était effectivement affirmée contre l'idéalisme de la conception individualiste et universaliste de la « nation », au Siècle des Lumières. C'est pourquoi on la retrouve actuellement avec d'autant plus d'étonnement, dans des familles politiques ou dans des idéologies radicalement opposées.

Pour Joseph de Maistre, on ne peut pas forger une constitution « comme un horloger fait une montre » parce que l'histoire et la tradition nous montrent à l'évidence qu'on ne peut pas construire une nation à partir de la raison abstraite : « *Quel* *œil est capable d'embrasser d'un seul coup, l'ensemble des circonstances qui doivent rendre une nation propre à telle ou telle constitution ? ».* De même pour Louis de Bonald : *« L'homme ne peut pas plus donner une constitution à la société religieuse ou politique, qu'il ne peut donner la pesanteur au corps ou l'étendu à la matière ».* Quant à Herder, pour retrouver les individualités concrètes, il n'hésite pas à réhabiliter les préjugés : *« Le préjugé est bon en son temps ; car il rend heureux. Il ramène les peuples à leur centre, les rattache plus solidement à leur souche, les rend plus florissants selon leur caractère propre... ».*

2) Le renversement anti-colonialiste  
(XXe siècle)

C'est dans la période de la décolonisation que ce chevauchement ou ce renversement des croyances se manifeste le plus nettement, non seulement, dans la haine des valeurs libérales clamée par Frantz Fanon, mais encore, dans le masochisme politique des grands intellectuels, comme J.P. Sartre, à propos de l'Algérie et Michel Foucault, à propos de l'Iran de Khomeini.

[105]

« Cette foi proclamée en l’existence d'une culture nationale est en fait un retour ardent, désespéré vers n'importe quoi. Pour assurer son salut, pour échapper à la suprématie de la culture blanche, le colonisé sent la nécessité de revenir vers des racines ignorées, de se perdre, advienne que pourra, dans ce peuple barbare. »

« Décidons de ne pas imiter l'Europe et bandons nos muscles et nos cerveaux dans une direction nouvelle. Tâchons d'inventer l'Homme total que l'Europe a été incapable de faire triompher.

Il y a deux siècles, une ancienne colonie européenne s'est mise en tête de rattraper l'Europe. Elle y a tellement réussi que des États-Unis d’Amérique sont devenus un monstre où les tares, les maladies et l'inhumanité de l'Europe ont atteint des dimensions épouvantables.

Camarades, n'avons-nous pas autre chose à faire que de créer une troisième Europe ? L'Occident a voulu être une aventure de l'Esprit. C'est au nom de l'Esprit, de l'esprit européen s'entend, que l'Europe a justifié ses crimes et légitimé l'esclavage dans lequel elle maintenait les quatre cinquième de l'humanité ».

Tiré des « [*Damnés de la terre*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030294731)», précit.

Mais au-delà de ces outrances littéraires, la thèse du relativisme culturel a été exprimée sur un mode plus scientifique dans la littérature comparatiste. J'ai cité plus haut les premières positions de Claude Lévi-Strauss dans « Race et histoire ». La permanence de cette position, et la diversité même de ses défenseurs, incitent à retenir leurs arguments essentiels.

3) Le réalisme isolationniste américain

Aux États-Unis par exemple, c'est à partir de la même tradition historique des Pères Fondateurs que les tenants de cette thèse soutiennent que l'idéal démocratique américain est trop enraciné dans une expérience historique unique, pour qu'il soit possible de le transplanter dans tous les autres continents.

D'abord parce qu'il ne serait pas réaliste de prétendre acclimater des institutions représentatives aussi spécifiques dans des pays qui, par définition, ne peuvent avoir eu la même expérience historique. C'est l'argument le plus solide du relativisme culturel qui pourrait chercher bien loin ses lettres de noblesse dans la formule célèbre [106] de Pascal au l7è siècle : « vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà... ». Ici, l'ethnologue moderne relaie le philosophe du passé pour nous montrer que les valeurs fondamentales, dans les diverses cultures, peuvent se combiner à l'infini pour donner des formes de civilisation multiples.

Ainsi, la démocratie occidentale ne serait qu'une pièce d'une culture spécifique ; il ne serait pas réaliste d'espérer qu'elle puisse être adoptée partout... du moins à l'identique... L'argumenta souvent été utilisé pour justifier les positions isolationnistes, toujours vivaces aux États-Unis.

4) L'intérêt de la critique relativiste

Mais les partisans du relativisme culturel également, sur le plan épistémologique du comparatisme, sont hostiles au principe même de la diffusion extérieure de la démocratie pluraliste. C'est le sens du grief courant de « l'ethnocentrisme » qui serait une tendance outrecuidante à « imposer » aux autres, un système de valeur qui n'appartiendrait pas à leur culture traditionnelle [[187]](#footnote-187). Encore conviendrait-il de distinguer, par méthode, la portée du grief d'ethnocentrisme dans l'analyse et dans la pratique politique.

S'adressant aux défenseurs du pluralisme, l'argument de l'originalité des cultures est le plus fort, puisqu'il parait à première vue, incompatible avec l'idée même de pluralisme, c'est-à-dire finalement du respect de l'autre. Ce qui est mis en cause, en effet, ce sont leurs principes les plus fondamentaux...

De quel droit, dès lors, prétendre, diffuser nos propres valeurs politiques dans toutes les sociétés ? Et il est vrai ici, que l'idéal démocratique - à la différence d'un fanatisme religieux comme l'Islam de Khomeini - ne peut invoquer l'arbitraire d'une religion ou d'une idéologie dogmatique, pour justifier son souci de prosélytisme et sa prétention de s'imposer à tous les peuples. C'est pourquoi l'idée même de démocratie pluraliste « imposée » est contradictoire dans les termes.

On retrouve là d'ailleurs la spécificité de la démocratie pluraliste, dont les principes même de légitimation - notamment les élections concurrentielles - interdisent, à l'avance, la prétention des gouvernants qui pourraient être tentés d'imposer par la force, l'idéal qu'ils jugent irremplaçable. Or c'est paradoxalement, dans cette spécificité de la légitimisation de la démocratie pluraliste, que nous pouvons espérer trouver une solution aux contradictions effectives, soulignées par le. relativisme culturel.

[107]

C) La recherche d'une synthèse :  
la conciliation de l'universalisme et du respect des traditions

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le comparatisme, qui étudie les conditions pratiques de diffusion de la démocratie et qui déplore sur la carte du monde, la faible expansion géographique du pluralisme constitutionnel et des États de Droit, ne saurait esquiver le bien-fondé des thèses adverses. Mais il serait absurde de considérer a priori le modèle pluraliste comme radicalement incompatible avec toute tradition autochtone.

1) Un rapport dialectique inévitable :  
la prise de conscience des contradictions

Le respect des spécificités culturelles est un des éléments fondateurs de la tradition démocratique pluraliste. C'est bien l'humanisme démocratique qui se trouve également à l'origine des premiers scrupules concernant les contacts de civilisation.

Nous avons montré comment, dès les années cinquante, anthropologues et comparatistes se ralliaient à l'argument de Lévi-Strauss, que confirmait très vite leur propre expérience sur le terrain. La différence des cultures, est une donnée de l'histoire, dont le mythe de la « tour de Babel » a symbolisé, dès les origines, le mystère. Au surplus, le démocrate soucieux du respect de l'autre, ne peut pas sous-estimer l'existence même de ces différences, d'où l'expression « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ... » qui, lui aussi sera diffusé de l'Europe au Tiers-Monde comme valeur démocratique universelle.

Plus les communications se développent entre les divers continents, plus les contradictions qui résultent des contacts de civilisation risquent de s'accentuer, ne serait-ce qu'en provoquant de part et d'autre, une prise de conscience, qui ne pouvait exister par définition, dans le passé, au sein de sociétés « closes » ou « isolées ».

2) Un travail de conciliation indispensable   
la recherche d'un sens

La réalisation des principes démocratiques, n'en demeure pas moins une finalité universelle, quelles que soient les différences de milieu et de culture de la société où le modèle pluraliste intervient.

Mais pour le même chercheur, il n'en reste pas moins que la logique de la conviction et de la sincérité, joue finalement en faveur de l'universalité ; du moins dans l'évaluation des pratiques politiques en matière de gouvernement Compare.

On ne peut pas, d'une part, affirmer son attachement à « l'universalité des droits de l'homme », aux valeurs de liberté et d'égalité, et prétendre - en même temps - ne pas vouloir « juger » la valeur d'un régime politique qui bafoue ces valeurs en permanence.

[108]

Cette stratégie prudente ou hypocrite, a trop sévi dans l'université à propos de l'URSS et des pays de l'Est, pour qu'on puisse l'accepter – fut-ce sous des formes plus subtiles – à propos de l'Afrique Noire ou des pays islamiques où ce problème comparatif se pose de façon aiguë aujourd'hui. Avant d'ailleurs de récuser abstraitement la légitimité du modèle démocratique normatif, il n'est pas inutile de faire le détour de l'expérience concrète : que s'est-il passé effectivement lorsque la démocratie pluraliste a été effectivement exportée ?

Comment pourrait-on comparer des pratiques politiques en posant comme principe d'interprétation le refus d'un critère précis : « qu'aucun *objet politique ne revoie à une signification universelle, mais d'abord au sens que lui confèrent les acteurs qu'il implique ».* Ainsi le problème de Salman Rushdie et des Droits de l'Homme serait résolu, dès qu'on aurait compris la *« part irréductible de spécificité »* des mollahs iraniens ? Nous préférons nous en tenir au paradigme interactionniste, plus respectueux du « rapport aux valeurs », qui permet la discussion critique et l'évaluation contradictoire des thèses en conflit.

Ce qui est universel précisément pour le comparatiste, ce n'est rien d'autre que la recherche d'un sens. Car le comparatiste n'a pas à « construire des certitudes », mais bien des modèles d'interprétation concurrentiels. C'est pourquoi il ne saurait considérer sans ironie la position définie par les relativistes militants lorsqu'ils proclament : *« aussi l'analyse comparative a-t-elle pour principal bienfait de déconstruire les certitudes que d'autres construisent... » et « ... qu'à ce titre, le comparatiste est plus performant pour introduire le doute que pour construire une analyse »* [[188]](#footnote-188). Nous voici bien, une fois de plus, dans le champ de « la sociologie du soupçon », sinon aux confins du nihilisme...

[109]

§ 3. LA DÉMOCRATIE PLURALISTE  
PEUT-ELLE ÊTRE EXPORTÉE ?  
LA DIVERSITÉ DES EXPÉRIENCES  
CONCRÈTES

[Retour à la table des matières](#tdm)

Pour le comparatiste qui essaie de prendre une vue géopolitique globale du problème - dans la grande tradition des typologies classiques - le relativisme culturel, sous sa forme actuelle, risque d'apparaître ambigu, malgré les arguments avancés par les critiques de l'universalisme démocratique.

1º Pourquoi refuser a priori le critère démocratique  
comme élément d'évaluation ?

Ce refus se présente davantage comme une stratégie d'esquive ou de démission, devant la difficulté objective du travail comparatif et typologique. C'est parce qu'il connait bien la difficulté extrême de contrôler toutes les variables pertinentes que le comparatiste ne peut voir dans le refus de classification et d'évaluation, un progrès méthodologique véritable fondé sur un souci exclusivement scientifique.

Une fois acquis le souci d'évaluation réaliste des premiers défenseurs du relativisme culturel, on ne saurait accepter pour autant que la surestimation des spécificités culturelles, devienne le moyen de dévaloriser des recherches parallèles - fondées sur l'hypothèse de l'intérêt d'une référence aux critères de la démocratie, La spécialisation en termes « d'*areas studies*» est trop souvent devenue le moyen de disqualifier les interprétations dissidentes, notamment dans les études sur les pays arabes et l'Islam [[189]](#footnote-189).

Ainsi, l'argument relativiste consiste davantage à brouiller les critères d'évaluation et les clivages empiriques - qui permettent pourtant d'opposer sur le terrain, les formes de régimes politiques - ; notamment en interdisant a priori - comme non scientifique - l'appel au modèle démocratique en tant que référence pertinente.

2º L'intérêt de la référence au modèle pluraliste la compréhension du développement politique

Pourtant, quand on veut construire une typologie significative, il est absolument nécessaire de se référer aux expériences historiques de la démocratie occidentale, et aux institutions démocratiques - formelles et informelles - qui sont nées de ces pratiques. Ne serait-ce que parce que les travaux sur ces expériences passées sont les plus fouillées en histoire et en sciences sociales.

[110]

Claus Offe [[190]](#footnote-190) rendait justement hommage à l'un des ouvrages fondateurs de cette tradition analytique, le « *Political Man*» de Seymour Martin Lipset, dont la traduction française : « L'homme et la politique » (1960) avait provoqué la levée de boucliers des critiques progressistes français. L'ouvrage avait donné, d'ailleurs, l'occasion de la première formulation de l'accusation de « linéarité » que ne manque pas de susciter toute défense et illustration de l'universalisme démocratique... aujourd'hui encore. Cependant, à l'époque, l'insistance de Lipset sur les préconditions économiques et culturelles de la démocratie pluraliste, aurait dû suffire à laver l'auteur de tout soupçon de « linéarité » et de « finalisme » [[191]](#footnote-191).

À cet égard, la fécondité des travaux comparatifs de l'école américaine classique du développement politique demeure, aujourd'hui encore, infiniment plus convaincante que celle de ses détracteurs français. Ne serait-ce que parce que ces derniers, se sont généralement révélés incapables de prolonger leur critique des modèles américains, par des analyses constructives ou des typologies alternatives [[192]](#footnote-192). Par ailleurs, l'absence surprenante de traductions originales de ces travaux américains ou leur rareté, a permis également à divers critiques de donner une vision biaisée de la thèse véritable de ces auteurs.

C'est pourquoi, il paraît d'autant plus nécessaire de se référer aux expériences concrètes où cette greffe démocratique a été tentée avec plus ou moins de succès. Et ceci naturellement, sans négliger les contre-exemples significatifs d'échecs, qui sont invoqués généralement pour critiquer l'idée même d'une diffusion du modèle démocratique.

A/ Les échecs et les difficultés du transfert   
de la démocratie pluraliste

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les tenants du relativisme culturel tiennent ces hypothèses pour tellement évidentes, qu'ils ne prennent même plus la peine de distinguer les expériences [111] concrètes de démocratisation et les théories interprétatives des comparatistes sur ces expériences.

Or s'il est exact que le marxisme a la prétention de passer directement de l'analyse critique de la politique, à l'action politique elle-même, la conception weberienne analytique a toujours refusé cette possibilité.

1) Un modèle d'interprétation analytique   
ne vise pas directement l'action politique

Il est d'ailleurs rigoureusement faux de laisser croire que les analystes américains du développement politique étaient devenus parallèlement, dans tous les cas, les conseillers des politiques concrètes dans les pays en voie de développement. Avec le même raisonnement spécieux, Claude Julien, dans le « Monde Diplomatique », voulait imputer au libéralisme et aux États-Unis, par le truchement des « Chicago Boys », la politique du Général Pinochet au Chili dans les années 80. Alors que la nature même du régime militaire et corporatiste était largement incompatible avec une politique économique de marché ouvert et d'échanges internationaux classiques, même si le dictateur s'y référait verbalement par tactique [[193]](#footnote-193).

En fait, des travaux les plus anciens de Daniel Lerner aux travaux les plus récents de Samuel Huntington, ce qui caractérise clairement les études comparatistes du développement, c'est la conscience très précise des difficultés, sinon de l'impossibilité de transposer les formes de modernisation et de rationalisation occidentales dans les sociétés du Tiers-Monde enfermées dans leurs structures traditionnelles et clientélistes [[194]](#footnote-194) et leur situation de crise [[195]](#footnote-195).

Pour éviter le contre-sens des vulgarisateurs français des théories du développement, il suffit de reprendre la préface de Huntington :

« L'ordre politique auquel se réfère le titre de cet ouvrage est un but, non une réalité. En conséquence, les pages qui suivent sont remplies de descriptions de violence, d'instabilité et de désordre. De ce point de vue, cet ouvrage ressemble à ces volumes qui se proposent de traiter du « développement économique » mais dont les sujets réels sont le retard économique et la stagnation » [[196]](#footnote-196).

[112]

De façon plus générale les politistes fonctionnalistes américains, comme leurs collègues français qui avaient travaillé également sur le terrain en Afrique Noire ou en Amérique Latine, ne pouvaient guère se faire d'illusion sur les chances d'un prétendu « changement finalisé »... et se sont toujours étonnés qu'on ait pu leur attribuer cet optimisme naïf et une croyance en des « lois de transformation communes à l'ensemble des sociétés » [[197]](#footnote-197) dont la notion même et le caractère déterministe appartenaient en propre au marxisme militant de la même époque.

2) La question préalable du politiste :   
mais qui désire « sortir des dictatures » ?

Pour les comparatistes libéraux, au contraire, les échecs et les difficultés de la démocratie pluraliste - réduite dans les années soixante dans le Tiers-Monde à une « peau de chagrin » - s'expliquent aisément par les interactions systémiques qui existent, entre les institutions politiques et étatiques d'une part, et les pratiques sociales dans la « société civile » [[198]](#footnote-198) d'autre part.

Mieux, dans les années 80, lorsque Léo Hamon avait posé justement le problème de « la sortie des dictatures » [[199]](#footnote-199) on pouvait esquisser une typologie des situations de rejet ou d'échec de la démocratie. Pour ma part, il me semblait devoir retenir divers de figures [[200]](#footnote-200) à partir de deux variables principales : les conditions matérielles de croissance économique et de développement politique, et la volonté idéologique de rejeter ou non la dictature.

Compte tenu des changements décisifs intervenus en Europe de l'Est, on peut distinguer encore diverses situations pour étudier les changements politiques.

[113]

I. Les refus idéologiques de la démocratie pluraliste :  
les « idéocraties » marxiste-léninistes

Le cas du refus de principe de la démocratie pluraliste était directement lié à l'existence de régimes politiques établis sur les principes du marxisme léninisme et englobait les régimes que Raymond Aron appelait, pour cette raison, des « idéocraties totalitaires » [[201]](#footnote-201).

*a) Le modèle idéocratique : l'URSS est ses satellites*

Ces régimes représentaient, jusqu'en 1989, un bloc idéologique d'une homogénéité remarquable : LIRSS, Pays de l'Est, Chine, Indochine, Cuba [[202]](#footnote-202). Mythifiés par certains spécialistes (M. Lavigne, Charvin, Samir Amin, Charles Bettelheim, etc.) ces régimes fournissaient le modèle alternatif d'un développement politique, la célèbre « économie de commandement », excluant volontairement la possibilité d'une démocratie pluraliste.

*b) Un modèle effectivement « imposé »...*

Comme ces régimes étaient imposés - certains le sont encore - par la violence d'un parti unique, c'est à leur sujet qu'il aurait été pertinent de parler de « modèles imposés »...

Pourtant les détracteurs de la sociologie du développement politique adressaient curieusement ce reproche injustifié au seul modèle pluraliste ; sans d'ailleurs réaliser la contradiction logique qui résulte de la nature même du régime démocratique pluraliste. En effet, dans la mesure où sa légitimité est la seule à être empiriquement vérifiable périodiquement par des élections libres, il n'est pas possible, précisément, d'en faire un « modèle imposé » sur le terrain, dans les cas concrets ou du moins, l'expérience du pluralisme a été tentée... ici l'image utilisée par les néo-marxistes est purement métaphorique et ne peut servir qu'à introduire une « fausse symétrie » avec l'hypothèse précédente des régimes à parti unique effectivement imposés – eux - par la violence des armes, et non pas par l'exercice libre du suffrage universel [[203]](#footnote-203).

[114]

Bien au contraire, pour les régimes communistes issus de l'action diplomatique et de la propagande marxiste-léniniste, l'expression aurait été beaucoup mieux justifiée, ainsi d'ailleurs que le grief de « linéarité » et de « finalisme ».

Par rapport à la problématique de la sortie des dictatures, le cas de l'URSS est parfaitement paradoxal. Lorsque le parti communiste était au pouvoir, il n'était nullement question de sortir de la dictature « du prolétariat », que les marxistes léninistes considéraient comme une « phase supérieure » de l'évolution politique. Lorsque le changement réel de régime se produit effectivement, il n'a plus rien à voir avec la « Perestroïka » voulue par Mikhaïl Gorbatchev, et il échappe totalement à tout projet théorique et à toute volonté explicite des dirigeants. Ce qui est d'autant plus piquant que le marxisme théorique avait été particulièrement prolixe en matière de « théories de la transition » : il est vrai, pour les autres régimes et dans l'autre sens !

Clauss Offe [[204]](#footnote-204) remarque judicieusement à propos de l'URSS :

« Le bouleversement est une révolution sans modèle historique et sans théorie révolutionnaire. Sa caractéristique la plus évidente et sans aucun doute l'absence de toute hypothèse théorique élaborée, et de tout argument normatif... »

et il peut conclure non sans ironie pour les tenants du matérialisme dialectique et de « la praxis » :

« Les événements ne se sont pas bousculés seulement contre toute attente ; ils n'ont pas été davantage guidés par une quelconque préméditation, ni par des principes et des intérêts éprouvés sur lesquels les participants seraient au clair ».

Ainsi la dure leçon de la praxis a eu comme effet pervers ultime de condamner *« les idéologues et les théoriciens à garder un silence salutaire »* (Clauss Offe). Désormais le bloc soviétique retombe à son tour dans la problématique du développement politique que ses thuriféraires avaient passionnément rejeté.

[115]

II. Le refus clérical de la démocratie pluraliste l'intégrisme islamique réactionnaire [[205]](#footnote-205)

Le cas du refus radical de la démocratie pluraliste et de son modèle de développement se prolonge aujourd'hui ailleurs, malgré tout, au nom d'un intégrisme religieux, au moment même où l'on pouvait espérer que le totalitarisme avait perdu sa légitimité « idéocratique ».

*a) Le modèle iranien :   
« révolution » ou « réaction » ?*

L'expérience de l'Iran de Khomeini est - encore plus que celle de l'Irak de Saddam Hussein - l'exemple accompli de cette tentative d'instaurer de nouvelles formes de dictatures sur une base religieuse, en l'occurrence l'Islam [[206]](#footnote-206). Un certain nombre de pays de religion islamique connaissent aussi des mouvements politiques qui se réclament de ce modèle alternatif.

Sur le plan comparatif, ces régimes ont même donné lieu à la tentative de construire un autre modèle - normatif ou analytique ? - dont l'ouvrage de Bertrand Badie sur « *les Deux États*» (1986) a fourni l'élaboration formelle la plus poussée [[207]](#footnote-207). On a fait valoir que dans ce modèle le type de croissance économique et de développement politique, caractéristique du type-idéel occidental, était rejeté « volontairement », généralement au nom d'une croyance religieuse que l'on présume partagée par l'ensemble du « Peuple » - et ceci malgré l'absence totale de moyen de vérification [116] concrète : absence d'opinion publique pluraliste, absence d'élection concurrentielle, etc. -. Il est plus exact de dire que, en dépit de ce rejet théorique, les mêmes États entendent bien garder tous les avantages de la modernité notamment la puissance des armes dans des faits.

*b) Un « Second État » exemplaire ?*

Selon ces auteurs il y aurait, au moins de façon latente, un modèle en gestation de « modernité islamique » [[208]](#footnote-208) entièrement original ou spécifique.

1) L'ambiguïté du « Second État »

L'insistance sur cet aspect est tel - malgré les carences et les échecs concrets de ce prétendu « modèle » dans la réalité politique - qu'on peut se demander si le seul souci de cette littérature « déconstructionniste » n'est pas purement « négatif » : récuser à tout prix la valeur du modèle de démocratie pluraliste-constitutionnel, lorsqu'on espère pouvoir le proposer comme modèle normatif dans d'autres parties du monde.

Si l'ont admet, comme ces auteurs, que chaque société peut réinventer selon sa propre culture un type original d'institutions, pourquoi la démocratie pluraliste serait-elle, pour eux , la seule réponse à exclure « a priori », parmi les voies d'évolution ouvertes aux pays en voie de développement ? Et ceci sous le seul prétexte que les « Occidentaux » l'auraient découverte et pratiquée historiquement avant les autres régions du monde...

Pourquoi les potentialités universelles d'un modèle normatif seraient-elles refusées au nom d'une condamnation de principe : le grief d'ethnocentrisme ? Toute « l'histoire » [[209]](#footnote-209) - notamment celle de l'Europe - ne nous enseigne-t-elle pas au contraire, l'étonnante faculté des cultures nationales à intégrer des apports extérieurs, pour mieux contribuer à leur propre réalisation ?

[117]

Dire que les pays islamiques, en tant que « Nation arabe » - entité purement imaginaire d'ailleurs sur une carte réelle du monde - sont inassimilables de ce point de vue, ce serait admettre finalement une fatalité du « despotisme oriental » que refuse déjà dans ces pays une partie conséquente des élites politiques [[210]](#footnote-210)

2) Le refus mitigé des apports occidentaux

Enfin il n'est pas douteux que la force d'attraction principale de ce type de critique soit finalement son arrière-plan moralisant. Le propre du « Second État » serait d'incarner « ailleurs » (utopie) une société où les forces spirituelles seraient dominantes par rapport au « matérialisme » présumé des pays occidentaux : lequel serait consubstantiel au capitalisme détesté.

Il n'y a pas de préjugé anthropologique mieux solidement ancré dans le discours du relativisme culturel ; et naturellement répercuté, sous la forme naïve avec laquelle les média assimilent couramment les idées de l'intelligentsia [[211]](#footnote-211). Une étude anthropologique empirique des 22 pays « arabes », aussi bien que de l'Iran des Mollahs, conduit plutôt à récuser radicalement ce présuppose global, d'une antinomie « naturelle » entre l'Islam et les pratiques mercantiles [[212]](#footnote-212).

Ce qui n'était plus vrai, déjà, à l'époque de Ibn Khaldoun, n'est manifestement pas davantage vraisemblable aujourd'hui. Quelle que soit, par ailleurs, la vigueur de « la renaissance » (nahada) de l'Islam, les pays du Maghreb et du Moyen-Orient sont aussi des sociétés « où tout se vend et tout s'achète ». Il est rare de trouver des exemples plus remarquables de la collusion de l'argent et du pouvoir politique que ces régimes, supposes immunisés contre ce travers par leur religion ou leur culture traditionnelle.

L'histoire même de la civilisation urbaine de cette zone géographique montre que la place des échanges mercantiles et de la puissance de l'argent n'est nullement un apport extérieur imputable seulement à la colonisation et au capitalisme. Au surplus le phénomène ne s'est nullement résorbé avec le mouvement de réaction des mollahs iraniens ou des nationalistes « baasistes ». Quel que soit le choix politique [118] vis-à-vis de la religion, intégrisme iranien ou pseudo-laïcité de l'Irak du « Baas », aucun de ces régimes qui prétendent rejeter radicalement « les valeurs » de l'Occident n'a tenté pour autant de renoncer concrètement aux moyens de puissance de la technologie moderne, qui font cependant partie intégrante de cette modernité verbalement vitupérée. Celle-ci n'est précisément pas séparable - comme l'a montré Jacques Ellul de la logique du système technicien que l'on prétend condamner au nom de la spécificité culturelle [[213]](#footnote-213). Le flux international des capitaux issus des ressources pétrolières - d'ailleurs purement « accidentelles » [[214]](#footnote-214) - suffirait à montrer, à lui seul, le caractère strictement formel des justifications moralistes, chères aux Islamistes et aux tiers-mondistes, défenseurs des thèses du relativisme culturel.

3) Le Second État : succédané de l'utopie marxiste ?

La profonde évolution de l'URSS et des pays de l'Est, dans les faits de 1989 à nos jours, mais plus encore l'effondrement de l'idéologie marxiste-léniniste et des théories à prétention scientifique qui s'y greffaient, remet en question cette hypothèse longtemps soutenue, du refus « rationnel » de la démocratie ou du modèle alternatif de développement qui permettrait de passer à un « stade supérieur » de la société technicienne.

Nous savons maintenant avec certitude que jamais à l'Est « les peuples » eux-mêmes n'avaient « refusé », comme on nous l'expliquait savamment, le modèle pluraliste d'ailleurs parfaitement ignoré... Aussi est-on tenté d'appliquer la même hypothèse à d'autres pays, où l'on peut effectivement constater un échec partiel ou total des expériences d'introduction de la démocratie représentative, sans que l'on puisse en déduire pour autant sa dévalorisation inéluctable.

Malgré le pessimisme et le scepticisme qu'avait fait naître - même chez les analystes les plus critiques dont Raymond Aron a été le maître et l'archétype - la prégnance des régimes totalitaires et de l'idéologie marxiste (dont elle cautionnait ou renforçait l'attraction sur les intellectuels européens) on peut aujourd'hui, sans s'exposer aux sarcasmes, espérer un nouveau progrès de la démocratie pluraliste. Ceci n'implique pas pour autant une finalisation ou un déterminisme linéaire...

[119]

III. La réception du modèle démocratique pluraliste :  
difficultés et échecs

À la différence des cas de figure précédents, où le refus du modèle occidental était théoriquement explicite, nous trouvons toute une série de situations où l'échec du modèle pluraliste peut être effectivement constaté en l'absence de tout refus exprime. Ici, même lorsque la modernisation et la démocratisation ont été acceptées ou recherchées par les élites politiques, elles n'ont pas pour autant réussi ; aussi bien sur le plan de la croissance économique que sur le plan de la mise en place d'institutions et de pratiques démocratiques [[215]](#footnote-215).

Néanmoins il parait quelque peu hâtif sur le plan comparatif, de conclure d'une phrase définitive sur la crise de l'universalisme :

« La crise de l'universalisme est née de la pratique politique elle-même. L'échec du modèle étatique occidental en Afrique et en Asie devint évident au moment même où les politistes faisaient encore l'éloge des mérites du concept de développement politique.

L'émergence dans le discours politique de thèmes tels que « la cité islamique » ou l'« africanisme », suivis plus généralement par « l'authenticité » montra que la dénonciation de la nature transculturelle des institutions précédait celle de la nature transculturelle des concepts » [[216]](#footnote-216).

Ce texte illustre de façon exemplaire le risque d'erreur d'interprétation qu'entraîne inévitablement la confusion des plans d'analyse et l'amalgame des situations concrètes.

*a) L'échec ponctuel de la pratique n'invalide pas nécessairement les principes démocratiques*

Sur le plan des pratiques politiques effectives d'abord, la fréquence des échecs des tentatives d'acclimatation des institutions démocratiques représentatives en Afrique Noire, par exemple, ne permettent nullement de conclure à l'échec définitif du modèle normatif démocratique lui-même, et encore moins comme cadre d'analyse, dans l'étude empirique de ces pays.

Ni les premiers constituant africains, ni les consultants occidentaux qu'ils avaient appelés [[217]](#footnote-217) n'avaient jamais entretenu d'illusions à ce sujet. Les uns et les autres [120] savaient - comme Léopold Sedar Senghor l'avait compris pour le Sénégal - que la démocratie représentative, pas plus que « la nation » elle-même ne surgiraient automatiquement, dès l'instant que le modèle occidental aurait été choisi par les élites éclairées [[218]](#footnote-218), qui voulaient l'acclimater.

À cet égard la situation africaine n'était pas différente de l'Europe du passé. La difficulté ne venait pas de la différence des cultures invoquées par le texte cité plus haut, mais du fait, plus universel, que la réalité de la démocratisation n'était pas séparable du degré d'alphabétisation de la population ; et que ceci n'était après tout spécifique d'aucune société particulière du présent ou du passé. Sauf à souhaiter - pour d'autres raisons - le maintien d'un obscurantisme politique ou religieux ?

Sur le terrain, dès les années cinquante et la période de la « loi cadre », ce qui frappait au contraire était plutôt la rapidité de compréhension du processus électoral par l'électeur africain ordinaire, dès l'instant qu'il réalisait la possibilité concrète d'exercer par ce biais, un choix réel. Dans toutes les hypothèses enfin, l'échec des expériences n'est pas le résultat d'une inadéquation fondamentale du modèle normatif de démocratie, mais bien davantage dans la plupart des cas, le fait d'interventions militaires ou politiques, issues d'une autre idéologie ou de pratiques traditionnelles qui éliminaient, par la violence ou par la corruption, les conditions mêmes de développement de la démocratie ; même quand ils en gardaient la façade. Personne n'avait enseigné en matière de développement, qu'une fois mises en place, les institutions démocratiques fonctionneraient d'elles-mêmes... [[219]](#footnote-219).

1) L'authenticité des mythes intégristes n'est nullement établie

Une analyse politique plus poussée montre ensuite, que l'émergence des thèmes de la « Cité Islamique, de l'« Africanisme » ou de l'« authenticité » se situent, avant tout, sur le plan des mythes politiques, consommés d'ailleurs davantage par les intellectuels occidentalisés que par « les masses africaines » et ne sauraient servir sur le plan analytique à démontrer : ni l'inadéquation des institutions importées, ni a fortiori l'inadéquation d'une conceptualisation critique.

[121]

Ce serait oublier d'abord que ces thèmes ne sont nullement l'émanation de soi-disant « modes d'expression populaire » issus du tréfonds d'une culture africaine « unifiée » - quelque peu problématique - mais bien au contraire, qu'ils ont été forgés par des intellectuels occidentaux ; empruntés dans la majorité des cas, ensuite, par des intellectuels africains, et plaqués - après coup - comme explication reconstruite de la réalité politique [[220]](#footnote-220). Leur efficacité toute relative en tant que mythe politique n'est pas contestée ici - sur le plan des croyances politiques de tel ou tel pays - mais elle est clairement récusée en revanche sur le plan scientifique, comme moyen d'invalider une analyse critique des situations d'échec étudiées [[221]](#footnote-221).

2) L'analyse en termes de mode d'« expression populaire » est ambiguë

Même sur le plan des pratiques politiques, il reste à établir la portée réelle de l'impact de ces « mythes politiques » ; à moins de prêter une valeur de preuve a priori, à des émeutes ou à des manifestations de masses très précisément « organisées », et ceci avec des techniques de propagande directement copiées - fût-ce de façon grossière - notamment dans les modèles totalitaires, cette fois, de l'Occident théoriquement rejeté...

L'analyse historique, d'abord, puis l'analyse sociologique de la période de décolonisation, permet, au contraire, de mettre en évidence l'interaction des idéologies - ou « la dialectique des idées » dans un autre vocabulaire -. La genèse du nationalisme post-colonial peut être utilement interprétée à travers celle des nationalismes européens du 19e siècle, après le choc initial de l'idéologie révolutionnaire de 1789 et ses contrecoups européens. L'interprétation universaliste est en fait plus plausible, dans cette perspective, que la thèse relativiste. On n'apprend rien en effet d'une société, dont on se borne à nous dire qu'elle est spécifique, alors que des références historiques sont souvent éclairantes comme hypothèses analogiques.

*b) Les modèles analytiques ne visent pas directement à transformer les régimes politiques étudiés*

Enfin, sur le plan de l'interprétation, le lien affirmé dans le texte entre les politiques conduites en Afrique Noire sur le terrain, et les théories analytiques des [122] universitaires américains est un biais polémique, sinon un préjugé idéologique pur et simple. Faut-il rappeler encore, que les modèles analytiques de développement, construits dans les années 60 pour interpréter les situations nouvelles nées de la décolonisation, n'avaient aucune prétention immédiate à résoudre les problèmes politiques de ces pays. Sur le terrain, le comparatiste pouvait vérifier que les dirigeants africains à l'époque n'avaient pas de toute façon connaissance du contenu et de la portée des modèles analytiques. Comment auraient-ils pu subir cette influence dans leur action ou même dans leur analyse des faits ?

1) « L'économisme » n'est pas un monopole du modèle libéral

Si les préjugés « économistes » ont eu une influence effective dans les politiques publiques africaines des années soixante, ce n'est nullement du fait d'une influence directe - ou même indirecte - de Robert Dahl ou de Karl Deutsch, parce qu'ils auraient usé de mesures quantitatives du P.N.B. pour étudier ces pays dans des ouvrages rares... [[222]](#footnote-222). Ce sont bien les élites politiques - surtout celles qui s'inspiraient du marxisme vulgaire - qui ont cru et professé que les facteurs économiques étaient prédominants, partout dans le monde. De 1960 à 1990, peut-être au delà - c'est eux qui ont prétendu avec la caution morale des tiers-mondistes occidentaux - que le développement économique était un préalable.

Bien au contraire le modèle normatif démocratique [[223]](#footnote-223) a toujours explicitement affirmé et enseigné que le développement économique dépendait étroitement du progrès parallèle « des droits de propriétés » [[224]](#footnote-224), c'est-à-dire des institutions juridiques et politiques complexes qui constituent ce que l'on appelle après coup, synthétiquement le modèle démocratique pluraliste.

2) La théorie de « l'impérialisme » échoue à expliquer la raison d'être du sous-développement

Certes, le conflit sur les causes endogènes ou exogènes du développement a perdu depuis 1960 beaucoup de son intérêt. La thèse des causes exogènes était étroitement liée à la conception dogmatique de « l'impérialisme » dont le rôle fut, dès l'origine, plus idéologique que scientifique. Les théoriciens latino-américains ou [123] africains, en développant l'interprétation du « dépendantisme », parvenaient ainsi à éluder provisoirement, la question du « cercle vicieux » des causes endogènes, sur lequel les analystes occidentaux butaient depuis 1950.

Sans reprendre l'histoire de la controverse, il suffit de noter ici qu'en 1991 les dirigeants des pays concernés eux-mêmes ne parlent plus que des causes endogènes et n'évoquent paradoxalement les causes exogènes, que pour déplorer la faiblesse de l'aide extérieure et des investissements occidentaux, connus jadis pourtant, sous un nom maudit : l'impérialisme. L'ironie de l'histoire se suffit à elle-même...

3) L’ambiguïté des réactions vis-à-vis de l'occidentalisation

Quant à l'importance des mouvements sociaux « contre les relations de dépendance », ils ont toujours été étudiés par les théories analytiques des années 1950-1960 [[225]](#footnote-225). Les africanistes, contemporains les qualifieront de façon différente mais les faits demeurent ; ils voudront y voir une manifestation d'affirmation d'autonomie – là où d'autres y voyaient plutôt auparavant, de façon tout aussi plausible, des indices d'aliénation politique. La question reste ouverte. Mais l'argument ne prouve en rien quant à la validité des théories analytiques incriminées par cette nouvelle littérature. D'ailleurs, l'exemple de l'Afrique Noire, étudié pays par pays, n'autorise nullement l'analyste à conclure trop vite, à un échec global de la démocratie pluraliste.

Il conduit davantage à tenter de mesurer le degré possible de « démocratisation » [[226]](#footnote-226) à travers des grilles de lectures - universelles - comme celle de la bureaucratisation, du corporatisme, du clientélisme, même si l'on est obligé de les adapter à la spécificité de sociétés marquées par le tribalisme, le népotisme sinon le « sultanisme » défini jadis par Max Weber.

Souvent spécialistes du sud-est asiatique [[227]](#footnote-227) les analystes américains du développement politique ne pouvaient ignorer que le processus de modernisation pouvait réussir sur le plan économique en Corée du Sud ou à Taïwan, sans qu'il y ait pour autant un progrès régulier ou continu de la démocratie pluraliste. Comment auraient-ils enseigné dans le même temps un progrès linéaire et « finalisé », énoncé seulement en réalité dans les critiques biaisées de leurs critiques post-marxistes [[228]](#footnote-228) ?

[124]

4) L'empirisme prudent des théoriciens du développement politique

Enfin les comparatistes américains avaient sous les yeux l'exemple tout proche des États de l'Amérique latine, qui avaient réalisé leur indépendance politique dès le 19e siècle et qui, malgré l'importation d'institutions représentatives formelles, n'avaient jamais réussi à implanter de façon stable les mécanismes classiques des démocraties pluralistes constitutionnelles. Comment auraient-ils pu être tentés de croire ou d'écrire que l'acclimatation, sinon l'exportation des institutions représentatives, inventées en Occident au cours des siècles, étaient naturellement possibles sous prétexte qu'elles étaient souhaitables du point de vue de leurs propres valeurs ? Précisément parce que cette analyse lucide de ces impossibilités était menée dans le cadre de la démarche behaviouraliste et pragmatique toute empreinte du pessimisme puritain. L'optimisme naïf qu'on prête à ces auteurs, dans l'interprétation française que nous critiquons est, pour le moins improbable, sinon - à mon sens - impensable. J'observe que l'intention qu'on leur prête dans cette critique n'est jamais tirée de leurs propres textes, mais toujours inférée du prolongement « logique » que l'on surajoute arbitrairement à leurs écrits. Pour nous, ce type de critique - structurale ou déconstructionniste - relève du simple procès d'intention. Nous préférons nous en tenir ici à une démarche strictement analytique et critique [[229]](#footnote-229). En fait, comme Daniel Lerner [[230]](#footnote-230) le disait à propos du Chili, quels que soient nos vœux sur les progrès de la démocratie pluraliste, notre tâche concrète se limite d'abord à étudier les conditions pratiques de diffusion du civisme dans la situation politique étudiée (en l'occurrence le Chili).

Ainsi même quand la modernisation est acceptée et recherchée par les élites, elle ne saurait obéir à aucun automatisme et aucun analyste du développement, animé par une démarche critique, ne pourrait soutenir l'idée même d'une « linéarité nécessaire », qui relève bien davantage du paradigme opposé : la thèse marxiste du matérialisme dialectique. D'ailleurs, contre épreuve décisive, dans l'étude des situations politiques opposés où la greffe démocratique s'est effectivement produite, fut-ce partiellement on ne trouve pas davantage chez les développementalistes, ni linéarité prospective, ni optimisme idyllique quant à l'évolution de ces pays démocratiques.

B/ Le succès et les adaptations   
du modèle démocratique pluraliste

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans une perspective analytique pragmatique ou fonctionnaliste, les comparatistes soucieux de déchiffrer la logique des systèmes politiques et les conditions de leur développement, ne pouvaient manquer de s'intéresser aux progrès effectifs des expériences démocratiques dans des pays qui n'étaient nullement préparés à une telle mutation, ni par leurs traditions, ni même par leur culture politique plus récente. À cet égard, le Japon faisait depuis 1945 figure d'une énigme véritable.

[125]

Mais dans la même aire géopolitique - le Sud-Est asiatique -, l'expérience conduite aux Indes après la fin de la colonisation britannique, montrait également la possibilité d'une transposition des institutions parlementaires du célèbre « modèle de Westmister » (Lijphart).

Mais bien entendu après 1989, le renversement des croyances politiques et des idéologies, a redonné très rapidement au modèle démocratique pluraliste la légitimité quasi universelle que les tenants du modèle soviétique avaient tenté, avec succès, de contester ; notamment dans les pays du Tiers-Monde, devenus pendant plus de quarante ans dans un système bipolaire, l'enjeu stratégique et idéologique des grandes puissances mondiales. Une vision pragmatique et compréhensive de cette évolution très récente, ne conduit nullement d'ailleurs à sauter aux conclusions et à affirmer, dès maintenant, une « nouvelle fin de l'histoire » [[231]](#footnote-231) interprétée cette fois au profit du modèle pluraliste, comme elle l'avait été jadis au profit du modèle marxiste, qui prétendait alors pour sa part, réaliser « la fin du politique » [[232]](#footnote-232).

I. L'énigme japonaise :  
l'adoption du modèle pluraliste constitutionnel

*L'exemple du Japon est du plus grand intérêt pour les comparatistes, dans la mesure où il permet de remettre en question deux des lieux communs les mieux assurés dans-le domaine de la science politique.*

a) Le renversement de la thèse marxiste

D'abord, à l'époque où la paradigme marxiste affirmait la logique déterminante de l'évolution historique [[233]](#footnote-233) où le mode de production et la lutte des classes, commandaient l'orientation des régimes politiques [[234]](#footnote-234) le Japon de l'ère Meiji constituait déjà une exception de choix, où le processus du déterminisme historique était littéralement inversé. En l'occurrence, c'était bien une « classe dirigeante féodale » qui choisissait délibérément de changer de façon radicale le mode de production, par une industrialisation systématique et parallèlement de moderniser la société, notamment par une réforme volontariste des règles juridiques du droit public et du droit privé. Dans cette expérience sans précédent, les dirigeants japonais recourraient sciemment à des modèles étrangers, conception prussienne de la monarchie et de l'État de police, modèle français du Code Civil, etc.

[126]

Le mythe de « la détermination en dernière instance » aurait du être, dès ce moment, sérieusement remis en question s'il n'avait pas bénéficié dans les débats de l'époque, d'une hégémonie intellectuelle indiscutée [[235]](#footnote-235) notamment dans le domaine comparatiste concerné par cette évolution spécifique du Japon impérial.

b) La réception volontaire d'un « modèle imposé »...

Mais surtout le Japon d'après 1945, va poser une énigme nouvelle aux tenants de la conception la plus dogmatique du relativisme culturel.

Le grief principal formulé contre les théories américaines du développement apparaît comme un « leitmotiv » : soit par leur conception même du développement politique, soit par leurs conseillers politiques aux gouvernants des pays sous-développés, les occidentaux « imposeraient » le modèle démocratique à des pays dont la culture serait fondamentalement incompatible avec les valeurs et les motivations de la démocratie pluraliste-constitutionnelle. Par conséquent, la diffusion de ce modèle par l'occident constituerait, littéralement un « viol culturel » vis-à-vis des pays concernés. On retrouve ces griefs rituels, énoncés dès 1970 par les critiques français des théories américaines [[236]](#footnote-236) chez les islamistes et chez certains africanistes français.

Or « a priori » le cas du Japon pourrait servir à illustrer - avec l'ex-Allemagne nazie - l'hypothèse où le régime politique démocratique a été effectivement « imposé » par les alliés... La constitution du 3 novembre 1946 a été promulguée dans le contexte d'une terrible défaite militaire imputable au régime autoritaire antérieur à 1945.

Il n'en reste pas moins que par la suite, le peuple japonais n'a nullement cherché - en 45 ans - à se débarrasser de ce modèle « imposé ». Le fait est qu'il a préféré utiliser ses traditions séculaires pour adapter le modèle occidental à ses besoins et à son prestige, plutôt que pour le rejetée [[237]](#footnote-237). Il n'est pas question de nier les contradictions engendrées par cette greffe démocratique. Si les valeurs traditionnelles ont pu être plutôt canalisées pour favoriser la modernisation démocratique, le Japon subit à la fois le choc de l'individualisme et le réveil du shintoïsme. Il reste que dans le sud-est asiatique, l'expérience japonaise de la démocratie représentative demeure plutôt un facteur favorable à la diffusion du modèle pluraliste dans les pays voisins : Corée du Sud, Philippines, Singapour, voire même plus récemment à Taïwan.

[127]

II. La greffe indienne :  
la conservation du modèle pluraliste constitutionnel

L'Inde contemporaine, malgré de graves crises de fanatisme religieux - comme les émeutes de Ayodhya en octobre 1990 - a souvent attiré l'attention des observateurs sur la continuité remarquable d'une expérience démocratique appliquée dans des conditions a priori extrêmement défavorables aux échanges internationaux [[238]](#footnote-238).

a) le défit exceptionnel du milieu religion  
et système de castes

Certes, la démocratie indienne connaît depuis son origine des vagues de violence qui parfois se produisent au moment même des élections, notamment au Bihar et au Bengale. Les unes résultent des tendances séparatistes, les autres du conflit religieux fondamental entre hindous et musulmans. Mais réussir à faire voter périodiquement 500 millions d'électeurs, sous le contrôle juridique du « Chief Electoral Officer », est déjà un progrès démocratique appréciable, digne d'un État de Droit en formation où progresse la liberté de la presse, la séparation des pouvoirs et la réalisation d'un réel pluralisme politique (partis politiques, syndicats) [[239]](#footnote-239) ainsi d'ailleurs qu'une laïcisation certaine.

Malgré ces tensions l'unité de l'Inde a été maintenue et l'économie a connu des progrès remarquables, notamment dans le domaine agricole (« révolution verte »). Le fait même que les conflits profonds entre musulmans et hindouistes s'expriment sur le terrain électoral et parlementaire, constitue en soi une réalisation positive de la démocratie comme moyen pacifique pour la solution des antagonismes. Même si les musulmans restent les plus agressifs par leur fondamentalisme religieux, le fait est qu'ils continuent jusqu'à présent à accepter le jeu électoral et les compromis parlementaires.

b) Les progrès de la démocratie  
et les transformations économiques

Depuis 1991 sur le plan économique, le gouvernement a inauguré une politique libérale dans un pays où l'État contrôlait 60% du capital industriel depuis plus de 40 ans de socialisme et de bureaucratie. Gilbert Etienne notait dans *le Monde*[[240]](#footnote-240) que la [128] majorité des partis politiques approuvaient ces réformes, résultat logique d'une modernisation des cadres, initiée dès 1980, par Indira Gandhi et son fils Rajiv. Malgré le poids de ce passé dirigiste, le niveau et la diversité des échanges économiques témoignent, eux aussi, d'une meilleure intégration de l'Inde à l'économie de marché.

Ainsi pour évaluer correctement les arguments du relativisme culturel, il convient d'abord de distinguer deux plans d'analyse, que la plupart de ses critiques continuent à superposer ou à confondre. Or, il est essentiel d'étudier la validité et la légitimité du modèle pluraliste sur deux plans distincts : celui des expériences effectives de diffusion des modèles démocratiques pluralistes constitutionnels ; celui de l'utilisation doctrinale du modèle analytique pluraliste pour l'évaluation scientifique et la comparaison des systèmes politiques.

[129]

§ 4. LES CONDITIONS  
D'UNE EXPORTATION LÉGITIME  
DU MODELE DE LA DÉMOCRATIE  
PLURALISTE CONSTITUTIONNELLE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il convient de rappeler que l'étude comparatiste d'une aire géopolitique définie, n'implique nullement, pour autant, une ingérence quelconque des analystes dans la gestion des affaires du pays de la zone ainsi étudiée. Ce n'est donc que par un artifice rhétorique, que l'on peut suggérer formellement que cette « ingérence » des analystes occidentaux serait de même nature qu'une pression diplomatique, qu'une propagande idéologique ou qu'une intervention militaire conduite sur le terrain. Le dérapage sémantique permet souvent cependant, d'assimiler - verbalement - les deux démarches et de « signifier » systématiquement cette analogie dans un discours biaisé.

A/ la démocratie pluraliste   
est un modèle proposé et non pas « imposé »

L'hypocrisie sémantique de l'argument relativiste de la « démocratie imposée » doit être clairement soulignée et critiquée. En effet, l'analyse d'une carte géopolitique du monde révèle plutôt que les seuls régimes politiques effectivement « imposés » - cette fois au sens précis du terme - sont des régimes autoritaires ou totalitaires qui n'ont rien a voir avec le modèle démocratique pluraliste. En réalité, l'échec même de la démocratie représentative qu'invoquent par ailleurs volontiers les relativistes pour étayer leur thèse, fait apparaître plutôt leurs préjugés et surtout la contradiction de leur argumentation [[241]](#footnote-241). La thèse erronée de la démocratie « imposée » enferme ses partisans dans une contradiction insurmontable : « l’occidentalisation forcée *est en même temps génératrice d'ordre et d'entropie ; elle impose des règles universelles sans pouvoir imposer leur effectivité ; elle énonce une unification des mondes, sans pouvoir réaliser une unification des sens »* [[242]](#footnote-242). Oubien elle est « forcée », et capable d'imposer ses règles ou elle ne l'est pas et dire qu'elle est « imposée » ou « forcée » n'a aucun sens. C'est bien, au contraire parce que la démocratie pluraliste - par définition -, ne veut et ne peut imposer aucun ordre préétabli, qu'elle rend inévitable cette entropie et la fuite de ses opposants dans des « contre-modèles » mythiques, dont la seule unité est le refus a priori de l'innovation.

En fait il n'y a pas de lien réel entre, d'une part, les analyses universitaires du processus de développement, et d'autre part, les politiques concrètes de développement, mises en œuvre effectivement dans les pays du « Tiers Monde ». Le lien présume n'existe que dans le discours polémique de ceux qui veulent, précisément, disqualifier les analystes du développement en les rendant artificiellement responsables, des maux attribués à certaines politiques conduites dans ces pays.

[130]

Le procès des « Chicago boys » intenté par le « Monde diplomatique » à propos de l'Amérique latine et spécifiquement du Chili est exemplaire de cette rhétorique de la confusion des genres [[243]](#footnote-243). En 1980, Pascal Salin a « dégonflé » le mythe, cher au « Monde Diplomatique » : des « Chicago boys », complices de Pinochet et de Milton Friedman, tous solidairement responsables des malheurs économiques de l'Amérique latine... En fait, le seul voyage au Chili de Milton Friedman était une mission universitaire en 1975 dans une université privée et non une invitation du gouvernement, comme on l'avait proclamé. Au surplus, sa conférence portait sur la fragilité de la liberté ! Il y critiquait clairement le gouvernement Pinochet et sa politique « corporatiste ». Quant au mythe de « Chicago boys », conseillers économiques occultes de Pinochet, il remonte à un échange universitaire d'étudiants et d'enseignants, entre l'Université catholique du Chili et l'Université de Chicago (1956-1964). Certains de ces étudiants ont plus tard exercé des positions officielles dans les gouvernements chiliens successifs : avant le coup d'État, comme après la prise du pouvoir. Ainsi, en réalité, Milton Friedman lui-même n'a jamais conseillé directement le gouvernement Pinochet.

On ne saurait en toute hypothèse, reprocher au Prix Nobel de 1976 d'avoir - par ailleurs - la conviction qu'une libéralisation économique d'une économie dirigiste et corporatiste, puisse être un facteur favorable à un retour à la démocratie pluraliste et a un système de liberté politique. Aujourd'hui, les communistes et les marxistes « repentis » de 1989 et 1990 ne pensent pas différemment après tout !

En ce qui concerne les pays arabes, il est malheureusement facile de montrer que dans les décennies étudiées, le modèle démocratique n'a jamais été « imposé » par les gouvernements occidentaux. L'absence frappante d'expériences concrètes de la démocratie classique dans le « Monde Arabe » continue d'ailleurs à poser aux comparatistes une question fondamentale sur les rapports de l'Islam et de la démocratie [[244]](#footnote-244), du moins dans la conception cléricale militante de l'Islam, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. En bref, l'argument de la démocratie « imposée » dans cette zone géopolitique est pour le moins improbable.

Quant aux pays d'Afrique Noire, il serait difficile pour les ultra-culturalistes de trouver des exemples convaincants de ces régimes pluralistes dont ils soutiennent qu'ils auraient été « imposés » par les puissances coloniales [[245]](#footnote-245). Dans ces deux dernières [131] zones, il faut à l'évidence, constater que la thèse courante des « valeurs imposées » par l'ethnocentrisme occidental, demeure pour le moins une hypothèse d'école imaginaire [[246]](#footnote-246). À la vérité, elle fait davantage figure d'un préjugé idéologique résiduaire.

On notera toutefois, que cet argument est plus rarement soutenu par les intellectuels autochtones, que par les partisans d'un autre « universalisme » occidental bien connu : celui du marxisme-léninisme... On se souvient encore de l'époque, où « le Monde » s'inquiétait sérieusement de l'impossibilité d'implanter immédiatement la démocratie pluraliste au Portugal, en invoquant la durée exceptionnelle du régime dictatorial de Salazar [[247]](#footnote-247) et les doutes de ses chroniqueurs sur la capacité des portugais à passer directement à une pratique pluraliste, sans avoir à se soumettre - selon eux - entre temps, à l'expérience « salutaire » d'une dictature militaire marxiste ; purgatoire nécessaire, sans doute, pour un peuple décidément trop catholique...

B/ L'adoption du modèle démocratique   
n'exclut pas les particularismes culturels

[Retour à la table des matières](#tdm)

Même si l'on admet qu'un pays puisse légitimement récuser en bloc et par principe, les valeurs culturelles de l'occident [[248]](#footnote-248) au nom de l'indépendance « des nations » ou de la spécificité culturelle « des peuples » [[249]](#footnote-249), on ne peut pas être conduit, a rejeter, pour autant, l'intérêt potentiel d'une solution démocratique ; dont il ne faut pas oublier qu'elle représente fondamentalement une méthode de solution pacifique des conflits politiques, du moins lorsqu'elle est historiquement établie.

1º La Démocratie pluraliste, comme méthode,   
ne préjuge pas des choix politiques

Quand on préconise, ou que l'on considère comme souhaitable l'exportation du modèle démocratique et de l'État de droit qui lui est consubstantiel, il ne s'agit pas pour [132] autant de prétendre appliquer immédiatement les institutions juridiques formelles de la démocratie pluraliste à n'importe quel pays, de n'importe quelle aire géographique, à la manière des célèbres entreprises livrées « clefs en main ».

« Or, il n'est pas besoin de chercher bien loin pour découvrir la raison pour laquelle la démocratie ne saurait être tenue pour un idéal suprême. La démocratie est une méthode politique, en d'autres termes, un certain type d'organisation institutionnelle visant à aboutir à des décisions politiques - législatives et administratives - et par conséquent, elle ne peut constituer une fin en soi, indépendamment des décisions qu'elle sécrète dans des conditions historiques données. C'est précisément cette conception fonctionnelle qui doit servir de point de départ à toute tentative visant à définir la démocratie » [[250]](#footnote-250).

La formule précédente de Schumpeter nous rappelle utilement que le modèle démocratique pluraliste concurrentiel, ne constitue pas une fin en soi et qu'il doit être compris comme une méthode empirique de solution des conflits propres, précisément, à la société originale à laquelle le modèle est proposé. La méthode démocratique ainsi conçue, ne préjuge nullement des solutions apportées ou des choix et des décisions prises, dans des conditions historiques données. C'est en cela seulement, qu'on peut dire que la méthode démocratique est « fonctionnelle » pour tous les pays qui font [[251]](#footnote-251) appel à ses principes en vue de résoudre des problèmes politiques. Faudrait-il vraiment que tous les peuples subissent inéluctablement les épreuves terribles de la guerre civile, de la tyrannie, sinon du totalitarisme moderne, pour parvenir ensuite à reconnaître la vertu prosaïque de la négociation démocratique ? Il n'y a nul « ethnocentrisme » dans la démarche intellectuelle qui propose une méthode de réconciliation et des principes de solution, qui peuvent effectivement prendre une portée universelle pour ceux qui décident de les appliquer.

Ainsi conçu, le modèle démocratique pluraliste peut permettre de surmonter la fameuse opposition de la modernité et de la tradition, quelque peu hypostasiée par les tenants du relativisme culturel, dans le but manifeste d'imputer la seule responsabilité des situations d'échec à la mise en place de ce modèle.

a) La méthode démocratique n'est pas nécessairement  
antinomique vis-à-vis des valeurs de la tradition

Encore faudrait-il que les défenseurs théoriques de la « Tradition » érigée en absolu, soient parfaitement clairs sur la portée exacte qu'ils confèrent aux valeurs traditionnelles. Iraient-ils jusqu'à dire qu'un refus radical de la laïcité par un fanatisme religieux - dont le régime de l'Iman Khomeini a donné une illustration tangible en Iran - est légitime, puisqu'il appartient à la tradition ? Je doute fort que tous ces acteurs, aient [133] le courage de tirer toutes les conséquences de la défense du principe qu'ils ont ainsi posé, en faisant de la tradition une valeur suprême et immuable pour une communauté donnée.

Si l'on admet au contraire que les sociétés puissent défendre de façon légitime une multitude de valeurs traditionnelles, issues d'une tradition plus ancienne - à condition qu'elles ne violent pas les principes universels des droits de l'homme - il n'y a plus d'antinomie radicale de la démocratie et de la tradition. Les diverses expériences historiques européennes de ce conflit attestent de la possibilité de les résoudre, dans le cadre des institutions représentatives, même si les conflits originaires se prolongent sur d'autres plans, notamment celui des conflits idéologiques. L'histoire française du clivage de la Droite et de la Gauche en est une parfaite illustration, et encore plus les solutions successives en matière d'enseignement, lors de la querelle historique de « l’École libre ».

En fait, la méthode et les institutions démocratiques - parce qu'elles sont précisément un cadre protecteur des droits et libertés de l'individu - peuvent devenir, également, un cadre protecteur des valeurs traditionnelles, si du moins, celles-ci sont aussi profondément enracinées, que le prétendent les tenants de la Tradition et les relativistes culturels qui exaltent ces valeurs comme définitives.

Quand tous les individus sont appelés à voter sur la défense de telle ou telle tradition, il n'y a pas de raison de soutenir que la méthode démocratique est fondamentalement antinomique à la tradition [[252]](#footnote-252).

1) Méthode démocratique et minorités

La méthode démocratique pluraliste limite a priori « les pouvoirs de l'État » notamment quand on considère que celui-ci menace les traditions de certaines minorités, attachées à leurs traditions. Par principe le pluralisme démocratique - défini par le respect de l'opposition - limite effectivement le pouvoir « de l'État », c'est-à-dire, en fait, le pouvoir de toute oligarchie qui prétend imposer ses valeurs, ses traditions et ses intérêts à la majorité des citoyens, en gardant le monopole de la définition de cette morale publique.

Toutefois, si les valeurs traditionnelles invoquées dans le débat, sont véritablement acceptées par la majorité des citoyens, ou même par de fortes minorités, [134] elles ne sauraient être menacées par le procédé même du vote démocratique. Les groupes traditionnels sont aussi électeurs, et s'ils sont véritablement représentatifs, ils seront aussi représentés. Le tort du relativisme culturel est de soutenir qu'après tout, même un fanatisme tyrannique est acceptable, dès l'instant qu'il exprime une tradition religieuse (Iran) ou un nationalisme arabe (Irak) [[253]](#footnote-253). L'universaliste ici, est en droit de dire que ni la foi religieuse, ni l'authenticité du nationalisme ne peuvent être présumés et que par conséquent, le vote démocratique sur ces problèmes demeure, en tout hypothèse, préférable.

2) Méthode démocratique et traditions

La méthode démocratique protège effectivement les libertés publiques et par conséquent aussi bien les traditions quand celles-ci sont vraiment conçues comme essentielles à la culture de la communauté. Les groupes qui adhèrent à une tradition, tendent à l'ériger en règle de droit et à la faire entrer dans l'arsenal législatif (cf. par exemple la tradition catholique dans certains pays, en matière de divorce ou d'avortement : Italie, Irlande). Le conflit ne disparait pas complètement mais la paix civile le ramène à des dimensions pacifiques. C'est pourquoi on peut dire, contre le relativisme culturel, que le pluralisme démocratique, mieux que toute autre méthode politique, permet la conciliation des « Anciens » et des « Modernes » ou l'arbitrage politique et juridique de traditions différentes. Les étapes successives de compromis en France, en matière d'enseignement confessionnel de la IIIe République à nos jours, illustrent assez exactement la portée et les limites que nous donnons aux solutions démocratiques quand nous proposons une méthode pluraliste.

Il est bien évident qu'en Afrique Noire ou ailleurs, il n'est pas question de prétendre que des institutions représentatives puissent s'implanter instantanément et devenir aussitôt efficaces, parce que la « Conférence Nationale » ou les nouveaux gouvernants, auraient soudain décidé de choisir « les élections libres » et de pratiquer « l'économie de marché ». Il ne peut s'agir, en toute hypothèse, que d'une transposition des principes démocratiques, opérée par ceux là même à qui l'on propose le modèle empirique démocratique.

3) Méthode démocratique et pluralisme partisan

Il n'y a pas de raison de croire par exemple, que le passage du parti unique au multipartisme pourrait être une solution constitutionnelle suffisante en elle-même. On peut s'attendre dans ce cas, à voir apparaître une multitude de petits partis peu ou faiblement représentatifs, qui vont multiplier les querelles de personnes et exprimer les oppositions ethniques jusqu'alors étouffées par la force. Mais ce qu'on peut souhaiter à bon droit, c'est que l'application des pratiques démocratiques, [135] conduise les élites ou le parti unique en place à comprendre que l'expression des pluralismes doit se réaliser progressivement. À la limite on peut concevoir que l'élite partisane soit assez réaliste pour préserver ou même créer systématiquement une force quelconque de pluralisme - et par conséquent de représentativité - nécessaire à la mise en place d'une solution institutionnelle ultérieure plus sophistiquée.

À cet égard, la politique progressive suivie au Sénégal par le président Léopold Sedar-Senghor et son successeur Abdou Diouf peut illustrer de façon positive les possibilités concrètes qui s'offrent dans les États africains indépendants. La difficulté naturellement, est de trouver dans tous les cas, une autorité assez prestigieuse et assez sage pour jouer au niveau de l'État, le rôle d'arbitrage qui avait été assuré, par exemple, entre 1956 et 1960, sous le régime de la loi-cadre par le représentant de la France, dans les anciens T.O.M. devenus alors autonomes. Tous les dirigeants des anciens territoires francophones d'Afrique Noire n'avaient pas le prestige suffisant pour assurer ce rôle de pondération, permettant de mettre en place une sorte de maïeutique de la démocratie, apte à faire comprendre aux élites en compétition, l'intérêt d'une solution pluraliste. Parmi les facteurs explicatifs plausibles, on peut noter l'ancienneté des pratiques électorales, notamment dans la phase de décolonisation ; mais dès la période coloniale, il y avait dans les villes : St Louis, Dakar, une vie politique réelle. Le niveau de scolarisation a joué un rôle important dans cette formation précoce d'une culture politique pluraliste.

Ce qui est particulièrement intéressant dans le cas du Sénégal, ce sont les progrès du pluralisme démocratique, en dépit des contraintes du système politique : l'Ethnie Wolof la plus importante ne représente que 35% de la population globale (en 1980) et le GNP par tête (en 1983) ne s'élève qu'à 440$, alors que celui de l'Algérie est de 2350$. Or le Sénégal présente, malgré tout, l'exemple le plus intéressant d'évolution d'un système de parti unique à un système de partis multiples, même si on continue à classer par prudence le pays parmi les semi-démocraties [[254]](#footnote-254).

4) Méthode démocratique et droit d'ingérence

D'autre part, notamment depuis 1989, l'effondrement des régimes de l'URSS et des pays de l'est, a contribué à renforcer le prestige du modèle démocratique pluraliste. L'inclusion croissante des pays en voie de développement, dans les circuits de communication politique et d'échanges économiques, contribuent également à créer un effet d'opinion publique internationale. Tout se passe désormais, comme si les gouvernements ou leurs oppositions intérieures étaient obligés d'inclure dans leur stratégie de prise ou d'exercice du pouvoir, l'existence potentielle d'un arbitrage tacite de l'opinion publique internationale sur leur manière de gouverner, au sein même de leurs propres frontières.

[136]

Ce spectaculaire renversement du « principe de non-ingérence » en ce que les O.N.G. tentent d'ériger en « principe d'ingérence » est la traduction, encore symbolique, d'une évolution considérable du principe de légitimité démocratique, compris désormais dans le sens classique de la tradition libérale et pluraliste. L'alternative fallacieuse de la « démocratie unanimiste », chère aux intellectuels marxistes, a soudain disparu de la presse « progressiste » et des ouvrages spécialisés, qui contribuaient, à entretenir parmi les élites africaines, la légitimisation du despotisme militaire au nom de la Révolution et du Nationalisme.

b) La méthode démocratique  
est la plus respectueuse des particularismes culturels

Le relativisme culturel justifie couramment le rejet de la méthode démocratique pour les pays du Tiers-Monde en invoquant le respect de principe des particularismes culturels.

1) Méthode démocratique et religion

Il fut un temps où l'on présentait la laïcité de Saddam. Hussein en Irak, comme un exemple à suivre, qui finalement justifiait le caractère despotique du gouvernement. Le sort des minorités kurdes étudié de plus près, a montré le caractère fallacieux de ce type d'argumentation ; les mêmes justifications avaient longtemps servi en Europe orientale, à justifier également l'originalité de la dictature communiste de Ceausescu.

Les tenants du relativisme culturel hésiteraient davantage aujourd'hui, à tirer toutes les conséquences logiques de leur défense du particularisme national, depuis que l'universalisme des Droits de l'Homme s'est renforcé dans l'opinion publique internationale, voire même au sein de l'ONU. À cet égard la tentative de promouvoir un « droit des peuples » qui permettrait de brider les droits des individus, apparaît comme la dernière stratégie de barrage à la poussée universaliste des Droits de l'Homme. Une analyse géopolitique plus systématique des situations des minorités religieuses ou ethniques, ne plaide pas en faveur de cette défense abstraite des particularismes [[255]](#footnote-255).

[137]

2) Méthode démocratique et minorités ethniques

Même le pseudo-fédéralisme soviétique ou yougoslave si constamment exalté comme solution exemplaire au problème des minorités, révèle son véritable aspect lorsqu'on soulève la chape de plomb du système totalitaire, qui pouvait donner à l'extérieur l'impression d'un nouvel ordre multinational capable de résoudre le problème des nationalités.

Mais de façon générale dans les divers pays de ce qu'on appelait - par souci d'unification idéologique - le Tiers-Monde, la protection des minorités religieuses ou ethniques, assurées par des régimes autoritaires nationalistes, demeure une justification purement théorique des particularismes nationaux [[256]](#footnote-256).

Ainsi la vision analytique de la situation mondiale, appliquant les critères successifs des variables multiples, capables d'évaluer sinon de mesurer exactement le degré de démocratie effectivement réalisé, demeure en toute hypothèse infiniment plus féconde que le flou artistique et les ombres volontaires du comparatisme « déconstructionniste ».

Faute d'accepter le risque scientifique et éthique de construire des modèles analytiques critiques, capables de fournir des critères d'évaluation du degré de démocratie et des typologies faisant apparaître les phases d'évolution des régimes compares par rapport à un étalon empirique, on condamne le comparatisme à devenir une littérature impressionniste et l'histoire à rester, selon la formule Shakespearienne : « un conte dit par un idiot, plein de bruit et de fureur, et ne signifiant rien »...

2º La Démocratie pluraliste comme valeur

C'est pour éviter le grief d'idéalisme, continuellement invoqué par les comparatistes néo-marxistes contre la méthode analytique des développementalistes que nous avons soigneusement distingué deux plans dans la définition liminaire du modèle démocratique [[257]](#footnote-257) et dans l'analyse approfondie de la comparaison que celui-ci induit [[258]](#footnote-258).

[138]

Il n'est pas question, bien entendu, de faire de la démocratie libérale et pluraliste une fin en soi et de l'ériger en dogmatisme de rechange par rapport au marxisme quand celui-ci prétendait avoir découvert à la fois des lois du développement économique et le sens de l'histoire [[259]](#footnote-259).

- Nous préférons nous borner à constater que la démocratie pluraliste-constitutionnelle a été historiquement la condition d'une prospérité économique exceptionnelle et le mode de régulation de ce système que le marxisme dans sa critique de routine voulait réduire à sa seule dimension économique en ramenant le « capitalisme » à la seule dimension d'une exploitation économique et d'une aliénation politique de la classe prolétarienne.

- Dans une perspective Weberienne le sens historique du terme « capitalisme » prend une toute autre portée en mettant en équation la dimension légale-rationnelle de la bureaucratisation, la régulation démocratique des institutions libérales et parlementaires et l'efficacité de la production capitaliste lorsqu'elle se soumet historiquement à ces conditions de développement. Le particularisme occidental à cet égard n'est rien d'autre que le résultat historique de cette conjonction de facteurs religieux, économiques et politiques dont il faut reconstruire la genèse pour comprendre la logique des systèmes politiques qui en résultent, d'abord sur un espace européen relativement restreint, puis sur le Continent Nord Américain.

Dans cette problématique on peut mieux comprendre en quoi l'expérience démocratique de l'Occident peut-être assimilable dans d'autres lieux et dans d'autres civilisations, dès l'instant que les dirigeants et leurs peuples décident de se référer à un ensemble de valeurs et de pratiques, et acceptent de payer le prix et les contraintes que supposent ce type de développement.

Ainsi comprise la diffusion de la démocratie pluraliste dans les pays en voie de développement prend un tout autre sens que celui de « l'impérialisme » dénoncé par le marxisme léninisme et ses variantes tiers-mondistes.

[139]

a) La démocratie ne naît pas après le développement

Nous avons montré ailleurs, à propos du développement [[260]](#footnote-260), comment et pourquoi, en réalité, la pratique et les valeurs démocratiques avaient précédé ou accompagné le développement économique de l'Europe de l'Ouest et des États-Unis [[261]](#footnote-261) ou même peut-être l'avaient rendu possible dans ces pays.

Si l'on admet cette hypothèse on peut en inférer que pour les pays en voie de développement, il est d'abord fondamental de renverser le préjugé qui a dominé pendant quarante ans les politiques de développement - notamment en Afrique Noire - en faisant du développement économique un préalable incontournable, et en acceptant de faire de la démocratie pluraliste une sorte d'étape secondaire conséquence directe du processus de développement économique. Or, cette position n'a nullement été préconisée par les auteurs développementalistes comme certains tentent aujourd'hui de le dire pour leur faire porter la responsabilité de l'incurie et de l'impéritie des gouvernements « indépendants » [[262]](#footnote-262). Il suffit de rappeler que c'était au contraire une pièce essentielle de la nouvelle vulgate marxiste qui tendait à justifier l'autoritarisme socialiste par la nécessité du rattrapage économique [[263]](#footnote-263). D'autre part ce sont des praticiens et des technocrates formés à la tradition étatiste des grands commis et du colbertisme français qui ont également véhiculé en Afrique le préjugé de la priorité nécessaire du développement économique. Il serait bien paradoxal de rejeter aujourd'hui sur le développementaliste américain des années soixante, ce préjugé d'une priorité de l'économie alors que le reproche de routine qu'on leur opposait hier était le grief de dogmatisme parce qu'ils préconisaient effectivement un développement politique fondé sur les principes démocratiques liés à l'expérience démocratique de l'occident où l'on pouvait lire à l'évidence ! un préjugé ethnocentrique insoutenable [[264]](#footnote-264) !

b) La démocratie pluraliste  
n'est pas un « luxe de riche... »

L'argument moralisant des tiers-mondistes soucieux de justifier les errements passés et présents des nouveaux états indépendants, parait pour le moins contestable.

[140]

1) La valeur réformiste de la démocratie

Historiquement d'abord le sens du développement de la démocratie pluraliste en Europe du 19e au 20e siècle a été, bien au contraire, de permettre progressivement aux classes défavorisées la chance concrète d'influencer le gouvernement voire même d'exercer à leur tour le pouvoir politique : chaque étape du parlementarisme a été marquée par les vagues successives de démocratisation qui étendent continuellement par la logique même du pluralisme l'électorat effectif : bourgeoisie libérale urbaine contre l'aristocratie terrienne ; classes moyennes et notables locaux contre les élites traditionnelles ; classes ouvrières et forces syndicales contre les élites nouvelles de la société industrielle. Pour les socialistes français de Jaurès à Léon Blum comme pour les travaillistes anglais de Harold Laski à Clément Attlee le système représentatif pluraliste par sa logique parlementaire devient la condition d'accès au pouvoir. C'est cette expansion du suffrage universel lié au développement des systèmes éducatifs qui a donné les bases de la régulation démocratique de l'économie nationale. L'avènement de l'État-Providence a été essentiellement la phase ultime de ces poussées démocratiques successives. « L'État prédateur » du Tiers-Monde même affublé de l'étiquette du « socialisme africain » n'a jamais eu cette portée précisément parce qu'il prétendait mettre au second plan l'infrastructure représentative démocratique qui aurait continuellement arbitré le processus de distribution par lequel les élites « révolutionnaires » ou « conservatrices » prétendaient se justifier en s'efforçant de garder le contrôle absolu du développement économique « le F.L.N. algérien).

2) La valeur éducative de la démocratie

Si le modèle occidental peut avoir une valeur exemplaire pour les pays en voie de développement ce n'est pas pour leur offrir une formule institutionnelle toute faite mais pour leur faire comprendre en quoi c'est la logique conflictuelle de la démocratie pluraliste qui a rendu possible l'évolution - en un siècle - des sociétés industrielles par la découverte empirique et progressive d'une « règle du jeu » permettant une lutte retenue des forces politiques antagonistes.

Il ne s'agit nullement d'une harmonie préétablie - mais pas davantage d'une « lutte des classes » inexpiable - il s'agit clairement d'une prise de conscience du caractère inévitable des antagonismes sociaux et de la compétition pour la prise du pouvoir [[265]](#footnote-265). Si l'on peut parler de régulation politique c'est parce que le propre de la solution démocratique pluraliste est de faire s'exprimer les oppositions d'intérêts et de croyances afin de rechercher les solutions de compromis, capables de résoudre les conflits sans pousser les affrontements sociaux jusqu'à la « montée aux extrêmes ». Nul [141] ne peut d'emblée prétendre se substituer aux élites ou aux peuples autochtones pour trouver les solutions politiques adéquates. Du moins peut-on prétendre enseigner à ces élites et à ces peuples en quoi le modèle pluraliste est un principe de solution supérieur a ceux que les idéologies révolutionnaires ont prétendu imposer dans le « Tiers-Monde » depuis un demi-siècle au nom de leur dogmatisme.

c) Enfin ce sont les pays les plus pauvres  
et les groupes sociaux les plus démunis  
qui ont le plus besoin de démocratie

Le prolongement du mythe de « la démocratie luxe de riche » a été de légitimer intellectuellement la violence des minorités qui intervenait sur le terrain au nom de la protection des pauvres ou des prolétaires. L'engouement d'une certaine intelligentsia pour la « théologie de la révolution » née en Amérique Latine a montré que le mépris intellectuel sinon la haine du libéralisme et de la démocratie pluraliste allait bien au-delà du cercle des marxistes orthodoxes [[266]](#footnote-266).

1) La confusion idéologique : pauvre/prolétaire

La faveur durable accordée au mouvement sandiniste au Nicaragua, malgré les informations disponibles sur les pratiques de ses dirigeants était plus révélatrice encore que le mythe des « barbudos » à l'époque de Fidel Castro et de la révolution cubaine, notamment parce que les laudateurs d'Ortega n'avaient pas l'excuse de la jeunesse des années soixante, qui s'était enthousiasmée pour Che Guevara. Le caractère mythique de ces attitudes est déjà visible non seulement dans le pathos des ouvrages et des discours mais encore dans le mode de raisonnement des auteurs et de leurs partisans. Il n'est même plus question d'une position critique ou de peser le pour et le contre entre les solutions politiques et économiques libérales et l'action révolutionnaire : comme le dit candidement Gutierrez, il ne s'agit pas de « forger une théologie d'où se déduirait une politique » ou de justifier un choix. Au nom de la foi, on postule un saut dans l'inconnu. Au nom de la charité on affirme une théologie utopique qui ne tente même plus d'étudier des solutions concrètes, mais qui postule un engagement a priori. Jamais la confusion entre la notion de pauvreté au sens chrétien et la notion marxiste de « prolétariat » n'avait été poussée aussi loin.

Cependant en Amérique Latine comme ailleurs - au Cambodge par exemple l'identification entre les pauvres, le peuple et le mouvement révolutionnaire a [142] débouché à la fois sur la tyrannie, la violence et finalement sur l'échec des politiques « révolutionnaires » [[267]](#footnote-267). Pour savoir si cette identification entré les pauvres, le peuple et les révolutionnaires correspond à une réalité on ne connaît après tout qu'un critère décisif : le test des élections libres.

2) L'intérêt d'un critère « incrémentaliste »

On constate également que pour apprécier la valeur d'un gouvernement, même si le critère du mode de recrutement n'est pas suffisant, le critère des réalisations effectives devient un critère d'appoint décisif. La valeur empirique de la démocratie pluraliste repose sur cette possibilité concrète qu'elle ouvre aux « pauvres » comme aux autres minorités : la possibilité de se faire entendre [[268]](#footnote-268). Après tout les relativistes nous doivent sur ce point une analyse supplémentaire pour étayer leurs assertions : quels sont les pays où les gouvernements autoritaires révolutionnaires ont mieux résolu qu'ailleurs le problème de la pauvreté ?

En définitive ce qui est proposé aux pays en voie de développement ce n'est pas une culture politique de rechange en quelque sorte « préfabriquée » mais bien une pratique, qui ne devient « universelle » dans l'histoire et dans l'espace géopolitique que dans la mesure où elle est consacrée par les « peuples » eux-mêmes. À cet égard la démocratie pluraliste constitutionnelle est encore aujourd'hui, le seul système politique qui accepte de remettre périodiquement en question non seulement la responsabilité de ses gouvernants, mais sur une plus longue période la légitimité même du système dans son ensemble. Ce trait caractéristique fondamental suffit à distinguer radicalement la légitimité démocratique de toutes les autres formes de légitimation [[269]](#footnote-269).

C'est pourquoi l'approche analytique et critique du pluralisme comme la recherche d'un « type-idéal » d'un « État de droit » ne peut plus être rejetée a priori comme utopique en confondant l'ensemble historique d'une pratique avec les seules institutions formelles qui l'incarnent - comme l'a fait la critique marxiste jusqu'à une date récente -. Pourtant c'est cette confusion que l'on retrouve encore dans la littérature qui traite de l'exportation du modèle démocratique.

[143]

Jean-Christophe Rufin reprend ce mode de raisonnement pour critiquer « l'équation miracle : démocratie politique/développement économique ». « Croire que la démocratisation formelle suffit et que le reste ira de soi est une escroquerie intellectuelle. Quand un pays est doté d'un régime libre et représentatif, tout reste à faire » [[270]](#footnote-270). La chronique du même auteur « Le regain autocratique » s'oppose de façon provocante à l'ouvrage de J.-F. Revel « Le regain démocratique » pour critiquer la célébration béate d'un « renouveau libéral » (P. Bruckner).

On voit clairement ici que le malentendu évoqué plus haut [[271]](#footnote-271) n'est pas imaginaire et on comprend pourquoi tant de précautions sont nécessaires pour définir à propos d'un même problème, ce qu'est un modèle analytique et ce qu'est un modèle normatif de la démocratie pluraliste. C'est donc clairement à la pratique historique de la démocratie pluraliste et à la construction de son « type idéel » que nous nous référons quand nous avons posé la question provocante : la démocratie pluraliste peut-elle être exportée et doit-elle être exportée ? Si nous inclinons finalement en faveur de la réponse oui, c'est à partir d'une analyse comparative méthodique et non à partir d'une conjoncture éphémère, comme celle qu'évoquent Jean-Christophe Rufin ou ailleurs Pascal Bruckner.

[144]

ÉPILOGUE :

POUR UNE PROBLÉMATIQUE  
DE L'UNIVERSALISME

[Retour à la table des matières](#tdm)

« La diversité historique des valeurs, des croyances et des cultures est le fait l'historien et le sociologue ne peuvent pas ne pas constater ce fait premier.

Mais ils ne pourraient le donner pour dernier sans rendre impossible la science de cette diversité. L'ordre de cette diversité permet-il d'établir la fin unique de l'aventure, la destination naturelle de l'homme ou des sociétés ?...

Les chois auxquels est effectivement condamné l'homme historique parce que la science est limitée, l'avenir imprévisible, et que les valeurs sont à courte échéance contradictoires, ne sont pas démontrables.

Mais la nécessité de choix historiques, n'implique pas que la pensée soit suspendue à des décisions essentiellement irrationnelles et que l'existence s'accomplisse dans une liberté qui refuserait de se soumettre même à la Vérité ».

Raymond Aron dans ses « mémoires » [[272]](#footnote-272) nous décrit les contradictions insurmontables nées de la mise en contact de cultures différentes, mais il nous donne aussi l'espoir de les résoudre dans notre conscience historique, dans la pensée et dans l'action :

« Aujourd'hui, en ce siècle, nous sommes libérés du provincialisme propre à toutes les cultures passées, libérés du progressisme naïf, libérés aussi du relativisme .facile. La vérité des sciences, la reconnaissance de la dignité de tous, nobles ou manants, fondent nos convictions. Les événements du siècle ont dissipé nos illusions : le progrès de la science ne garantit ni le progrès des hommes, ni celui des sociétés... Comment concilier en sa pensée le droit à l'existence de toutes les cultures et l'adhésion résolue à la sienne ?... Tragique, la destruction de vieilles cultures par la civilisation occidentale, mais la tragédie ne serait le dernier mot que si un aboutissement heureux, par delà les tragédies, n'était même pas concevable. Je continue de juger concevable la fin heureuse, très au-delà de l'horizon politique, Idée de la Raison [[273]](#footnote-273).

Ailleurs, Raymond Aron notait que la diversité des cultures faisait partie des antinomies qui avaient donné à Max Weber la conviction que la « Guerre des Dieux » était inexpiable. Mais Philippe Reynaud [[274]](#footnote-274) souligne justement à propos de la pluralité des castes, - comparaison menée par Weber lui-même, comme illustration de son [145] propos - que le conflit est à son comble quand il oppose des systèmes de valeurs qui aspirent également à l'universalité.

La force critique de l'universalisme

Octavio Paz a admirablement montré pourquoi et comment l'Inde traditionnelle avait essayé passionnément d'abolir, littéralement, l'Histoire :

« Dès le début, l'Inde a cherché à abolir l'Histoire par la critique du temps et à résoudre le problème de la pluralité des sociétés et des communautés historiques par le régime des castes ».

« Bouddhisme et brahmanisme nient l'Histoire. Pour l'un et l'autre, le changement, loin d'être une manifestation positive de l'énergie, est le royaume illusoire de « l’impermanence ». En présence de groupes ethniques hétérogènes - chacun possédant une langue, une tradition, un système de parenté et un culte propres -, la civilisation indienne adopte une solution contraire : non pas la dissolution, mais la reconnaissance de chaque particularité et son intégration dans un système plus vaste. La critique du temps et le régime des castes sont les deux pôles complémentaires et opposés du système indien. Par le moyen de l'une et de l'autre, l'Inde tend à abolir l'histoire ».

C'est exactement a ce niveau que le problème méthodologique et scientifique du comparatisme et du relativisme culturel rejoint « volens nolens » le niveau épistémologique et la réflexion philosophique classique. D'ailleurs dans l'exemple cité, si le conflit lié au pluralisme des castes est nié dans l'ordre hiérarchique de l'Inde ancienne, il devient probable dès que la logique de la rationalité moderne se met en place [[275]](#footnote-275).

Or même si l'on est, comme Max Weber, parfaitement conscient au plan historique et sociologique, du conflit inévitable des représentations du monde, on n'a pas pour autant le droit de construire une philosophie sur ce constat [[276]](#footnote-276). On peut reprendre, mot pour mot, à propos des cultures ce que Philippe Reynaud dit des représentations du monde :

« De même, je peux dire que toutes les représentations du monde sont équivalentes (également vraies ou également fausses) mais je ne peux pas penser cette thèse, non seulement parce qu'elle est contradictoire mais surtout parce que je [146] ne peux pas la vivre dès lors que je défends la validité des valeurs que j'ai choisies ».

C'est encore Raymond Aron qui nous permet d'éviter ici le reproche de nihilisme que Léo Strauss comme Allan Bloom [[277]](#footnote-277) adressaient à Max Weber.

La portée universelle de la science.

En effet si nous tenons tellement à vérifier empiriquement les constats du comparatisme juridique c'est parce que « l'affirmation de la valeur objective de la science fait d'elle-même, signe vers une éthique universelle » [[278]](#footnote-278), le refus de l'idée d'une absolue incohérence de la diversité culturelle est de même nature que l'affirmation d'une certaine unité de l'histoire.

De même que l'analyse conflictuelle de la démocratie pluraliste [[279]](#footnote-279) n'est pas incompatible avec l'espoir d'une conciliation continue des forces politiques antagonistes dans un « État de Droit », de même l'analyse comparée de la diversité des systèmes politiques et des cultures n'exclue nullement une espérance universaliste en la réconciliation.

C'est de cette façon que nous avons toujours compris et défendu le sens des ouvrages comparatistes américains, que les critiques néo-marxistes et sociologistes continuent à vitupérer sans rétablir cette filiation weberienne essentielle cependant à leur compréhension.

Pour comprendre pourquoi l'analyse comparatiste critique n'est nullement incompatible, par ailleurs, avec l'espérance en la possibilité finale d'une réconciliation démocratique, il fallait en effet, retracer méthodiquement cette filiation universitaire.

C'est pourquoi nous avons rappelé que, dans la tradition analytique, cet espoir dans la démocratie ne saurait constituer un obstacle à la rigueur scientifique du comparatisme. Mais il n'en est pas moins essentiel de souligner, en concluant, que cette mise en relation de la tradition scientifique et de la philosophie demeure la condition « sine qua non » de la compréhension de sa méthodologie et de son épistémologie.

Pour ne pas être enfermé dans le débat insoluble du subjectivisme et de l'objectivisme, Paul Ricoeur ajustement montré, à propos de l'individu, qu'il pouvait être fécond de distinguer deux pôles de l'identité humaine. C'est entre ces deux pôles [147] que l'individu peut espérer construire son identité par l'analyse de soi et par le récit qui seul peut, à la longue, fixer les rapports de l'identité de caractère et de la continuité de soi dans les aléas de la vie.

La construction de l'identité nationale

Ainsi, selon Ricoeur, nous ne pouvons connaître l'individu qu'à travers la représentation d'une identité construite progressivement par le récit.

Dans son effort pour comprendre les identités collectives le comparatiste peut tirer utilement profit de cette intuition philosophique. De même, l'identité d'un peuple ou d'une nation n'est pas donnée une fois pour toutes, malgré la prétention inverse du moment, de ses dirigeants, - et surtout des commentateurs extérieurs - qui veulent en réifier les caractères spécifiques, par hostilité fondamentale aux valeurs démocratiques universalistes dont le seul tort serait finalement d'avoir trouvée leur expression historique dans une petite péninsule de l'occident.

Comme l'a lumineusement montré Jacques Ellul [[280]](#footnote-280) :

« L'Occident c'est l'univers de la parole, raisonnable du discours suivi et raisonné. L'homme a inventé la parole. Les civilisations ont inventé le discours. Et parmi tous les discours possibles, l'occident est sorti du discours mythique du formulaire magique de l'identification de la parole à l'action, de l'ésotérisme prophétique ou poétique, de la contraction rituelle, de l'exaltation incantatoire pour tracer une nouvelle route parmi tous ces discours possibles, celle du discours raisonnable ».

Ainsi J. Ellul souligne à bon droit que ce que l'universalisme occidental a inventé en propre, c'est ce lien entre la rationalité et le langage. C'est la même conviction, qui nous conduit ici à considérer que le modèle démocratique peut-être appelé sur le plan politique à jouer à travers le monde, le même rôle universel que le langage rationnel et critique a pu déjà y jouer, en réalité, dans cette très brève période qui n'a débuté après tout qu'avec le début du siècle [[281]](#footnote-281).

[148]

Aussi conclurai-je en plein accord avec Ellul, sur le relativisme culturel - auquel on pourrait ajouter aujourd'hui « la pensée politiquement correcte »-.

« Le vice de ce temps est l'attaque sournoise non déclarée. On prétend (en apparence) conserver tout l'acquis du monde occidental. Cependant qu'en réalité on brise la construction projetée, on en disperse les structures au vent des passions et des engagements successifs et incohérents... Il faut choisir ici encore on ne peut pas tout avoir et cumuler tous les avantages »...

[149]

**La politique comparée en questions.**

***LA DÉMOCRATIE PLURALISTE EST-ELLE EXPORTABLE ?  
UNIVERSALISME DÉMOCRATIQUE  
ET RELATIVISME CULTUREL***

ORIENTATION  
BIBLIOGRAPHIQUE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[150]

[151]

BIBLIOGRAPHIECHRONOLOGIQUE DE L'ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT\* DANS LA TRADITION ANALYTIQUE AMERICAINE

La perspective chronologique permet de récuser les périodisations artificielles et de montrer que les recherches dans cette perspective interactionniste ne se réduisent pas aux années soixante...

APTER David E., *The Political Kingdom in Uganda,* Princeton : U.P., 1961. *The* *Gold Coast Transition,* Princeton : U.P., 1955,

KAHIN, PAUKER, PYE, « Comparative Politics of Non-Western Countries », *Am. Pol. Scie. Rev*., 49, 1955.

ROGGS, Fred W., « Agraria and Industria : Towards a Typology of Comparative Administration » in Siffin, ed., *Towards a Comparative Study of Public Administration,* Indiana U.P., 1957.

LERNER, D., *The Passing of Traditional Society,* The Free of Glencoe, 1958.

APTER, « A comparative method for the study of politics », *Am. Journal* Soc., LXIV, no 3, nov. 1958.

Also in Eulau etc. eds., *Political Behaviour,* pp*.* 82-94.

LIPSET, S.M., 1959, « Some social requisites of democracy : Economic development and political legitimacy ». *The American Political Science Review,* 53(l) : 69-105.

SHILS, E., « The Intellectuals in the Political Development of the New States », *World Politics,* 12, 1959-60.

LIPSET, S.M., 1960, *Political Man. The Social Bases of Politics.* New York Doubleday ; 1983, expanded and updated. London : Heinemann.

SHILS, E., *Political Development in the New States,* The Hague, Mouton and Co., 1960.

[152]

ALMOND and COLEMAN eds., *The Politics of the Developing Areas,* Princeton, U.P., 1960.

ALMOND, G.A., 1960/1964. « Introduction : A Functional Approach to Comparative Politics ». In *The Politics of the Developing Areas,* eds. G.A. Almond and J.S. Coleman. Princeton, NJ : Princeton University Press.

ALMOND, G.A. and COLEMAN, J.S., eds., *The Politics of the Developing Areas.* Princeton, NJ : Princeton University Press, 1960/1964.

COLEMAN, J.S., Conclusion : « The Political Systems of the Developing Areas ». In *The Politics of the Developing Areas,* ed. G.A. Almond and J.S. Coleman. Princeton, NJ : Princeton University Press. 1960/1964.

DEUTSCH, K.W., « Social mobilization and political development ». *The American Political Science Review,* 60 (3) : 493-514, 1961.

PYE, L., « The Non-Western Political Process », *Journal of Politics,* XX*,* 1961. aussi in ECKSTEIN H. and APTER, D.A. *Comparative Politics,* pp*.* 657-665.

BINDER, L., *Iran, Political Development in a Changing Society,* Berkeley, Univ. California Press, 1962.

FINER, S.E., *The Man on Horseback,* Londres, Pall Mall Press, 1962.

KAUTSKY, J.H., ed., *Political Change in the Under-developped Countries,* New York, Wiley, 1962.

MOHNOT, S.R., *Concentration of Economic Power in India.* Allahabad : Chaitanya Publishing House, 1962.

SHILS, E., *Political Development in the New States,* The Heigue, Mouton, 1962.

ALMOND, G., and VERBA, S., *The Civic Culture,* Princeton, U.P., 1963.

BANKS, A.S., and TEXTOR, R.B., A *Cross-Polity Survey.* Cambridge (Mass.) Institute of Technology press, 1963.

CUTRIGHT, P., *« National political development : Measurement and Analysis ». American Sociological Review,* 28 (2) : 253-264.

DEUTSCH, W., and FOLTZ, J., eds., *Nations-Building,* Atherton Press, 1963.

EISENSTADT, S.N., *The Political Systems of Empires,* Free Press of Glencoe, 1963.

[153]

MACRIDIS, R.C., « A survey of the Field of Comparative Government ». In *Comparative Politics.* A Reader, eds. H. Eckstein and D. Apter. London : Free Press of Glencoe, 1963.

RUSTOW, D.A., « New Horizons for Comparative Politics ». *In Comparative Politics. A Reader,* eds. H. Eckstein and D. Apter. London : Free Press of Glencoe, 1963.

BENDIX, R., *Nation-Building and Citizenship, Studies of our Changing Social Order,* New York, J. Wiley, 1964.

COLEMAN, S., and ROSBERG, G. JR., eds., *Political Parties and National Integration in Tropical Africa.* Berkeley : University of California Press, 1964.

JANOWITZ, M., *The Military in the Political Development of few Nations,* Chicago, U.P., 1964.

RUSSETT, B.M., et al., *World Handbook of Political and Social Indicators.* New Haven : Yale University Press, 1964.

WORSLEY, *The Third World,* London, Weidenfeld and Nicolson, 1964.

ALMOND, G.A., « Comparative Political Systems », *Journal of Politics,* Vol. 18, 1965.

APTER, D., *The Politics of Modernization,* Chicago University Press, 1965.

JORGANSKI, A.F.K., *The Stages of Political Development,* New York, Knopf, 1965.

LEWIS, W.A., *Politics in West Africa.* London : Allen & Unwin, 1965.

ALMOND, G., POWELL, B., *Comparative Politics : a Developmental Approach,* Boston, Little Brown and co., 1966.

EISENSTADT, S., *Modernization : Protest and Change,* Englewood Cliffs, PrenticeHall, 1966.

LAPALOMBARA, J., and WEINER, M., « The Origin and Development of Political Parties ». In *Political Parties and Political Development,* eds. J. Lapalombara and Weiner, M., Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1966.

Voir également LA PALOMBARA J., ed., *Bureaucracy and Political Development.*

BUSIA, K.A., Africa *in Search of Democracy.* London : Routledge and Kegan Paul, 1967.

[154]

NEUBAUER, D.E., 1967 « Somme conditions of Democracy ». *The American Political Science Review,* 61 (4) : 1002-9.

PYE, L., *Aspects of Political Development,* Boston, Little Brown, 1967.

RUSTOW, D.A., *A World of Nations.* Washington : The Brookings Institution, 1967.

HUNTINGTON, S., *Political Order in Changing Societies,* New Haven (Mass.), Yale University Press, 1968.

OLSEN, M.E., 1968 « Multivariate Analysis of National Political Development ». *American Sociological Review,* 33 (5) : 699-712.

RUSSETT, B.M., « Inequality and Instability. The Relation of Land Tenure to Politics ». In *Readings in Modern Political Analysis,* eds. Dahl, R.A., and Neubauer, D.E. Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall, 1968.

BLONDEL, J., *An Introduction to Comparative Government.* London : Weidenfeld and Nicholson, 1969.

MOORE, B., *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie,* trad. fr., Paris, Maspéro, 1969 (première éd. américaine, 1966).

RUSSETT, B.M., *Trends in World Politics.* London : Macmillan, (1965) 1969.

BANKS, A.S., « Modernization and Political Change : The Latin American and Amer-European Nations ». *Comparative Political Studies,* 2 (4) : 405-418, 1970.

CUTRIGHT, P., and Wiley, J.A., *Modernization and Political Representation : 1927-1966.* New Brunswick, N.J. : Rutgers University, 1970.

PRIDE, R.A., *Origins of Democracy : A Cross-National Study of Mobilization, Party Systems, and Democratic Stability.* Berverly Hills : Sage Publications, 1970.

WINHAM, G.R., « Political development and Lerner's theory : Further Test of a Causal Model ». *American Political Science Review,* 64 (3) : 810-818.

KAMARCK, A.M., *The Economics of African Development.* Rev. ed. New York : Praeger, 1971.

BANKS, A.S., « Correlates of democratic performance ». *Comparative Politics,* 4 (2) 217-230, 1972,

BLAUSTEIN, A.P., and G.H. FLANZ, eds., *Constitutions of the Countries of the World.* Dobbs Ferry, NY : Oceana Publications, 1973.

[155]

EISENSTADT, S., ROKKAN, S., ed., *Building States and Nations,* Beverly Hills, Sage Publications, 2 vol., 1973

MAY, J.D., *Of the Conditions and Measures of Democracy.* Morristown, NJ : General Learning Press, 1973.

O'DONNELL, G.A., *Modernization and Bureaucratic-Authoritarianism Studies in South American Politics.* Berkeley : Institute of International Studies, University of California, 1973.

KRISTENSEN, T., *Development in Rich and Poor Countries. A General Theory with Statistical Analyses.* New-York : Praeger, 1974.

COULTER, *P., Social Mobilization and Liberal Democracy. A Macroquantitative Analysis of Global and Regional Models.* Lexington, MA : Lexington Press, 1975.

GUTTERRIDGE, W.F., *Military Regimes in Africa.* London : Methuen, 1975.

KAMARCK, A.M., *The Tropics and Economic Development. A Provocative Inquiry into the Poverty of Nations.* A World Bank Publication. Baltimore : The World Bank, Johns Hopkins University Press, 1976.

CHERNICK, S.E., *The Commonwealth Caribbean. The Integration Experience.* Baltimore : The John Hopkins University Presse, 1978.

LINZ, J.J., *Crisis, Breakdown, and Reequilibration. In The Breakdown of Democratic Regimes,* eds. Linz, J.J., and A. Stephan and Baltimore : John Hopkins University Press, 1978.

BOLLEN, K . A., 1979. « Political Democracy and the Timing of Development ». *American Sociological Review,* 44(4) : 572-587.

IRAQ. *A Country Study,* Washington, DE : U.S. Government Printing Office, 1979.

SMITH, T., « The Underdevelopment of Development Literature : The Case of Dependency Theory ». *World Politics,* 31, no 2 (July) : 247-285, 1979

BOLLEN, K.A., « Issues in the Comparative Measurement of Political Democracy ». *American Sociological Review,* 45 (3) : 370-390, 1980.

BANKS, A.S., An index of socio-economic development 1869-1975. *The Journal of Politics,* 43 : 390-411.

[156]

KIRKPATRICK, J.J., « Democratic Elections, Democratic Government, and Democratic Theory » in *Democracy at the Polls. A Comparative Study of Competitive National Elections,* eds. D. Butler et al. Washington, DC : American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981.

HETTNE, B., *Development Theory and the Third World,* helsingborg : Sarec, 1982.

GELLNER, D., « Max Weber : Capitalism and the Religion of India », *Sociology,* 16*,* no 4 (novembre) : 526-543, 1982.

LEITERIE, J.W., and BERTRAND A.F.M., « Social Welfare, its economic and political determinants : A comparison of 115 countries. » Paper presented at the IPSA World Congress, Rio de Janeiro, 1982.

LINZ, J.J., « The Transition from Authoritarian Regimes to Democratic Political Systems and the Problems of Consolidation of Political Democracy ». IPSA Tokyo Round Table, March 29-April 1, 1982.

BOLLEN, K.A., « World system position, dependency, and democracy : The crossnational evidence ». *American Sociological Review,* 48 : 468-479, 1983.

GELLNER, E., 1983, *Nations and Nationalism.* Cornell university Press, Ithaca, N.Y. Trad. fr. *Nations et Nationalisme*, Payot, 1989.

SKLAR, R.L., « Democracy in Africa », *African Studies Review,* vol*.* 26, nos 3-4, septembre-décembre, 1983.

WEINER, M., *India at the Polls, 1980. A Study of the Parliamentary Elections.* Washington, DC : American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1983.

HUNTINGTON, S.P., 1984, « Will More Countries Become Democratic ? », Political *Science Quarterly,* 99 (2) : 193-218.

BERG-SCHLOSSER, D., 1985 « On the Conditions of Democracy in Third World Countries ». Paper presented at the IPSA World Congress, Paris, July 15-20.

GASTIL, R.D., 1985 « The Past, Present, and Future of Democracy. » *Journal of International Affairs,* 38 (2) : 161-179.

VANHANEN, T., 1985 « The State and Prospects of Democracy in the 1980s ». Paper presented at the IPSA World congress, Paris.

BINDER, Leonard, « The Natural History of Development Theory ». *Comparative Studies in Society and History,* 28, 1986.

[157]

DIAMOND, L., J.J. LINZ, and S.M. LIPSTET, 1986. « Developing and Sustaining Democratic Governement in the Third World ». Prepared for delivery at the 1986 Annual Meeting of the American Political Science Association, August 28-31, Washington, DC.

NELLIS, J.R., *Public enterprises in Sub-Saharan Africa.* World Bank Discussion Papers. Washington, DC : The World Bank, 1986.

O'DONNEL, G., and P.C. SCHMITTER, *Transitions from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions about Uncertain Democracies.* Baltimore : The John Hopkins University Press, 1986.

WHITEHEAD, L., « International Aspects of Democratization ». In *Transitions from Authoritarian Rule. Comparative Perspectives,* eds. G. O'Donnel et al. Baltimore : John Hopkins University Press, 1986.

BERG-SCHLOSSER, D., 1987. « Three Paths to Democracy in Third World Countries ». Paper presented at the ECPR Joint Sessions of Workshops, Amsterdam, April 10-15.

BERTRAND, T.F.M., and R.A.G. Van PUIJENBROEK, 1987. « The Measurement of Democracy in Cross-National Research : The Construction of a Scale ». Paper presented at the ECPR Joint Sessions of Workshops, Amsterdam, April 10-15.

DELURY, G.E., ed., « Far East and Pacific ». In *Democracy. A Worldwide Survey,* ed. R. Wesson. New York : Praeger, 1987.

DIAMOND, L., Sub-Saharan Africa. In *Democracy. A Worldwide Survey,* ed. R. Wesson. New York : Praeger, 1987.

HAYWARD, F.M., ed. *Elections in Independent Africa.* Boulder : Westview Press, 1987.

HAYWARD, F.M., and GROVOGUI, S.N., « Persistence and Change in Senegalese Electoral Processes ». In *Elections in Independent Africa,* ed. F.M. Hayward. Boulder Westview Press, 1987.

HAYWARD, F.M., and KANDEH, J.D., « Perspectives on Twenty-Five Years of Elections in Sierra Leone ». In *Elections in Independent Africa,* ed. F.M. Hayward. Boulder : Westview Press, 1987.

HUTINGTON, P., et WEINER, *Understanding Political Development.* Little, Brown, Boston, 1987.

158]

LETTERIE, J.W., and VAN PUIJENBROEK, R.A.G., 1987. « Determinants of Democracy : A cross-sectional analysis ». Paper presented at the ECPR Joint Sessions of Workshops, Amsterdam, April 10-15.

VANHANEN, T., « What Kind of Electroal System for Plural Societies ? India as an Example ». In *The Logic of Multiparty Systems,* ed. M.J. Holler. Dordrecht : Martinus Niihoff Publishers, 1987.

WESSON, R., ed., *Democracy. A Worldwide Survey.* New-York : Praeger. ed., 1988.

BANKS, A.S., ed., *Political Handbook of the World 1988.* New-York : CSA Publications, 1988.

COPPEDGE, M., and REINICKE, W., « A Scale of Polyarchy ». In *Freedom in the World. Political Rights & Civil Liberties 1987-1988,* ed. R.D. Gastil. New York : Freddom House, 1988.

COULON, C., « Senegal : The Development and Fragility of Semidemocracy. In *Democracy in Developing Societies ».* Vol.2. *Africa*, eds. L. Diamond et a]. Boulder : Lynne Rienner, 1988.

DIAMOND, L., « Introduction : Roots of Failure, Seeds of Hope ». In *Democracy in Developing Countries.* Vol. 2 *Africa*, eds. L. Diamond et al. Boulder : Lynne Rienner, 1988.

DIAMOND, L., « Nigeria : Pluralism, Statism, and the Struggle for Democracy ». In *Democracy in Developing Societies.* Vol*.* 2. *Africa*, eds. L. Diamond et al. Boulder : Lynne Rienner, 1988.

DIAMOND, L., and D. GALVAN, « Sub-Saharan Africa » *In Democracy World Survey* 1987, ed. R. Wesson. Boulder : Lynne Rienner, 1988.

DIAMOND, L., J.J. LINZ, and S.M. LIPSET, eds. *Democracy in Developing Countries. Africa.* Vol*.* 2 ; *Asia.* Vol*.* 3. Boulder : Lynne Rienner, 1988.

DIAMOND, L., J.J. LINZ, and S.M. LIPSET, eds. « Democracy in Developing Countries : Facilitating and Obstructing Factors ». *in Freedom in the World. Political Rights & Civil Liberties 1987-1988,* ed. D. Gastil. New York : Freedom House, 1988.

GASTIL, R.D., *Freedom in the World, Political Rights & Civil Liberties 1987-1988.* New York : Freedom House, 1988.

GUPTA, J.P., « India : Democratic Becoming and Combined Development ». In *Democracy in Developing Countries.* Vol.3. *Asia,* eds. L. Diamond.

[159]

HUNTINGTON, S.P., « No Exit : The Errors of Endism ». *The National Interest,* no 17 (Fall) : 11, 193-218, 1989.

RUSTOW, D.W., « Democracy : A Global Revolution ? » *Foreign Affairs,* 69, no 4 (Fall) : 75-91, 1990.

VANHANEN, *The Process of Democratization : A Comparative Study of 147 States, 1980-88,* New York : Taylor & Francis, 1990.

HUNTINGTON, S.P., « Religion and the Third Wave ». *The National Interest,* no 24 (Summer) : 29-42, 1991.

SORENSEN, Geog, *Democracy, Dictatorship and Development. Economic Development in Selected Regimes of the Third World,* London and New York : Macmillan and St. Martin's Press, 1991.

SARTORI, Giovanni, (1962a). *Democratic Theory.* Detroit : Wayne State University Press.

SARTORI, Giovanni, (1962b). « Dittatura. » *Enciclopedia del Dirino,* Vol. 11*.* Milano : A. Giuffré.

SARTORI, Giovanni, (1967). « Members of Parliamento. In *Decisions and Decision Makers in the Modern State.* Paris : UNESCO.

SARTORI, Giovanni (1968). « Political development and political engineering. » In John D Montgomery and Albert O. Hirschman (eds.), *Public Policy,* Vol*.* 17. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

SARTORI, Giovanni (1969). « From the sociology of politics to political sociology ». In S.M. Lipset (ed.), *Politics and the Social Sciences.* New York : Oxford University Press, pp. 65-100.

SARTORI, Giovanni (1970). « The typology of party systems - proposals for improvement ». In Erik Allardt and Stein Rokkan (eds), *Mass Politics.* New York : Free Press, pp. 322-352.

SARTORI, Giovanni (1970a). « Concept misformation in comparative politics ». *The American Political Science Review,* 64 : 1033-1053.

SARTORI, Giovanni (1970b). « The typology of party systems - proposals for improvement ». In Erik Allardt and Stein Rokkan (eds.), *Mass Politics : Studies in Political Sociology.* New York : Free Press.

[160]

SARTORI, Giovanni (1973), *Théorie de la démocratie,* Trad. Franc. - Paris, A. Colin.

SARTORI, Giovanni (1974), « Rivistando il 'pluralismo polarizzato'. » In Fabio L. Cavazza and Stephen R. Graubard (eds.), Il *Caso Italiano :* Italiaanni'70. Milano Garzanti.

SARTORI, Giovanni (1975), Will democracy kill democracy ?, *Government and Opposition,* Summer.

SARTORI, Giovanni (1978), Ani-elitism revisited, *Government and Opposition,* 13, 1, Winter, p. 58-80.

[161]

LA POLITIQUE COMPARÉE EN QUESTIONS.

**THÈME ET VARIATION**

“CLASSIFICATIONS  
ET TAXONOMIES :  
ESSAI DE RECONSTRUCTION.”

Par Daniel-Louis SEILER

[Retour à la table des matières](#tdm)

Pour l'une des meilleures méthodologues des sciences sociales, Madeleine Grawitz, les classifications représentent une « étape importante de construction d'une science et de la formation de l'esprit scientifique » [[282]](#footnote-282). S'il entend mériter le nom de science, qu'il s'attribue allègrement, le « savoir politique » ne devrait pas échapper à l'emprise de « la raison classificatoire ».

Pourtant, si dans la pratique majoritaire des chercheurs qui se reconnaissent en elle, la science politique recourt aux classifications et ce depuis l'origine, une minorité tonitruante de chercheurs les dénoncent, c'est que « la science politique est fille incestueuse de l'histoire et du Droit » (Cot et Mounier). Du second elle reçut en héritage un riche apanage : la grande tradition typologique d'une discipline qui fonctionne essentiellement sur le mode classificatoire. Héritage qu'elle entreprit d'emblée de faire fructifier en s'attachant à classer régimes et partis politiques. C'est cette première école de politistes à vocation comparatiste que Jean Blondel nomme les constitutionnalistes. Nombre d'entre-eux venaient du Droit public et abordèrent la politique au moyen de l'appareil conceptuel de leur discipline d'origine. Il y a quelques trente ans, Bertrand de Jouvenel constatait déjà que de « l'éminente contribution des juristes à la science politique, il s'en suit que celle-ci, quant à sa partie positive, a été longtemps description d'une configuration légale plutôt que d'une configuration réelle. L'observation des faits dont Tocqueville avait donné l'exemple a conduit à une anatomie plus exacte du corps politique. Ces anatomies plus exactes permettent une classification pratiquement plus utile que la classification selon les constitutions légales » [[283]](#footnote-283). La science politique hérita de son père, le Droit, la capacité de classer de façon morphologique, de sa mère l'Histoire, elle reçut en héritage le doute et la difficulté d'être. En effet, depuis plus d'un siècle, l'histoire est secouée par la présence de deux champs analytiques dont les pôles sont respectivement formés par les tenants [162] d'une science historique du temps, mesure de l'homme, et ceux d'une histoire qui raconte des intrigues. Les Français incarneront, volontiers, ces deux pôles en Fernand Braudel et Paul Veyne. Le legs est présent : plus que l'histoire, la science politique doute d'elle-même, les politistes ne s'entendent pas quant à la construction de son objet et se disputent quant à sa scientificité. Le rejet de la comparaison en général et la taxinomia partage ainsi avec la Mathesis la même vocation : être vouée aux gémonies.

Le gros du contingent hostile à la comparaison est formé par un courant, postweberien et néo-kantien, les phénoménologues qui entent s'inscrire dans le sillage de Schutz et de Wynch. On peut, à leur endroit, user du concept de « réaction obscurantiste » que Raymond Boudon inventa pour désigner les adversaires de principe des méthodes quantitatives car ce sont les mêmes [[284]](#footnote-284). Ces épigones, nombreux en Allemagne et en Angleterre, voient dans la nécessaire distinction entre connaissance généralisante et connaissance individualisante une incompatibilité absolue ; entre celles-ci passe une frontière immuable. Afin que nul ne franchisse la limite sacrée, tracée entre l'esprit et la nature, ils ont résolu d'y monter la garde, les pieds coulés dans le bronze de leurs certitudes éternelles. Ils tirent ainsi sur tout ce qui bouge, sur tout ce qui, de près ou de loin, s'apparente à la démarche des sciences de la nature : sur tout systématisme, sur toute généralisation, sur toute formalisation et sur toute classification. Confondant sociologie spontanée et sociologie compréhensive, jugement de valeur et rapport aux valeurs, ces aimables subjectivistes se montrent plus rickertiens que Rickert et même plus strictement dilthéens que Dilthey. On reviendra à la souplesse et à la subtilité de Weber pour conclure que connaissance individualisante et singularisante sont mêlées et que la première domine dans les sciences humaines tandis que la seconde domine les sciences de la nature.

La fureur des Walkyries phénoménologiques d'Outre-Rhin et d'Outre-Manche vient de trouver un substitut fonctionnel dans la science politique française avec les « déconstructeurs ». D'importance inégale les deux écoles - les déconstructeurs s'apparentant davantage à une secte - correspondent à la même réaction obscurantiste qui elle-même découle de la difficulté existentielle que la science politique hérita de l'histoire. Nos déconstructeurs présentent bien des traits caractéristiques des réactions obscurantistes : même refus de « l'objectivisme », même tendance à constituer des chapelles, même allergie aux taxinomies, etc.

De manière fort intéressante, la démonologie des déconstructeurs nous a assigné une petite place dans son pandémonium. Fait qui resterait sans intérêt, si l'exposé des motifs de leur jugement à mon encontre n'était révélateur de la réaction obscurantiste face à « la raison classificatoire ». Disciple de Pierre Bourdieu, malheureusement contaminé par le virus déconstructeur, Michel Offerlé résume très bien la critique déconstrutrice. Que nous est-il reproché ? De ne pas recourir aux idéaltypes wébériens et ce faisant d'instituer « le chercheur en position de juge suprême de la lutte des classements », de voir le typologiste s'« instituer le Buffon de la science politique », [163] de recourir à l'idée de famille politique dont on sent a priori la dimension métaphorique (filiation, parenté, souche, lignée, mariage, divorce, descendance, tradition, couple, parti-frère, voire la « vieille maison » de Léon Blum) » et qui « ne sera jamais un concept sociologique » [[285]](#footnote-285).

Reprenons les trois points de l'argumentation dans l'ordre inverse où ils furent avancés.

1. Concept de famille politique

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le propos tenu sur le concept de famille politique est fort intéressant et fait inévitablement songer au discours que tiennent nombre de « psy ». Cependant il se fait que famille est un concept dont use la taxinomie depuis plusieurs siècles. La question est de savoir si, lorsqu'au XVIIIe siècle, Linné scrutait les pistils et étamines des plantes, son inconscient était travaillé par les problèmes de mariage, de divorce, de tradition ou de couple ou, qui sait, par les rapports entre ses parents. Que le concept de taxinomie possède une dimension métaphorique et évident, car il pose l'existence d'une généalogie entre les éléments de la classification. Il possède également une dimension métonymique si le modèle taxinomique entend reconstruire une genèse qui existerait dans la réalité.

Pauvre Buffon ! Il n'avait vraiment pas mérité cela, lui qui consacra une partie de son œuvre à réfuter les taxinomies fixistes de Linné ! La contribution de Buffon à la taxinomie du vivant - il entendait dépasser ce stade - est peu importante comparée à celle de Michel Adanson, l'auteur en 1763 des Familles de plantes (tiens, lui aussi). Buffon fait figure, selon la formule de Patrick Tort, « de timide amateur d'hypothèse » [[286]](#footnote-286). La démarche taxinomique des sciences de la vie comprend les précurseurs, par exemple Tournefort (1694), jusqu'à Linné qui en 1737 et 1738 établit une classification dont la nomenclature reste encore d'usage ; quant au dépassement du fixisme il s'opéra avec Jussieu et surtout Adanson ouvrant ainsi la voie à Etienne Geoffroy Saint-Hillaire, et par delà à Cuvier, à Lamark et, bien sûr, à Darwin. Dans le discours scientifique, la méthode inventée aura un « retentissement comme modèle de toute classification possible ». Démarche à laquelle recourt, dès le XIXe siècle, la théorie de la connaissance, pour classer les disciplines du savoir et la linguistique utilise le concept de famille de langues. Qu'il faille attendre les années quatre-vingt pour qu'on débatte du concept de famille politique, c'est-à-dire plus d'un siècle après les familles linguistiques, témoigne de la prime jeunesse de la science politique. Que des chercheurs entendent, deux siècles après Adanson, y transposer le modèle [164] taxinomique devrait être chose banale. En l'occurrence notre propos limite son ambition, non à la science politique, mais au domaine constitué par l'étude des partis où la voie fut ouverte par Maurice Duverger dès les années cinquante.

2. Taxinomies

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les remarques d'Offerlé concernant tant le concept de famille politique que l'œuvre de Buffon, témoignent de la part de leur auteur, d'une ignorance - au demeurant fort commune en science politique - des développements de l'histoire et de l'épistémologie des sciences ainsi que des débats qui animent les sciences de la nature. Combien de politistes, combien de sociologues confondent allégrement les apports respectifs de Buffon, Linné ou Cuvier ? Combien de politistes partagent la culture scientifique de Norbert Elias, Edgar Morin, Louis Dumont, Abraham Moles et d'autres, qui valent à la sociologie de ne pas mériter le qualificatif de béotienne ? Bertrand de Jouvenel, bien sûr, mais si on s'en tient à des publications à l'échelle de la décennie, nous ne voyons que François Borella.

La référence au chercheur, institué juge suprême, procède de la même logique. Il importe de distinguer les critères distinctifs, les règles qui fondent la taxinomie d'une part, de l'opération classificatoire qui consiste à imputer chaque élément observable à une catégorie taxinomique, d'autre part. De même qu'il faut distinguer une méthode de calcul donnée d'une part, de l'activité calculatrice du quidam simplex qui use de cette méthode de l'autre. Ce n'est pas parce que ce dernier aligne mal les chiffres et se trompe dans son addition, qu'il faille en conclure à la non-validité de l'arithmétique. Pourtant celle-ci fut inventée par les hommes et comme l'affirmait Wittgenstein, à propos du fondement des mathématiques : « Enseigne-les et tu les aura fondées » [[287]](#footnote-287).

La taxinomie ainsi fondée constitue indéniablement un complexe discursif, ce qui ne l'empêche nullement de présenter un caractère de système et donc de posséder une logique propre ainsi que des règles de fonctionnement indépendantes de la conscience du chercheur qui entend les utiliser. Chaque catégorie taxinomique se définit au moyen de marques formelles qui permettent l'imputation des éléments à classer et la totalité de ceux-ci doit être prise en compte car « la démarche classificatoire se subordonne au projet d'exhaustivité descriptive et comparative en même temps à l'organisme considéré isolément (recensement de toutes ses parties et de tous les caractères dont elles sont porteuses), et aux organismes considérés dans leur population totale (...). Cela explique que la « méthode naturelle » soit un horizon méthodologique plutôt qu'une méthode en acte : toujours nécessairement inachevée, voire inachevable, indéfiniment améliorable, jamais véritablement opératoire » [[288]](#footnote-288).

[165]

On peut, sans audace excessive, formuler l'hypothèse que tout individu humain, au cerveau normalement constitué - après avoir été, dès sa naissance, dûment socialisé dans une culture donnée - est parfaitement capable d'assimiler les procédures d'utilisation des complexes discursifs produits dans la dite culture. Ce faisant le politiste qui classe les partis politiques n'est ni plus, ni moins, juge suprême que le botaniste qui classe les plantes, le zoologiste qui le fait avec les animaux ou encore le linguiste ou le juriste qui opèrent respectivement avec les langues ou avec les régimes constitutionnels. On peut évidemment remplacer l'opérateur humain par une machine mais se posera alors la question du codage, on peut actuellement réduire l'intervention humaine, pas l'éliminer. Mais là n'est pas le problème. En définitive il importe que l'opération classificatoire soit reproduite et vérifiable par et pour tout un chacun pourvu qu'il dispose des règles et des procédures du système taxinomique dont usa le premier opérateur. Celui-ci étant un « juge humain », c'est-à-dire ni Dieu, ni démon de Laplace, ni davantage Juge suprême, il se révèle faillible, mal informé, donc amendable et perfectible. Ceci n'invalide en rien la taxinomie elle-même.

Ainsi, Monsieur Offerlé a parfaitement raison de souligner que les mots désignant les catégories taxinomiques « sont des mots sociaux qui, comme tels, sont constamment l'objet d'investissements contradictoires et l'enjeu de luttes sociales » [[289]](#footnote-289). Cependant, le problème relatif à la nomenclature et non pas à la taxinomie est totalement distinct de celui que pose la pertinence de la catégorie que ce mot désigne. Il est certain que les sciences sociales recourent souvent, trop souvent, au vocabulaire de l'homme de la rue pour désigner les objets dont elles entendent traiter ; ce faisant elles créent la fallacieuse illusion du savoir immédiat qui, lorsqu'on affronte le champ politique, se double des malentendus engendrés par leurs connotations idéologiques qui affectent les mots du lexique politique. Autant que faire se peut, le politiste se doit de bannir ces « termes-enjeux » ou, a défaut, de les manier avec des pincettes : nous avons, en d'autres lieux, souligné l'inanité scientifique des mots droite et gauche ou le caractère construit de concept de nation. Il est évident qu'il vaut mieux parler de partis de défense religieuse que de démocratie-chrétienne mais sauf à recourir à des nomenclatures linnéennes usant de termes latins - ce qui confinerait à la cuistrerie - les sciences sociales puisent encore largement dans la langue commune et ce n'est certes pas le codage de son discours dans le langage de l'idéologie économique qui améliorera la situation [[290]](#footnote-290).

Le politiste doit en tout temps distinguer les mots et les choses et bien se garder de mêler enjeux discursifs et intérêts sociaux, même si les premiers entendent refléter les seconds. Les catégories conceptuelles ne partagent pas toutes le même statut, ce qui est vrai pour les concepts de droite, gauche ou notion ne vaut pas forcément pour ceux de clan, lignage, tribu ou même classe sociale. Mais dans la démarche du chercheur cela reste un problème de mot, d'étiquetage, de nomenclature, à la limite peu importe les mots pour autant qu'ils soient clairement définis. Pour ce faire, il [166] importe d'élucider d'abord la légitimité d'une opération qui consiste à transposer en science politique une démarche dont usent les sciences de la nature et, cela étant, d'en circonscrire les modalités.

Des sciences de l'esprit aux sciences de l'imprécis

Encore aujourd'hui l'imagerie populaire véhicule une idée de la science qui est celle qu'offrit longtemps la physique de Newton. Celle d'une science impavide, énonçant ses théories dans des formules mathématiques et expérimentalement vérifiables, dont l'ensemble des opérations et manipulations obéissent à un seul objectif : la découverte de la Vérité. Cette dernière, maîtresse cruelle, semble perpétuellement vouée à se dérober aux assauts incessants de ses adorateurs en blouses blanches. Dès le siècle dernier, l'invention de la thermodynamique brise le monopole théorique que la mécanique newtonienne exerce sur la physique : le vers du doute entrait dans le fruit. Un peu plus tard, on verra Frege ou Russel jouer le même rôle de taupe, en minant les soubassements des mathématiques. Au début du XXe siècle des physiciens ou mathématiciens « classiques » comme Pierre Duhem ou Poincarré, laisseront transparaître une certaine inquiétude épistémologique.

Le poison du doute qui lentement s'instille dans le corpus des certitudes de la physique n'est absolument pas décelé à l'extérieur de cette discipline. Au XIXe siècle la chimie, la biologie, les sciences médicales et la psychologie expérimentale se modèlent sur l'image qu'elle renvoie. Jusqu'à l'économie, pourtant peu encline à l'expérimentation - mais l'astronomie n'est guère expérimentale - de s'inspirer de la physique, et non sans quelque naïveté, pour établir sa théorie de l'équilibre général. Il est vrai que l'économie s'attacha à l'observation de choses tangibles, matérielles, les flux de biens rares ou onéreux, la monnaie fondée sur les métaux précieux, tous objets mesurables et quantifiables dont les trajectoires sont aisément formalisables.

Quid des autres sciences sociales ? Lorsqu'on passe en tapinois du capital tout court au capital symbolique, on a beau ne procéder qu'à l'adjonction d'un adjectif, il marque toute la différence : celle qui sépare le concret de l'illusoire. Que faire alors ? Trois réponses classiques furent apportées en même temps : minimiser la difficulté, la présenter comme insurmontable ou s'en accommoder.

À l'aube des sciences sociales, dans la lumière rose que dispensait généreusement l'astre naissant du scientisme, des chercheurs crurent découvrir les lois de l'histoire comme Newton avait pu le faire avec celles de la gravitation. Ce faisant ils entendaient agir sur le devenir des peuples, comme un chimiste pèse sur celui des molécules. Théorie et praxis révolutionnaires se retrouvaient dialectiquement liées : le socialisme se débarrassait de ses guenilles idéologiques pour revêtir la blouse du savant, foin de l'utopisme des socialistes pré-marxistes : devenu scientifique, il pourra [167] aisément se substituer à « l'opium du peuple » pour lui servir d'euphorisant. Tout un programme qui se trouve résumé lapidairement dans la formule qui désigne Marx comme « grand révolutionnaire et grand savant » et que prononça Engels dans l'oraison funèbre de Karl Marx. Homme du XIXe siècle, contemporain de Darwin, Marx observa, pensa, écrivit et milita en un temps où tout semblait permis à l'homme. Plus que Weber, trop influencé par l'idéologie libérale, c'est Durkheim qui jeta les bases du paradigme permettant à la sociologie de construire son objet face aux réductionnismes psychologiques ou biologiques qu'incarnent, à l'époque, respectivement Tarde et Lombroso. Cependant il assigne à la sociologie naissante d'adopter le modèle épistémologique des sciences expérimentales mais en s'inspirant toutefois de la biologie et de la médecine - le parallèle avec Claude Bernard est révélateur - et non plus directement de la physique. Durkheim propose de traiter les faits sociaux comme des choses, d'administrer la preuve de l'existence de liens causaux en faisant de la méthode comparative l'expérimentation indirecte, substitut de l'expérimentation directe ; l'explication des faits sociaux découlant de l'analyse de leurs variations concomitantes [[291]](#footnote-291). En dépit de la rigueur de sa méthode, Durkheim ne résista pas à la tentation d'établir une ingénierie sociale, non plus par la révolution mais au moyen de l'éducation [[292]](#footnote-292).

Arrivé à la fin de sa brillante carrière, Claude Lévi-Strauss, de loin le plus grand spécialiste des sciences sociales que la France ait connu depuis Emile Durkheim, n'hésita pas à déclarer dans de nombreux entretiens télévisés, radiodiffusés ou donnés à la presse écrite, que les sciences humaines n'avaient de science que le nom. On se trouve là en présence d'une position radicale qui peut surprendre quand on connaît l'œuvre du grand anthropologue, les ambitions qu'il assigne à sa discipline, ses emprunts à une linguistique structurale perçue comme plus rigoureuse que le reste des sciences humaines, son souci de jeter un regard éloigné sur les sociétés sans écriture ainsi que sa volonté de formalisation. Peut-être faut-il l'imputer à la déception de n'avoir pu hausser l'anthropologie au niveau d'une science de laboratoire ?

Cependant Michel Foucault porta exactement le même jugement, sans qu'on puisse lui trouver le même type de raisons. Ce dernier assigne à la psychologie, la sociologie et l'histoire, une localisation à l'intérieur de son trièdre des savoirs, un destin bancal qui en fait des petites soeurs de la philosophie ; vouées à jamais au rôle de pseudo-sciences elles sont condamnées à une autoreflexivité perpétuelle qui les conduit à se mordre la queue en faisant l'histoire de l'histoire, la sociologie de la sociologie, la psychologie de la psychologie et bien sûr l'histoire de la sociologie ou la sociologie de l'histoire, etc., bouclant ainsi une combinatoire complète.

Hors le laboratoire, point de salut, semble nous crier un chœur antique où les déçus des sciences de l'homme ont rejoint les chantres des sciences de la nature pures et dures.

[168]

La troisième position classique fut défendue par Max Weber. Elle prend acte de là différence qui sépare les sciences de la nature d'une part, des sciences de « l'esprit » d'autre part, la différence étant présentée comme relative à la nature de leurs objets respectifs, elle est donc irréductible. Cependant, en dépit du fossé qui les sépare des sciences exactes, les sciences humaines - *in illo tempore* sciences de l'esprit - n'en sont pas moins des sciences : d'une nature différente des précédentes mais néanmoins scientifiques. Elles constituent des sciences en ce qu'elles s'attachent aux faits concrets, en s'efforçant d'en retracer les enchaînements causaux et en recherchant la neutralité de leur point-de-vue. La science traite du concret ce qui, pour Weber, signifie deux choses lorsqu'on parle de sciences sociales : la singularité et l'individualité. Par opposition aux faits dont traitent les sciences naturelles et qui sont universels et généraux, donc reproductibles au gré de l'expérience, les faits sociaux se révèlent singuliers, non reproductibles en laboratoires, et si une action se répète, ce ne sera jamais de la même manière. Ils sont également individuels, en ce sens qu'on ne peut atteindre la société qu'à travers les individus qui en sont membres et au prix d'une construction mentale l'idéaltype comme le constatait Norbert Elias, Weber, en ramenant le sociétal à l'individuel, cède à l'influence de son idéologie libérale, de la même manière que Marx s'inclina auparavant, devant la puissance de son idéologie socialiste. Pour Weber, la science cherche, en outre, à établir les causes qui peuvent exister entre les phénomènes mais alors que dans les sciences de la nature la causalité est déterminante, universelle, se traduisant dans l'énonciation de lois, les sciences sociales connaissent une causalité adéquate qui suppute un enchaînement logique singulier entre des phénomènes tout aussi singuliers dont on suppose la possibilité objective au moyen de la même construction intellectuelle, l'idéaltype. Le résultat de l'analyse causale varie du tout au tout selon qu'elle concerne sciences de la nature ou de l'esprit : dans le premier cas il explique les faits, dans le second, il permet de les comprendre. Enfin, et si, quelle que soit la nature de sa discipline, le savant se doit d'être neutre, cette opération s'avère plus facile dans les sciences naturelles du fait de son extériorité par rapport à son objet, que dans les sciences sociales où elle implique une démarche plus complexe. Le chercheur doit impérieusement distinguer les jugements de valeur, à bannir, du rapport aux valeurs, inévitable et souvent souhaitable ; dans les sciences de l'esprit, la neutralité du savant est axiologique [[293]](#footnote-293).

La solution weberienne a de quoi séduire : ne sauva-t-elle pas la scientificité de nos disciplines tout en établissant leur irréductibilité eu l'égard au positivisme des sciences expérimentales ? Cependant, l'honnête homme qui se tiendrait au courant de l'évolution des sciences naturelles devrait se demander si, depuis quelques décennies, ces dernières ne trouveraient pas quelque intérêt à méditer, pour leur gouverne, les préceptes que Weber proposait à l'usage des sciences de l'homme ?

Attardons-nous quelques instants au cas des sciences de la vie et aux thèses de trois grands disparus. Jacques Monod voyait un Univers désespérément vide et concluait à la mort de l'ancienne alliance ; là où Paul Chauchard voyait l’Univers plein [169] de la présence divine, marqué au sceau de l'Alliance entre Dieu et l'homme : bien vivante ; tandis que Jean Rostand considérait comme entier le mystère de l'Univers, la science nous aidant à prendre la mesure de notre ignorance... On imagine mal un spécialiste des sciences sociales, s'aventurer jusqu'à verser dans de telles considérations, à caractère théologique. Plus récemment un autre Prix Nobel, de chimie cette fois, Ilya Prigogine, en appelait à une nouvelle alliance, entre la science et la philosophie. C'est que pendant que les sciences sociales ronronnaient benoîtement calées dans le confort que leur assuraient les trois positions épistémologiques précitées, les sciences naturelles vivaient une véritable révolution : nouvelle chimie, crise de la physique et crise des mathématiques.

Dès le moment où, au XIXe siècle déjà, les physiciens sortirent de l'harmonieuse simplicité de l'Univers décrit par les lois de la mécanique classique pour s'attacher à la thermodynamique, le doute s'insinua dans leur communauté scientifique. Lorsqu'on demi-siècle plus tard, le perfectionnement technologique des outils d'observation permit aux physiciens et astrophysiciens de s'aventurer dans l'exploration qui de l'infiniment petit, qui de l'infiniment grand, les certitudes tranquilles de naguère s'effacèrent devant une véritable crise : les sciences dures venaient de découvrir la complexité. Pour ne pas évoquer les conséquences épistémologiques énormes qui découlèrent de l'invention de la mécanique quantique, constatons qu'elles se mirent au diapason de la relativité grâce à Einstein et de l'incertitude grâce à Heisenberg, réalités qui constituent le pain quotidien de la recherche en science humaine. Et lorsque Prigogine et Stengers voient dans la science non seulement l'art de manipuler la nature mais aussi une volonté de la comprendre, sur ce second point, ils rejoignent le verstehen wébérien [[294]](#footnote-294). La science explique les systèmes simples tandis qu'elle s'efforce de comprendre les systèmes complexes. En définitive le modèle classique de la scientificité ne vaut que pour les systèmes simples, dès que le chercheur aborde les domaines marqués par la complexité et l'hypercomplexité, c'est le modèle des sciences humaines qui prévaut.

Il n'y a pas deux catégories irréductibles d'objets, la matière et l'esprit dont l'investigation serait soumise à deux corpus de règles totalement opposés. En fait, et au mieux de nos connaissances, le réel semble s'organiser selon des niveaux de complexité plus ou moins élevés : systèmes simples, plus ou moins complexes et, selon l'expression de Morin, systèmes hypercomplexes ou mieux complexus trans-mega-macro-meso-micro-social [[295]](#footnote-295). Ces derniers sont appréhendables au moyen de modèles plus ou moins précis.

Les sciences sociales s'efforcent de comprendre des systèmes complexes et hypercomplexes aux contours vagues et flous dont la réalité profonde relève de l'inconnaissable par nature. Ce sont nous dit Abraham Moles des sciences de [170] l'imprécis, ce qu'il définit comme des « sciences qui, dans l'état actuel des choses, sont imprécises et le resteront pour longtemps, par exemple, l'étude du subconscient ou de l'inconscient, les valeurs esthétiques, mais aussi dans d'autres domaines : la météorologie, la démographie, les états de désordre, les processus d'émergence des formes, etc. [[296]](#footnote-296). Les sciences de la nature connaissent, on l'a vu, l'imprécis, les sciences sociales ne connaissent que l'imprécis.

En résumé, on peut dire que les sciences sociales en général et, en particulier, la science politique, traitent de la complexité et de l'hypercomplexité, au moyen d'observations, conduisant à une compréhension plus ou moins imprécise de la réalité. Aucune règle, aucune technique d'observation ne leur sont, a priori, interdites, songeons à ce que les techniques biologiques comme le test du carbone 14 apportent à l'histoire par exemple. Aucun modèle, stochastique, logique, voire déterministe ne leur est par nature étranger. Techniques et modèles d'analyse verront leur pertinence évaluée à l'aune de l'imprécision ou, dans certains cas, de la relative précision de leurs résultats.

Les taxinomies, étape de la méthode comparative sont de celles-là, mais leur caractère inéluctable tient au fait qu'elles semblent participer du fonctionnement de l'esprit humain.

Comparaison et taxinomies :  
légitimité et pertinence

La science n'est pas le seul savoir, ni même le seul savoir rationnel, philosophie et théologie détiennent, en la matière, quelques titres à faire valoir. Elle représente, dans le concert des savoirs, un mode de connaissance, un mode fondé sur la volonté de construire son objet en confrontant ses énoncés théoriques avec le monde des faits. Ce dernier est aussi construit, mai à un autre niveau, l'astrophysicien Hubert Reeves [[297]](#footnote-297) n'hésita pas à affirmer : « la théorie crée le fait ». L'objet construit n'en est pas moins opérationnel tout en étant fondé sur des axiomes de base qui contiennent au moins une proposition indécidable, comme le montre le théorème de Gödel. La nature de ces objets, leurs degrés de complexité, ne permettent pas aux chercheurs d'en cerner les contours avec une même précision : les sciences sont inégalement précises. Par conséquent les unes posséderont la clef du temps, tandis que les autres se heurteront à la porte de l'avenir qui leur reste fermée.

Comparaison, et partant classifications, participent de la logique de ce savoir imprécis. Durkheim affirmait qu'il n'y avait, en sociologie, qu'un moyen de prouver qu’un phénomène est la cause d'un autre, c'est de comparer les cas où ils sont présents. C'est, disait-il, la comparaison ou - et la formule vaut son pesant d'or - expérimentation indirecte [[298]](#footnote-298). Ce faisant le grand sociologue réduisait, en quelque sorte, la comparaison [171] au statut d'Ersatz de la méthode expérimentale. Or, en réalité, c'est cette dernière qui constitue un cas particulier de la méthode comparative où les occurrences dans lesquelles se manifeste le phénomène étudié se voient reproduites en laboratoire, permettant ainsi leur comparaison.

La comparaison est l'essence même de la démarche scientifique, sans doute par ce qu'elle relève non pas tant des règles de la méthode scientifique que de celles de la pensée humaine et, à ce titre, constitutive de tout savoir rationnel. Piaget dont les travaux sur le développement de l'intelligence chez l'enfant font toujours autorité, écrivait que les « deux tendances les plus naturelles de la pensée spontanée et même de la réflexion en ses stades initiaux sont de se croire au centre du monde (...) et d'ériger en normes universelles les règles ou même les habitudes de sa conduite. Constituer une science ne se réduit donc nullement à partir de cette centration initiale et à accumuler les connaissances sur un mode additif, mais suppose également que cette addition s'accompagne de systématisations : or la première condition d'une systématisation objective est une décentration par rapport au point de vue propre, dominant au départ. C'est cette décentration qu'assure l'attitude comparatiste tout en élargissant les exigences normatives jusqu'à les subordonner à des systèmes de références multiples » [[299]](#footnote-299).

Cette décentration permet d'essayer de comprendre l'autre, mais aussi de mieux comprendre le même. Elle paraît d'autant plus nécessaire que la réduction des distances, l'avènement médiatique « du grand village planétaire » nous noie sous un flot d'informations ethnocentriquement reconstruites par des journalistes médiateurs mal décentrés parce qu'insuffisamment formés à la diversité des cultures et des histoires. Ainsi l'usage abusif des catégories de « droite » et de « gauche », pourtant historiquement et géographiquement connotées, apprêtées à toutes les sauces nationales, comme ces chi'ites d'Amal que les journalistes traitant, *in illo tempore non suspecto* des débuts du drame libanais, se plaisaient à considérer comme « de gauche ». Ainsi les assimilations ridicules de la Lega Lombarda et du phénomène Le Pen en France, montrent la généralisation, sinon l'universalisation, d'idiosyncrasies de la vie politique française : toujours le manque de décentration qui engendre la généralisation hâtive. C'est que comparaison et généralisation sont logiquement liées, l'une ne se conçoit pas sans l'autre.

Cependant si chacun s'accorde à convenir de l'existence d'un lien indissoluble unissant comparaison et généralisation, par contre on ne s'entend guère quant au sens de cette relation. Pour la majorité, la comparaison fonde la généralisation alors que pour Claude Lévi-Strauss c'est exactement le contraire qui se produit car si « comme nous le croyons, l'activité inconsciente de l'esprit consiste à imposer des formes à un contenu, et si ces formes sont fondamentalement les mêmes pour tous les esprits, anciens et modernes, primitifs et civilisés, il faut et il suffit d'atteindre la structure inconsciente sous-jacente à chaque institution ou à chaque coutume, pour obtenir un [172] principe d'interprétation valide pour d'autres institutions et d'autres coutumes à condition, naturellement, de pousser assez loin l'analyse ». Et Françoise Héritier-Augé d'ajouter « que ce « il faut et il suffit » constitue en fait un très vaste programme qui est loin d'être réalisé » ce qui ne l'empêche pas d'y souscrire pour une part, position à laquelle nous adhérons volontiers [[300]](#footnote-300).

Notre hypothèse est donc que la « raison classificatoire » participe de ce que Lévi-Strauss nomme : « l'esprit humain ». Michel Foucault a ébloui des générations de lecteurs en brossant avec panache, dans l'introduction de son maître-ouvrage - « *Les mots et les choses*»- ce qui reste l'un des plus beaux exemples d'intertextualité : sa citation de Borgès, citant lui-même une certaine encyclopédie chinoise » qui nous demeure mystérieuse. Il s'agit, en l'occurrence, de la classification des espèces animales. « Dans le rire qui secoue à sa lecture (...) toutes les familiarités de la pensée - de la nôtre : de celle de notre âge et de notre géographie -, ébranlant toutes les surfaces ordonnées et tous les plans qui assagissent pour nous le foisonnement des êtres, faisant vaciller et inquiétant pour longtemps notre pratique millénaire du Même et de l'Autre ». En effet « cette certaine encyclopédie chinoise » dont l'impact tellurique secoua Foucault au point de lui fournir la matière de son plus beau livre, classe simplement les animaux en « a) appartenant à l'empereur, b) embaumés, c) apprivoisés, d) cochons de lait, e) sirènes, f) fabuleux, g) chiens en liberté, h) inclus dans la présente classification, i) qui s'agitent comme des fous, j) innombrables, k) dessinés avec un pinceau très fin en poil de chameau, l) *et caetera*, m) qui viennent de casser la cruche, n) qui de loin semblent des mouches ». Canular de romancier facétieux ou travail classificatoire de quelque docte mandarin de l'époque Ming, dans « l’émerveillement de cette taxinomie, ce qu'on rejoint d'un bon, ce qui (...) nous est indiqué comme le charme exotique d'une autre pensée, c'est la limite de la nôtre ». Ce qui surprend dans cette énumération, nous fait remarquer Foucault, ce n'est pas tant l'énoncé de monstres fabuleux et de scènes du quotidien que leur subsomption sous une même logique [[301]](#footnote-301).

Tout le travail de Foucault, dans ce livre, tient dans l'analyse des règles d'énonciations des choses et le soigneux repérage des césures historiques, par lesquelles les Occidentaux passèrent d'un système d'énonciation à un autre, différent. Ce qui intéresse l'auteur est de déceler les modifications dans l'appréhension du rapport entre les mots et les choses à travers la taxinomie. Ce qui nous préoccupe ici c'est la présence invariante de la « raison classificatoire » à travers les modalités, ô combien variables, qui président à la démarche taxinomique en biologie, en linguistique et en économie. Ainsi Michel Foucault relate que « Buffon un jour s'étonnera qu'on puisse trouver chez un naturaliste comme Aldrovandi un mélange inextricable de descriptions exactes, de citations rapportées, de fables sans critique, de remarques [173] portant indifféremment sur l'anatomie, les blasons, l'habitat, les valeurs mythologiques d'un animal, sur les usages qu'on peut faire dans la médecine ou dans la magie » [[302]](#footnote-302). En fait, remarque Foucault « Aldrovandi n'était ni meilleur ni pire observateur que Buffon ; il n'était pas plus crédule que lui » [[303]](#footnote-303), entre l'un et l'autre, la nature du regard lancé sur les choses avait changé ; entre le premier et les naturalistes de l'âge classique la différence ne porte pas sur la quantité d'informations accumulées mais sur l'agencement des opérations qui en règlent la lecture : les règles de la taxinomie avaient changé et le regard d'Aldrovandi était devenu une énigme pour Buffon [[304]](#footnote-304). Chez Ulisse Aldrovandi, grand naturaliste de l'Université de Bologne, fondateur d'un jardin botanique - comme Buffon - et qui vécut entre 1522 et 1605, les taxinomies sont encyclopédiques. Comment pourrait-il en aller autrement pour un savant qui « contemplait une nature (...) de fond en comble écrite (...). Savoir consiste donc à rapporter du langage à du langage » [[305]](#footnote-305). Cependant que ce soit à travers l'évolution qui mena l'histoire naturelle à la biologie ou celle qui va de la grammaire de Port-Royal à la linguistique, si le regard change, si le rapport entre les mots et les choses change, si changent les Epistémés, les structures de la pensée ne varient pas : c'est toujours la « raison classificatoire » qu'on voit à l'œuvre.

Que nous dévoile ici Michel Foucault ? Que le savoir occidental, celui qui prend sa source dans l'antiquité grecque et qui triomphe dans la science moderne voulue comme universelle, généralise au moyen de taxinomies. Sur ce point, l'œuvre de Georges Gusdorf ne contredit pas la sienne. Qu'en est-il des pensées non occidentales dont la citation de J.L. Borgès avait de quoi émoustiller notre curiosité ? Celles qui semblent les plus éloignées de la nôtre, celles des sociétés sans écriture que Claude Lévi-Strauss désigne malicieusement du vocable de « pensée sauvage » nous dévoile l'heureuse ou la triste réalité : le Jean-Paul Sartre de « La critique de la raison dialectique » et les sauvages pensent de la même manière. C'est la conclusion de ce beau livre, l'un des plus forts dans l'œuvre très riche du grand anthropologue [[306]](#footnote-306).

Or, sur quoi se fonde Lévi-Strauss pour démontrer l'unicité de la pensée humaine, pour déceler la présence d'une structure universelle qu'il n'hésite pas à appeler « esprit humain » ? Sur les taxinomies. Comme le constate Marcel Hénaff à propos de « La pensée sauvage » c'est « la grande richesse des taxinomies indigènes concernant le monde naturel. Ce qui contredit totalement le préjugé (si cher aux fonctionnalistes) que les sociétés sauvages ne manifestent d'intérêt pour le monde environnant qu'en proportion des besoins qui y sont liés » [[307]](#footnote-307). La lecture en parallèle du livre de Lévi-Strauss et des chapitres que « Des mots et des choses » consacrent aux taxinomies en histoire naturelle est des plus édifiantes : à tout prendre les classifications antérieures à l'âge classique révèlent une réelle proximité avec les taxinomies [174] totémiques. C'est du moins l'impression qu'elle nous donnent aujourd'hui, car les unes comme les autres nous semblent également lointaines : « Ce inonde que nous avons perdu » titre d'un fort beau livre que Peter Laslet consacre à notre passé. À bien des égards les « taxinomies sauvages » paraissent, à nos yeux, « plus scientifiques » que celles d'Aldrovandi. « Les classifications indigènes ne sont pas seulement méthodiques et fondées sur un savoir théorique solidement charpenté. Il arrive aussi qu'elles soient comparables, d'un point de vue formel, à celles que la zoologie et la botanique continuent d'utiliser » [[308]](#footnote-308). Pour notre plaisir nous n'hésitons pas à insérer dans un texte de science politique la taxinomie des Hopi telle qu'elle fut reconstituée par Lévi-Strauss (voir tableau) et qui classe « les êtres et les phénomènes naturels au moyen d'un vaste système de correspondances » [[309]](#footnote-309). Ce fragment remarquable de la taxinomie des Hopi montre à l'évidence qu'au coeur de la pensée sauvage comme de la pensée scientifique contemporaine ou ancienne s'inscrit « La raison classificatoire ». En fait ce qui caractérise la taxinomie « sauvage » par rapport aux nôtres, c'est que les premières ordonnent essentiellement des qualités sensibles ; on le voit on est pas si loin du grand livre de la nature dont le maître Ulisse Aldrovandi voulait nous donner lecture.

La « raison classificatoire » constitue donc l'une des structures de ce que, à la suite de Lévi-Strauss, on nommera esprit humain. On en voit la présence tant dans le cours de l'histoire de la pensée occidentale que dans les modes de pensée des sociétés différentes de la nôtre. Ces structures apparaissent dès que les êtres humains, soucieux de rendre intelligible l'univers qui les entoure, entreprennent la tâche de nomination des choses. N'est-ce pas d'une aveuglante évidence ? Trop aveuglante pour être toujours comprise : Buffon déjà témoignait d'une vive méfiance à l'endroit des taxinomies de son temps, car elles reflétaient une théorie fixiste ; jetant le « bébé avec l'eau du bain » il soutint « l'idée - au demeurant peu opératoire - selon laquelle la nature ne connaît que les individus » [[310]](#footnote-310). Cependant - et c'est l'une des théories centrales de Patrick Tort - dès qu'une taxinomie entend atteindre son objectif logique, « produire l'ordre même de l'ensemble des êtres naturels saisis dans la totalité de leurs caractères »... (elle) « aboutit en quelque sorte naturellement à sa postulation d'un transformisme » [[311]](#footnote-311). Cependant 14 science politique offre maints exemples de chercheurs qui partagent, aujourd'hui, les vues qui étaient celles de Buffon et mésinterprétant Weber affirment la singularité absolue des faits politiques. Comme les Contempteurs « des typologies » sont des êtres humains et que, de ce fait, ils pensent, ils recourent, dans leur pratique scientifique, à la raison classificatoire, ou aurait beau jeu de le démontrer. Souvent ils se dissimulent derrière un hypothétique statut idéal-typique de leurs classifications. Qu'en est-il du fixisme et quid du statut idéaltype ?

[175]

L'ouvrage de construction d'une histoire des systèmes de la pensée et de la taxinomie que Michel Foucault laissa sur le métier, a été repris con brio par les soins de Patrick Tort. Dans un grand livre - intitulé « La raison classificatoire » - il montre que deux schèmes de pensée, de similitude ou métaphore et l'association ou métonymie sont constitutives de toute taxinomie quelque peu ambitieuse. « Une fois posée l'équivalence entre « schème métaphorique » et un « schème métonymique » que l'intelligence peut distinguer, (...) dans la simple mesure où, par exemple, l'observation d'une « ressemblance » suggère l'idée d'une « parenté » et/ou, inversement, toute parenté réelle est productrice de ressemblance (...). Dès qu'advient le moindre geste classificatoire, ces deux schèmes coexistent sans qu'il soit possible de repérer, entre eux, la moindre antériorité » [[312]](#footnote-312). Ceci n'empêche nullement que toute « classification réalisée met nécessairement en lumière la dominance de l'un des schèmes sur l'autre - très souvent du schème métaphorique, puisque la classification n'échappe jamais à la contrainte de l'immobilisation ... (mais elle) n'empêche nullement que les arbres phylogénétiques des naturalistes transformistes par exemple n'expriment la dominance déclarée du généalogisme (schème métonymique de la parenté) » [[313]](#footnote-313). Présente dans les sciences de la nature cette bipolarité structurale s'inscrit au centre du débat spécifique aux sciences humaines et tout l'illustre au moyen d'une célèbre controverse qui opposa Piaget à Chomsky. « Lorsque Piaget affronte Chomsky, est-il conscient que le schéma de leur affrontement est réglé depuis trois siècles ? Piaget, l'homme des équilibres construits, s'oppose à Chomsky, le partisan de l'actualisation programmée de systèmes préordonnés » [[314]](#footnote-314). En vérité la combinaison des dominances entre les deux « schèmes » ne procède ni du hasard, ni du goût ou du bon plaisir du taxinomiste. En effet, l' »histoire des classifications botaniques, si on l'observe sur un parcours de plus de deux mille ans, confirme donc la thèse de l'alternance entre les dominances de schème » [[315]](#footnote-315). On retrouve le phénomène d'alternance dans l'histoire de la pensée linguistique et on peut considérer qu'il « ne se limite pas aux « systèmes de signes » et aux « processus symboliques » (littérature, arts, rêve, magie), mais vaut, sous certaines conditions d'extension rigoureuse, pour l'ensemble des domaines de la connaissance, particulièrement lorsqu'il s'agit d'établir suivant des périodisations non arbitraires les phases caractéristiques de leur histoire » [[316]](#footnote-316).

Comparaison et taxinomies :  
modalités

Il n'entre pas dans le propos de cet article d'établir la périodisation de l'histoire de la pensée en science politique selon les alternances entre les deux schèmes : il y a trop peu de temps que cette discipline s'est extraite, péniblement, des limbes du normativisme idéologique. Nous voudrions opérer un rapprochement totalement asynchronique entre une période de l'histoire naturelle, illustrée par la taxinomie d'un [176] éminent successeur d'Aldrovandi, Giambattista Porta (1539-1615), et un adversaire déclaré des typologies en science politique qui, de surcroît, appartient au groupe des politistes français prêt à suivre Pierre Bourdieu jusque dans ses pires dérives [[317]](#footnote-317).

Retraçons ave P. Tort la périodisation de l'histoire de la classification en biologie. D'abord elle se marque par la « dominance (...) du schème métonymique (propriétés, usages des plantes) depuis l'Antiquité jusqu'aux environs de la Renaissance, puis dominance progressivement advenue du schème métaphorique (repérage systématique des similitudes morphologiques) ; enfin, à travers la vision totalisante de la « méthode naturelle » passage interprétatif à un schème métonymique d'un autre genre dans la formulation de nature transformiste (descendance, variation » [[318]](#footnote-318).

Dans ce mouvement historique de la pensée où alterne la dominance d'un schème sur l'autre, leurs modalités d'ordonnancement changent que ce soient la grammaire des similitudes qui règle dans le schème métaphorique la lecture de l'univers ou la synecdoque - *pars pro toto* - qui préside à l'extraction de leurs propriétés dans le schème métonymique.

Giambattista Porta est l'auteur d'une taxinomie très riche qui, au sein d'une dominance métaphorique, maintient le schème métonymique. Entre Ulisse Aldrovandi et lui passe, en quelque sorte la ligne de démarcation, entre la démarche encyclopédique et la démarche taxinomique sensu stricto ; ou, pour être plus précis, Porta se situe sur cette ligne mais plus proche de la pensée de l'âge classique au moment où advient progressivement la dominance du schème métaphorique.

Le principe de classification de ce grand naturaliste napolitain « répartit encore les plantes d'après leurs ressemblances avec d'autres objets ou d'après leurs propriétés » [[319]](#footnote-319). Il recourt donc dans le premier cas au schème métaphorique et dans le second au schème métonymique. « C'est ainsi » continue Emile Guyénot, « qu'il distingue les plantes ressemblant à des cheveux [...], à des poumons [...], à des dents, des cœurs, des veines, des doigts [...] ; d'autres sont classées d'après leurs ressemblances avec des animaux [...]. D'autres sections sont établies d'après des similitudes avec certaines maladies humaines (fruits en formes d'écailles, de verrues ; [...]. Dans sa 5e classe, Porta utilisa les qualités des plantes [...] ; la 6e classe comprend les plantes gaies ou tristes [...] sympathiques ou antipathiques. Puis viennent les plantes classées selon leurs rapports avec les astres : les dorées qui ont du rapport avec le soleil, les jaunes avec Jupiter, les blanches avec la lune » [[320]](#footnote-320) etc.

[177]

La taxinomie de science politique que nous présentons ici est celle de Michel Offerlé. Elle s'inspire de l'œuvre de Bourdieu et s'insère dans une série de tableaux visant à cerner « l'échange politique » [[321]](#footnote-321). Ces tableaux, à deux dimensions, combinent des taxinomies avec de simples énumérations nominalistes. Les trois tableaux qui nous intéressent (nos 4, 5 et 6) se fondent, à côté des énumérations, sur trois taxinomies - le tableau 5 les combine toutes les trois - qui méritent ce nom ; elles concernent respectivement les catégories sociales, les types d'entreprises politiques et les types de biens offerts. La première ne se distingue en rien des stratifications sociales hâtives auxquelles la diffusion croissante des sondages d'opinions nous a accoutumé ; on ne s'y attardera pas plus que son auteur. La deuxième est plus intéressante mais exclusivement fondée sur une échelle nominale et de surcroît ne faisant pas l'objet d'un énoncé exhaustif. Elle est cependant surpassée par la troisième qui, en note bénéficie d'un énoncé exhaustif. Que sont ces « biens politiques » ? « On désigne par ces termes, en fonction de l'origine des biens offerts (privés ou publics) et de leur destination (personnelle ou collective).

Biens privés divisibles : argent, emplois privés, biens de salut

Biens privés indivisibles : faveurs collectives ou menaces de sanctions collectives ;

Biens publics divisibles : faveurs personnelles, décorations, secours publics, postes administratifs ou électifs, menaces de renvois ;

Biens publics indivisibles : offres de discours politiques, politiques publiques (nationales, locales, catégorielles) [[322]](#footnote-322) ».

Du point de vue formel, on se trouve en présence d'une typologie d'une espèce fort commune dans les sciences sociales : elle résulte du croisement de deux variables, l'origine et la destination, qui revêtent chacune deux valeurs, respectivement privée et publique d'une part et divisible et indivisible d'autre part. Ce qui surprend le lecteur est l'énoncé des éléments qui sont l'objet de la classification : pour leur nomination le typologiste se doit de recourir au ton notarial qui sied lorsqu'on procède à un inventaire de succession, celui d'un fond de commerce de bric-à-brac. On aurait envie d'ajouter que cette énonciation manque quelque peu de ratons-laveurs : le souvenir d'un certain poème de Prévert s'impose à sa lecture... En effet on voit mal le lien qui unit les deux axes du tableau classificatoire avec les éléments ou les unités qu'il est censé classer. On retrouve pêle-mêle : de l'argent - moyen de paiement auquel s'attache une valeur d'échange ; des emplois publics ou privés - qui peuvent ou non engendrer une plus-value - mais qui sont générateurs d'argent pour leurs bénéficiaires ; des secours publics (faut-il les entendre au sens de l'« Assistance publique » ?) dont on peut supposer qu'ils sont distribués en espèces ou en nature, mais de toutes façons monnayables ; cette catégorie de « biens » présent un dénominateur commun celui d'être directement mesurable, traduisible en termes monétaires, prix, subvention ou [178] salaires. Certains de ces éléments sont des biens, au sens de *res* en droit romain - mot qui désigne également la chose - qui ne sont pas forcément matériels, ils peuvent être incorporels, des droits, mais les biens, tant matériels ou corporels, qu'immatériels ou incorporels, peuvent faire l'objet d'une appropriation privée ou publique. À côté des biens, ici uniquement du numéraire, le principal de l'énoncé porte sur des services - emplois, postes qui sont rémunérateurs, mais d'une autre nature que les biens. Ces deux concepts distincts se révèlent connexes, dans les classifications de la comptabilité nationale sous la rubrique « biens et services ». On se trouve donc en présence d'une catégorie dûment légitimée par une classification existante et opératoire : l'État y recourt dans l'élaboration de la comptabilité nationale [[323]](#footnote-323). Mais les autres éléments ?

À la rigueur pourrait-on assimiler les « postes électifs » aux emplois publics, désigné comme postes administratifs ? Ils font d'ordinaire l'objet d'une indemnité perçue comme un dédommagement du temps consacré à ce qui constitua longtemps un bénévolat ; ces indemnités peuvent revêtir la forme d'un salaire ou d'honoraires sous la forme de jetons de présence, c'est-à-dire de rétribution des prestations, ou/et d'avantages en nature : libre-parcours dans les transports publics, franchise postale, mise à disposition de fonctionnaires, etc. Outre le fait que les « postes électifs » s'avèrent précaires car liés à l'humeur changeante des électeurs, il s'agit de mandats publics qui peuvent effectivement provenir de la « rétribution » - au sens de Gaxie - de services rendus au parti. S'ils engendrent des revenus, ils entrent plus malaisément dans la logique explicative du paradigme économique, ni dans l'acception que le Droit donne au mot bien : non transférable, non incorporable dans un patrimoine, ils s'apparentent tout au plus à une sorte d'usufruit temporaire. Même si, comme le montre Gaxie, la professionnalisation de la vie politique avance à grands pas et ne cesse de progresser, la « rétribution » ou les motivations qui s'attachent à la course aux mandats électifs s'expriment en termes de pouvoir même si la « renommée, l'argent et les femmes » en découlent de surcroît. Cependant rien ne sert de cacher « ce sein que je ne saurais voir » : l'entrepreneur politique existe, Weber déjà le voyait en la personne des bosses des partis américains. On trouve de plus en plus de gens à faire de la brigue de mandats électifs une activité lucrative comme une autre, sans Beruf particulière. Néanmoins pour communs que soient ces entrepreneurs, ils constituent encore l'exception pas la règle. A la rigueur, et par extension on pourrait considérer les postes électifs les plus rémunérateurs comme des métiers entrant dans la classe des services. Par contre le reste fait problème.

Classons les « biens problématiques » en raison décroissante de l'intensité de la surprise causée au lecteur [[324]](#footnote-324).

En premier lieu on découvre la catégorie « bien de salut », la seule à partager avec « argent » la majesté du singulier [[325]](#footnote-325). Il n'y en aurait donc qu'un, ce qui, de toute [179] évidence, exclut toute référence au célèbre trafic des indulgences qui indigna tant Frère Martin, jeune moine augustinien, qu'il poussa à la révolte contre le pape. Si bien de salut ne prend pas de « s », c'est qu'il n'y a qu'un salut : le salut ne se mégote pas, il reste indivisible, de toute éternité. Ceci nous renvoie à la thèse de la « Confession d'Augsbourg » que forgea notre moine, devenu Martin Luther : celle du Salut par la foi, à moins que ce ne soit celle de la prédestination qui prévaut chez Calvin. Mais alors, le salut procède de la grâce ou de la volonté divine laquelle est don gratuit du Seigneur. Il faut donc évoquer non pas le bien de salut, mais le salut comme bien et on ne peut acheter Dieu, pas même à coup de bonnes actions. Cependant la typologie abusive mentionne explicitement « bien de salut » qu'elle classe dans les « biens privés divisibles », avec l'argent et les emplois privés : voici revenir les marchands dans le Temple. Le salut est donc morcelable, à remettre chaque jour sur le métier, la partie n'étant gagnée qu'au Dies irae, quand sonnera l'heure du Jugement. L'homme s'interpose entre la créature et son Créateur pour désigner ce qui plaît à Dieu, pour fournir, fort opportunément des occasions aux pêcheurs de réaliser de bonnes œuvres et, partant, de négocier contre argent comptant la fourniture des occasions. L'homme ou le pouvoir ecclésiastique. On retombe dans la conception traditionnelle de l'Eglise catholique, celle qui se base sur l'épître de Saint Jacques et conditionne le salut à la foi et aux œuvres ; on entend donc « bien de salut » comme ensemble des biens divisibles qui conduisent l'individu au Salut. Oui, mais alors le pluriel est de rigueur, il faut écrire « biens de salut » : contradiction difficile à résoudre. La seule issue nous est fournie par l'exégèse : l'erreur grammaticale ou le lapsus calami attribuable à l'auteur ou à l'un des intermédiaires qui interviennent dans la confection d'un livre.

La catégorie des menaces qu'elle se réfère à des sanctions collectives ou au renvoi surprend également. N'affronte-t-on pas dans sa réalité, l'arbitraire du pouvoir ? L'emploi illégitime, voire illégal, de la contrainte par une autorité ou par une instance légitime. Les deux cas relèvent de la promesse liée au refus d'obtempérer à une demande émanant d'individus ou de groupes, détenteurs d'une position de pouvoir au sein du champ politique ; une annonce de représailles à l'électeur ou à la circonscription qui, par exemple, s'aviserait de mal voter : il s'agit, dans les deux cas, d'un chantage caractérisé. Ceci suffirait, dans un pays comme la France, à faire invalider l'élu qui, volontairement ou involontairement, aurait bénéficié de telles pratiques, sans évoquer d'éventuelles suites pénales. Là aussi rien ne sert de faire l'autruche : ces agissements ne sont pas rares et s'insèrent dans des stratégies politiques, à caractère terroriste, menées en vue de l'emporter dans une lutte politique « sauvage » ; l'ordre international est coutumier de ce type de pratiques. Mais de là à parler d'un bien !

Restent les faveurs qui ne seraient ni de l'argent, ni des emplois, postes ou mandats électifs, ni des décorations. Faut-il entendre qu'il s'agisse de passe-droits qui, vendus, relèvent d'une catégorie englobante : les « corruptions politiques ». En revanche si les faveurs ne sont pas vendues, elles ressortissent à l'une des nombreuses variantes nationales du *spoil system*. Par contre ces faveurs ne sont des biens, ni au sens du droit, ni à celui de la science économique.

[180]

Le même raisonnement vaut pour les décorations qui, font leur appropriation par un trafic d'influence ou leur revente sur le marché aux pin's du Pont Charles à Prague, ou plus simplement aux puces, échappent au Droit comme à l'Économie. Ce sont des récompenses inhérentes au jeu politique et n'ont de valeur que celles que leurs titulaires veulent bien leur donner.

« L'offre de discours politique » ou les « politiques publiques » appartiennent à la catégorie du discours de propagande conjointement avec les promesses électorales, les plates-formes électorales, etc. Il faut une très grande dose d'optimisme pour les considérer comme des biens au sens économique. Si on peut leur trouver une utilité, ils sont tout sauf rares, ne relèvent pas plus de la production que de la consommation ; quant à leur durabilité...

Seule la prise en compte de politiques publiques déjà mises en ouvre, dans le domaine économique, permet de les considérer comme des biens collectifs, donc indivisibles, des services prestés par l'État. Mais une ambiguïté subsiste dans le texte : est-ce de cela qu'il s'agit ou, au contraire, d'une promesse de mener telle ou telle politique, nationale ou locale, qui seraient entreprises si « on » vote bien.

Jacques Derrida écrivit tout un chapitre pour analyser une phrase immortelle de Nietzche - « J'ai oublié mon parapluie » - alors cessons de le suivre et laissons là le travail de déconstruction [[326]](#footnote-326). Ne retenons que la critique interne de la taxinomie des biens politiques, pour conclure qu'elle classe à côté de ce que le droit ou l'économie - liés sur ce point - considèrent comme étant des biens, des usages, avec le mot « bien » au sens de la théologie, des chaînons relevant des stratégies terroristes, avec la corruption politique, ou avec des procédés classiques de la communication politique, etc. Leur seul point commun serait leur origine - l'État ou des particuliers - et leur destination - individuel ou collectif. Mais semblable tableau rend compte de n'importe qu'elle situation structurée sur la relation entre un émetteur et un récepteur : non seulement de la totalité du champ social, niais encore de l'ensemble des systèmes, car lequel pourrait se passer d'un réseau de communications ?

Revenons à la taxinomie de Porta, Patrick Tort y retrouve la présence et du schème métaphorique - critères de ressemblance - et du schème métonymique - critères des propriétés. Toutefois l'agencement des deux schèmes présente des singularités dont deux nous intéressent au premier chef La première tient au principe d'application du schème métaphorique, en effet « les similitudes sont recherchées non directement entre les plantes elles-mêmes, mais avec des objets extérieurs au domaine botanique » [[327]](#footnote-327). La même propriété caractérise la typologie d'Offerlé : les similitudes sont volontairement recherchées à l'extérieur du domaine politique, en l'occurrence avec celui de l'économie. La seconde singularité réside dans le fait qui « à l'intérieur du schème métonymique dominant (qualités, usages, propriétés), se réinstalle le schème métaphorique, les usages des plantes n'étant révélés comme efficaces qu'à partir et en [181] raison de leurs similitudes avec la qualité qu'elles sont censées induire chez leurs utilisateurs » [[328]](#footnote-328). Il suffit de remplacer « usages des plantes » par « utilité des biens » pour que cette dernière remarque de Tort soit valable pour la typologie des biens politiques. Ces derniers publics ou privés, divisibles ou indivisibles sont posés comme similaires aux biens économiques - rares ou onéreux -, collectifs ou individuels ; mieux les catégories qui les désignent recourent aux mêmes mots que ceux dont use la science économique, l'homonymie renforce le pouvoir de la métaphore : ce sont les plantes-verrues de Giambattista Porta mais qui, non seulement, guériraient les verrues mais qui seraient des verrues. Ainsi l'existence d'une typologie des biens politiques réfère implicitement à l'existence préalable d'une catégorie biens politiques, laquelle appartient à une taxinomie des biens, qui en fait - les mots désignant les classes de biens politiques le disent - est la classification fondamentale de la science économique, textuellement reprise. À l'instar de Porta qui, une fois posée la similitude en une plante et un objet, en induit que les propriétés de celui-ci s'appliquent à celle-ci en vertu de leur similitude, Offerlé une fois posée l'appartenance, par similitude, d'un certain nombre de faits politiques à la taxinomie économique des biens, en induit l'usage par une catégorie d'acteurs - les entrepreneurs politiques - qui s'en servent comme moyen d'échange, créant ainsi un marché politique dont on infère, également par similitude et homonymie, qu'il obéit au mécanisme d'un marché où ces acteurs sont en concurrence contribuant ainsi à constituer une demande chez les consommateurs. De là à envisager les partis politiques comme des entreprises propriétaires d'une marque, et en concurrence avec d'autres, il n'y a qu'un pas vite franchi. Que reste-t-il alors du système représentatif réduit à la logique du souk ? « Loin de pouvoir créer de toute pièce, [...] le marché politique, les entrepreneurs politiques en sont eux-mêmes tributaires : ce qu'ils apportent comme par surcroît par leur concurrence, ce sont les types de biens et les technologies qui tout en les rendant indispensables trouvent aussi des consommateurs qui peuvent y découvrir un degré de réalité minimum ; loin d'être une conséquence logique de la mobilisation (au sens large) des individus, la « démocratie représentative » apparaît beaucoup plus comme le résultat des luttes concurrentielles, que les entrepreneurs politiques se sont livrées » [[329]](#footnote-329). La boucle est bouclée : Offerlé s'aligne ainsi sur les positions de Budge et du *Rational choice*, les « déconstructeurs » retrouvent l'individualisme méthodologique et les disciples de Bourdieu rejoignent ceux de Boudon. Ils se retrouvent, certes en concurrence, sur le même « marché », contribuant ainsi à en produire le mythe, à partir de présupposés théoriques pourtant différents.

On découvre donc une structure commune à la classification botanique de G. Porta et à la typologie des biens politiques de Monsieur Offerlé : une même façon de recourir à la combinaison des schèmes métaphoriques et métonymiques, ainsi qu'à l'induction à partir de faits extérieurs à l'objet d'analyse. Toutefois le politiste va plus loin que le botaniste : sautant l'étape de l'analogie, il passe de la similitude à l'identité.

[182]

Semblable démarche n'est intellectuellement concevable qu'en présupposant soit l'appartenance du politique à l'ordre économique, soit celle d'un ordre social englobant ordre politique et ordre économique mais qui serait entièrement régi par la logique du fonctionnement de ce dernier. Considérons la « théorie des signatures » due à Porta, réduite chez Michel Offerlé au binôme politique-économie ; Patrick Tort pense qu'elle « illustre la relation indissoluble entre la ressemblance morphologique et l'usage, en introduisant au coeur de ce transfert l'idée - elle-même métaphorique et métonymique - des correspondances universelles à l'intérieur du grand organisme de la création. La classification indique ici clairement ses liens avec un reste de pensée magique » [[330]](#footnote-330). Rien ne nous permet d'avancer que des politistes contemporains puissent, fut-ce inconsciemment, véhiculer une épistémologie porteuse de l'idée de correspondance au sein de l'univers. Par contre on se trouve en présence d' une pensée qui alors qu'elle pose l'unité du social, le réduit totalement à l'économique, c'est-à-dire qu'une fois connues les règles qui président à la logique utilitariste de l'économie libérale, les clefs de « la logique du social » nous sont ipso facto livrées.

Voici une conception qui surpasse le marxisme en matière d’économicisme, car il ne s'agit plus de « détermination en dernière instance » du politique et du culturel par l'économie, définie comme base matérielle de la société globale. Bien au contraire, on affirme que « ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les États-Unis » ; c’est-à-dire que ce qui est bon, bien, vrai, vraisemblable en Économie, l'est également pour une société jamais définie, jamais énoncée. Il suffit de traduire les énoncés du problème dans les mots de l'économie. Comme ce système logique fonctionne sur le mode de l'assertion et que l'homologie du politique et de l'économique n'est jamais non pas démontrée, mais simplement discutée, l'homologie d'un tel mode d'argumentation avec la pensée magique, s'impose d'emblée à l'esprit. Toutes les deux interpellent la sagacité du lecteur par le truchement de l'énigme. Cependant nous vivons dans un monde désenchanté et l'énigme se résout par la détention d'un code ; les magiciens sont morts ou à l'asile et remplacés par d'autres gourous qui useront d'une langue sacrée qui ne sera ni le latin de Thomas Diafoirus, ni celle de la Cabale, mais le vocabulaire de l'économie ; les unes comme l'autre tracent autour d'elle le cercle ésotérique qui les isole de la masse des non-initiés. Point n'est besoin de convaincre, il suffit d'affirmer : les justes sont nimbés de la grâce que leur confère le prêt-à-penser utilitariste inspiré par l'économie, quant aux autres, qu'ils soient anathèmes ! Or en règle générale, la science moderne tend à la conciliation des thèses en présence, alors que l'idéologie fonctionne à l'exclusion. « Dès qu'un espace d'hypothèse s'ouvre au sein d'une démarche heuristique visant à éclairer l'origine et les causes d'une réalité naturelle ou historique, il se remplit de théories qui interprètent son existence, sur un mode disjonctif, en termes de structure prédéterminée ou d'élaboration interactive en devenir [...] l'idéologie radicalise la science » [[331]](#footnote-331). L'idéologie, le mot est lâché : dans le monde désenchanté qu'évoque Weber, dans cet univers vide que contemplait Jacques Monod, le trou laissé par le retrait de la pensée magique [183] a été comblé par l'idéologie ; l'irrationnel se pare désormais du masque d'une pseudo rationalité technicienne. Point n'est besoin de chercher très loin pour désigner l'idéologie en cause ; c'est celle que Louis Dumont qualifie d'idéologie moderne ou idéologie économique : l'idéologie dominante qui imprègne la société toute entière et qui ronge les sciences sociales. Il faut avouer que la victoire par défaut - l'effondrement des solutions alternatives - de l'économie de marché, qu'elle sert à légitimer, lui a accordé un crédit tel que non seulement l'idéologie économique occulte aisément les déficiences du mode de production capitaliste, mais qu'elle jouit, dans le monde de la pensée, d'un rayonnement jamais atteint jusqu'alors [[332]](#footnote-332).

On pourrait objecter à notre raisonnement que des typologies, comme celles que construit Offerlé, constituent des idéaltypes, au sens de Weber. En supposant, ce qui n'est pas prouvé, qu'il s'agisse bien d'idéaltypes, l'objection appelle une remarque et un commentaire.

La remarque concerne la logique de la démarche idéal-typique. En effet si Max Weber exhorte le savant à bannir tout jugement de valeurs dans sa pratique scientifique, en revanche, pour la mener à bien, il devra établir un rapport aux valeurs. Quelles seraient, dans le cas étudié ici ces valeurs ? Elles sont manifestement inspirées par l'idéologie économique, ce qui est en soi fort respectable mais, nous le pensons, stérilisant. À voir la société sous la forme d'une série de marchés, on réduit tout échange, tout jeu du don et du contre-don, à la logique du seul échange marchand. Le résultat ne se fait guère attendre, dès que l'on sort des véritables rapports marchands - ceux des biens rares ou onéreux qu'étudient les économistes - la démarche des politistes bourdivins se réduit à un exercice de style : traduire du politique dans un langage économique. Or l'économie n'est pas une langue, contrairement à la mathématique et nos « politistes de l'offre » en restent à la métaphore. En définitive si la métaphore peut soutenir une pédagogie, comment pourrait-elle fonder une herméneutique ? À moins bien sûr d'en appeler au Grand Pan, comme le fit en son temps Giambattista Porta.

Le statut d'idéaltype, prêté à certaines taxinomies actuelles, appelle en outre un commentaire. Max Weber est à la mode, il a même remplacé Marx sur les autels érigés par les sectes sociologiques et ce furent souvent les mêmes qui, adorant Weber aujourd'hui, portèrent dans les années soixante-dix Karl Marx au pinacle : le culte du livre reste toujours vivace, même si le texte change. Plutôt que d'évoquer quelque retour à Weber, semblable au retour à Marx auquel nous conviait Althusser il y a quelque trente ans, considérons qu'ils ne furent jamais délaissés : l'un et l'autre comptent, comme Durkheim, au nombre des pères-fondateurs qui forment le socle de nos disciplines et la fonction d'un socle... Ni Weber, ni aucun autre sociologue ne constitue l'horizon indépassable des sciences sociales et, depuis 1920, celles-ci ont [184] beaucoup évolué, de même que se sont modifiées les sciences de la nature, bien plus (voir supra). Que signifie encore aujourd'hui, lues à la lumière de la formidable mutation épistémologique qui secoua les discours savants depuis la mort de Weber, des expressions comme « statut idéal-typique » ou « manière idéal-typique » ? Celui-ci définissait sa démarche de la manière suivante :

« On obtient un idéaltype en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre et par endroits pas du tout, pour former un tableau de pensée homogène (einheitlich). On ne trouvera nulle part empiriquement un pareil tableau dans sa pureté conceptuelle : il est une utopie. Le travail historique aura pour tâche de déterminer dans chaque cas particulier combien la réalité se rapproche ou s'écarte de ce tableau idéal » [[333]](#footnote-333).

En 1921, soit un an après le décès de Weber, un obscur instituteur autrichien, du nom de Ludwig Wittgenstein, publiait, après maintes difficultés et grâce à l'appui de Bertrand Russel, l'un des plus grands textes épistémologiques de notre temps : le Tractatus logico-philosophicus. « Cet ouvrage, destiné à avoir un formidable écho jusqu'à aujourd'hui, définit le monde comme un ensemble de faits (Tatsache), indépendants les uns des autres et résolubles en « états de choses » (Sachverkalt), dont les liaisons forment la structure logique du monde. La pensée et les propositions dans lesquelles cette structure s'exprime dessinent « l'image logique des faits » ; la structure formelle du langage correspond d'une certaine manière à celle du monde. Les propositions élémentaires sont vraies dans la mesure où elles représentent un « état de choses » existant, la vérité des propositions complexes ne dépend, en revanche, que de la vérité ou de la fausseté des propositions élémentaires, dont elle sert la combinaison logique. Ainsi, les énoncés de la logique sont vides de sens : ils ne renseignent en rien sur le réel et constituent le cadre formel, a priori de la connaissance scientifique » [[334]](#footnote-334). L'indispensable métadiscours que tient la philosophie, permet à la pensée de s'échapper des rets que lui tend perpétuellement le langage qui nous ensorcelle et de distinguer soigneusement le dicible de l'indicible. La richesse de la vision de Wittgenstein fait paraître bien pauvres les conceptions de Rickert et Dilthey qui alimentent l'épistémologie weberienne ; elle les surpasse mais pourtant la seconde n'eût pas été possible sans les premières : ne permet-elle pas, conjointement avec l'œuvre accomplie par le cercle de Vienne, de dépasser la stérile opposition entre positivisme et philosophie du Verstehen ? [[335]](#footnote-335)

[185]

Nonobstant leurs différences, des convergences apparaissent entre Weber et Wittgenstein. L'un et l'autre voient dans la démarche scientifique la transposition d'une réalité éclatée dans un tableau que le premier veut homogène et le second structuré. « Le tableau est une transposition de la réalité » écrit Wittgenstein et le mot qu'il utilise est Bild, comme chez Weber [[336]](#footnote-336). Ce dernier s'il souligne l'impossibilité d'une science - même naturelle - qui soit value free, ignore l'importance du langage qui pourtant permet aux valeurs d'exister. Toute science doit prendre le langage à bras-le-corps, Bachelard considère que « le langage peut être aussi fallacieux dans les sciences physiques » que dans celles qu'il qualifie de « psychologiques » c'est-à-dire les sciences humaines [[337]](#footnote-337).

Aujourd'hui, le savant qui décrit sa pratique ne le pourrait plus en recourant aux termes dont usait, par exemple, Claude Bernard dans des textes classiques qu'on présente toujours aux étudiants des disciplines littéraires. Dans un ouvrage récent, David Ruelle, évoquant sa discipline, la physique, science dure entre les sciences dures, constate que « le physicien n'essaye pas de tout comprendre d'un seul coup, mais s'attaque à un morceau de réalité à la fois. Il procède par idéalisation de ce morceau de réalité, et tente de le décrire par une théorie mathématique » [[338]](#footnote-338). Prigogine, Prix Nobel de Chimie, recourt au même mot idéalisation que Ruelle n'hésite pas à souligner. les spécialistes des sciences de la nature se sont départis du préjugé naturaliste dont Max Weber dénonçait la présence dans les sciences de la culture. Aujourd'hui que les sciences de la nature se reconnaissent interprétatives, ce serait pure forfanterie que d'imaginer une sociologie qui ne le soit point.

En définitive toutes les sciences construisent leur objet en procédant par idéalisation ; par conséquent une expression comme « statut idéal-typique » est, désormais, totalement vide de sens et redondante. En revanche il faut parler de « manière idéal-typique », c'est-à-dire que l'idéaltype constitue une technique d'idéalisation qui évite au chercheur de sombrer dans la vision moyenne des statistiques. Malheureusement quand Offerlé écrit que ses tableaux sont établis de « idéal-typique » ; ou quand nos amis Badie et Birnbaum présentent leurs idéaltypes du « gouvernement par l'État » ou du « gouvernement par la société civile » les identifiant aux cas français et prussien d'une part, anglais, américain et suisse de l'autre [[339]](#footnote-339), les uns et les autres entendent en réalité idéalisation. Or l'idéaltype n'est pas tant une idéalisation qu'une manière de procéder à une idéalisation. Ce qui le caractérise n'est pas son caractère de « Tableau homogène de pensée » mais l'usage du rapport aux valeurs dans une recherche des causes adéquates et ce par le recours à la possibilité objective qui peut aller jusqu'au jeu de « l'uchronie ». S'il suffisait de présenter un caractère d'idéalisation pour être un idéaltype, toutes les sciences sociales seraient idéal-typiques, jusque et y compris, les théories et les approches qui récusent Weber ! En réalité toutes les constructions conceptuelles des sciences sociales, toutes les [186] idéalisations ne sont pas des idéaltypes. Les formalisations qui, à l'instar de la physique, tentent de décrire une réalité socio-historique au moyen d'une théorie mathématique existent aussi. Lévi-Strauss, aidé d'un mathématicien, a pu réussir un tel exploit. On s'accordera pour constater que l'événement est plutôt rare et que, en majorité, les formalisations sociologiques déçoivent l'observateur, même favorable : « c'est un fait que la formalisation mathématique s'accompagne souvent d'une pensée rudimentaire » [[340]](#footnote-340). On peut enfin recourir à une dernière forme d'idéalisation qui, à nos yeux, favorise une herméneutique plus rigoureuse : le modèle logique.

On l'aura compris, c'est la procédure d'idéalisation que nous préconisons, car plus moderne et moins subjectiviste que l'idéaltype, elle offre une base plus solide au travail interprétatif de compréhension qui reste le principal de la démarche en science sociale. Pour définir le modèle, reprenons la définition que Ruelle donnait de la pratique du physicien et contentons-nous de remplacer le mot mathématique par celui de logique ; l'énoncé devient alors : on « procède par idéalisation de ce morceau de réalité et... [on] ... tente de le décrire par une théorie » logique [[341]](#footnote-341). Le terme logique étant entendu dans son sens substantif, en tant que désignant une discipline particulière : « science ayant pour objet de déterminer, parmi toutes les opérations intellectuelles tendant à la connaissance [...] lesquelles sont valides, et lesquelles ne le sont pas » [[342]](#footnote-342). Grâce au fait que leurs procédures d'idéalisation obéissent au cadre plus rigoureux qui leur est fourni par une théorie logique - ou éventuellement mathématique - les modèles représentent un outil herméneutique plus performant que l'idéaltype. Ils peuvent déployer leurs capacités opérationnelles en assurant, selon Karl Deutsch, « plus ou moins imparfaitement, quatre fonctions distinctes : l'organisante, la prédictive, l'heuristique et la mesurante » [[343]](#footnote-343).

On peut ainsi considérer que les taxinomies sont d'abord des modèles, il est préférable de réserver le terme typologie pour les classifications qui constituent des idéal-types dans toute l'acception du terme. La fonction qu'assument les modèles ensuite relève de ce que Deutsch nomme - fonction organisante - en ce sens qu'ils organisent, qu'ils établissent un ordre entre des éléments perçus comme épars et intriqués mais qui offrent le commun dénominateur d'appartenir à une même totalité. Enfin leurs critères d'organisation sont, à la fois, métonymiques et métaphoriques. Il va de soi que « tout ceci constitue une sorte de système à la disposition de qui veut ou qui peut s'en servir, sans que son sens en sa validité soit lié à celui qui s'est trouvé en être l'inventeur » [[344]](#footnote-344).

[187]

Toute critique portée à l'encontre d'une taxinomie donnée se doit de distinguer d’une part ses critères de validité en tant que modèle, ce à la fois de façon « génétique » - est-elle construite conformément à la logique qui la sous-tend ? - et externe - est-elle organisante, prédictive, heuristique, mesurante et à quel point ?- et d'autre part la façon dont un chercheur particulier se sert de ce système anonyme mis à sa disposition. En ce qui concerne notre taxinomie des partis politiques, Michel Offerlé, et à sa suite Jean Charlot, se trompent et mélangent des critères appartenant à des ordres logiques différents. Jusqu'à preuve du contraire cette taxinomie est organisante : articulée en quatre dimensions, dont elle est plus précise que les classifications - du type droite/gauche - qui lui sont concurrentes. Elle est également prédictive, car la « colonne » correspondant au versant « urbain » du quatrième clivae de Rokkan contient désormais une observation : le Parti suisse des automobilistes. Mieux vaut dire est capable de rendre compte de cas à venir, que prédictive. Elle est en outre heuristique, car elle rend compte, non seulement de tous les partis en Occident, mais encore des oscillations idéologiques dont certains d'entre eux -le RPR- par exemple paraissaient friands. Par contre, elle n'est pas mesurante ; ce n'est d'ailleurs pas son propos. Ceci n'empêche pas que nombre d'imputations de partis donnés à des catégories taxinomiques données puissent s'avérer incorrectes.

\*  
\* \*

On s'est efforcé, tout au long de ce travail, de cerner ce que sont les taxinomies et les classifications ainsi que les rapports épistémologiques qu'elles entretiennent avec la méthode comparative, ce faisant on fut amené à s'interroger sur le statut des sciences de l'homme en général et leur relation avec un concept de science profondément marqué, -trop profondément- par l'exemple, par l'image donnée par la physique. Force est de constater que nombre de politistes reçoivent cette image par le truchement de l'œuvre de Max Weber : l'image des sciences naturelles telles qu'elles existaient avant 1920. Les sciences de la nature ont changé, les sciences de l'homme aussi -, les uns comme les autres changent encore. Hélas la fragilité des sciences sociales est de se montrer très sensibles aux effets de mode et, après avoir sacrifié à celle du marxisme, elles se laissent aveugler par le mythe de la « post-modernité », effet de « l’éternel retour » nietzschéen où alternent pulsions révolutionnaristes et réactions obscurantistes : rejoignant l'archaïsme prémoderne dans un renversement dialectique, la post-modernité se range du côté de l'obscurantisme ; voici venu le retour de la grande noirceur.

Pourtant nous n'avons pas hésité à recourir à la déconstruction, pas celle de Bourdieu et de ses amis, mais la version « originale ». Cependant, quelle que soit la fascination qu'exerce sur nous l'œuvre immense de Jacques Derrida et quel que soit le plaisir éprouvé à le lire, nous n'adhérons pas à ses thèses dans leur entièreté. D'abord parce que notre goût pour la pensée de Derrida s'accompagne d'un dégoût, plus grand encore, pour celle de celui qui fût son maître, Heidegger. Après tout le terme [188] déconstruction n'est-il pas le mot le plus approprié pour traduire l'allemand Destruktion concept dont use ce philosophe ? En fait Derrida a découvert une transcription grammatologique du théorème de Gödel : à tout déconstructeur, déconstructeur et demi et ainsi jusqu'à l'infini. Il faut donc en user avec parcimonie, en se limitant au rapport entre un discours et son métadiscours.

Ce faisant on pratique une méthodologie, non pas déconstructive mais critique dont les voies sont données à chacun par Pierre Bourdieu - celui que nous aimons, celui du « Métier de sociologue » - mais aussi par Raymond Boudon - celui que nous aimons, celui de la « Crise de la sociologie » et de « Qu'est-ce que la notion de structure ? » - nos références sont éclectiques [[345]](#footnote-345). « L'exclusion me paraît l'acte le plus noir de l'histoire et même de l'hominité. Non, n'éliminons pas, bien au contraire, incluons ; je conseille de travailler à la philosophie analytique et aux courants associés » [[346]](#footnote-346).

Nous nous efforçons ainsi d'inclure les apports théoriques opposés dans une perspective unifiante, pour peu qu'elle se situe dans un même niveau logique, tel que déterminé par le rapport entre le tout et les parties. Seul le recours à un cadre théorique qui le guide permet au chercheur de travailler a une perspective unifiante en évitant l'écueil du syncrétisme.

De toutes les théories mises à notre disposition, celle qui nous paraît la moins insuffisante reste le structuralisme. Alors que les sciences humaines se détournaient de lui, Prigogine et Stengers proclamaient leur dette à l'endroit de Lévi-Strauss, Moles ou Jakobson [[347]](#footnote-347). Pourtant recourir au structuralisme en science politique n'est pas une mince affaire. François Borella accorde au structuralisme le mérite d'avoir été et de demeurer « l'effort le plus sérieux de scientificité des sciences sociales » ; mais ajoute-t-il son « échec en politique est lourd de sens ». « Pourquoi le structuralisme a-t-il été si stérile en politique ? ». Essentiellement pour deux raisons. D'une part parce que la démarche structuraliste s'applique à des systèmes clos et « est fructueuse à ces conditions, mais qu'elle est stérile quand il s'agit de totalités ouvertes, vivantes, bref quand il se heurte à l'événement ». D'autre part, même quand nous atteignons « le niveau des systèmes, c'est-à-dire des modèles abstraits tirés des institutions et de leur fonctionnement ; mais le code du modèle demeure inconnu. S'il était connu, y aurait-il encore de la politique ? » [[348]](#footnote-348)

Jean Charlot nous reconnaît le mérite - essentiel à nos yeux - d'avoir remis « à l'honneur l'approche structuraliste que l'on tend délaisser après l'avoir beaucoup louée : les structures élémentaires des clivages socio-culturels éclairent la réalité complexe et mouvante des partis et systèmes de partis concrets » [[349]](#footnote-349). En réalité si nous [189] avons pu entamer cette démarche théorique, c'est au prix d'une prise de distances par rapport à la lettre de l'œuvre de Lévi-Strauss, même si c'est en nourrissant le rêve, peut être démesuré, d'en retrouver l'esprit. Face au défi structuraliste le politiste occupe la même position que l'historien : les sociétés froides qu'étudia Claude Lévi-Strauss ne connaissent pas plus la politique qu'elles ne s'inscrivent dans une histoire. Heureusement pour le politiste soucieux de structuralisme, les historiens ont, de longue date, balisé la route au point de la transformer en voie royale. Alors, inspirons-nous de Lévi-Strauss, mais surtout ne l'imitons pas, tournons-nous vers ces merveilleux défricheurs que sont Georges Dumézil - l'anthropologue des sociétés chaudes en leurs commencements - ainsi que les historiens comme Fernand Braudel, Georges Duby, Jacques Le Goff, qui portèrent très haut le prestige de la science historique française et ce dans le monde entier.

Les conséquences d'un tel choix sont triples. D'abord situer toutes les analyses et toutes les classifications dans le référentiel espace/temps. En premier lieu parce que les sociétés chaudes, les sociétés conflictuelles sont, avant toutes choses, des sociétés historiques. En second lieu parce que le référentiel, dont les développements de la physique quantique nous dévoilèrent le caractère énigmatique représente la structure de base de l'esprit humain : tout individu et toute société se pense dans le temps et dans l'espace, fût-ce un temps mythologique et un espace imaginaire. Ensuite, il faut, renonçant à la recherche prématurée du code génétique d'un système politique, nous attacher à l'équivalent du temps long chez Braudel, à ces configurations -au sens d'Elias- que Jean Blondel aime, dans ses conférences, baptiser de l'expression de « gros rochers de la réalité » pour y chercher les invariants. Enfin il faut, renonçant à comparer des sociétés différentes dans leur totalité ainsi qu'à l'analyse causale prématurée, classer des éléments partiels du politique. S'il reste impossible, compte tenu de nos moyens, de déchiffrer l'énigme politique, en revanche, on peut comprendre les partis ou les institutions.

Bien sûr on peut trouver plus exaltant de se lancer dans la politique comme dans un torrent, s'y plonger, y nager, s'y rouler pour consigner ensuite ses impressions. Aura-t-on mieux compris le torrent hypercomplexe du « complexus trans-méga-macro-méso-micro social » [[350]](#footnote-350) qu'en décrivant la dialectique des rochers et du courant ? L'Homme, assoiffé d'absolu, demande une explication globale de la réalité humaine. Laissons, pour l'instant, cette tâche grisante aux philosophies et aux théologies car comme Lévi-Strauss, « nous croyons que le but dernier des sciences humaines n'est pas de constituer l'homme, mais de le dissoudre ».

Fin du texte

1. Ces références fondent le retour à la démarche comparative dans la science politique francophone, notamment D.L. Seiler, *La politique comparée,* Paris, A. Colin, 1982 ; et M. Dogan, D. Pelassy, *Sociologie politique comparative,* Paris, Economica, 1981. [↑](#footnote-ref-1)
2. A.L. Lowell, *Government and Parties in Continental Europe,* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1896 ; L. Bryce, *Modern Democracies.* Londre : Macmillan, 1921. cf. J. Blondel, « Le comparatisme », in M. Grawitz, J. Leca, [*Traité de science politique*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Leca_Jean/traite_de_sc_pol_t2/traite_de_sc_pol_t2.html)*,* Paris, P.U.F., 1985, tome 2, pp. 1-26. [↑](#footnote-ref-2)
3. B. Badie, *Le Développement politique,* Paris, Economica, 4, édition, 1988. [↑](#footnote-ref-3)
4. B. Badie, *Les Deux États,* Paris, Fayard, 1987, pp. 109-128. [↑](#footnote-ref-4)
5. R. Nisbet, *Social Change and History,* Londres, New York, Oxford University Press, p. 303. [↑](#footnote-ref-5)
6. on peut se reporter, à ce sujet, à la démarche suivie dans G. Hermet, ed., *Totalitarismes,* Paris, Economica, 1984. [↑](#footnote-ref-6)
7. R. Dahl, *Modern Political Analysis,* Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1963. [↑](#footnote-ref-7)
8. K. Deutsch, *Natiolism and Social Communication,* Londres, New York, Chapman and Hall, 1953. [↑](#footnote-ref-8)
9. N. Smelser, « Toward a Theory of Modernization », in N. Smelser, *Essays in Sociological Explanation,* Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1968. [↑](#footnote-ref-9)
10. K. Polanyi, *The Great Transformation,* Boston, Beacon Press, 1944 ; L. Dumont, *Homo aeoualis,* Paris, Gallimard, 1977, notamment, pp. 14-15. [↑](#footnote-ref-10)
11. L. Witehead, « International Aspects of Democratization », in G. O’Connell, P. Schmitter, L. Whitehead, *Transitions from Authoritarian Rule. Comparative Perspective,* Baltimore, Londres, The Johns Hopkins University Press 1986, pp. 3-46. [↑](#footnote-ref-11)
12. Selon la démarche de P. Anderson, *Lineages of the Absolutist State,* Londres, K.L.B., 1974. [↑](#footnote-ref-12)
13. D. Easton, « The Current Meaning of Behaviouralism », in J. Charlesworth, *Contemporary Political Analysis*, New York, Free Press, 1967. [↑](#footnote-ref-13)
14. C. Tilly, *Big Structures*, *Large Processes, Huge* Comparisons, New York, Russell Sage Publications, 1984, pp. 17-59. [↑](#footnote-ref-14)
15. Mis à part l'ouvrage cité de Tilly, notons T. Skocpol, ed. *Vision and Method in Historical Sociology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984. [↑](#footnote-ref-15)
16. C. Geertz, *The Interpretation of Cultures,* New York, Basic Book, 1973, pp. 6-7 et s. [↑](#footnote-ref-16)
17. G. Hyden, Beyond Ujamaain Tanzania. Underdevelopment andan Uncaptured Peasantry, Londres, Heinemann, 1980. [↑](#footnote-ref-17)
18. B. Badie, *Culture et Politique,* Paris, Economica, 2e édition, 1987, pp. 147-1. [↑](#footnote-ref-18)
19. D.C.Martin, *Tanzanie : l'invention d'une culture politique,* Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 1988, p. 247. [↑](#footnote-ref-19)
20. M. Camau, *Tunisie au présent,* Paris, CNRS, 1988, pp. 23-30 et A. Agnouche, *Histoire politique du Maroc*, Casablanca, Afrique-Orient, 1987. [↑](#footnote-ref-20)
21. B. Badie, *Culture et politique,* pp. 76-77. [↑](#footnote-ref-21)
22. S.J. Tambiah, *World Conquerant and World Renouncer,* Cambridge, Cambridge University Px, 1976. [↑](#footnote-ref-22)
23. B. Badie, *Les Deux États,* pp*.* 126-128 ; 261-273. [↑](#footnote-ref-23)
24. P. Birnbaum, [*Dimensions du pouvoir*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/birnbaum_pierre/dimensions_du_pouvoir/dimensions_du_pouvoir.html), Paris, P.U.F., 1984, pp. 192-193. [↑](#footnote-ref-24)
25. J.F.Bayart, « L'énonciation *du* politique », *Revue Française de Science Politique,* juin 1985, pp. 343-374. [↑](#footnote-ref-25)
26. C. Geertz, The Interpretation of Cultures, p. 5. [↑](#footnote-ref-26)
27. J. Strayer, *The Medieval origins of the Modern State,* Princeton, Princeton University Press, 1970, pp. 35-44. [↑](#footnote-ref-27)
28. B. Lewis, *The Emergence of Modern Turkey,* Londres, Oxford University Press, 1961. [↑](#footnote-ref-28)
29. T. Skocpol, « Emerging Agendas and Recurrent Strategies in Historical Sociology », in T. Skocpol, ed., *Vision and Method in Historical Sociology,* pp*.* 362-386. [↑](#footnote-ref-29)
30. R. Bendix, *Kings or People,* Berkeley, University of California Press, 1978. [↑](#footnote-ref-30)
31. B. Moore, *Social Origins of Dictatorship and Democracy,* Hormondsworth, Penguin, 1969 ; cf aussi T. Skoepol, « A Critical Review of B. Moore's Social Origins of Dictatorship and Democracy », *Politics ans Society,* Vol. 4, no 1, 1973. [↑](#footnote-ref-31)
32. \* Ce texte est la traduction fort libre d'un article publié sous les titres « An Agenda for Comparative Government » dans le volume II (1) (1988) de Scandinavian Political Studies, pp. 1-20. Je remercie vivement la rédaction de la revue de m'avoir autorisé à présenter une version française de ce texte. [↑](#footnote-ref-32)
33. Il n'est évidemment pas question de citer ici tous les « classiques » de la science politique. En ce qui concerne la période relativement récente depuis les dernières décennies du 19ème siècle, il faut toutefois mentionner en particulier Lord Bryce et A.L. Lowell, dont les ouvrages ont en quelque sorte « lancé » l'analyse politique comparée moderne. Voir en particulier Lord Bryce, *Modern Democracies* (1921) Londres : Macmillan et A.L. Lowell, *Government and Parties in Continental Europe* (1896) Cambridge, Mass. : Harvard Univ. Press. [↑](#footnote-ref-33)
34. R.C. Macridis, *The Study of Comparative Government* (1955) New York, N.Y. : Random House. [↑](#footnote-ref-34)
35. R.T. Holt and LE Turner, eds., *The Methodology of Comparative Research* (1972), New York, N.Y. : Free Press, en particulier pp. 4 et suiv. [↑](#footnote-ref-35)
36. Il suffit par exemple de noter les difficultés rencontrées par ceux qui voulaient classer les régimes politiques avant que le structuro-fonctionnalisme ne soit apparu : voir par exemple l'ouvrage de G.M. Carter and J.H. Herz, *Governments and Politics in the Twentieth Century,* (1961) New York, N.Y. : Praeger. Le point de départ effectif du structuro-fonctionnalisme en ce qui concerne l'analyse politique comparée se trouve dans le livre de G.A. Almond and J.S. Coleman, eds. *The Politics of the Developing Areas* (1960) Princeton, N.J. : Princeton Univ. Press. [↑](#footnote-ref-36)
37. Les attaques lancées contre le structuro-fonctionnalisme ont été nombreuses à partir de la fin des années soixante, sans qu'elles aient toujours été pertinentes. Pour une présentation de ces critiques, voir R.H. Chilcote, *Theories of Comparative Politics*, (1981) Boulder, Col. : Westview Press, en particulier aux pages 178-187. [↑](#footnote-ref-37)
38. C'est ce qui ressort en particulier de la « deuxième » version du modèle Almond, telle qu'elle est présentée en particulier dans *Comparative Politics* par G.A. Almond et G.B. Powell (1966) Boston, Mass. : Little, Brown. En ce qui concerne le concept de « capacité », voir en particulier le chapitre 8. [↑](#footnote-ref-38)
39. Les théories « développementalistes » et en particulier les théories marxistes avaient en effet pour but principal de tenter d'expliquer l'évolution des sociétés contemporaines. Pour une exposition détaillée de ces théories, voir R.H. Chilcote, *op. cit*., Chapters 7 and 8, pp. 271-386. [↑](#footnote-ref-39)
40. Almond avait tenté de donner aux institutions leur importance, mais il n'était guère parvenu à les intégrer réellement dans son (premier) modèle. À partir du moment où le développement se trouva être la variable principale, il est devenu fort difficile de continuer à traiter de façon sérieuse le rôle des structures : c'est en particulier le cas des analyses marxistes. [↑](#footnote-ref-40)
41. Les deux analystes les plus célèbres dans ce domaine sont celles de A. Downs, *An Economic Theory of Democracy* (1957), New York, N.Y. : Harper and de M. Olson, *The Logic of Collective Action* (1965) Cambridge, Mass. : Harvard Univ. Press. On devrait peut-être aussi mentionner l'ouvrage de W.H. Riker at P.C. Ordeshook, *An Introduction to Positive Political theory* (1973) Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall. [↑](#footnote-ref-41)
42. Un point étudié particulièrement par M. Olson, *op. cit*., pp. 9-16. [↑](#footnote-ref-42)
43. J. G. March and J.S. 01sen, « The New Institutionalism », (1984) *Am. Pol. Sc. Rev.,* 78 : pp. 734-749, and *Rediscovering Institutions* (1989) New York, N.Y. : Free Press. [↑](#footnote-ref-43)
44. Le problème posé par l'intégration est très souvent mentionné mais le concept n'est pas encore étudié de façon variablement générale et systématique. Voir pourtant C. Ake, *A Theory of Political Integration* (l967) Homewood, Ill. : Dorsey Press ; H. Teune in G. Sartori, ed., *Social Science Concepts* (1984) London and Los Angeles : Sage, pp. 239-263 ; A. Rabushka and K.A. Shepsle, *Politics in Plural Societies* (1972), Columbus, Ohio : Merrill ; A. Lijphart, *Democracy in Plural Societies* (1977) New Haven, Conn. : Yale Univ. Press. En ce qui concerne le modèle « néo-corporatiste », voir en particulier G. Lehmbruch and P.C. Schmitter, eds., *Patterns of Corporatist Policy-Making* (1982) Londres et Los Angeles : Sage. [↑](#footnote-ref-44)
45. Nous revenons ainsi à l'origine de la science politique, à Aristote par exemple et au lien entre valeurs et institutions. [↑](#footnote-ref-45)
46. L'idée de l'analyse au niveau moyen a été propagée à partir du début des années soixante, en particulier par J. La Palombara, « Parsimony and Empiricism in Comparative Politics : An Anti-Scholastic View » *in* R.T. Holt and LE. Turner, eds., *The Methodology of Comparative Research* (1972), New York, N.Y. : Free Press. pp. 125-149. [↑](#footnote-ref-46)
47. Le classique de Monsieur Duverger sur *Les partis politiques,* qui fut publié en 1951 (Paris : A. Colin) pouvait faire penser qu'il en résulterait une série de grands textes sur les partis ; il n'en a rien été. Le livre le plus général est celui de G. Sartori, *Parties and Party Systems* (1976) Cambridge : Cambridge Univ. Press, mais il ne touche qu'aux *systèmes* de partis ; il est d'ailleurs passablement concentré sur les systèmes de partis occidentaux. [↑](#footnote-ref-47)
48. On ne peut évidemment pas citer même une parcelle des ouvrages qui ont apparu depuis les années soixante-dix sur les parlements et les législatures. Peut-être le livre qui fait le plus réfléchir dans ce domaine est celui de M.L. Mezey, *Comparative Legislatures* (l 979) Durham, N.C. : Duke Univ. Press. [↑](#footnote-ref-48)
49. Les travaux de F.M. Riggs sont ceux qui ont ouvert le plus le sujet aux problèmes posés par les administrations du Tiers-Monde *(Frontiers of Development Administration* (1971), Raleigh, N.C. : Duke Univ. Press). [↑](#footnote-ref-49)
50. Voir en particulier M. Dogan, *The Madarins of Western Europe* (1976) New York, N.Y. : Halsted Press ; voir aussi J.D. Aberbach, R.D. Putnam et B.A Rockman, *Bureaucrats and Politicians in Western Democracies* (1981) Cambridge, Mass. : Harvard Univ. Press et F.E. Rourke, *Bureaucrats, Politics, and Public Policy* (1976) Boston, Mass. : Little, Brown. [↑](#footnote-ref-50)
51. Pour une analyse récente, voir mes trois ouvrages sur les gouvernements publiés par Sage, Londres et Los Angeles : *World Leaders* (1980), *The Organisation of Governments* (1982) et *Government Ministers in the Contempory World* (1985). [↑](#footnote-ref-51)
52. Peut-être les deux classiques dans ce domaine sont ceux de S.P. Huntlington, *The Soldier and the State* (1957), New York, N.Y. : Free Press and de S.E. Finer, *The Man on Horseback* (1962) Londres : Pal 1 Mall. [↑](#footnote-ref-52)
53. Il s'agit là de toute la littérature relativement récente sur le rôle de la politique, que ce soient les partis ou les gouvernements. Voir par exemple F.C. Castles, ed., *The Impact of Parties* (1982), Londres et Los Angeles : Sage. [↑](#footnote-ref-53)
54. C'est le terme utilisé par G.A. Almond et mentionné plus haut. Voir note 6. [↑](#footnote-ref-54)
55. Il en va pour la légitimité comme pour l'intégration. La littérature demeure et une formalisation systématique s'impose. L'un des livres les plus intéressants est l'ouvrage ancien de G. Ferrero, *Principles of Power* (1945) New York, N.Y. : Putnam. Un effort remarquable dans la direction de la formalisation est celui de R. Rogowski, *Rational Legitimacy* (1974) Princeton, N.J. : Princeton Univ. Press. [↑](#footnote-ref-55)
56. Voir note 10, ci-dessus. [↑](#footnote-ref-56)
57. R. Rogowski*, op. cit.* [↑](#footnote-ref-57)
58. Maurice Duverger : *Méthodes de la science politique,* Paris, P.U.F., Thémis, 1959, pp. 311 à 314. [↑](#footnote-ref-58)
59. Madeleine Grawitz : *Méthode des sciences sociales,* Paris, Dalloz, 1972, pp. 378 à 381. [↑](#footnote-ref-59)
60. Jacques Lagroye : *Sociologie* *politique,* Paris, P.F.N.S.P., 1991, pp. 142 à 163. [↑](#footnote-ref-60)
61. Jean Blondel : « Généralités : le comparatisme », in *Traité de Science politique,* Paris, P.U.F., 1985, t. 2, pp. 1 à 26. [↑](#footnote-ref-61)
62. Daniel Seiler :

    *- La politique comparée,* Paris, Armand Colin, Col. U, 1982.

    - « Le comparatisme en science politique », in *Cahiers Vilfredo Pareto,* tome XXIV, no 3, Genève, Droz, pp. 109 à 127. [↑](#footnote-ref-62)
63. Cf. *La politique comparée*, *op. cité*, pp. 15 à 22 et p. 187. Daniel Seiler se réfère explicitement à l'ouvrage de Pierre Bourdieu, J.C. Chamboredon, et J.C. Passeron : *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1973. Pour une étude du Cercle de Vienne, on peut consulter *De Vienne à Cambridge. L'héritage du positivisme logique de 1950 à nosjours*, de Pierre Jacob, Paris, Gallimard, 1980. [↑](#footnote-ref-63)
64. Mattéi Dogan et Dominique Pelassy : *La comparaison internationale en sociologie politique*, Paris, LITEC, 1980. [↑](#footnote-ref-64)
65. Mattéi Dogan : « Hommage à Stein Rokkan », in *Revue Française de Sociologie*, XX, 1979, pp. 747-748. [↑](#footnote-ref-65)
66. Bertrand Badie et Guy Hermet : *Politique* *comparée,* Paris, P.U.F., collection Thémis, 1990. [↑](#footnote-ref-66)
67. *Ibidem*, pp. 10-11. [↑](#footnote-ref-67)
68. Cf. Pierre Birnbaum : La *fin du politique,* Paris, Le Seuil, 1975, et Pierre Birnbaum et Bertrand Badie : *Sociologie* *de l'État,* Paris, Grasset, 1979. [↑](#footnote-ref-68)
69. Bertrand Badie :

    Le développement politique, Paris, Economica, 1984.

    *- Culture et politique,* Paris, Economica, 1983. [↑](#footnote-ref-69)
70. Bertrand Badie : *Le développement politique,* op. cité, pp. 52 à 55 et 71 à 77. [↑](#footnote-ref-70)
71. *Ibidem*, p. 77. [↑](#footnote-ref-71)
72. *Ibidem*, p. 134. [↑](#footnote-ref-72)
73. *Ibidem*, p. 137. [↑](#footnote-ref-73)
74. *Ibidem*, p. 137. [↑](#footnote-ref-74)
75. *Ibidem*, p. 138. [↑](#footnote-ref-75)
76. Cf. Politique comparée, op. cité, p. 22 à 28. [↑](#footnote-ref-76)
77. *Ibidem*, pp. 23-24 (sur la bureaucratie), pp. 243 à 252 (sur le concept d'État néo-patrimonial) et pp. 84-85 (sur Max Weber). [↑](#footnote-ref-77)
78. Raymond Aron : *Les étapes de la pensée sociologique,* Paris, Gallimard, NRF, 1967, pp. 522 et 533. [↑](#footnote-ref-78)
79. Cf. Politique comparée, op. cité, pp. 24-25. [↑](#footnote-ref-79)
80. *Ibidem*, p. 25. [↑](#footnote-ref-80)
81. *Ibidem*, p. 25. [↑](#footnote-ref-81)
82. *Ibidem*, p. 28. [↑](#footnote-ref-82)
83. *Ibidem*, pp. 235 à 243. [↑](#footnote-ref-83)
84. *Ibidem*, p. 396. Pour apprécier la pertinence du concept de « civilisation », on peut consulter l'ouvrage de synthèse de Fernand Braudel : *Grammaire* *des civilisations,* Paris, Arthaud Flammarion, 1986, comme le tome 2 de La *Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque (le Philippe II,* Paris, Armand Colin, 1990, pp. 96 à 163, ou encore *Le modèle italien,* Paris, Arthaud, 1989. [↑](#footnote-ref-84)
85. Aristide R. Zolberg : « L'influence des facteurs externes sur l'ordre politique interne », in *Traité de Science politique,* op. cité, tome 1, pp. 567 à 598, Cf. notamment p. 572. [↑](#footnote-ref-85)
86. Cf. Pierre Birnbaum : *La fin du politique,* op. cité, postface, pp. 261-262 et Bertrand Badie *- Le développement politique,* op. cité, pp. 139 à 147.

    - Culture et politique, op. cité, pp. 58 à 70. [↑](#footnote-ref-86)
87. On peut citer comme travaux de socio-histoire, parmi d'autres :

    - Samuel Eisenstadt, Stein Rokkan : Building *States and Nations,* Beverley Hills, Sage Publications, 2 vol., 1973.

    - Stein Rokkan : « Macro-histoire et analyse comparative des processus de développement politique : note introductive », note pour la Journée d'études de l'Association Française de science politique, Paris, 22 juin 1974.

    - Charles Tilly et alii : « *The Formation of National States in Western Europe*», Princeton, Princeton University Press, 1975.

    - Charles Tilly : « *La France conteste de 1600 à nos jours*», Paris, Fayard, 1986. - Perry Anderson : « *L'État absolutiste*», 2 vol. Paris, Maspéro, 1978.

    - Immanuel Wallerstein : « *Le système du monde, du XVe siècle à nos jours*», 2 vol. Paris, Flammarion, 1984.

    - Théda Skockpol : « *État et Révolutions sociales*», Paris, Fayard, 1986. [↑](#footnote-ref-87)
88. Cf. Badie et Hermet, « *Politique comparée* », *op. cité*, p. 70-71. [↑](#footnote-ref-88)
89. *Ibidem*, p. 44. [↑](#footnote-ref-89)
90. *Ibidem*, p. 44. [↑](#footnote-ref-90)
91. *Ibidem*, p. 45. [↑](#footnote-ref-91)
92. *Ibidem*, pp. 31 à 36. [↑](#footnote-ref-92)
93. Charles Tilly : *Big Structures. Large Processes, Huges comparisons,* New York, Russel Sage Foundation, 1984, Cf. également du même auteur l'article résumé de son point de vue sur la socio-histoire : « L'histoire à venir », dans la revue *Politix,* printemps 1989, pp. 25 à 32. [↑](#footnote-ref-93)
94. Big Structures, op. cité, p. 15. [↑](#footnote-ref-94)
95. *Ibidem*, pp. 80 à 86. [↑](#footnote-ref-95)
96. Cf. Badie et Hermet, *Politique comparée*, op. cité, p. 34. [↑](#footnote-ref-96)
97. *Ibidem*, p. 46. [↑](#footnote-ref-97)
98. *Ibidem*, p. 49. [↑](#footnote-ref-98)
99. *Ibidem*, p. 50. [↑](#footnote-ref-99)
100. *Ibidem*, p. 54. [↑](#footnote-ref-100)
101. *Ibidem*, pp. 57-58. L'opposition posée par Badie et Hermet entre interprétation du sens et recherche des causalités n'est pas contenue dans l'épistémologie de Max Weber. On peut se reporter sur ce point à l'ouvrage de M. Weber : [*Essai sur la théorie de la science*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24782670)*,* Paris, Plon, 1965. [↑](#footnote-ref-101)
102. Badie et Hermet : *Politique comparée, op.* cité, p. 62. [↑](#footnote-ref-102)
103. *Ibidem*, p. 89. [↑](#footnote-ref-103)
104. Sur l'opposition entre l'historicisme allemand et la philosophie analytique de l'histoire, comme sur les concepts d'explication et de compréhension, on peut consulter les cours de Raymond Aron au Collège de France : *Leçons sur l'Histoire,* Paris, Editions de Fallois/Le Livre de Poche, Biblio-Essais no 4136, 1989, pp. 13 à 35, 43-44, 114 à 248. On peut lire du même auteur : *Philosophie* *critique de l'histoire,* Paris, Vrin, col. Points, 1989. [↑](#footnote-ref-104)
105. Michel Serres : *Hermès l : La Communication,* Paris, Éditions de Minuit, col. Points, 1969, pp. 21 à 35. [↑](#footnote-ref-105)
106. Badie et Hermet ; *Politique* *comparée, op.* cité, p. 90. [↑](#footnote-ref-106)
107. *Ibidem*, pp. 36 à 45. [↑](#footnote-ref-107)
108. *Ibidem*, p. 38. [↑](#footnote-ref-108)
109. *Ibidem*, p. 43. [↑](#footnote-ref-109)
110. *Ibidem*, p. 11. [↑](#footnote-ref-110)
111. Bertrand Badie : Le développement politique, op. cité, p. 203. [↑](#footnote-ref-111)
112. *Ibidem*, p. 36. [↑](#footnote-ref-112)
113. Max Weber, [*Essai sur la Théorie de la Science*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24782670)*, op.* cité, notamment les pages 28 à 116, 185, 191, 200 à 245, 178, 188. Cf. également l'ouvrage de Guenther Roth et Wolgang Schluchter, *Max* *Weber's Vision of History, Ethics and Methods,* Berkeley, University of California Press, 1979. [↑](#footnote-ref-113)
114. Bertrand Badie et Guy Hermet, *Politique comparée, op.* cité, p. 43. Sur la conception temporelle de Fernand Braudel, cf. Fernand Braudel : *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969. [↑](#footnote-ref-114)
115. Fernand Braudel, *La Méditerranée, op. cité*, tome 2, pp. 515 à 520. [↑](#footnote-ref-115)
116. On peut lire en français à ce propos :

     - M. Olson, La logique de l'action collective, Paris, P.U.F.

     - Erwin Goffmann, *La mise en scène de la vie quotidienne,* Paris, Editions de Minuit, 1973.

     - Anthony Giddens, La constitution de la société. Eléments de théorie de la structuration, Paris, P.U.F., 1987. [↑](#footnote-ref-116)
117. Les expressions « poussières des archives » et « nuages de la théorie » sont utilisées par Michel Foucault dans un débat avec les historiens Maurice Agulhon, Jacques Léonard et Michèle Perrot, in *Impossible Prison,* Paris, Le Seuil, 1980, p. 29 à 39. [↑](#footnote-ref-117)
118. Cf. Lucien Febvre, [*Combats pour l'histoire*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030092506)*,* Paris, Armand Colin, 1965, p. 58. Cité par Gérard Noiriel dans un article de la Revue « *Les Annales*» de novembre 1989, p. 1448 : « Pour une approche subjectiviste du social ». [↑](#footnote-ref-118)
119. C'est le cas entre autres de Pierre Birnbaum et de Bertrand Badie dans *Sociologie de l'État,* (op. cité, pp. 7-8), ou encore d'Hervé Coutau-Bégarie dans *Le phénomène « Nouvelle Histoire. Stratégie et idéologie des nouveaux historiens,* Paris, Economica, 1983, pp. 56-57. [↑](#footnote-ref-119)
120. Pierre Bourdieu : « Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée », in *Actes de la Recherche en Sciences sociales,* 1980, nos 32-33. [↑](#footnote-ref-120)
121. Cf. Geoffrey Barraclough et alii, *Le Grand Atlas de l'Histoire mondiale,* Londres, Times Book Limited, 1979-1984, adaptation française : Encyclopedia Universalis France, Albin Michel, 1985. [↑](#footnote-ref-121)
122. Cf. *Politique comparée, op.* cité, pp. 243 à 260. [↑](#footnote-ref-122)
123. *Ibidem*, pp. 164 à 179. [↑](#footnote-ref-123)
124. *Ibidem*, p. 231 à 234. [↑](#footnote-ref-124)
125. Cf. Gérard Timsit, Administrations et États : étude comparée, Paris, P.U.F., 1987. [↑](#footnote-ref-125)
126. On peut consulter àce propos :

     - Pierre Milza, *Les Fascismes,* Paris, Imprimerie Nationale, collection « Notre siècle », 1985et *Fascismes français, passé et présent,* Paris, Flammarion, 1987.

     - Pierre Ayçoberry, La question nazie. Les interprétations du national-socialisme (1922-1975), Paris, Le Seuil, col. Points, 1979.

     - Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation,* Paris, Gallimard, 1992, col*.* Folio-histoire (édition anglaise, 1986 et 1989). [↑](#footnote-ref-126)
127. « La sociologie historique. Débat sur les méthodes », *Revue Internationale des Sciences Sociales,* no 133, août 1992, Unesco/Erès. [↑](#footnote-ref-127)
128. *Ibidem*: Bertrand Badie, « Analyse comparative et sociologie historique », p. 367. [↑](#footnote-ref-128)
129. On peut citer, sans exhaustivité :

     - Henri Bergson, [*Durée et simultanéité*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.beh.dur), Paris, P.U.F., 1968.

     - Gaston Bachelard, [*La dialectique de la durée*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030331545), Paris, P.U.F., 1950.

     - Henri Lefebvre, Eléments de rythmanalyse. Introduction à la connaissance des rythmes, Paris, Editions Syllepse, 1992.

     - Heidegger, [*Etre et Temps*](http://t.m.p.free.fr/textes/Heidegger_etre_et_temps.pdf), Paris, Gallimard. (73) On peut lire à ce propos : [↑](#footnote-ref-129)
130. On peut lire à ce propos :

     - Emile Durkheim, [*Les formes élémentaires de la vie religieuse*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.for2), Paris, P.U.F., 1960, pp. 15 à 17 et 632-633.

     - Maurice Halbwachs, [*Les cadres sociaux de la mémoire*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.ham.cad), Paris, P.U.F., 1921, pp. 111 à 113.

     - Marcel Granet, [*La Pensée chinoise*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.grm.pen), Paris, Albin Michel, 1968, p. 80-81.

     - Lewis Mumford, *Techniques et civilisation,* Paris, Le Seuil, 1950. [↑](#footnote-ref-130)
131. Bertrand Badie : « Analyse comparative et sociologie historique », article cité, in *Revue Internationale des Sciences Sociales,* no 133, p. 370. [↑](#footnote-ref-131)
132. *Ibidem*, p. 371. [↑](#footnote-ref-132)
133. Guy Hermet : « À propos de l'obstination historique », *ibidem*, pp. 389 à 396. [↑](#footnote-ref-133)
134. *Ibidem*, p. 394. [↑](#footnote-ref-134)
135. Charles Tilly : « *Prisonniers de l'État*», *ibidem*, pp. 373 à 387. [↑](#footnote-ref-135)
136. Charles Tilly, Contrainte et Capital dans la formation de l'Europe (900-1990), Paris Aubier/Histoire, 1990, p. 71. [↑](#footnote-ref-136)
137. Charles Tilly, *La France conteste de 1600 à nos jours*, op. cité, pp. 198 à 404. [↑](#footnote-ref-137)
138. Philip Mc Michael : « Repenser l'analyse comparative dans un contexte post-développementaliste », in *Revue Internationale des Sciences Sociales,* no 133, op. cité, pp. 397 à 413. [↑](#footnote-ref-138)
139. Cf. KareI Kosik : La *dialectique du concret,* Paris, François Maspéro, 1978. [↑](#footnote-ref-139)
140. Michael Hechter : « Théorie des choix rationnels et sociologie historique », in *Revue Internationale des Sciences Sociales,* op. cité, pp. 415 à 422. [↑](#footnote-ref-140)
141. Jean Leca : « Postface : la sociologie historique retombe-t-elle en enfance, ou « quand la sociologie abandonne devant l'histoire », *ibidem*, pp. 453 à 465. [↑](#footnote-ref-141)
142. *Ibidem*, p. 461. [↑](#footnote-ref-142)
143. Il est extrêmement regrettable, en effet, que la majorité des ouvrages américains sur le développement politique n'aient jamais été traduits en français, et ne soient connus pratiquement des étudiants français qu'à travers des compte-rendus de seconde main qui attribuent à leurs auteurs des postulats qu'eux-mêmes n'ont jamais formulés. [↑](#footnote-ref-143)
144. L'apport de Lévi-Strauss était d'autant plus décisif pour ceux qui étaient appelés à enseigner les institutions comparées et la science politique, nouvelle. Agrégé en 1956 et nommé à Dakar, j'ai vécu personnellement cette expérience d'avoir à transmettre une forme de savoir à prétention universaliste en étant parfaitement conscient de la spécificité culturelle du milieu post colonial dans lequel j'étais chargé d'enseigner. Sur le problème de l'exportation de la démocratie : cf. J.L. Seurin : « La démocratie en Afrique Noire » in *Revue de l’Action populaire »,* Juin 1960, n' 139, pp. 691-706. Cf. aussi : Rapports à la table ronde de la F.N.S.P. 1959-1960 : « La nature des systèmes de parti unique en Afrique Noire, « Sociologie des élites politiques en Afrique Noire ». [↑](#footnote-ref-144)
145. Le regard éloigné, précité p. 49. [↑](#footnote-ref-145)
146. Notamment vis-à-vis de tous ceux qui prétendaient tirer de Sartre et de Fanon la prétention à stigmatiser globalement les valeurs universalistes de l'occident. [↑](#footnote-ref-146)
147. *Cf.* « Le paradoxe du même et de l'autre », in Echanges et Communications.

     Mélanges Jean Pouillon et Pierre Maranda, Mouton Ed, Paris, *1968,* repris dans « Histoire et Politique » (textes et témoignages), Raymond Aron, *Commentaire*, Julliard, Paris, 1985, pp. 474-480. [↑](#footnote-ref-147)
148. Bertrand Badie : *Culture* *et politique,* Economica, Paris, 1983*,* p. 135. [↑](#footnote-ref-148)
149. Depuis les années soixante. Cf. cours de « Coopération et développement » (Faculté de droit) et cours « Forces politiques en Afrique Noire » (ronéographie des étudiants de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux), 1965. [↑](#footnote-ref-149)
150. Clifford Geertz : *Savoir local, savoir global*, PUF, 1986, p. 18. [↑](#footnote-ref-150)
151. Tous ceux qui ont fait le pèlerinage de Ann Arbor comme Georges Dupeux ou Emmanuel Leroy-Ladurie doivent sourire quand on leur parle du « récent retour de l'histoire » qui viendrait corriger soudain une science politique américaine qui aurait auparavant oublié la diachronie... Ce cliché provient de ceux qui ignorent que les théories fonctionnaliste et systémiques des années soixante prenaient appui sur des analyses empiriques et historiques antérieures - notamment dans les années cinquante - et sans lesquelles cet effort de théorisation générale n'aurait eu évidemment aucun sens, puisqu'on les supposait acquises, dans les universités américaines... [↑](#footnote-ref-151)
152. Bertrand Badie : *Culture* *et politique,* Economica, 1983, pp. 53-57. [↑](#footnote-ref-152)
153. Cf. la thèse classique de la convergence a été souvent développée par Maurice Duverger. On la trouve sous sa forme la plus nette dans *Introduction à la politique* (idées Gallimard) : « cependant trois faits massifs se développent dont les occidentaux ne paraissent pas mesurer les conséquences : la supériorité technique de la production planifiée sur la production capitaliste ; l'impossibilité de construire une véritable communauté humaine sur la base des principes capitalistes ; enfin la dévalorisation même de ces principes ». L'ensemble de la thèse est développée dans la conclusion : « vers le socialisme », pp. 365-380. [↑](#footnote-ref-153)
154. Cf. J.L. Seurin : « Un schéma pour l'analyse comparative des gouvernements » in « *Droit Institutions et Systèmes politiques*», PUF, Paris, 1987, pp. 701-739,pour la discussion sur la neutralité axiologique des modèles analytiques dans l'analyse systémique. [↑](#footnote-ref-154)
155. Le dernier carré des marxistes qui prétendent défendre une solution alternative communiste, tombent en réalité dans le défaut qu'ils avaient tellement condamné chez les libéraux et les socialistes utopiques : le recours à un idéalisme politique. Cf. Anicet Le Pors dans une chronique du monde. Pour préciser l'argument cf. infra p. 17. « Que reste-t-il du communisme ? », *Le Monde*, 26 octobre 1989. On retrouve la même démarche chez Maurice Duverger : « Le troisième socialisme », *Le Monde*, 27 octobre 1989. Pour une dernière version du mythe de « la convergence ... ». [↑](#footnote-ref-155)
156. Cf. B. Badie, *op. cit*., p. 136 : La conclusion de l'auteur résume l'ambiguïté de son attitude vis-à-vis du modèle démocratique pluraliste : qui peut se réjouir de *« la profonde originalité culturelle »* des systèmes politiques dont on nous dit : « État *et démocratie reconstituant, par exemple, en monde islamique, des significations non seulement originales mais bien souvent antithétiques de celles qu'elles revêtent en Occident ? ».* [↑](#footnote-ref-156)
157. C. Lévi-Strauss *Le regard éloigné,* Plon, Paris, 1983. [↑](#footnote-ref-157)
158. *Cf.* J.G*.* Herder, *Traité sur l'origine de la langue* (1977)et une autre philosophie de l'histoire (1964),Ed. Aubier-Montaigne, Paris. [↑](#footnote-ref-158)
159. Pierre Bourdieu parvient à une conclusion analogue dans le cadre d'un autre paradigme en soulignant qu'un champ est à la *fois* un système structure de forces objectives mais aussi un espace de conflit et de concurrence cf. : 1992, pp. 23 et s.« Réponses » : Pierre Bourdieu avec Loïc J.D.Wacquant, Seuil (libre examen). [↑](#footnote-ref-159)
160. Cf. B. Badie et Guy Hermet : *Politique* *comparée,* PUF, Paris, 1990. L'introduction reprend clairement ce postulat : « Partant du constat que les institutions sont présentement le domaine le mieux couvert par la méthode comparative nous avons limité ou laissé de côté l'analyse des institutions constitutionnelles et administratives ». Cf. la position symétrique des juristes positivistes. [↑](#footnote-ref-160)
161. Cf. J.L. Seurin : « *L'analyse politique du droit constitutionnel ; essai d'interprétation compréhensive*» (21 p.) et rapport au Congrès de Strasbourg : 27, 28, 29 septembre 1990, atelier 3 : le droit constitutionnel et les sciences sociales, coordinateur : Pierre Avril. [↑](#footnote-ref-161)
162. J.L. Seurin : *Le constitutionnalisme aujourd'hui,* Economica, pp. 12-22 et 35-52. [↑](#footnote-ref-162)
163. Rapport précité pp. 5-7. [↑](#footnote-ref-163)
164. L'objection a été soulevée par Jacques Bergès, lors de la présentation orale de ce rapport au séminaire. Or la référence à la démocratie pluraliste constitutionnelle n'était nullement « formelle » et « juridique ». Au contraire l'aspect normatif est un élément essentiel de la construction du « type-idéel » indispensable à la comparaison des régimes politiques. [↑](#footnote-ref-164)
165. Karl Deutsch : « The Nerves of Government », New-York, Free Press, 1963.

     Robert Dahl & Charles Lindblom : « Politics Economics and Welfare », New-York, Harper and Row, 1957.

     Daniel Lerner : « The Passing of Traditional Society », Free Press of Glencoe, 1958. [↑](#footnote-ref-165)
166. Comment pourrait-on, par exemple, comparer les modes de légitimation sans avoir à évaluer les pratiques des régimes fondés sur telle ou telle forme de légitimité et sans avoir à comparer les autres modes de légitimation au mode spécifique de légitimation de la démocratie pluraliste (« one man, one vote ») contra : J. Lagroye. La légitimation in [*Traité de Sciences Politiques*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Leca_Jean/traite_de_sc_pol_t1/traite_de_sc_pol_t1.html) M. Grawitz J. Leca, PUF, 1985. [↑](#footnote-ref-166)
167. Cf. Madeleine Grawitz : « *Méthodes des sciences sociales*», Dalloz, 1975, pp. 384-388 : l'auteur français commente ainsi « objectivement » le texte de Dahl : « Dahl qualifie de behavioriste \*, fonctionnaliste, systématique\* la méthode qu'il utilise pour sa recherche qu'il voudrait « neutre et objective ». Au lecteur français elle apparaîtra surtout soumise à « l’influence de l'idéologie libérale qui l'inspire ». Et ajoute en note dans le même souci d'objectivité : « Lire après ce genre de littérature une page de Lénine constitue une expérience curieuse. À conseiller. » (sic) Aujourd'hui le lecteur français est toujours perplexe mais pas pour la même raison !

     \* Naturellement la traduction correcte était : behavioraliste, et systémique. [↑](#footnote-ref-167)
168. Cf. Bertrand Badie : *Le développement politique,* Economica 1988, prolonge ainsi arbitrairement les thèses développementalistes (p. 54) :

     *« Mais l'interprétation qui en ressort reste marquée par une conception téléologique du devenir des sociétés, assortie d'un ethnocentrisme aussi contestable que celui d'E. Shils ou de D. Lerner : La démocratie politique occidentale est toujours présentée comme le stade suprême commun à tous processus historiques, et consacrant nécessairement la disparition totale et définitive de toute forme de conflit ».* Mais qui donc parlait de « stade suprême » ?

     En fait on ne trouvera dans les textes originaires nulle assertion déterministe de ce type chez aucun de ces auteurs. C'est bien Bernard Badie qui introduit, seul, dans son commentaire ce présupposé d'un « processus finalisé » parfaitement incompatible avec une démarche analytique ; d'ailleurs aucune citation probante ne vient étayer cette interprétation plaquée après coup. Mieux vaut citer Daniel Lerner, lui-même, qui dit exactement le contraire... *« La démocratie politique est apparue tardivement, et typiquement ce fut l'institution* couronnant la *société de participation... Ce facteur et constitué par la mode nouvelle qui consiste à installer des mécanismes électoraux comme symbole d'aspiration à la modernité plutôt que comme mode fonctionnel de gouvernement moderne. La démocratie est devenue le nouveau « dada » du monde, se répandant par diffusion, plutôt que résultant d'un accomplissement fonctionnel des besoins apparus à l'intérieur des frontières par la croissance d'une société de participation. Mais la politique ne peut faire des événements exactement ce qu'elle veut. La décision délibérée de nombreux pays sous-développés d'adopter au hasard certains traits de modernité, plutôt que d'attendre d'évoluer dans la séquence historique, produit des résultats a-historiques »* in F. Balle et J.G. Padioleau : Sociologie *de l'information,* Larousse Université, 1973, p. 143. [↑](#footnote-ref-168)
169. Il est piquant de remarquer que cette incompréhension de la démarche analytique et des principes weberiens se retrouve de façon symétrique dans une autre tradition française : celle de l'idéalisme libéral.

     Cf. Philippe Beneton : *Introduction* *à la politique moderne,* Paris, Pluriel, 1987, qui fait grief, à l'encontre de Max Weber, d'un relativisme excessif ! ...

     Alan Bloom : *L'âme désarmée,* Julliard, 1987, comment à propos de Max Weber, le même contresens sur la portée que ce dernier donne aux rapports aux valeurs. [↑](#footnote-ref-169)
170. Cette précision est indispensable puisqu'un intervenant du séminaire a pu croire devant ce cadre analytique de la démocratie, qu'il s'agissait seulement des structures juridiques formelles (cf. Le grief marxiste de routine...). Il s'agit à l'évidence de beaucoup plus, c'est pourquoi j'ai parlé précisément des pratiques démocratiques : non pas seulement un modèle normatif et institutionnel mais davantage un modèle analytique qui résume ou synthétise l'essentiel de l'expérience démocratique. Sur le rapport du droit et des valeurs, cf. Norbert Rouland : [*Aux confins du Droit*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030181271)*,* Paris, Ed. O. Jacob, 1991, pp. 171-236. [↑](#footnote-ref-170)
171. Cf. les auteurs qui ont défini la démocratie reprennent sous des formes plus ou moins systématiques les mêmes critères institutionnels et pratiques : notamment Peter L. Berger dans l'article cité infra p. 17 (en note). Sur les définitions de la démocratie cf. Tatu Vanhanen : *The* *Process of Demorratization,* N.Y., Crane Russak, 1990, pp. 6-35. [↑](#footnote-ref-171)
172. L'objection est trop fréquente, pour qu'il n'y soit pas répondu à l'avance. Par exemple, le système de contrôle juridictionnel de la constitutionnalité dans le régime politique français, ne répond manifestement pas à toutes les exigences théoriques de ce contrôle. Cf. Claude Emeri : « Du Conseil de sages à la cour de juges », Commentaire n' 55, automne 1991, pp. 491-497. [↑](#footnote-ref-172)
173. Cf. Jacques Ellul : « Les sources chrétiennes de la démocratie. Protestantisme et démocratie » in *La Démocratie Pluraliste,* Paris, Economica, 1981, pp. 82-99. [↑](#footnote-ref-173)
174. Cf. Cornelius Castoriadis : *L'institution imaginaire de la société,* Paris, Le Seuil, 1978. [↑](#footnote-ref-174)
175. Max Weber, [*L'esprit du capitalisme*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.wem.eth)*,* précité. [↑](#footnote-ref-175)
176. Sur cette période, cf. Raymond Aron : « *Mémoires*», Julliard, Paris, 1983. [↑](#footnote-ref-176)
177. Cf. L. Ferry : *La pensée 68.* Voir spécialement le chapitre : « Le Marxisme français », Gallimard, Paris, 1985.

     Cf. Alain Touraine : [*Critique de la modernité*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030296063)*,* Paris, Fayard, 1992. [↑](#footnote-ref-177)
178. Peter L. Berger, « La démocratie dans le monde moderne ». Extrait de Commentary, 1983 in « *Dialogue*», no 64, 2/1984. [↑](#footnote-ref-178)
179. L'argument a été soulevé au séminaire. [↑](#footnote-ref-179)
180. Lénine avait théorisé cette politique opportuniste dans « Stratégie et tactique du Communisme » en précisant quand il fallait - ou non - soutenir les politiques d'indépendance nationale. [↑](#footnote-ref-180)
181. Cf. Frantz Fanon : [*Peau noire et masques blancs*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030294726)*,* Paris, Le Seuil, 1952, (préface de J.P. Sartre), [*Les damnés de la terre*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030294731)*,* Maspero, 1961.

     Cf. Samir Amin : *L'impérialisme* *et le développement inégal,* Paris, Ed. Minuit, 1976, et *« L'économie arabe contemporaine »,* Ed. Minuit, 1980. Dans le premier essai, Samir Amin donne la révolution iranienne comme modèle ; dans le second la révolution cambodgienne : « La leçon de stratégie révolutionnaire qu'ils nous ont donnée est sans doute la plus pertinente pour la majorité des pays d'Afrique », p. 166. [↑](#footnote-ref-181)
182. Cf. Pierre Guerlin : « Politiquement correct, un débat américain », Commentaire no 60, Hiver 92-93, p. 851. [↑](#footnote-ref-182)
183. La guerre du Golfe nous a fourni un exemple saisissant de ces réalignements imprévisibles qui transgressent les oppositions idéologiques courantes, et notamment le clivage gauche/droite, dans la république française. Le nationalisme « fermé » regroupait G. Marchais, J.M. le Pen, A. Waechter, J.P. Chevènement, M. Jobert et quelques gaullistes historiques. La position universaliste « ouverte » rassemblait à l'opposé J. Poperen, L. Mermaz, M. Rocard sur les mêmes positions que J.F. Deniau, F. Léotard, P. Devedjian etc. Cf. Le Point, n' 960, 11 février 1991, pp. 38-39. [↑](#footnote-ref-183)
184. L'évolution de Bernard Kouchner est caractéristique sur ce problème : cf. « Le devoir d'ingérence ».

     Cf. Edmond Jouve : *Le droit des peuples,* Paris, PUF, Que sais-je ?, no 23-15, 1986. [↑](#footnote-ref-184)
185. Sur cette comparaison, cf. « Les discours sur les Révolutions », tomes I et II, Colloques de Charlottesville et de Bordeaux. Economica, 1991, pp. 61-91. La meilleure analyse est celle de Georges Gusdorf :[*Les Révolutions de France et d’Amérique*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/gusdorf_georges/revolutions_france_amerique/revolutions_france_amerique.html)*,* Paris, Perrin, 1988.

     Remarquable également : Denis Lacorne : *L'invention de la République,* Paris, Pluriel, 1991. [↑](#footnote-ref-185)
186. Opus cité, Tome JJ, J.L. Seurin, pp. 19-25. [↑](#footnote-ref-186)
187. Cf. B. Badie, op. précité. [↑](#footnote-ref-187)
188. Cf. Bertrand Badie et GuyHermet : *Politique* *comparée,* PUF, 1990, (introduction, pp. 10-11). [↑](#footnote-ref-188)
189. On retrouve curieusement à ce propos, l'argument classique utilisé jadis pour justifier le marxisme : *vous* ne pouvez pas comprendre l'Islam véritable, si vousne le vivez pas de l'intérieur... [↑](#footnote-ref-189)
190. Claus Offe : « Vers le capitalisme par construction démocratique ? », *R.F.S.P.,* Vol. 42, no 6, déc. 1992, pp. 923-942. [↑](#footnote-ref-190)
191. Ilen allait de même, des analyses parallèles de Robert Dahl et de Charles Linblom qui, pour les mêmes raisons, ne pouvaient croire un instant, aux chances d'une exportation linéaire ou au finalisme du modèle polyarchique. Il n'y a jamais eu ainsi, de symétrie entre cette démarche analytique et la prétention dogmatique du marxisme. [↑](#footnote-ref-191)
192. Cf.Bertrand Badie et Guy Hermet : *Politique comparée,* Thémis, Science Politique, Paris, PUF, 1990. À l'opposé, Jean Blondel, après avoir défini les limites de cette approche, *lui* rend hommage ainsi : (le *structuro-fonctionnalisme)... « qui reste cependant la seule approche, collant au moins quelque peu à la trame des structures d'une manière comparée ». Rajoute dans le même sens : « mais il en résulte aussi que les critiques ne contribuent pas davantage à faire progresser la solution des problèmes ». Cf.* Jean Blondel : « Généralités : Le comparatisme » ; in [*Traité de Science Politique*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Leca_Jean/traite_de_sc_pol_t2/traite_de_sc_pol_t2.html), M.Grawitz, J. Leca, Tome II, pp. 1-26. Àpartir d'une problématique différente, Jean Leca, reste fidèle à la tradition typologique dans son étude : *«*Àpropos de l'État : la leçon des « États non-occidentaux » in *Études dédiées à Madeleine Grawitz (cf.* notamment paragraphe 4 :Le pluralisme culturel »), Dalloz, 1982, pp. 201-230. [↑](#footnote-ref-192)
193. pour la critique de la thèse « Chicago boys », cf. infra p. 52. [↑](#footnote-ref-193)
194. Cf. E. Banfield : *The* *moral of Backward Society,* Glencoe Free Press, 1958. [↑](#footnote-ref-194)
195. Samuel P. Huntington : *Political order in changing Societies,* Princeton : Yale University Press, 1968. Cf. également la position réelle de Daniel Lerner qui ne révèle aucun idéalisme démocratique déplacé, et naturellement, encore un dogmatisme finaliste... Cf. note supra pp. 13 et 14. [↑](#footnote-ref-195)
196. En lisant le reste et la préface et le contenu de l'ouvrage, on peut être surpris de l'assertion gratuite de B. Badie, lorsqu'il fait grief à S. Huntington de reprendre à son compte « les postulats d'un changement isomorphique et finalisé… ». Cf. B. Badie : *Le développement politique,* 4e ed., Economica, 1988, p. 197. [↑](#footnote-ref-196)
197. B. Badie, *op. cit*., pp. 54-55. [↑](#footnote-ref-197)
198. Une telle interaction dans une perspective fonctionnaliste (au sens mertonien utilisé ici) n'a naturellement rien à voir avec une « loi déterministe de transformation » qu'a toujours rejeté la tradition analytique [↑](#footnote-ref-198)
199. Sous la direction de L. Hamon. *Mort des dictatures ?* Paris, Economica, 1982. [↑](#footnote-ref-199)
200. À partir de 1989-1990, une telle typologie devait être changée puisqu'il devenait manifeste que pour les pays de l'Est et même pour l'URSS la volonté politique de refuser le pluralisme était bien celle des dirigeants et non celles des « Peuples » comme le soutenaient les marxistes. [↑](#footnote-ref-200)
201. C'est ce modèle alternatif qui fascinait les intellectuels marxistes ou marxisants. C'est sa sauvegarde qui leur rendait insupportable l'idée que le modèle démocratique pluraliste puisse être la finalité « déterminée » (Cf. Préface Lavau à Bertrand Badie). [↑](#footnote-ref-201)
202. S'y ajoutaient divers satellites dans le Tiers-Monde : Nicaragua, Algérie, Burkina-Faso, Congo-Brazzaville Benin, Angola, Mozambique, Madagascar, Ethiopie, Somalie, Corée du Nord, selon les époques. [↑](#footnote-ref-202)
203. La contestation de l'authenticité des « élections libres et concurrentiel les » du marxisme-léninisme semble avoir subi une éclipse ces dernières années, mais il faut rappeler qu'elle était une critique de routine dans les années soixante, que l'intelligentsia de gauche reprenait volontiers à son compte... jusqu'en 1981. Cf. le célèbre slogan sartrien des années 60 : « élections, piège à cons... ». [↑](#footnote-ref-203)
204. Article *RFSP* précité p. 29. [↑](#footnote-ref-204)
205. J'emploie sciemment le qualificatif de « clérical » parce que le lieu commun des islamistes est de répéter, qu'en théorie il n'y a pas - dans l'Islam sunnite - de clergé institué. On veut en déduire, un peu vite, que l'islamisme n'est pas de ce fait, ni un intégrisme, ni un cléricalisme... Théoriquement encore, on nous dit que la revendication du clergé est seulement la conformité à la « sharia » et non l'exercice du pouvoir. Encore en 1988, Olivier Roy, essaie de maintenir cette fiction pour l'Iran. Or en 1993 c'est toujours le haut-clergé chiite (les moutehadjerin) et les écoles coraniques de Quom et de Meched qui sont au premier plan, avec leur haine de l'Occident. C'est le trait commun qu'ils partagent avec les prétendus « radicaux » (les rouhaniyoun). Quelles que soient les tendances, c'est ainsi toujours le haut ou le moyen clergé que l'on trouve maître du pouvoir. Le cléricalisme c'est exactement cette confusion - de fait - du pouvoir politique et de la religion. De même on doit parler à leur propos de réactionnaires au sens strict - et non pas seulement de conservateurs - car ce qu'ils veulent imposer c'est un retour à un ordre ancien, fut-il mythique. Cf. Olivier Roy : « Révolutions islamites » in *Projet*, no 214, novembre-décembre 1988 ; Thierry Lalevee ; « L'Iran en voie d'implosion ? » in *Arabies*, no 74, février 1993. [↑](#footnote-ref-205)
206. Ces pays sont d'autant plus caractéristiques qu'ils n'ont pas d'alibi de la « pauvreté », du fait de leurs richesses pétrolières, bien que la rhétorique tiers-mondiste ne manque pas de pratiquer l'amalgame, notamment à propos de l'Irak... [↑](#footnote-ref-206)
207. À ceux qui - sur le plan de la science politique - prétendaient défendre cette symétrie formelle, l'évolution des pays de l'Est et de l'URSS a fourni un démenti décisif, dont il faut tirer les conséquences dans les hypothèses analogues qui concernent le comparatisme, dans l'aire islamique notamment. [↑](#footnote-ref-207)
208. En 1986, B. Badie, après une longue tentative d'élaboration d'un « Second État », était obligé de conclure : *« Au total, le bilan est maigre, et il est difficile de parler d'invention d'un modèle politique nouveau » (op. cit*. p. 219). En 1990, l'auteur se réfugie sur le terrain du « wishfull thinking », *« la cité idéale pourrait alors être reconstruite à partir d'une autre chose. Il faut bien cependant constater que derrière ces mouvements sociaux, ces tentatives de reconstruction d'une culture, on trouve encore très peu de réalisations concrètes, et aucun modèle réalisé de cette démocratie islamique ou de cette démocratie africaine revendiquée ».* Pouvoirs, no 52, 1990, p. 48. Enfin dans « Politique comparée », l'auteur ne parle *plus* de modèle islamique, mais de « dynamique » déstabilisante : « les crises dans le modèle musulman ». Le second État s'est évaporé... [↑](#footnote-ref-208)
209. dont ni les politistes français, ni les analystes américains n'avaient à attendre « le retour en 1960 ! ... [↑](#footnote-ref-209)
210. Sur le problème du monde arabe : cf. Ghassan Salame : « Sur la causalité d'un manque : pourquoi le monde arabe n'est-il pas démocratique ? » *R.S.S.P.,* vol. 41, no 3, juin 1991, pp. 307-339. Cf. aussi : Lahouari Addi : « Les missions paradoxales du FIS », *Libération*, 6 janvier 1992, p. 6. [↑](#footnote-ref-210)
211. Cf. *Geopolis* de Claude Sérillon (France II), Pascal Bruckner note justement qu'on y décrit toujours Cuba et le Nicaragua, jamais le Costa-Rica où le modèle démocratique a été adopté avec succès ! [↑](#footnote-ref-211)
212. *« Pour beaucoup dans les sociétés traditionnelles, le développement espéré représente, non pas les Soviets plus l'électricité, selon la formule de Lénine, mais les quatre femmes plus la « Cadillac ».* Jacques Austruy : « Le scandale du développement », p. 62, ed. Rivière, Paris, 1968. [↑](#footnote-ref-212)
213. Cf. Jacques Ellul : *Trahison de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975. [↑](#footnote-ref-213)
214. Cette richesse ne résulte pas de la créativité ou de la faculté d'innovation des élites, ou de la « force de production » des populations autochtones. Elles n'ont de valeur financière que du fait de la préexistence de la technologie occidentale : qui par ailleurs a permis également la mise en valeur historique et le développement de ces ressources, jusqu'alors ignorées depuis des siècles. Cette remarque pour souligner le caractère dérisoire du discours moralisant sur le « pillage » du Tiers-Monde (cf. Claude Julien, etc.). [↑](#footnote-ref-214)
215. Sur le cas de l'Afrique Noire d'expression française cf. J.L. Seurin : in *Discours sur les Révolutions*, tome 1, Paris, Economica, 199 1, pp. 19-25. [↑](#footnote-ref-215)
216. Cf. Bertrand Badie : *opus cité*. [↑](#footnote-ref-216)
217. La plupart des dirigeants qui accèdent au pouvoir dans les années soixante avaient bénéficié d'une éducation scolaire ou universitaire dans la période coloniale : Kwamé N'Khruma pour le Ghana, L.S. Senghor pour le Sénégal étaient exemplaires de cette option. [↑](#footnote-ref-217)
218. L. Sedar Senghor : Congrès constitutif du P.F.A., Présence Africaine, Paris, 1959. [↑](#footnote-ref-218)
219. Le processus de démocratisation pratique ne doit pas être confondu avec la seule mise en place formelle des institutions représentatives. Même au niveau prosaïque des opérations de vote il ne fallait pas, par exemple, s'attendre en 1956 à mettre en place immédiatement des isoloirs dans le désert de Mauritanie, alors que matériellement cela était déjà possible à Dakar, Matam ou Podor... Mais le comparatiste de terrain doit inclure de telles données empiriques dans son évaluation analytique - je n'ose dire scientifique -, de la situation politique concrète. De ces différences effectives, il n'y a pas pour autant de raisons de conclure à des différences culturelles définitives et a fortiori, à l'impossibilité épistémologique d'une analyse comparative. [↑](#footnote-ref-219)
220. Un élément de l'analyse critique des idéologies et des mythes politiques est de reconstituer à la manière de Nietzsche la genèse ou la « généalogie » de l'émergence de ces thèmes. Les considérer comme innées ou originaux dans une culture étrangère est un simple préjugé, qui ne peut pas être opposable a priori à l'analyse critique ; avant d'avoir démontré – historiquement - leur antériorité ou leur spécificité. [↑](#footnote-ref-220)
221. On peut dire efficacité relative par opposition au dogmatisme de la plupart des spécialistes des pays arabes qui, par exemple, lors de la guerre du Golfe, avaient annoncé une réaction arabe générale des populations, au nom de ces mythes qu'ils avaient eux-mêmes intellectuellement forgés. [↑](#footnote-ref-221)
222. Beaucoup ne sont pas traduit en Français, ce qui rend douteux pour le moins, leur influence en Afrique Noire ou ailleurs... [↑](#footnote-ref-222)
223. Cf. Robert Dahl : *l'avenir de l'opposition dans les démocraties* futuribles SEIDIS, Paris, 1966, et *A Preface to Economic Democracy,* Berkeley U.C. Press, 1985. [↑](#footnote-ref-223)
224. Cf. D.C. North, R.E. Thomas : *L'essor du monde occidental,* Paris, Flammarion, 1980. Yves Simon : « Croissance de l'État, externalités et droits de propriété ». Colloque de l'Association pour l'Economie des Institutions, nov. 1977 (Pourquoi l'État croit-il ?).

     A.K. Smith : « Socio-economic development and political democracy : a causal analysis », *Midwest Journal of Political Science*, 30 (1), pp. 95-125. [↑](#footnote-ref-224)
225. Cf. Balandier, pour le clientélisme africain des années soixante, l'analyste a beaucoup à tirer de la référence aux études américaines des années cinquante sur le « bossisme » et le « patronage » (clientélisme) au sens critique initié par Max Weber. [↑](#footnote-ref-225)
226. Au sens où Weber tente de mesurer le degré de « socialisation » ou de « communalisation », en train de se faire. Depuis 1990, notamment avec l'intervention des conférences nationales, l'échec annoncé de la démocratie pluraliste est déjà moins évident que dans les interprétations critiquées. Il convient de préciser que l'échec d'un régime politique concret sur le terrain, n'est pas nécessairement imputable aux seuls principes libéraux qui en avaient inspiré le modèle. [↑](#footnote-ref-226)
227. Martin Landau à Berkley avait formé le leader politique chinois de Singapour. [↑](#footnote-ref-227)
228. L'idée même d'une « histoire » à la fois linéaire et finalisée est typiquement marxiste : elle est inconcevable dans une perspective analytique et dans une vision libérale de l'histoire (cf. R. Aron). [↑](#footnote-ref-228)
229. Au sens kantien du terme, bien sûr. [↑](#footnote-ref-229)
230. Cf. rapport « The want get ratio », Congrès du CIECC, 17 septembre 1970, Vina del Mar (Chili). [↑](#footnote-ref-230)
231. Il est important de lire le livre de Francis Fukuyama pour saisir la portée réelle de l'expression, infiniment plus critique et relativiste, que *les* commentateurs ne l'avaient dit, à propos de son article fameux. Cf. F. Fukuyama : *La fin de l'histoire et le dernier homme,* Paris, Flammarion, 1992. [↑](#footnote-ref-231)
232. Cf. Pierre Birnbaum, Ouvrage précité. [↑](#footnote-ref-232)
233. Cf. L. Klein et K. Ohkawa : *The Japenese Experience since The Meiji Era,* New Haven, Yale University Press, 1966. [↑](#footnote-ref-233)
234. C'est bien dans ce paradigme qu'on peut trouver l'énoncé des postulats de linéarité et de finalisme, imputés injustement au paradigme pluraliste des développementalistes américains. [↑](#footnote-ref-234)
235. Cf. la version amendée du paradigme marxiste dans Maurice Duverger : *Sociologie de la politique.* Themis, Paris, PUF, 1973, pp. 341-372, cf. les critiques de ce modèle : F. Bourricaud, *Le Monde*, 10 novembre 1973. JF Seurin : « Les deux faces de Janus : néomarxisme ou néo-idéalisme ? » *R.F.S.P.,* vol. XXV, no 3, juin 1975, pp. 547-559. [↑](#footnote-ref-235)
236. Bertrand Badie, *Culture et politique,* Paris, Economica, 1983. [↑](#footnote-ref-236)
237. Mischio Mortshima : *Capitalisme et confucianisme,* Paris, Flammarion, 1987. [↑](#footnote-ref-237)
238. Cf. problèmes économiques (Doc. Fr.) n' 2, 126, 24 mai 1949.

     Cf. Ydichi Higuchi (université de Tokyo) : la démocratie et le Japon in *Géopolitique*, no 37, printemps 1992, pp. 11-16. [↑](#footnote-ref-238)
239. Les critères normatifs définis précédemment sont plus ou moins en voie de réalisation. Il n'est pas question de minimiser pour autant les violences, cf. massacre des Sikhs (1984) ou les faits de constitutions. [↑](#footnote-ref-239)
240. 26 novembre 1991. Cf. la bibliographie concernant l'Inde se trouve dans la Bibliographie générale. [↑](#footnote-ref-240)
241. Cf. la critique formulée supra p. 26. [↑](#footnote-ref-241)
242. Bertrand Badie : *L'État importé, l'occidentalisation de l'ordre politique,* Paris, Fayard (l'espace du politique), 1992, p. 315. [↑](#footnote-ref-242)
243. Cf. Le témoignage de Pascal Salin, professeur à l'université Dauphine, in « *Le Monde*» 14 octobre 1980 (rubrique « Point de Vue »). [↑](#footnote-ref-243)
244. Ghassan Salame, article *R.F.S.P.,* juin 1991, précité, cf. aussi : Burhan Ghalioun « Monde Arabe : le défi de la démocratie », *Libération*, 25 novembre 1991 ; p. 6.

     Cf. Zaki Laidi : « La démocratie de marché », *Libération*, 25 octobre 1991, p. 5.

     Cf. Gilles Kepel, Yann Richard & Alii : *Intellectuels* *et militants dans l'Islam contemporain,* Paris, Seuil, 1990. [↑](#footnote-ref-244)
245. J.L. Seurin in *Le Discours sur les révolutions*, tome II, Colloque de Bordeaux, pp. 19. *Le cas de l'Afrique Noire d'expression française*, Economica, Paris, 1991. Pour un rappel des conditions réelles dans lesquelles s'est produite la passation des pouvoirs. [↑](#footnote-ref-245)
246. Le cas de l'Irak, militairement vaincu, mais toujours gouverné par une dictature, est le cas limite... où les démocraties pluralistes auraient eu l'occasion « d'imposer » leur modèle, si elles l'avaient voulu, ou l'avaient pu... [↑](#footnote-ref-246)
247. Cf. l'étonnant éditorial du « Monde » du 12 février 1975 et l'article de fond de Maurice Duverger : « L'armée et la Révolution », « *Le Monde*», 3 octobre 1974. [↑](#footnote-ref-247)
248. La répugnance affichée par les relativistes culturels à l'exportation de la démocratie pluraliste constitutionnelle entraîne de leur part une contradiction supplémentaire en ce qui concerne les Droits de l'Homme et leur universalité. En fait, rejeter la pratique démocratique pluraliste c'est récuser également une large partie, sinon la totalité, des droits énoncés par une déclaration universelle. Les tenants de cette thèse iraient-ils jusqu'à dire que ce rejet serait le prix légitime pour sauvegarder la spécificité culturelle qu'ils érigent en absolu ? [↑](#footnote-ref-248)
249. Mais cette formulation utilisée par les culturalistes n'est-elle pas elle-même spécieuse ? Même si la formulation de base des Droits de l'Homme est historiquement née en Occident (Europe, États-Unis) son contenu effectif n'est-il pas valable pour d'autres aires de civilisation ? [↑](#footnote-ref-249)
250. J. Schumpeter : [*Capitalisme, Socialisme et Démocratie*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_original.html). [↑](#footnote-ref-250)
251. C'est bien là la position classique des « développementalistes » américains et des théoriciens antérieurs de la démocratie pluraliste. Cf. notamment les ouvrages précités de R. Dahl, et de S.M. Lipset, et la bibliographie finale. [↑](#footnote-ref-251)
252. L'actualité impose ici l'évocation de l'exemple algérien et du dilemme posé aux démocrates par les sanctions prises contre le FIS. Qu'on ne vienne pas dire trop vite que cet exemple montre que l'Islam est une tradition définitivement opposée à la démocratie.

     Ce qui est vrai, c'est que, actuellement, le F.I.S. est un mouvement politique dont le fanatisme constitue une menace potentielle et réelle contre la démocratie. Mais il faut se souvenir aussi que des élections ne deviennent pas libres par décret, et que rien dans la pratique du F.L.N. n'avait préparé l'Algérie à une solution véritablement négociée. [↑](#footnote-ref-252)
253. Ils devraient dire seulement : prétendre exprimer ! ... [↑](#footnote-ref-253)
254. Sur la portée de ce terme cf. Christian Coulon : « Sénégal » : The Development and fragility of Semidemocracy *in Democracy in Developing Societies,* Vol. 2, *Africa*, L. Diamond & Alii, Boulder : Lynne Rienner, 1988. [↑](#footnote-ref-254)
255. Cf. J.L. Seurin : « La géopolitique des droits humains », *Les Cahiers du Droit,* Université Laval, Québec, septembre 1987, pp. 473-486.

     Cf. J.L. Seurin : « L'analyse politique de l'État de Droit et du statut des minorités », Rapport au Congrès Européen sur les droits des minorités, Athènes, 1992.

     Cf. *Les minorités en Europe* (direction H. Giordan), Editions Kimé, Paris, 1992.

     Cf. « Les droits des minorités, *Les Cahiers du Droit,* Université Laval Québec, mars 1986.

     Cf. J.L. Seurin : « L'évolution des Balkans et de l'URSS », *Mélanges Gérard Bergeron,* Presses Université du Québec, 1992, pp. 407-422. [↑](#footnote-ref-255)
256. Le caractère scientifique des critères et des indicateurs matériels de démocratie demeurent valables dans la mesure précisément où ils obéissent au principe de réfutation poppérien. On ne saurait au contraire se contenter d'un rejet de principe de la méthode.

     Cf. Jacques Lagroye : « La légitimation » in Madeleine Grawitz - Jean Leca : [*Traité de Science Politique*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Leca_Jean/traite_de_sc_pol_t1/traite_de_sc_pol_t1.html)*,* Tome 1, PUF 1985, pp. 395-402. [↑](#footnote-ref-256)
257. Cf. supra, pp. 15 à 18. [↑](#footnote-ref-257)
258. Cf. supra, pp. 27 à 49. [↑](#footnote-ref-258)
259. Curieusement oubliée aujourd'hui, dans les études des théories du développement, la théorie marxiste des « cinq formations sociales » est un élément-clef du matérialisme dialectique. Elle a servi de référence aux africanistes de formation marxiste : cf. CERM : *Sur* *les sociétés précapitalistes,* Ed. Sociales, 1970, (Préface de M. Godelier). P.F. Gonidec y fait appel, dans ses deux ouvrages sur l'Afrique : *L'État africain* (Tome 8) et *Les systèmes politiques africains* (Tome 14), L.G.D.J., Paris, 1971, pp. 21 et s. Il n'est pas certain que la référence au mode de production asiatique (civilisation hydraulique, selon Karl Wittfogel) soit la plus appropriée pour expliquer l'économie précoloniale de l'Afrique Noire...

     Cf. aussi J. Suret-Canale dans *La Pensée,* no 117, octobre 1964. Cf. K. Wittfogel : Le *despotisme oriental,* Ed. de Minuit, 1964. Cf. Pierre Fougeyrollas : *Sciences* *sociales et marxisme,* Paris, Payot, 1979. [↑](#footnote-ref-259)
260. Jean-Louis Seurin : *Obstacles sociaux aux transferts de technologie dans les pays envoie de développement. Un enjeu technologique et relations internationales.* Paris, Economica, 1986. [↑](#footnote-ref-260)
261. D. North et R.P. Thomas : *L'essor du monde occidental,* Paris, Flammarion, 1980*.* et W.F. Baumol, *Welfare Economics and the Theory of the state,* Londres, Longman, 1952. [↑](#footnote-ref-261)
262. Toute une littérature de l'économie de commandement illustre cette tentative de justification nouvelle du marxisme léninisme : Cf. Marie Lavigne : *Les économies socialistes soviétiques et européennes,* A. Colin, 1970 et 1979. [↑](#footnote-ref-262)
263. Pierre et Marie Lavigne parlent aussi en 1979de « société » socialiste avancée. [↑](#footnote-ref-263)
264. Cf. supra Le grief répété de vouloir « imposé » la démocratie pluraliste, p. 51*.* [↑](#footnote-ref-264)
265. Georges Balandier : *Sens et puissance,* Paris, PUF, 1971. Pour une typologie des types de réaction à la situation coloniale, cf. du même auteur : *Sociologie actuelle de l’Afrique Noire,* Paris, PUF, 3e ed. 1971... [↑](#footnote-ref-265)
266. Les premiers ouvrages sont publiés à partir de 1971 : La *théologie de* la *libération* de Gustavo Guttierez ; *Jésus* *Christ libérateur* de Léonardo Boff ; *Oppression*-*libération* de Hugo Assman.

     Ouvrages publiés aux Éditions du Cerf et du Centurion.

     Ces ouvrages marquent un double décrochage : vis-à-vis de la « Théologie de la Révolution » d'une part, mais aussi vis-à-vis du Conseil épiscopal latino-américain. Guttierez préconise de façon significative le passage d'une « théologie du développement à une théologie de la libération ». [↑](#footnote-ref-266)
267. Bien entendu toute défense de la démocratie pluraliste risque de passer pour un éloge univoque de ce type de système politique. Nous ne perdons pas de vue cependant les limites et les carences des démocraties constitutionnelles. Nous ne pouvons que renvoyer aux critiques classiques : pour une bibliographie générale cf. J.L. Seurin et alii : *La* *démocratie pluraliste,* Paris, Economica, 1980, pp. 313-322. [↑](#footnote-ref-267)
268. Sur les expériences concrètes de démocratisation. Cf. J.F. Médard : *États d’Afrique Noire,* Paris, Ed. Karthala, 1991. [↑](#footnote-ref-268)
269. Jacques Lagroye : « La légitimation », pp. 396-365in [*Traité de Science politique*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Leca_Jean/traite_de_sc_pol_t1/traite_de_sc_pol_t1.html)*,* M. Grawitz/J. Leca.

     En se refusant à étudier la mise en œuvre des processus de légitimation (p. 461)l'auteur ne peut *plus* évidemment mettre en évidence la spécificité de la légitimité démocratique puisque c'est l'ensemble des processus démocratiques (libertés publiques, élections, choix, opinion publique pluraliste, multipartisme et responsabilité des gouvernants) qui permet d'authentifier la légitimité démocratique. [↑](#footnote-ref-269)
270. J.C. Rufin : « Les ours et la démocratie ». Chronique du Quotidien de Paris, 13 avril 1992. Chronique de Libération du 13 février 1992 : « Le regain autocratique » et son ouvrage *L'empire et les nouveaux barbares* J.C. Lattes. [↑](#footnote-ref-270)
271. Pascal Bruckner : *La mélancolie démocratique,* Seuil, Coll. « L'histoire immédiate », Paris, 1990. [↑](#footnote-ref-271)
272. Raymond Aron, *Mémoires,* p.740, Paris, Julliard, 1983. [↑](#footnote-ref-272)
273. R. Aron précise en note « au sens de Kant ». [↑](#footnote-ref-273)
274. Philippe Raynaud : *Raymond Aron et Max Weber : Histoire et politique,* Commentaire/ Julliard, 1985, pp. 213-221. [↑](#footnote-ref-274)
275. Le texte d'Octavio Paz a été cité dans « *Le Monde*», Dossiers et Documents, no 208, mars 1993 : « L'autre et l'ailleurs », p. 3.

     On peut faire la même remarque pour l'ex-URSS et l'ex-Yougoslavie : le pluralisme était jugulé par l'ordre hiérarchique totalitaire mais quand le principe démocratique relance l'évolution, les conflits culturels et ethniques réapparaissent inévitablement. [↑](#footnote-ref-275)
276. Ph. Reynaud, art. précit. p. 220. [↑](#footnote-ref-276)
277. Léo Strauss : *Droit* *naturel et Histoire,* Paris, Plon, 1954, et Allan Bloom : *L'âme* *désarmée,* Paris, Julliard, 1987. [↑](#footnote-ref-277)
278. Philippe Raynaud renvoie à une citation très nette de R. Aron sur ce point dans l'introduction qu'il donne pour [*Le savant et la politique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.wem.sav)*,* Plon, 1959, pp. 51-52. C'est pourquoi nous l'avons finalement choisie pour la mettre en exergue de cette conclusion supra p. 67. [↑](#footnote-ref-278)
279. J.L. Seurin et alii précité. [↑](#footnote-ref-279)
280. Jacques Ellul : *Trahison* *de l'Occident »,* Paris, Calmann-Lévy, 1975, cf. Ch. II. [↑](#footnote-ref-280)
281. Toutes les « analyses du soupçon » qu'elles viennent de Marx ou de Nietzsche au moment même où elles dénoncent l'hypocrisie du discours démocratique libéral, ne peuvent empêcher que leur dénonciation *« n'ait de sens que, précisément, dans la mesure ou ces principes ont été déclarés publiquement posés ou soutenus ».* Cf. Ellul, id. p. 66. Cf. dans le même sens : J.L. Seurin : « Discours sur les révolutions », tome II, précité pp. 91 :

     *« Quand bien même cette philosophie politique située et datée serait caduque il apparaît suffisant pour cautionner son universalité de regarder le présent et de découvrir que des revendications - ou des stratégies nouvelles - retrouvent les mêmes mots et les mêmes raisonnements pour exprimer les mêmes sentiments et les mêmes aspirations dans des contextes politiques différents. Ainsi se produit la novation inattendue de modèles historiques oubliés par beaucoup, niés même parles militants du relativisme culturel et revérés seulement du bout des lèvres par certains, au rythme inégal et imprévu des commémorations ».*

     Cf. Peter Berger et Thomas Luckmann : *La construction sociale de la réalité*, Paris, Librairie des méridiens (sociétés), 1987.

     Gérard Namer : *Mémoire et Société,* Paris, Librairie des Méridiens, 1987. [↑](#footnote-ref-281)
282. M. Grawitz, *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1983, p, 58. [↑](#footnote-ref-282)
283. B. de Jouvenel, *De la politique pure*, Paris, Calmann-Lévy, 1963. [↑](#footnote-ref-283)
284. R. Boudon*, La crise de la sociologie,* Genève, Droz, 1971. [↑](#footnote-ref-284)
285. M. Offerlé, *Les partis politiques,* Paris, PUF, 1987, p. 16. L'emploi des termes déconstruction et déconstructeurs à propos des disciples de Pierre Bourdieu est pour le moins abusif. En effet, rien à voir avec la Grammatologie ou avec Jacques Derrida, si ce n'est tenter d'user de la renommée internationale d'une école de pensée en en usurpant le titre pour capturer ainsi des parts sur le « Marché » du savoir ou des « biens » intellectuels... [↑](#footnote-ref-285)
286. P. Tort, *La raison classificatoire,* Paris, Aubier, 1988, p. 208. [↑](#footnote-ref-286)
287. L. Wittgenstein, *Grammaire philosophique,* Paris, Gallimard, p. 323. [↑](#footnote-ref-287)
288. P. Tort, *op. cit*., p. 209. [↑](#footnote-ref-288)
289. M. Offerlé, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-289)
290. Dérive économisciste qui marque l'œuvre de Pierre Bourdieu - depuis la fin des années soixante-dix - et, partant, ses disciples. [↑](#footnote-ref-290)
291. E. Durkheim, [*Les règles de la méthode sociologique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.reg1)*,* Paris, PUF/Quadrige, 1983, 21e édition. [↑](#footnote-ref-291)
292. B. Lacroix, *Durkheim et le politique,* Paris, FNSP, 1981. [↑](#footnote-ref-292)
293. M. Weber, [*Essais* *sur la théorie de la science*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24782670)*,* Paris, Pion/Agora, 1992, 1ère éd. française 1965. [↑](#footnote-ref-293)
294. I. Prigogine et I. Stengers, *La nouvelle alliance*, Paris, Gallimard/Folio, 1991, nouvelle édition augmentée d'une postface. [↑](#footnote-ref-294)
295. E. Morin, *La méthode*: 4. *Les idées*, Paris, Seuil, 1991. [↑](#footnote-ref-295)
296. A. Moles, *Les sciences de l'imprécis,* Paris, Seuil, 1990, p. 49. [↑](#footnote-ref-296)
297. FR3, Emission « *Océaniques*», septembre 1987. [↑](#footnote-ref-297)
298. E. Durkheim, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-298)
299. J. Piaget, *Épistémologie des sciences humaines,* Paris, NRF, 1964, pp. 29-30 ; nos italiques. [↑](#footnote-ref-299)
300. Fr. Heritier-Auge, « La comparaison », in *Problèmes et objets de la recherche en sciences sociales*, Paris, Ehess, 1988, p. 282 ; citation de CI. Lévi-Strauss, « histoire et ethnologie » in *L'Anthropologie Structurale*, Paris, Plon, 1958. [↑](#footnote-ref-300)
301. M. Foucault, [*Les mots et les choses*](https://monoskop.org/images/4/40/Foucault_Michel_Les_mots_et_les_choses.pdf), Paris, Gallimard, 1996, p. 7. [↑](#footnote-ref-301)
302. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-302)
303. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-303)
304. *Ibid.,* p. 54. [↑](#footnote-ref-304)
305. *Ibid.,* p. 55. [↑](#footnote-ref-305)
306. CI*.* Lévi-Strauss, [*La pensée sauvage*](https://monoskop.org/images/f/f6/Levi-Strauss_Claude_La_Pensee_sauvage_1962.pdf)*,* Paris, Plon, 1962*,* « Agora », 1985*.* [↑](#footnote-ref-306)
307. M.Henaff, *Claude Lévi-Strauss,* Paris, Belfond, 1991, p. 321. [↑](#footnote-ref-307)
308. CI. Lévi-Strauss, *op. cit*., p. 60. [↑](#footnote-ref-308)
309. *Ibid*., p. 56. Cette raison classificatoire se fonde essentiellement sur le mythe qui ordonne le monde extérieur. Cfr. E. Cassirer, *Philosophie des formes symboliques*, I, Paris, Minuit, 1972. [↑](#footnote-ref-309)
310. P. Tort, *op. cit*., p. 54. [↑](#footnote-ref-310)
311. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-311)
312. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-312)
313. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-313)
314. *Ibid*., p. 548. [↑](#footnote-ref-314)
315. *Ibid*., p. 554. [↑](#footnote-ref-315)
316. *Ibid*., p. 559. [↑](#footnote-ref-316)
317. Le recours à l'œuvre critique de Pierre Bourdieu est fécond et enrichissant. Par contre, l'application acritique de ses métaphores économiques et mercantiles au champ politique s'avère stérilisante. Cfr A. Caille, *Splendeurs et misères des sciences sociales,* Genève, Droz, 1986. [↑](#footnote-ref-317)
318. P. Tort, op. *cit.,* p.555. [↑](#footnote-ref-318)
319. E. Guyenot, *Les sciences de la vie aux XVIIe et XVIIIe siècle,* Paris, Albin Michel, 1942 ; cité in *Ibid.,* pp*.* 553-554. [↑](#footnote-ref-319)
320. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-320)
321. M. Offerlé, « Mobilisation électorale et invention du citoyen. L'exemple du milieu urbain français à la fin du XIXe siècle » in D. Gaxie. Dir, *Explication du vote,* Paris, FNSP, 1986, p. l66. [↑](#footnote-ref-321)
322. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-322)
323. E. Archambault, *Comptabilité nationale,* Paris, Economica, 1979. [↑](#footnote-ref-323)
324. Sur la classification des biens par l'économie, cfr. A. Wolfelsperger, *Les biens collectifs,* Paris, PUF, 1975. [↑](#footnote-ref-324)
325. Nous nous inspirons de la démarche de : J. Derrida, *De la grammatologie,* Paris, Minuit, 1967 et *Donner le temps. I. La fausse monnaie,* Paris, Galilée, 1990. [↑](#footnote-ref-325)
326. J. Derrida, Eperons, *les styles de Nietzsche,* Paris, Flammarion, 1978. [↑](#footnote-ref-326)
327. P. Tort. op. *cit.,* p*.* 554. [↑](#footnote-ref-327)
328. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-328)
329. M. Offerlé, *op. cit.,* pp. 173-174. [↑](#footnote-ref-329)
330. P.Tort, p. 554. [↑](#footnote-ref-330)
331. *Ibid.,* p. 549.Cfr. les réflexions *du* regretté A.J. Greimas, *Sémiotique et sciences sociales,* Paris, Seuil, 1976. [↑](#footnote-ref-331)
332. Même à l'apogée de la première révolution industrielle, quand le scientisme et le libéralisme étaient portés au pinacle, l'hégémonie de l'idéologie économique étaient fortement contestée par le socialisme, le christianisme social ainsi que par les doctrines contrerévolutionnaires. [↑](#footnote-ref-332)
333. M. Weber, [*Essais* *sur la théorie de la science*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24782670)*,* Paris, Plon, 1965, p. 181. [↑](#footnote-ref-333)
334. Chr. Chauvire, in L. Wittgenstein, *Leçons et conversations,* Paris, Gallimard, coll. Folio/ Essais, 1992, p. o. [↑](#footnote-ref-334)
335. C'est ce que ne semble pas comprendre Habermas, d'ordinaire mieux inspiré, cfr. J. Habermas, *Logique des sciences sociales,* Paris, PUF, pp. 169-174 et 189-193. Voir sur ce point : G. Hottois, La *philosophie du langage de Ludwig Wittgenstein,* Bruxelles, Editions universitaires, 1976. [↑](#footnote-ref-335)
336. L. Wittgenstein, *Tratatus logico-philosophicus,* Paris, Gallimard, 1961, énoncé 2.12. [↑](#footnote-ref-336)
337. G. Bachelard, [*Le matérialisme rationnel*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030331550)*,* Paris, PUF, p. 214. [↑](#footnote-ref-337)
338. D. Ruelle, *Hasard et chaos,* Paris, Odile Jacob, 1991, p. 20. [↑](#footnote-ref-338)
339. B. Badie et P. Birnbaum, *Sociologie de l'État,* Paris, Grasset, 1980. [↑](#footnote-ref-339)
340. L. Dumont, *Essais sur l'individualisme,* Paris, Seuil, 1983, p. 207. [↑](#footnote-ref-340)
341. D. Ruelle, *op. cit*., p. 20. [↑](#footnote-ref-341)
342. A. Lalande, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie,* Paris, PUF/Quadridge, 1991, 1re édition 1926. [↑](#footnote-ref-342)
343. K.W. Deutsch, *The Nerves of Government,* New-York, Free Press, 1966, p. 8. [↑](#footnote-ref-343)
344. M. Foucault, *L'ordre du discours,* Paris, Gallimard, 1971, p. 32. [↑](#footnote-ref-344)
345. P. Bourdieu, J. Cl. Chamboredon, J. Cl. Passeron, *Le métier de sociologue*, Paris-La Haye, Mouton, 1973, 2e édition ; R. Boudon, *La crise de la sociologie*, Genève, Droz, 1971. [↑](#footnote-ref-345)
346. M. Serres, *Éclaircissements*, Paris, François Bourin, 1992, p. 194. [↑](#footnote-ref-346)
347. I. Prigogine et I. Stengers, *op. cit*., p. 269. [↑](#footnote-ref-347)
348. F. Borella, *Critique du savoir politique*, Paris, PUF, 1990. [↑](#footnote-ref-348)
349. J. Charlot, « Partis politiques, pour une nouvelle synthèse théorique », in Y. Meny, dir., *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, FNSP, 1989, p. [↑](#footnote-ref-349)
350. E. Morin, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-350)